DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14137 – 5 F — MERCREDI 11 JUILLET 1990

Violences à Managua

BARRICADES, aéroports fermés, combats : Managua a vécu lundi 9 juillet des violences qui n'étaient pas sans rappeler les derniers soubresauts de la dictature Somoza, il y a onze ans. Cette fois, officiellement, l'heure n'est plus à la révolution, mais à la contestation : sous couvert d'une grève entamée le 2 juillet par le Front national des travailleurs (FNT), l'opposition sandiniste est descendue dans la rue, défiant ainsi l'ordre de retour au travail lancé par les autorités. Bilan : quatre morts déjà et une trentaine de blessés.

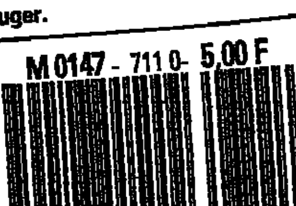
Ce fut assez grave pour qu'isolé dans sa violence par ses postes-frontières fermés le Nicaragua, à la démocratie convalescente au sortir d'une longue dictature et de dix ans de sandinisme contesté, se sente à nouveau fragilisé devant le spectre d'une nouvelle guerre fratricide doublé d'un chaos économique, lui, bien réel.

CETTE grève de la fonction publique aux motifs compréhensibles – les prix viennent de monter en flèche – sert de catalyseur aux frustrations politiques mal étouffées par le scrutin du 25 février qui a porté Mme Chamorro à la présidence. Grand artisan de ce chaos organisé ? Grand bénéficiaire en tout cas, M. Daniel Ortega, l'ancien président sandiniste, qui, après avoir appuyé le mouvement dirigé contre « le gouvernement dictatorial », s'est offert le luxe de lancer un appel au calme lundi à ses partisans.

Simultanément, il a invité le gouvernement à reprendre les négociations interrompues vendredi pour, a-t-il ajouté, « rétablir la stabilité sociale ». La présidente Chamorro ne pouvait pas ne pas se raccrocher à cette perche précaire : elle a implicitement accepté l'invitation en appelant « les forces vives du pays » à s'unir. Du même coup, M. Ortega se voit promu au rang de « pacificateur social ». Opposant, certes, n'en devient-il pas aussi un « partenaire » avec lequel on peut éventuellement gouverner ? Même si beaucoup pensent comme le ministre du travail, M. Rosales, qu'il y a eu « tentative de coup d'Etat » et que les sandinistes « veulent une participation au gouvernement en obtenant par la force ce qu'ils ont perdu aux élections ».

APRÈS la guerre civile larvée, le Nicaragua s'acheminerait-il vers une cohabitation « à la polonaise » ? Les urgences économiques semblent militer en ce sens : les effets de l'appui financier de la communauté internationale ne se font guère sentir. La mollesse du Congrès américain à débloquer son aide depuis que le Nicaragua, où rentrent d'exil les premiers contingents de « contras », n'est plus le brûlot communiste de naguère, indique clairement que les Nicaraguayens doivent dorénavant compter surtout sur eux-mêmes.

Un « pacte secret » existerait même entre Mme Chamorro et les sandinistes pour une « paix sociale » en échange notamment du maintien du général Humberto Ortega à la tête de l'armée. Le seul homme, dit la thèse officielle, apte à « neutraliser les éléments insurrectionnels sandinistes ». Mme Chamorro, qui vient de lancer un appel à l'armée pour rétablir le calme, va pouvoir en juger.



Le sommet des pays industrialisés à Houston

Les Sept divisés sur l'aide à l'URSS et sur la politique agricole de la CEE

Lors de leur première journée de travail lundi 9 juillet, à Houston (Texas), les dirigeants des sept pays les plus industrialisés n'ont pas rapproché leurs positions sur les deux principaux dossiers du sommet. Les Etats-Unis exigent de leurs partenaires européens qu'ils s'engagent à réduire les subventions agricoles. Ils restent en outre très réservés envers le principe d'une aide financière à l'Union soviétique. (Lire page 6 les articles de CLAIRE TRÉAN et de PHILIPPE LEMAITRE.)



M. Gorbatchev chahuté au congrès du PC soviétique

Parlant, mardi 10 juillet, devant le congrès du PC soviétique, M. Gorbatchev a été accueilli par une salle frondeuse, au point que le président soviétique a dû s'adresser plusieurs fois aux délégués pour savoir s'il pouvait terminer. La veille, il avait néanmoins marqué un point en faisant adopter par le congrès une réforme du bureau politique qui devrait en réduire considérablement les pouvoirs.

(Lire page 3, l'article de BERNARD GUETTA.)

Un projet de réforme de l'ordonnance de 1945

Une justice des mineurs moins répressive

Le ministère de la justice devait présenter, mardi 10 juillet, un projet de loi réformant le droit pénal des mineurs qui date, pour l'essentiel, d'une ordonnance de 1945. Au 1er avril, il y avait dans les prisons françaises 496 jeunes détenus, dont 26 n'avaient pas seize ans. Au moins deux condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité étaient mineurs au moment des faits. La réforme vise à humaniser les procédures et les sanctions.

Punir sans casser

La vieille dame était en tenue d'intérieur, allongée, morte devant sa voiture. Elle portait des plaies au cou et à l'abdomen. Le grand jardin était silencieux, et la maison sens dessus dessous. « *Meurtre de cambrioleur dérangé en pleine activité* », pensèrent les gendarmes qui menèrent rondement leur enquête. Quelques jours plus tard, samedi 7 juillet, un adolescent de dix-sept ans était interpellé, inculpé d'homicide volontaire et écroué à la prison de Riom. Un élève de seconde, sans antécédent judiciaire.

Selon les textes en vigueur, il risque la réclusion criminelle à perpétuité. Il n'est pas seul dans ce cas. M. Pierre Arpaillange avait dit son émotion (*le Monde* du 13 mars) en découvrant que les prisons françaises abritaient un mineur condamné à la réclusion perpétuelle : à dix-sept ans, il avait tué un enfant de huit ans, dans des circonstances évidemment affreuses. Récemment, la cour d'assises des Deux-Sèvres avait montré la même sévérité à l'égard d'un mineur âgé lui aussi de dix-sept ans lorsqu'il avait tué à coups d'Opinel une vieille épicière pour « *deux cents francs et une barre de chocolat* » (*le Monde* du 28 juin).

AGATHE LOGEART

Lire la suite et nos informations page 12 - section B

Les promesses du plus grand marché

L'économie française marque une pause mais bénéficiera à terme des nouveaux débouchés qui s'ouvrent à l'est de l'Europe

Par Alain Vernholes

Alors qu'on croyait l'économie française promise à une longue période de prospérité, l'activité s'est ralentie dans les entreprises, la production industrielle ne progresse plus depuis des mois, l'Etat encaisse moins d'impôts qu'il ne le prévoyait, signe évident d'un retournement de situation.

La pause n'est pas seulement française. Elle est plus marquée encore dans les pays anglo-saxons. L'économie américaine, après avoir progressé au rythme exceptionnellement élevé de 4,2 % l'an depuis la terrible crise qui l'avait secouée au début des années 80, a fini par baisser pavillon – ou presque –, la croissance se poursuivant outre-Atlantique à un rythme réduit de plus de moitié. L'économie britannique, quant à elle, en proie à une inflation majeure et qui avait déjà vu ses gains augmenter moitié moins vite l'année dernière, est maintenant presque étale (1).

La question qu'on peut se poser est de savoir si l'Europe continentale ne va pas être gagnée par le ralentissement anglo-saxon ; l'Italie, par exemple, n'accomplissant plus depuis la fin de l'année dernière ses habituelles performances, en raison notamment d'investissements industriels moins nombreux, signe peut-être d'un certain manque de confiance dans l'avenir. Seule parmi les pays industrialisés, avec un Japon de plus en plus conquérant (2), la RFA connaît, en ce milieu d'année 1990, une activité débordante concentrée sur la construction de logements et amplifiée par les besoins d'une Allemagne de l'Est en train de se joindre à elle.

Les économies occidentales, qui avaient montré leur dynamisme à l'automne 1987 en ne trébuchant pas sur le krach boursier, sont-elles à ce point essoufflées par trois années d'expansion qu'elles doivent marquer le pas avant de repartir?

La crise née il y a quinze ans d'une période de croissance trop inflationniste, ponctuée par deux chocs pétroliers majeurs (1973-1974, puis 1979-1980), est bien terminée. Les nations occidentales, pour avoir géré depuis dix ans leur économie et leurs finances de façon plus équilibrée, ont pu recommencer à investir beaucoup et à créer des millions d'emplois. Les problèmes de l'heure ne sont donc sûrement pas ceux d'une nouvelle ou d'une ancienne crise retrouvée, mais bien le retour possible de cycles conjoncturels qui, depuis la révolution industrielle du dix-neuvième siècle, ont régulièrement fait alterner des périodes de forte activité fondée sur l'investissement avec des périodes de ralentissement au cours desquelles les économies marquaient des pauses. Les hausses des prix et des salaires se ralentissaient alors, tandis que passaient dans le quotidien les bienfaits d'énormes accumulations de capital.

Nous en sommes probablement là. La force de la croissance française en 1987 et 1988, la foi qu'avaient en elle les industriels ont été telles que la crainte la plus répandue n'était pas du tout celle d'une activité insuffisante, mais bel et bien d'un manque de matières premières et de produits intermédiaires pour approvisionner les usines.

C'est ainsi que des stocks furent constitués tout au long de l'année 1988 et jusqu'aux premiers mois de 1989, des commandes passées en abondance. A la Bourse des matières premières de Londres, la crainte de pénurie fit passer les cours du « rapproché » au-dessus des cours à terme. Les achats comme les options d'achats firent grimper les prix.

Lire la suite page 23 - Section C

(1) La croissance du PIB britannique a été de 4,1 % en 1988 et de 2,3 % en 1989. Au premier trimestre de cette année, la croissance a été de 1,5 % en rythme annuel.

(2) Au premier trimestre 1990, le PIB du Japon a augmenté à un rythme annuel exceptionnellement élevé proche de 10 %.

La Chine de M. Peyrefitte

Les Chinois sont peut-être mystérieux, mais sont-ils vraiment différents de nous ?

Alain Peyrefitte s'interrogeait depuis la tuerie de Pékin en juin 1989 : pourquoi l'Occident s'est-il à ce point ému du massacre (il récuse ce terme) commis dans la capitale chinoise au nom des intérêts supérieurs du peuple le plus nombreux de la planète, quand tant d'autres boucheries, ailleurs dans le tiers-monde, passent pour ainsi dire inaperçues? Voici, dans son dernier livre, *la Tragédie chinoise*, le résultat de sa réflexion : « *Des automobilistes français, dès la frontière franchie, sont éblouis par les phares blancs des véhicules allemands. S'ils mettaient eux-mêmes des phares blancs sur leur véhicule, ils constateraient que le désagrément disparaît, et même que la visibilité s'améliore. Nous voulons imposer nos phares aux Allemands, lesquels n'en éprouvent aucun besoin, car les phares blancs éblouissent seulement ceux qui ont des phares jaunes. L'erreur d'appréciation que nous commettons avec les Chinois est du même ordre.* »

FRANCIS DERON

Lire la suite page 4

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

DÉBATS

UEO

Une Europe de la défense

par Robert Pontillon

LA France assume, depuis le 1er juillet et pour une année, la présidence de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). C'est une chance exceptionnelle à l'heure où des décisions capitales pour l'avenir de l'Europe doivent être prises.

Les accords de Yalta ont permis à Staline d'imposer à l'Europe une division qui a duré plus de quarante ans. Une nouvelle configuration de l'Europe et une réorientation de l'alliance atlantique surgiront inévitablement des négociations sur l'unification de l'Allemagne, mais aussi des négociations sur la réduction des forces conventionnelles en Europe et de la conférence qui doit se tenir à Paris, en décembre, sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

On mentionne rarement le rôle que l'UEO peut jouer dans la restructuration de l'Europe. Ce silence est intentionnel de la part des adversaires d'une Europe maîtresse de son destin. En effet, l'UEO est la seule organisation qui puisse servir de fondement à une Europe de la défense, parce qu'elle présente deux caractéristiques qui font sa spécificité.

L'engagement de ses membres est plus contraignant que celui que comporte l'alliance atlantique ; sa compétence n'est pas limitée géographiquement : c'est ce qui a permis des opérations de déminage destinées à assurer la liberté de circulation maritime dans le Golfe en 1988.

Dire, comme l'a fait, à Paris, le 22 juin, le secrétaire général de l'OTAN, que le nouvel ordre européen doit se fonder sur trois institutions : *la Communauté européenne*, l'alliance atlantique et la CSCE, sans mentionner l'UEO, c'est refuser à l'Europe la dimension de défense sans laquelle elle ne peut réaliser sa finalité politique. L'heure est venue, au contraire, se structurer la participation européenne à l'alliance.

Mais l'UEO doit aussi jouer un rôle à l'Est. Recevant récemment le secrétaire général de l'UEO, le maréchal Moyssiev, chef d'état-major de l'armée rouge, lui a demandé : « *Que pouvez-vous faire pour notre sécurité ?* » La question est devenue légitime et sa réponse implique l'établissement d'un dialogue véritable entre responsables de la sécurité, de part et d'autre de ce qui n'est déjà plus un rideau de fer. L'assemblée de l'UEO s'est engagée sur cette voie dès 1987, le Conseil vient seulement de l'aborder, avec une bien grande timidité. Il appartiendra à la présidence française de l'y faire progresser, de façon décisive.

Mais c'est sans doute au statut militaire de l'Allemagne unifiée que pensent plus précisément les dirigeants soviétiques quand ils évoquent la sécurité de leur pays. Ils acceptent désormais l'appartenance de l'Allemagne à l'alliance atlantique, mais il leur serait difficile, pour des raisons bien compréhensibles, d'admettre que le dispositif militaire intégré de l'OTAN soit avancé de quelque 250 kilomètres vers l'Est et ils ont quelques solides raisons de ne pas se fier au caractère durable d'un règlement qui conférerait des droits différents aux régions orientale et occidentale d'une Allemagne unie.

L'UEO pourrait, à ce propos aussi, jouer un rôle important dans la recherche d'une solution qui, tout en accordant à l'Allemagne sa pleine souveraineté, satisferait à la fois sa volonté de participer à l'alliance et le besoin de garanties qu'éprouvent l'URSS et ses alliés. Faut-il aller jusqu'à concevoir le stationnement en territoire allemand de grandes unités multinationales européennes ? La question vaut, en tout cas, d'être approfondie.

Le Conseil de l'UEO a annoncé, pour la première fois, son intention de se réunir à la veille du « sommet » de l'OTAN, afin qu'une réflexion puisse s'y développer sur l'adaptation de la stratégie et des structures de l'OTAN à la réalité de la menace et sur les conséquences de la réduction des forces américaines stationnées en Europe, puisque toute révision du partage des charges entre alliés doit conduire à un nouveau partage des responsabilités.

La vérification par satellites

Il est, en effet, peu admissible qu'au moment où le président Bush annonce, à deux reprises, sans consultation préalable de ses alliés, une diminution considérable de la participation des Etats-Unis au dispositif militaire de l'alliance, il réclame une extension des activités de l'OTAN vers des domaines nouveaux, dans lesquels l'Europe a parfaitement les moyens d'agir par elle-même. Ses intérêts outre-mer ne sont pas nécessairement ceux de l'Amérique et on voit mal pourquoi il faudrait étendre la zone de sécurité garantie par l'alliance au moment où les forces de l'OTAN se trouveront réduites.

Plus importante encore est l'intention manifestée par l'UEO d'organiser la participation des pays membres à la vérification des prochains accords sur la limitation des armes conventionnelles. Il est capital pour l'avenir de l'Europe qu'elle ne s'en remette pas à d'autres, fussent-ils ses meilleurs alliés, pour la connaissance des dispositifs militaires et des armements déployés sur le continent eurasiatique. Plusieurs propositions se trouvent sur la table du Conseil, notamment pour ce qui concerne la création d'une agence européenne de *vérification par satellites*.

Enfin, le traité de Bruxelles modifié, conclu par sept puissances en 1954, répond de façon remarquable aux exigences de sécurité de l'Europe de demain. Les menaces qui se dessinent du côté de la Méditerranée, l'élaboration des principes d'une sécurité collective autour de la CSCE vont conduire à de nouvelles pratiques dans le déploiement des forces, à l'élaboration de nouveaux systèmes défensifs, peut-être à l'établissement de nouveaux commandements multinationaux et surtout à un développement considérable des consultations sur l'évolution de menaces devenues plus diffuses et sur l'organisation d'un ordre de paix et de sécurité s'étendant à l'ensemble de l'Europe.

Alors que les réunions des chefs d'*Etat et de gouvernement* se multiplient pour faire avancer la construction d'une Europe économique, voire politique, le moment paraît venu qu'ils se réunissent, dans le cadre de l'organisation européenne compétente en ce domaine, pour lancer une réflexion créative sur la sécurité européenne, notamment grâce à des réunions périodiques des chefs d'état-major des armées des pays membres.

Il convient enfin de mettre un terme à la confusion qui préside au discours sur le rôle de la Communauté européenne dans le domaine de la sécurité. Certes, la Communauté constitue le noyau d'une future union européenne. Mais cette union ne sera pas complète tant que ses membres n'auront pas assumé, dans le domaine de la défense, des obligations au moins aussi contraignantes que celles que comporte le traité de Bruxelles modifié. L'UEO peut faciliter l'édification de l'unité européenne en permettant à la Communauté d'accueillir des pays qui ne souhaitent pas contracter des engagements militaires. L'UEO représente l'Europe de la sécurité, en attendant une fusion éventuelle des institutions dans le cadre d'une Fédération européenne.

► Robert Pontillon est président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

TRAIT LIBRE



Bonheurs

L'absolution

par Albert Memmi

IL m'est arrivé, raconte un confrère, une aventure extraordinaire : j'ai eu une illumination... *Ne vous moquez pas*... Vous ne riez pas de Pascal énonçant sa fameuse prière ou de Descartes découvrant le pivot de sa philosophie. Je ne suis pas aussi considérable, mais, vous allez voir, j'ai trouvé une formule magique, qui va transformer ma vie.

Durant une insomnie, dans cette ivresse redoutable de la nuit, je ressassais des souvenirs cuisants : sottises, fautes, humiliations. Nous avons tous, en nous, quelque hyène qui resurgit à nos moments de faiblesse.

J'avais ainsi la sourde conviction de n'avoir pas fait pour mes parents ce que j'aurais dû. J'eus beau plaider : la relation avec nos géniteurs est des plus obscures ; au surplus, mes parents étant décédés, la dette se trouvait éteinte... Rien n'y fit. Mes rares visites au cimetière me rendent malade ; preuve évidente de ma culpabilité.

J'aurais tant voulu être un héros ! Non à la manière d'un ami parachuté en Allemagne, mais, au moins, ne pas hésiter face à un voyou ; ne pas me troubler devant un uniforme.

Après la guerre, dans le train qui nous menait, étudiants tardifs, à l'université, nous fûmes contrôlés par un douanier. A la question « Qu'avez-vous à déclarer ? », je répondis précipitamment : « Moi, rien ! »

Des procès toujours perdus

N'était-ce pas suggérer que les autres avaient quelque chose à cacher ? Bien plus tard, j'ai interrogé mes compagnons de voyage, aucun ne se souvenait de l'incident. Tout de même, n'avais-je pas failli dénoncer mes camarades ?

A la veille de sa mort, je fis une visite à Louis Aragon. Le poète me reçut dans un merveilleux appartement, plein d'objets d'art et de meubles de prix. Mon admiration devait être manifeste car il me dit, suppliant presque : « *Je suis vieux maintenant, je n'ai pas d'enfants ; j'ai pensé que je pouvais me payer un appartement convenable.* »

Ecrivain comblé mais communiste, Aragon s'excusait de ce luxe comme d'une tricherie. Ainsi toute ma vie, j'aurai à me défendre en des procès toujours perdus.

C'est alors, me trouvant au fond du gouffre, que j'aperçus la corde salvatrice. Soit ! Supposons que tout cela soit vrai. Je pourrais continuer à me persécuter ; je suis le mieux placé pour cela. Mais ne pourrais-je pas aussi me traiter en ami ?

Françoise Dolto a souhaité que l'on grave sur sa tombe : « N'ayez pas peur. » Ma formule magique, je vais en faire le titre d'un ouvrage où je raconterai mes aventures. Il s'intitulera : Pardonnez-vous.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; *Telex 261311 F MONDSIR*

AU COURRIER DU Monde

Basses danses et haute société

A l'occasion des brillantes et charmantes *Variations autour d'une pantoufle* qu'elle a exécutées pour votre numéro du 26 juin, Dominique Fretard, l'envoyée spéciale du *Monde* à Montpellier, voulant joindre l'utile à l'agréable, nous a gratifiés, en passant, d'un petit cours d'histoire de la danse. Hélas, c'est là qu'elle a raté son sans-faute...

Dominique Fretard assimile hâtivement « hautes danses » et haute société, « basses danses » et basses classes. Or c'est le contraire : les « hautes danses » étaient les danses sautées, d'origine populaire (*la saltarelle, la gaillarde, la volte*, le tourdion, aux noms parlants), et offraient « le piment » de joyeux envols de jupes, dans la tradition rustique ; les « basses danses » étaient les danses marchées – ou glissées – où l'on ne quittait guère le sol : danses éminemment civiles, savantes, à figures ou « postures » ordinairement lentes : danses décentes, voire compassées (là aussi *le mot est éloquent*), *apanage*, en somme, « de la haute ».

JEAN-JACQUES NORMAND
Charenton.

Sans les excuses d'EDF

L'extrême célérité avec laquelle Electricité de France menace de priver de courant ses abonnés ayant omis de payer une de ses factures me semble contraster avec la lenteur déployée par cette même administration à le rétablir dans certains arrondissements de Paris à la suite des récents orages.

Lorsqu'en 1977 la foudre s'était abattue sur Manhattan, les Français présents n'ont pas résisté à l'envie narquoise de faire la leçon *à leurs amis new-yorkais* : « *Ah ! si votre électricité était nationalisée... A Paris, un tel désastre est impossible !* »

Eh bien, c'est possible ! Electricité de France nous en donne la preuve : trente-six heures après la coupure, des centaines de familles étaient toujours privées de courant. A New-York, les lignes étaient remises en service quinze heures plus tard, et le directeur de Con Edison, la compagnie distributrice, avait attribué la responsabilité de l'accident... à Dieu.

A Paris nous n'avons eu droit ni à l'information, pratique courante à la SNCF, à la RATP, à EDF, etc., nous n'avons pas reçu d'excuses, même d'ordre extraterrestre.

Docteur M. WAKS
Paris.

Réhabilitons la pluie

Il serait temps de redonner une juste place à la pluie. Dans le grand chambardement médiatique, il n'y a plus de place que pour le soleil. L'imaginaire des Français est désertique, *plus la moindre* gouttelette n'en découle ! Ils ont oublié jusqu'à la signification élémentaire du proverbe « Après la pluie, le beau temps », pour en favoriser un autre, inconsciemment : « Après le soleil, la sécheresse ».

Il est grand temps que nos charmants oiseaux fleuris de la télévision fassent passer le message qu'il est *plaisant de se balader sous la* pluie, ou encore que la fleur exhibée si ostensiblement à leur boutonnière n'a pu pousser que grâce à l'eau de pluie ; puisqu'il semble que notre éducation météorologique dépende de ces canaux médiatiques.

Pour que la pluie du matin redevienne symbole d'entrain...

PHILIPPE BAUDOUIN
Strasbourg.

De Nuremberg au goulag

L'horreur des camps de la mort nazis fut découverte à la fin de la seconde guerre mondiale. On organisa un procès et on châtia les criminels de guerre. Ce ne fut que justice.

Les dirigeants communistes, coupables, complices et approbateurs des génocides cambodgien et tibétain, responsables d'emprisonnements massifs, de déportations de masse jamais égalées, grands bâtisseurs de camps de concentration et de centres de torture spécialisés, n'auraient-ils pas droit, eux aussi, à un procès sérieux ? Les crimes contre l'humanité ne sont-ils interdits qu'en temps de guerre, ou ne sont-ils tolérés que pour le communisme ?

RENAUDIN BORIS
Troyes.

Les animaux souffrent aussi

Pas un mot dans *le Monde* au sujet de la manifestation qui s'est déroulée à Paris, le samedi 16 juin, dénonçant à nouveau la barbarie dont les animaux sont en permanence les victimes : vivisections dont le *public ignore les horribles* détails, corridas qu'aucune tradition ne justifie, mise à mort lente rituelle d'un âne tous les ans en Espagne, chiens attachés à vie au bout d'un mètre de chaîne, etc. En revanche, vous avez largement mentionné la Féria de Nîmes...

Il est fréquent d'entendre dire : « Occupez-vous d'abord des humains ! » Interpellation primaire de ceux qui ne font eux-mêmes, la plupart du temps, rien pour autrui. En position de force et parce qu'il estime que son quotient intellectuel lui donne une priorité sur l'animal, l'homme réclame à être servi le premier. Echelle de valeur subjective. L'amour se moque du QI. L'animal possède une forme de conscience tout *autant valable que la nôtre bien* que différente. Dans son regard on lit, comme pour l'homme, l'amour, la peur, la souffrance.

A notre époque où l'écologie est fort heureusement en vedette, à défaut d'avoir un minimum de sensibilité, on peut toujours comprendre la nécessité de la solidarité des différentes espèces du monde : l'homme qui fait souffrir la nature et l'animal se suicide physiquement et moralement.

CHRISTINE SAINT-PIERRE
Paris.

Des permis pour bolides

En Alsace, l'autre jour, un garçon de douze ans a été tué par un automobiliste roulant à 120 km/h en agglomération. Au volant d'une Renault 5 turbo, celui-ci faisait la course avec une Porsche 924. Les deux chauffeurs avaient dix-neuf ans...

Aujourd'hui, il y a plusieurs types de permis suivant la puissance des motos ou la taille des poids lourds, mais n'importe quel gamin peut, le jour d'obtention de son permis, se mettre au volant d'une voiture de rallye... La solution courageuse ne serait-elle pas d'instituer un permis spécial à partir d'une certaine cylindrée et, pourquoi pas, d'interdire ce permis aux moins de vingt-cinq ans ?

CLAUDE PONCET
Les Combes.

ÉTRANGER

URSS : en élargissant sa composition

M. Gorbatchev a réduit les pouvoirs du bureau politique du parti

Le congrès du PC soviétique a entendu, mardi 10 juillet, un nouveau discours de M. Gorbatchev, qui a affirmé que *« la ligne politique de la perestroïka, à de petites exceptions près, est soutenue par ce congrès »* et que *« le parti ne restera à l'avant-garde de la société (...) que s'il achève ses réformes sur la voie de la démocratisation le plus vite possible »*.

Le secrétaire général a reconnu que *« le parti perd de son pouvoir »*, mais, a-t-il aussitôt ajouté, *« aucune dictature ne résoudra rien, nous sommes sur le bon chemin, il faut continuer »*. Son discours a été troublé au bout d'une demi-heure par un brouhaha qui n'a plus cessé, au point que le président s'est adressé plusieurs fois aux délégués pour savoir s'il pouvait terminer. *« Ce n'est pas facile : je parle seul et vous êtes cinq mille en face de moi »*, a-t-il constaté.

Dans une résolution sur les problèmes militaires adoptée lundi, le congrès s'était prononcé contre la *« dépolitisation »* de l'armée, ajoutant que *« le travail politique au sein des forces armées doit être basé sur les idées de Marx, Engels et Lénine »* et demandant aux organisations du PC de *« contribuer à renforcer l'autorité de l'armée et son prestige »*. La résolution ajoute toutefois qu'il faut créer *« des mécanismes de travail des organisations du PCUS dans l'armée, pour leur interaction avec d'autres organisations sociales qui agissent dans le cadre des lois soviétiques »*.

Le même texte affirme que *« le danger militaire pour l'URSS persiste »*. Le congrès avait rejeté bruyamment la proposition d'un délégué, qui souhaitait que cette formule soit remplacée par *« le danger militaire diminue »*.

MOSCOU

de notre correspondant

C'était peut-être, lundi 9 juillet, le vingt-cinquième vote de la journée, mais c'était certainement aussi le plus important de tout ce congrès du PC soviétique. Il s'agissait, en effet, d'adopter les articles des nouveaux statuts du parti définissant le rôle, la composition et le mode d'élection du comité central et du bureau politique.

Aidé par M. Loukianov, le président du Parlement fédéral, auquel il avait confié la présidence de séance, M. Gorbatchev avançait lentement. Les délégués, eux, étaient fatigués et, mine de rien, les deux maîtres du jeu les fatiguaient plus encore, précipitant les débats sur les amendements dangereux et les prolongeant à souhait sur ceux qui ne l'étaient pas.

A 18 h 37, le résultat du vote s'est finalement affiché sur les tableaux électroniques. Par 3 647 voix contre 475, les délégués venaient de donner leur accord à la suppression de fait du bureau politique – c'est-à-dire à la paralysie des organes dirigeants du parti – et à sa neutralisation progressive.

C'était un grand moment de l'histoire de la perestroïka mais très peu de gens, dans la salle, l'ont réalisé, car ce qui venait de se passer avait aussi constitué un sommet de la manipulation politique. D'abord les faits, car rien en l'affaire n'est simple.

Désormais le bureau politique sera composé des premiers secrétaires des PC des quinze Républiques soviétiques ainsi que du secrétaire général et du secrétaire général adjoint (un nouveau poste) qui seront élus directement par le congrès. A ces dix-sept personnes, membres donc de droit de ce qui était jusqu'à présent la direction suprême du parti, s'ajouteront *« encore quelques autres personnes membres du comité central »* que le congrès va élire dans les jours qui viennent.

Ce sera au comité central d'en fixer le nombre, et de choisir ces « autres » – des représentants, a expliqué M. Gorbatchev, des différentes couches de la société – qui devraient être, à ce qu'on comprend, au moins cinq et pas plus d'une grosse dizaine. Concrètement, cela signifie que la masse du futur bureau politique sera constituée de personnalités qui y siégeront *ès qualités* et qui ne seront pas, autrement dit, élus sur une base politique.

Une question technique en quelque sorte, mais le tour est joué. Toute la difficulté avait été, depuis cinq ans, pour M. Gorbatchev, d'éviter de se faire mettre en minorité ou bloquer par le bureau politique. Toute l'ambition des conservateurs à ce congrès avait été de porter au nouveau bureau politique des hommes dont le secrétaire général n'aurait pu se jouer.

Que va-t-on avoir ? Un organisme lourd, numériquement dominé par des hommes occupés aux quatre coins du pays, confrontés à des situations locales difficiles et beaucoup plus préoccupés d'arriver à maintenir un équilibre dans leur République, de parvenir à se maintenir eux-mêmes au pouvoir, que d'aller se battre avec le secrétaire général sur la grande politique de l'Union.

Une structure fédérale

De fait, le bureau politique devient une structure fédérale dont le rôle principal va bientôt être d'harmoniser – au nom de l'« *unité* » et de la « *consolidation* » – les politiques des différents partis républicains auxquels les nouveaux statuts accordent une autonomie inéluctablement croissante. Le bureau politique n'est plus une direction politique. En admettant même (ce qui n'est pas à exclure) que les conservateurs parviennent maintenant à truster toutes les places restantes, cela ne changerait pas grand-chose au coup mortel que M. Gorbatchev vient de porter à l'organisation léniniste du parti.

Progressivement, le rythme (traditionnellement hebdomadaire) des réunions du bureau politique va s'espacer, et comme c'est ce même bureau politique qui convoque les réunions du comité central, le moins qu'on puisse dire est que cette journée de lundi n'a pas été mauvaise pour M. Gorbatchev.

Comment ce congrès, dans lequel les conservateurs étaient chaque jour plus agressifs, a pu accepter de se faire ainsi harakiri ? C'est très simple. Première manœuvre florentine, M. Gorbatchev s'est d'abord battu en faveur de sa proposition initiale visant à transformer le bureau politique en présidium. Ce mot voulait trop dire qu'il n'y avait plus de direction politique collégiale. Les conservateurs ont tant et tant protesté que la commission des statuts, dont M. Gorbatchev avait pris la présidence, leur a donné satisfaction.

C'était la « *volonté des communistes* », a benoîtement expliqué le secrétaire général dans son rapport de commission. Le vote – grande victoire conservatrice – est donc devenu un vote sur le maintien du bureau politique et beaucoup de conservateurs de base n'ont tout simplement pas compris que ce bureau aurait désormais la composition prévue pour le présidium, qu'il devenait le présidium.

Le secrétaire général a systématiquement joué dans cette bataille les appareils des partis républicains contre celui du parti russe, nouvellement constitué. En même temps qu'il avait terrifié les réformateurs par son radicalisme conservateur, le congrès de constitution de ce parti, jusqu'alors confondu avec le parti soviétique, avait en effet inquiété les quatorze autres partis qui voyaient soudain naître un appareil contrôlant plus de la moitié des effectifs du PCUS.

La masse est un marais

Ils avaient un recours en la personne d'un homme ayant besoin d'alliés : M. Gorbatchev. C'est ainsi que l'accord s'est fait, et le vote a été d'autant plus facile que la masse des délégués, pour conservatrice qu'elle soit, aime avant tout le consensus, revenir à des situations d'unité qui la rassurent. Cette masse est un marais. Le secrétaire général proposait. Aucun grand ténor ne s'opposait, puisque le bunker conservateur avait été circonscrit, et c'est passé.

Une fois de plus, M. Gorbatchev a joué l'efficacité contre les proclamations, et il a gagné. Même si le congrès lui imposait demain un secrétaire général adjoint conservateur, même si le comité central était dominé par ses adversaires, il a verrouillé le sommet, et les corps intermédiaires se trouvent coincés entre une base qui rue dans les brancards et un patron décidément coriace.

M. Eltsine à la rescousse

Est-ce à dire pour autant que cette victoire soit totale ? Loin de là, car si les délégués n'ont rien compris à ce qui leur était arrivé, le pays a beaucoup moins compris encore. Ce que voient les Soviétiques de ce congrès, c'est la violence de l'assaut conservateur et le calme de M. Gorbatchev qui laisse à d'autres le soin des ripostes verbales. Ce faisant, il déçoit aussi sa base naturelle, celle dont il a besoin et qui se désespère de le voir refuser de se porter à la tête d'un nouveau parti réformateur.

Plus que jamais, plus M. Gorbatchev gagne sur le fond, plus il perd en popularité. Il le sait, mais son raisonnement est qu'il est président pour encore cinq ans, que les courbes de popularité vont et viennent alors que le démantèlement pacifique du communisme relève de la microchirurgie. Pourtant, on l'a vu lundi, pour la première fois, utiliser publiquement M. Eltsine pour contrer les conservateurs.

L'un d'entre eux venait de proposer une résolution dont l'adoption aurait prorogé jusqu'au prochain congrès le mandat des délégués. Or, entre deux congrès, il peut y avoir des « conférences » du parti dont les pouvoirs de décision sont considérables et qui peuvent, en particulier, renouveler d'un tiers la composition du comité central. Cette proposition visait donc à visser la situation pour cinq ans, en empêchant l'élection de nouveaux délégués pour les conférences.

Cela pouvait passer, puisque les délégués auraient ainsi voté en leur propre faveur. Le danger était sérieux et M. Gorbatchev soudain sec, a tout simplement expliqué aux délégués qu'ils allaient susciter, ce faisant, l'indignation de la base et qu'ils feraient bien de se souvenir des « *avertissements* » du « *camarade Eltsine* ». Ce dernier leur avait justement fait remarquer qu'ils étaient majoritairement fonctionnaires du parti et que cela ne plaisait pas dans le pays, avertissant les conservateurs que leur radicalisation mènerait à la « *nationalisation* » des biens du parti et à l'ouverture de poursuites judiciaires, à tous les niveaux, contre les cadres communistes.

Le congrès a réfléchi et rejeté l'amendement, par 2 582 voix contre 1 357.

BERNARD GUETTA

□ **Vingt-deux personnes pour négocier avec la Lituanie.** – Un décret signé lundi 9 juillet par M. Gorbatchev a fixé la composition de la délégation chargée, au nom de l'Union soviétique, de mener les négociations avec la Lituanie. Dirigée par M. Ryjkov, premier ministre, la délégation comprend vingt-deux membres, notamment les présidents du comité d'Etat au plan, de la banque d'Etat et des syndicats, les ministres de l'intérieur et de la justice, le chef de l'état-major général, le ministre des relations économiques extérieures et un vice-ministre des affaires étrangères de l'URSS, enfin le premier ministre de Russie, M. Silaev *(AFP.)* –

YOUGOSLAVIE

La grève a été largement suivie par la population d'origine albanaise au Kosovo

BELGRADE

de notre correspondant

En signe de protestation contre la reprise du contrôle de leur province par les autorités de Serbie, le président du Kosovo, M. Hisen Kajdomcaj, ainsi que deux des membres de la présidence collégiale de la province, MM. Djakova et Juniku, ont donné, lundi 9 juillet, leur démission. Dans une lettre adressée à la présidence fédérale yougoslave, ils jugent que la dissolution du Parlement et la destitution du gouvernement de la province est « *un acte anticonstitutionnel et représente une attaque contre la province* » et ajoutent : « *Nous voyons une issue à la crise actuelle dans des réformes démocratiques et dans le dialogue et non pas dans l'Etat d'urgence, dans la répression ou l'emploi de la force* ». Ils demandent ensuite que la présidence fédérale se prononce au plus vite sur la nouvelle situation au Kosovo.

Les délégués de souche albanaise du Parlement du Kosovo, qui avaient promulgué lundi 2 juillet une « *constitution du Kosovo* » se refusent toujours à reconnaître la dissolution du parlement de la province et taxent les mesures prises par les autorités serbes « *d'unitaristes et de chauvines* ». Lundi, ils ont appelé au « *soutien de l'opinion démocratique yougoslave* ».

L'ordre de grève générale d'une heure par jour, lancé dimanche par les syndicats indépendants du Kosovo et qui devrait durer jusqu'au 14 juillet, a été largement suivi par la population de souche albanaise. Les organisateurs avaient demandé aux grévistes de ne pas répondre aux provocations et d'éviter tout conflit. Le débrayage a duré une heure exactement. A Pristina, capitale de la province, plusieurs milliers de grévistes se sont rassemblés à 9 heures du matin dans le centre de la ville pour défiler calmement. Au bout d'une demi-heure, jugeant que le défilé prenait des airs de « *manifestation de masse* », les forces de l'ordre décidèrent de disperser la foule ; quelques heurts ont eu lieu devant le Parlement et le gouvernement serbe a, lundi, de nouveau mis en garde les « *réfractaires* » aux nouvelles autorités et précisé que « *la Serbie est en mesure de congédier tout individu qui opposera une résistance* ».

La télévision et la radio régionales ne diffusent toujours pas d'informations en langue albanaise. Le journal *Rilindia* qui continuait lundi à parler « *d'occupation* », de « *déstabilisation des tentatives démocratiques au Kosovo* » et qui incitait à la révolte, a été interdit et son financement stoppé.

(Intérim)

□ **RECTIFICATIF.** – A propos de la mise en liberté du lieutenant général Milans del Bosch, condamné à vingt-six ans de prison pour son implication dans la tentative de coup d'Etat du 23 février 1981 en Espagne, nous avions écrit (*le Monde* du 3 juillet) qu'il avait été libéré *« après avoir purgé les deux tiers de sa peine »*. C'est, bien entendu le « tiers de sa peine » qu'il aurait fallu écrire.

ALBANIE : alors que les négociations se poursuivent

Les premiers réfugiés sont arrivés à Prague

Alors que cinquante et un refugiés albanais sont arrivés à Prague dans la nuit de lundi 9 au mardi 10 juillet, le sort des quatre à six mille personnes qui s'entassent dans les ambassades occidentales à Tirana n'était toujours pas réglé mardi en fin de matinée. Certains témoignages faisant état de troubles sévérement réprimés dans plusieurs villes du pays ont d'autre part été recueillis par des diplomates européens.

C'est en criant *«Havel, Havel»* et en brandissant un portrait du président tchécoslovaque que les cinquante et un réfugiés albanais de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Tirana sont arrivés à l'aéroport de Prague mardi 10 juillet à 1 heure du matin. *«C'est incroyable, c'est comme le paradis»*, a déclaré en souriant un des réfugiés en gagnant le car qui les a conduits vers une destination inconnue. *«Bienvenue en Tchécoslovaquie. Je suis heureux que nous ayons pu vous aider à sortir»*, a déclaré le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, venu accueillir les réfugiés à leur descente d'avion.

A Tirana, les négociations se poursuivent pour tenter de régler le sort des quatre mille à six mille personnes réfugiées dans les ambassades et dont les conditions de vie sont de plus en plus précaires notamment en raison d'équipements sanitaires insuffisants. Ainsi, les deux mille cinq cents réfugiés qui s'entassent dans les locaux de l'ambassade de RFA ne disposent que de huit toilettes. Pour le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, les ambassades espèrent une solution globale impliquant le droit pour tous les réfugiés de partir pour le pays de leur choix. Un journaliste de la télévision yougoslave, un des rares à avoir pu pénétrer en Albanie, a toutefois indiqué que les autorités albanaises ont *«officiellement»* annoncé leur intention d'accorder des passeports à seulement huit cent quarante citoyens albanais, *«bien qu'il s'agisse de voyous et de repris de justice dénués de tout sentiment patriotique»*. Les autorités n'ont toutefois pas précisé quand et sous quelles conditions elles procéderont à la délivrance de ces passeports. Selon le journaliste yougoslave, le quartier des ambassades est gardé par au moins trois mille policiers et *«un grand nombre»* d'agents de la sécurité. Selon un autre journaliste yougoslave, quelques centaines de personnes, dont des femmes et des enfants, restent massées dans la rue Congresi i Permetit, espérant pouvoir communiquer avec les membres de leurs familles réfugiés dans les ambassades. Des policiers albanais auraient, selon la même source, aidé des réfugiés à pénétrer dans les ambassades moyennant une rémunération.

«Le secrétaire général de l'ONU estime qu'il y a des progrès», a déclaré, lundi à Genève, Mme Nadia Younes, porte-parole de M. Perez de Cuellar, en rendant compte des discussions menées par l'émissaire des Nations unies, le Suédois Staffan de Mistura, arrivé dimanche après-midi à Tirana et dont la mission devrait durer *«deux ou trois jours»*. La France, la RFA et l'Italie ont donné «carte blanche» à M. de Mistura pour régler avec les autorités albanaises les problèmes posés par l'évacuation des réfugiés. Apparemment, ces discussions sont plus longues que prévu puisque, lundi, le porte-parole adjoint du ministère ouest-allemand des affaires étrangères prévoyait que *«des décisions concrètes»* seraient prises *«dans les vingt-quatre heures»*.

Troubles dans plusieurs villes

Après le limogeage, samedi, des ministres de l'intérieur et de la défense (*le Monde* du 10 juillet), le présidium de l'Assemblée populaire albanaise a décidé, lundi, de démettre de leurs fonctions les ministres de la défense du peuple, de l'industrie légère, de l'industrie alimentaire, des services publics et du commerce intérieur. Le vice-président du conseil des ministres et président de la commission du contrôle de l'Etat a aussi été limogé. Ce nouveau remaniement semble s'être fait aux dépens de la vieille garde stalinienne de l'ancien numéro un albanais, Enver Hodja, regroupée autour de la veuve de ce dernier. Quelques timides mesures de réforme économique ont ainsi été annoncées lundi et, notamment, une réforme du code du travail. Au cours du dernier plénum du Parti communiste albanais, qui s'est tenu en fin de semaine à Tirana, le numéro un du pays, M. Ramiz Alia avait annoncé la mise en place pour 1991 d'un *«nouveau mécanisme économique»* faisant de la *«rentabilité»* des entreprises un objectif prioritaire. *«Les masses doivent être dirigées par le parti, voilà ce qui est fondamental»*, a aussi déclaré M. Ramiz Alia.

Des troubles, ayant causé la mort de plusieurs personnes, auraient éclaté dans plusieurs villes albanaises la semaine dernière, selon des témoignages recueillis par des diplomates à Tirana. Un diplomate européen, qui a requis l'anonymat, a indiqué que des Albanais, réfugiés dans les ambassades de Tirana, avaient fait état de manifestations sévèrement réprimées à Shkodër (nord-ouest), Saranda (sud, face à l'île grecque de Corfou) et Kavaja (sud-ouest). Une réfugiée a ainsi confié avoir vu les corps décapités de trois personnes sur une place de Shkodër et d'autres réfugiés ont affirmé que trente-cinq personnes avaient été tuées à Saranda. *«Je n'ai vu en Albanie aucune manifestation populaire d'hostilité contre le gouvernement»*, a, en revanche, déclaré lundi M. Franco Salvi, vice-président démocrate-chrétien de la Chambre des députés italienne, qui a ajouté : *«Le gouvernement albanais a fait preuve d'ouverture. Après une première phase plutôt dure de la part de la police, celle-ci s'est ensuite contentée de regarder et ne s'opposait pas à l'entrée des Albanais dans les ambassades.»* Le parlementaire italien, qui était en visite privée en Albanie, a d'autre part estimé que le régime albanais était *«en train de s'orienter vers une plus grande libéralisation»*. – (AFP, Reuter, AP.)

هكذا من الاجل

EUROPE

ITALIE

Un amour de Stradivarius

ROME

de notre correspondant

Sur la photo, l'otage paraît en bonne condition, en tout cas toujours vert pour son âge. Coup classique, *les ravisseurs, pour bien montrer* qu'ils le détiennent encore, ont posé à côté de lui un quotidien du jour. La demande de rançon expédiée avec le cliché porterait sur 3 milliards de lires, soit environ 15 millions de francs. Les vaut-il encore ou serait-il plus judicieux de le laisser aux mains des ravisseurs? Pour Pierre Amoyal, virtuose du violon, c'est toute la question.

«Enlevé» de sa Porsche en stationnement le 15 avril 1987 du côté de Turin, son Stradivarius préféré semblait avoir mystérieusement disparu de la circulation. Et puis le miracle s'est produit. Probablement victime de ces professionnels du rapt contre rançon que sont les «soldats» de la N'Drangheta, *la* cruelle mafia calabraise, l'instrument a fini par tomber entre des mains moins *calleuses que les leurs et qui, si elles* n'ont pas le sens de la mesure, semblent connaître la musique... D'où la mise en scène du cliché qui a redonné espoir au célèbre virtuose.

Plus que quatre cents en circulation

Le *Corriere della Sera*, en révélant lundi cette triste affaire à ses lecteurs, précisait d'ailleurs que Pierre Amoyal a eu son premier contact avec les brigands il y a déjà juste quelques semaines. Bien entendu, le musicien français a choisi de ne pas improviser et il a immédiatement engagé Mᵉ Gennaro Egidio, un maestro du barreau transalpin, afin qu'il poursuive en son nom les tractations. C'est que le violon volé n'est pas non plus n'importe quel Stradivarius. Le célébrissime luthier italien en avait certes fabriqué plus de mille pendant toute sa carrière mais, outre qu'il n'en resterait plus que quatre cents en circulation, celui-ci aurait notamment appartenu à Nicolas II, l'ancien tsar de toutes les Russies.

Selon son actuel et légitime propriétaire, l'instrument serait en outre l'un des cinq meilleurs qui restent au monde. Bref, sa valeur est inestimable et son marché potentiel clandestin inexistant. Brisé pendant trois longues années – il aurait notamment, affirme le *Corriere*, annulé tous ses engagements pour six mois après le vol, – Pierre Amoyal déclare, dans une lettre à son avocat, avoir *«vécu pendant quinze ans une magnifique histoire d'amour»* avec son violon. Un *«objet d'art,* implore-t-il, *qui est encore d'une telle beauté après deux siècles et demi d'existence qu'il mérite vraiment de vivre deux autres siècles»*. En d'autres termes, le musicien passionné *se dit «prêt à tout» pour récupérer* l'objet de son cœur, mais *«dans son intégrité»*.

Précision utile quand on sait que la N'Drangheta a la sale habitude d'expédier aux parents de ses victimes *une oreille ou un petit doigt tranché*...

PATRICE CLAUDE

□ **RDA : la terroriste présumée** ***Silke Maier-Witt demande son*** **transfert en RFA.** – La terroriste présumée de la Fraction armée rouge (RAF) Silke Maier-Witt, arrêtée le 18 juin en RDA, veut être remise à la justice ouest-allemande pour bénéficier des dispositions sur les criminels repentis, a rapporté, mardi 10 juillet, le quotidien ouest-allemand *Die Welt*. Comme la militante de la RAF Susanne Albrecht, transférée jeudi dernier en RFA, Mᵐᵉ Maier-Witt, quarante ans, veut dévoiler son passé au juge d'instruction de la Cour fédérale, a ajouté le journal. Silke Maier-Witt, qui vivait depuis 1980 en RDA, est notamment soupçonnée d'avoir participé à l'enlèvement et à l'assassinat du *«patron des patrons» ouest-allemand* Hans-Martin Schleyer en 1977. – *(AFP.)*

□ **Deux nouveaux charniers soviétiques.** – Deux fosses communes de la police secrète soviétique NKVD (ancêtre du KGB) ont été découvertes à proximité immédiate du camp nazi de Sachsenhausen (nord de Berlin), qui fut utilisé comme centre de détention par les Soviétiques après la seconde guerre mondiale, a annoncé, lundi 9 juillet, l'agence est-allemande ADN. Un premier charnier avait déjà été découvert en mars à 6 kilomètres de Sachsenhausen. – *(AFP.)*

□ **TCHÉCOSLOVAQUIE : quatre ans de prison pour l'ancien chef du PC à Prague.** – M. Miroslav Stepan, *quarante-quatre ans*, ancien membre du présidium du PC tchécoslovaque et chef du Parti communiste à Prague, a été condamné, lundi 9 juillet, à quatre ans de prison ferme pour *«abus de pouvoir d'agent public»* à l'issue d'un procès de deux semaines.

Il s'agit de la première condamnation d'un ancien dirigeant communiste après la révolution tchécoslovaque de novembre 1989. M. Stepan, qui a nié toutes les accusations, a fait appel, selon l'agence CTK. M. Miroslav Stepan était notamment poursuivi pour son rôle dans la répression brutale de plusieurs manifestations d'opposants en octobre 1988 et janvier 1989. – *(AFP.)*

AMÉRIQUES

ARGENTINE : la célébration de la fête nationale

Un défilé militaire monstre en prélude à la «réhabilitation» de l'armée

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Une marche militaire aux surprenants accents de tango ouvrait le défilé par lequel le président Menem célébrait, lundi 9 juillet, sa première année de gouvernement. L'anniversaire de son entrée à la «Casa Rosada» coïncide pratiquement avec la fête de l'indépendance de l'Argentine, qui date du 9 juillet 1816. Il faut toutefois remonter à 1978, c'est-à-dire en pleine dictature militaire, pour voir cette fête nationale marquée par un tel déploiement de forces. Plus de dix mille hommes des trois armes ainsi que de la gendarmerie et de la police marquaient le pas devant la tribune présidentielle, sous les applaudissements de milliers de badauds qui agitaient les mêmes petits drapeaux bleu et blanc qu'ils avaient achetés la veille pour célébrer, malgré tout, la deuxième place de l'Argentine au Mondiale.

M. Menem avait souligné à plusieurs reprises l'enjeu politique de cet événement. Il affirmait récemment vouloir *«faire un grand défilé pour revenir aux époques d'antan quand les civils applaudissaient les militaires»*. Le défilé n'en a pas moins soulevé de nombreuses critiques en raison de son coût (plus de 1 million de dollars alors que le pays est en pleine crise), mais aussi en raison de sa signification, particulièrement parmi les organisations des droits de l'homme. Hébe de Bonafini, la présidente des Mères de la place de Mai, déclarait : *«Nous, les mères, répudions ce défilé car tous les assassins s'y trouvent réunis. Le président et tous ceux qui y assistent revendiquent ainsi les crimes.»* Lors de la *«guerre sale»* des années 70 contre la gauche, l'armée s'est rendue coupable de la *«disparition»* de plus de treize mille personnes.

Après les grands procès des années 80 contre quelques-uns des militaires responsables de violations des droits de l'homme, le gouvernement de Raul Alfonsin avait concédé, sous la pression de trois mutineries, deux amnisties voilées. Son successeur veut aller plus loin dans la *«réhabilitation»* de l'armée, il prêche la *«pacification nationale»* (*le Monde* du 7 juillet). Malgré l'opposition de la majorité de l'opinion publique, il accordait un large pardon, en octobre dernier, et s'est engagé à l'étendre à six des sept militaires encore détenus, d'ici à la fin de l'année. Le général Carlos Suarez Mason en demeure exclu, en raison des pressions, y compris des militaires eux-mêmes qui ont toujours vu dans sa fuite une atteinte à l'honneur de l'armée.

Carlos Ménem souhaite donc prouver que *«les divisions stériles entre le pouvoir politique et les forces armées appartiennent au passé»*. Forts de cette nouvelle attitude du pouvoir exécutif, les militaires ont voulu pousser leur avantage. Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Martin Bonnet, ne déclarait-il pas, fin mai, que seul un pardon présidentiel final *«marquera la reconnaissance de l'action des forces armées pour mettre en déroute la subversion»*. Les militaires ont toujours souhaité être réhabilités aux yeux de la société et le défilé de lundi constituait clairement une première étape dans ce sens.

Le fiasco des Malouines est aussi *peu à peu oublié. Carlos Menem* a pris, d'une part, l'initiative de renouer les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, qui avaient été rompues lors de l'invasion de l'archipel par les troupes argentines en 1982. Il a fait, d'autre part, construire un monument aux quelque quatre cent morts argentins lors du conflit. Et c'est le chef du groupement «Malouines argentines», une formation interarmes, qui ouvrait le défilé de lundi.

EDITH CORON

ASIE

La Chine de M. Peyrefitte

Suite de la première page

Cette lumineuse comparaison constitue la source et l'aboutissement de la démarche d'Alain Peyrefitte sur un sujet qui lui tient à cœur : la Chine et son mal de vivre face à l'Occident moderne. Elle sous-tendait déjà son mémorable *Quand la Chine s'éveillera* de 1973, ainsi que son *Empire immobile* de l'année dernière. Reprenant sa quête d'une Chine mystérieuse car intrinséquement différente de l'Occident, «A.P.», comme il aime à signer, a le mérite de la franchise : les Chinois, assure-t-il, ne sont pas mûrs pour la démocratie à l'Occidentale, les droits de l'homme et autres libertés individuelles. A la limite, ils ne les souhaitent pas vraiment. *« Nous voulons appliquer aux Chinois notre conception des droits de l'homme ; et s'il leur plaît, à eux, de rester Chinois ?»* lance-t-il avant d'illustrer son propos par la «parabole des phares blancs».

Les Chinois sont-ils autres ?

Sans peut-être même s'en apercevoir, «A. P.» a recyclé ce même argument de «l'altérité chinoise» qui imprégnait autrefois les élucubrations des maoïstes français. Les Chinois ne pourraient adopter collectivement les valeurs occidentales parce que ni leur culture politique, ni leur tradition sociale et intellectuelle, ni le gigantisme des problèmes auxquels ils sont confrontés, ne seraient compatibles avec une brusque libéralisation. *Il faudrait à la Chine, pour* survivre en tant que nation, un régime fort, distribuant mérites et blâmes à la manière impériale, octroyant des parcelles de démocratie au gré de son bon vouloir, gérant le bien collectif dans le respect absolu d'une tradition culturelle plus riche que celle d'aucune autre nation au monde.

« La Chine est beaucoup plus qu'un pays, *elle est une civilisation – un point de passage, qu'elle considère comme obligé, entre l'Homme et l'Univers cosmique. La Chine est la raison d'être de la Chine : ne pas admettre ce principe, c'est déraisonner»*, écrit, élégamment comme à son habitude, Alain Peyrefitte. Soit. Le problème est que, de façon croissante, elle n'est plus pleinement la raison d'être *de tous les Chinois*.

Alain Peyrefitte ne s'est pas demandé pourquoi certains intellectuels chinois en sont venus à soupçonner cette tradition multimillénaire que traduit le concept de Chine d'entraver le progrès dont le peuple chinois est capable. Ce qui le conduit à écarter *a priori* toute analogie entre l'effondrement des autres régimes socialistes et l'échec historique chinois de 1989. Ailleurs, *« le système communiste s'anéantit parce qu'il a cessé d'exister dans la tête de ceux qu'il asservit »*. En Chine, le raisonnement ne tiendrait pas.

On peut discuter à l'infini de cette thèse puisque le débat sur l'incompatibilité réelle ou supposée des systèmes de références chinois et occidental dure depuis les premières missions chrétiennes en Chine.. . *Un historien* anglo-saxon, Jonathan Spence, s'est attaqué avec brio *à* la question dans un ouvrage superbe, qui se lit comme une grande épopée, *A la recherche d'une Chine moderne* (1). Le souffle qui traverse ce livre, qui vient d'être publié à Londres, conduit le lecteur de la fin de la dynastie Ming à la place Tiananmen de 1989, à travers les méandres de ce mal d'être chinois que ce pays connaît *depuis qu'il a quitté son apogée.* Du grand art.

Alain Peyrefitte revendique, pour les Chinois, le droit à s'autodéterminer sans ingérence extérieure (sous-entendu : occiden*tale). On pourrait lui* retourner l'argument. Car ce qui n'est plus acceptable, c'est de voir un ancien ministre faire encore la sourde oreille à l'avis de tant d'intéressés. Les temps ne sont plus où Alain Peyrefitte pouvait écrire, comme dans son *Quand la Chine...* que la dictature maoïste, très largement détestée à l'époque, avait *« peut-être »* été le seul régime communiste à *« savoir mettre de la joie »* dans les fêtes totalitaires qu'il organisait pour le plaisir de ses chefs. Rares étaient alors les Chinois qui prenaient le risque de témoigner contre le régime. Aujourd'hui, ils parlent pour eux-mêmes en grand nombre.

Des esclaves et des tyrans

Comment ignorer ce propos terrifiant recueilli récemment à Pékin par le *Nouvel Observateur* auprès du chanteur Hou Dejian avant qu'il ne soit déporté en catimini par l'armée communiste pour crime de lèse-majesté : *« J'aime ce pays. J'aime moins sa culture. Elle ne fabrique que des esclaves et des tyrans »*. Le grand écrivain Lu Xun, qualifié à tort de *« révolutionnaire »* par Peyrefitte, disait déjà peu ou prou la même chose il y a plus d'un demi-siècle. Il n'est pas indifférent que ce constat émane d'un Chinois éduqué sous le régime capitaliste de Taïpeh (qu'on voit aujourd'hui capable de se démocratiser), venu sur le continent par patriotisme, repoussé par Pékin à un moment où le régime communiste éprouve le besoin de séduire les investisseurs de Taïwan pour tenter d'éviter le dépôt de bilan. Est-ce que, par hasard, il ne plairait plus à certains Chinois de «rester Chinois» à la manière qu'Alain Peyrefitte imagine? Faut-il ne voir que naïveté puérile chez ceux d'entre eux qui sont tentés par les phares jaunes? Que dire alors de ces hommes qui rejettent l'autorité du Parti communiste après en avoir été membres pendant plusieurs décennies?

Que s'est-il passé place Tiananmen ?

La Chine, entité éternelle, dont parle Alain Peyrefitte dans des termes proches de ceux employés récemment par un Henry Kissinger sur la permanence chinoise, est en fait moribonde depuis cent cinquante ans au moins. De sa gloire passée, elle n'a principalement retenu que certaines des valeurs les moins performantes. Pour la première fois depuis longtemps, des Chinois en nombre substantiel cherchent, pour sortir du bourbier, des solutions autres que les schémas traditionnels. Faut-il les condamner parce qu'ils tâtonnent autant que la gérontocratie qui prétend les diriger?

Poussé à son extrême, le raisonnement de «A. P.» revient à s'imaginer que la Chine pourra continuer à vivre à son rythme sans se soucier de l'évolution du monde extérieur, ne lui empruntant que ce que ses chefs veulent bien, au moment où cela leur chante. Sous la signature d'un ancien ministre de la droite libérale, cette *paradoxale négation des effets de la* circulation du capital laisse rêveur.

Egalement inacceptable est le refus d'un membre de l'Institut des témoignages d'observateurs présents lors du drame, accusés à tort de n'avoir retenu et répercuté que les informations provenant de *« la rue »*, et d'avoir participé par là à une désinformation «à la Timisoara».

Nonobstant quelques restrictions de plume, «A.P.» souscrit à l'idée centrale de la propagande de *Pékin :* au fond, il ne se serait rien passé de très grave en juin 1989 dans la capitale chinoise puisque le nombre de morts – pour la plupart, sinon tous, tombés hors du périmètre sacré de la place Tiananmen, ce dont on convient – était inférieur au bilan de précédentes tragédies, et que le gros des victimes n'était constitué que de sous-prolétaires tués en banlieue, et non pas d'étudiants.

Une intervention de M. Deng Xiaoping

L'heureuse surprise de ce livre est dans une annexe, véritable morceau d'information : une intervention de M. Deng Xiaoping datant d'avril 1989, au moment où le patriarche s'est laissé convaincre par la tendance dure de la nécessité de frapper un grand coup contre l'opposition, et qui semble authentique. *« Nous devons faire de notre mieux pour éviter le bain de sang ; mais nous devons prévoir qu'il ne sera pas possible de l'éviter entièrement »*, y dit en particulier M. Deng.

Et, aussi, cet avertissement, adressé à ceux qui encensent les dirigeants morts de la République populaire sous l'étiquette de *« grands marxistes » : « Aucun de nous ne l'est vraiment. Après ma mort, je ne veux pas qu'on m'attribue ce titre. »* Dont acte.

FRANCIS DERON

► ***La Tragédie chinoise,*** **d'Alain Peyrefitte. Fayard, 120 F.**

(1) Jonathan D. Spence, *In search of modern China*, Hutchinson, Londres.

CUBA

Cinq dissidents réfugiés à l'ambassade de Tchécoslovaquie à La Havane

Cinq dissidents cubains sont réfugiés depuis lundi matin 9 juillet à l'ambassade de Tchécoslovaquie à La Havane, a annoncé un fonctionnaire de l'ambassade. Ces Cubains, qui se présentent comme des membres de l'opposition *«menacés d'arrestation»*, ne demandent pas l'asile politique, a indiqué le fonctionnaire, ajoutant qu'ils peuvent rester dans l'ambassade jusqu'au règlement diplomatique de l'affaire.

Selon d'autres sources tchécoslovaques, les dissidents souhaiteraient pouvoir quitter Cuba pour l'Europe. Parmi eux figureraient Lazaro Angel Cabrera et Carlo Novoa Ponce, tous deux membres de l'association illégale Pro-Arte Libre (APAL), et Jorge Luis Mari Beserra. Lazaro Angel Cabrera s'était déjà réfugié à l'ambassade de RFA pendant dix jours en septembre 1988. Cette affaire risque de compliquer encore un peu plus les relations entre la Tchécoslovaquie et Cuba, déjà tendues après un récent échange de messages entre les présidents Fidel Castro et Vaclav Havel.

Le 2 juin, Vaclav Havel avait demandé à Fidel Castro de *«libérer tous les Cubains condamnés injustement»* après le récent procès de sept membres du Mouvement d'intégration démocratique (MID, illégal). *«Il est pénible pour nous de voir un président s'exprimer avec un tel manque de reconnaissance»*, avait répondu Fidel Castro.

La Tchécoslovaquie abrite dans son ambassade aux Etats-Unis la Section des intérêts cubains (représentation diplomatique cubaine à Washington). – *(AFP.)*

PÉROU

Evasion de 48 guérilleros dont le chef du MRTA

LIMA

de notre correspondante

L'évasion massive de quarante-huit prisonniers du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), et notamment celle de leur chef, Victor Polay Campos, du pénitencier de haute sécurité Castro Castro de la capitale a eu lieu dans la nuit du 8 au 9 juillet. Pour leur fugue, les «tupacamarus», trente-neuf hommes et neuf femmes, ont utilisé un tunnel de plus de deux cents mètres de long, creusé depuis un terrain vague de la prison, et débouchant dans l'une des constructions du bidonville de San-Juan-de-Lurigancho.

La forteresse *abrite près de quatre* mille détenus, parmi lesquels les membres du Parti communiste du Sentier lumineux, PCP-SL, du MRTA, et de nombreux trafiquants de cocaïne. Victor Polay était incarcéré dans une cellule *d'isolement du pavillon* administratif. Il n'a donc pu rejoindre le bâtiment où étaient reclus ses compagnons que grâce à la complicité de certains employés de la prison, après avoir franchi cinq contrôles.

Victor Polay, qui dirigeait depuis 1984 le front guérillero de la région nord-est du pays, avait été arrêté de façon fortuite, en janvier 1989, dans un hôtel de Huancayo.

NICOLE BONNET

HAITI

Les principaux partis politiques condamnent la présence d'un ancien dignitaire duvaliériste

Les principaux partis politiques haïtiens ont dénoncé, dimanche 8 juillet, comme une *«grave menace pour la paix publique»* la présence dans le pays de l'ancien homme fort du régime de Jean-Claude Duvalier, le docteur Roger Lafontant, qui fut notamment un haut dignitaire de la milice des «tontons Macoutes». Dans un communiqué, l'Assemblée de concertation (AC), qui rassemble les principales formations politiques du *pays, des communistes à la* droite libérale, souligne également la présence en Haïti de l'ex-général William Regala, qui, sous la présidence du général Namphy, aurait été *«responsable de nombreux crimes commis dans le pays»*. Il est accusé notamment d'avoir été *l'«instigateur»* du massacre du 29 novembre 1987 qui avait conduit à l'annulation des élections prévues ce jour-là. Demandant au gouvernement de Mᵐᵉ Ertha Pascal-Trouillot des *«garanties»* pour la tenue des futures élections prévues en novembre, l'Assemblée de concertation a appelé la population à se préparer à une *«réaction d'envergure»* contre le *«danger de la dictature»*. Un appel à la grève générale signé par onze *formations politiques* a été lancé pour mercredi. De leur côté, les autorités judiciaires haïtiennes auraient émis un mandat d'arrêt contre M. Lafontant. Mandat jusqu'ici non suivi d'effet. – *(AFP, Reuter.)*

QUES

...nstre en prélud... ...n » de l'armée



...sidents réfugiés à l'ambas... ...tchécoslovaquie à La Havane

AFRIQUE

Nouveau président de l'OUA

M. Museveni dénonce la situation « pitoyable » du continent noir

Le 26e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) s'est ouvert, lundi 9 juillet à Addis-Abeba, en l'absence du secrétaire général de l'ONU, qui avait pourtant annoncé sa venue. M. Yoweri Museveni, chef de l'Etat ougandais, a été élu président en exercice du mouvement en remplacement de M. Hosni Moubarak, son homologue égyptien. Ce sommet a été l'occasion de célébrer l'accession à l'indépendance, le 21 mars, de la Namibie, qui est devenue le 51e membre de l'OUA. Il a également permis de saluer un hôte d'honneur, M. Nelson Mandela, qui a rendu hommage au *« travail »* accompli par l'OUA.

ADDIS-ABEBA

de notre envoyé spécial

Lors de la cérémonie d'ouverture, le président éthiopien, le colonel Menguistu Hailé Mariam a souligné l'aspect « unique » de ce sommet, saluant la victoire de M. Sam Nujoma, chef de l'Etat namibien, après vingt-trois ans de lutte, *« comme une source de fierté pour nous, les Africains »*, et la libération de M. Mandela, *« ce véritable fils de l'Afrique »*, avec *« une immense satisfaction »*. Une rencontre doublement exceptionnelle parce que jamais, au cours de vingt-sept ans d'existence, l'organisation n'a eu à affronter une crise aussi sérieuse : une crise économique avec une dette estimée à 257 milliards de dollars, une crise politique avec des régimes de plus en plus contestés, une crise de confiance en raison de la désaffection des Etats occidentaux tentés de se tourner vers l'Est.

Le nouveau président en exercice a fait un constat dramatique de la situation qu'il a qualifiée de *« pitoyable »*, constatant par exemple que *« l'Afrique est condamnée à une dépendance continue pour les marchés de ses produits sur lesquels* [nous] *n'avons aucune influence »*. Le chef de l'Etat ougandais s'est livré à une comparaison avec l'Europe, déplorant un taux d'analphabétisme de 65 %, une masse de réfugiés ou de personnes déplacées estimée à 17 millions de personnes, un taux de mortalité de 120 pour 1 000. *« C'est vrai*, a-t-il constaté, *on vit sous les tropiques. Les choses sont plus faciles. On n'a pas besoin de beaucoup travailler et de beaucoup de talent pour vivre. Mais pourquoi ne pouvons-nous faire aussi bien qu'en Europe ? »* Et de proposer une série de remèdes qui n'ont pas plus de chances de réussir aujourd'hui qu'hier, les plaies d'Afrique étant ce qu'elles sont. Triste bilan qui n'empêche pas M. Museveni de garder le sourire et de plaisanter sur les interventions étrangères, *« qui ne doivent pas être si bonnes que cela »* vu l'état des lieux. Son prédécesseur à la tête de l'OUA a parlé de *« décennie perdue »*, en chiffrant l'abime dans lequel l'Afrique est tombée au cours des années 80 : 160 millions de personnes qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Le chef de l'État égyptien n'a pas caché que si ce chiffre ne se réduit pas, de nouveaux conflits surgiront. Il a lancé un véritable cri d'alarme en estimant qu'*« il n'y a pas d'autres solutions que de compter sur nous-mêmes »*. Il a appelé à un règlement global et permanent de la dette – qui a quintuplé en dix ans, – pour ne pas *« sacrifier les jeunes générations »*. Peèndant la même période, le nombre des États *« les moins développés »* est passé de vingt et un à vingt-huit. Le constat est amer. Mais une certaine lucidité semble se faire jour parmi les dirigeants africains, de plus en plus confrontés à leurs divisions et à leurs déchirements internes et exposés au vent de la contestation qui souffle sur le continent en faveur de la démocratie. Le projet de déclaration finale du sommet fait mention de *« la nécessité de promouvoir la participation des peuples dans le processus de gouvernement et de développement »* et d'un *« environnement politique qui garantisse les droits de l'homme et le respect de la loi assurant un haut niveau de probité et de responsabilité de ceux qui sont en charge de la vie publique »*. Tout cela, bien sûr, *« en tenant compte de la réalité de chacun des pays »*. Néanmoins, l'allusion à la corruption, qui est endémique sur le continent, constitue une nouveauté. Quant au souci de démocratisation exprimé par le secrétaire général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim qui, dans son rapport, fait état du caractère *« essentiel de l'ouverture »*, il a suscité quelques réserves notamment chez les Tchadiens et les Zaïrois. Le multipartisme et les systèmes politiques à l'occidentale sont loin de faire l'unanimité. Le président zimbabwéen, M. Robert Mugabe, a de nouveau défendu le monopartisme et soutenu le socialisme, déclarant que *« c'est son application qui laissait à désirer »*.

Ce débat ne sera pas clos avec la fin du sommet, mais il témoigne d'un souci d'adaptation face aux revendications populaires qui, de la Zambie à la Somalie en passant par le Kenya, pour n'évoquer que les derniers soubresauts en date, ne peuvent qu'inciter à la réflexion les chefs d'État africains. Or ces derniers ne se sont pas déplacés en masse à Addis-Abeba.

« L'Afrique ne doit pas être dépassée par les autres sur le front de l'unité et de la coopération », a fait remarquer le président Menguistu. Mais il reste tout à faire pour réduire les conflits régionaux. A ce propos, le chef de l'État éthiopien a lancé un appel à la paix dans la Corne de l'Afrique en ouvrant, lundi matin, un sommet des six pays de la région membres de l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD). A cette occasion, il a admis que la guerre dans son pays avait atteint *« un stade très sérieux »*. Devant les membres de l'OUA, il a mentionné *« certains pays arabes qui procurent une aide importante* (aux fronts de libération de l'Érythrée et du Tigré) *pour diviser notre peuple suivant des critères tribaux... »* Pour ce qui concerne l'Afrique du Sud et les développements intervenus depuis le début de l'année, la position de l'OUA n'a guère varié. Même si M. Museveni a estimé que M. Frederik De Klerk *« semble être un honnête homme qui veut mettre fin à l'apartheid, et qu'il convient d'encourager, la suppression des sanctions serait un geste prématuré. Nous attendons des changements irréversibles »*.

MICHEL BOLE-RICHARD

Un adepte d'une « nouvelle démocratie »

Parce qu'il a beaucoup de choses à dire, qu'il a son francparler et qu'il a besoin d'être entendu, M. Yoweri Museveni, quarante cinq ans, n'est pas mécontent d'accéder à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Ce *« panafricaniste pragmatique »*, comme il se définit, a ainsi eu l'occasion de critiquer l'indulgence coupable dont ont fait preuve ses pairs du continent noir à l'endroit du maréchal Idi Amin Dada lorsque celui-ci était au pouvoir à Kampala. Il s'est aussi indigné de la *« conspiration sordide »* qui a abouti, en octobre 1987, à l'assassinat du capitaine Thomas Sankara, son homologue burkinais.

Entré dans le maquis en janvier 1981, après une candidature malheureuse aux élections législatives, M. Museveni en est sorti, juste cinq ans plus tard, pour prendre le pouvoir à la tête d'une armée qu'il voulait *« politisée mais détribalisée »* et qu'il aura beaucoup de peine à discipliner. Ce diplômé de sciences politiques et d'économie de l'université de Dar-Es-Salam, en Tanzanie, qui, dans les années 70, s'était initié aux techniques de la guérilla au Mozambique, dans les rangs du FRELIMO, rêvait de jeter, en Ouganda, les bases d'une *« nouvelle démocratie »*, différente du modèle occidental et, aujourd'hui, toujours en chantier.

Tous les maux dont a souffert, des années durant, son pays, il les explique par un *« mauvais leadership »* dans la mesure où ses prédécesseurs, d'Amin Dada à Milton Obote, ont exercé le pouvoir selon un mode d'emploi tribaliste. Ses adversaires lui renverront, très vite, le compliment, en soulignant le fait que l'Armée nationale de résistance (NRA) compte dans ses rangs beaucoup de *« sudistes »* comme lui. M. Museveni ne réussira pas à pacifier complètement le pays mais suffisamment tout de même pour remettre peu à peu sur pied une économie réduite presque à néant par des années d'anarchie et de gabegie. Faute de mieux, il commencera par négocier des accords de troc avec certains pays étrangers et s'opposera aux excès d'un libéralisme qui aboutit, selon lui, à *« importer davantage de parfums que de houes »*.

Dans ses amitiés, le chef de l'Etat ougandais n'a aucune exclusive. On l'a vu récemment participer au sommet franco-africain de La Baule et, sur le chemin du retour vers Kampala, s'arrêter en Libye où il s'était déjà rendu à plusieurs reprises. N'est-il pas redevable au colonel Kadhafi de lui avoir fourni armes et munitions lorsqu'il n'était encore qu'un simple maquisard?

J. de B.

SOMALIE : massacre sur un stade

Soixante-deux morts en présence du président

Le bilan du massacre qui a eu lieu le 6 juillet, à Mogadiscio, lors d'un match de football auquel assistait le président Mohamed Syaad Barre (*le Monde* du 10 juillet) continue de s'alourdir. Soixante-deux personnes ont été tuées et deux cents autres grièvement blessées, a-t-on appris lundi 9 juillet de sources diplomatiques en Somalie. Selon ces sources, les trente mille spectateurs présents dans les tribunes ont commencé à huer le chef de l'Etat lorsque, avant le match, M. Syaad Barre s'est adressé à la foule, depuis la loge présidentielle, pour faire l'éloge de la démocratie dans son pays.

La rencontre opposant les équipes des provinces de Jubba et de Shebelle a débuté, ramenant un peu de calme dans les tribunes. A la mi-temps, plusieurs centaines de spectateurs ont voulu – puisque c'était vendredi – faire la prière sur la pelouse, qu'ils ont commencé à occuper. L'armée est intervenue, tirant quelques salves en l'air pour les disperser. Les spectateurs ont reflué précipitamment vers les sorties, et certains sont morts asphyxiés après avoir été ecrasés.

Des projectiles divers, pierres et bouteilles, ont alors volé en direction de la tribune présidentielle. Les « bérets rouges » de la garde présidentielle, stationnés à l'extérieur du stade, entendant les coups de feu tirés à l'intérieur et croyant à un attentat contre M. Barre, se sont rués dans l'enceinte pour le protéger et ont ouvert le feu sur la foule. La grande majorité des soixante-deux personnes mortellement blessées l'ont été par les tirs des « bérets rouges ». – (AFP.)

□ **BÉNIN : arrestation de l'ancien marabout du président Kérékou.** – M. Mohamed Cissé, ancien *« marabout »* du président Mathieu Kérékou, est actuellement détenu à la prison civile d'Abidjan, a-t-on appris, lundi 9 juillet, en Côte-d'Ivoire. Le parquet doit décider d'une éventuelle extradition du prévenu, poursuivi en France pour *« faux en écriture bancaire »* et pour d'importants détournements de fonds au Bénin. – (AFP.)

هكذا من الاجل

DIPLOMATIE

Le sommet des grands pays industrialisés à Houston

Les Sept s'opposent sur les conditions d'une aide financière à l'URSS

Le sommet des grands pays industrialisés est suivi avec une vive attention à Moscou où les autorités reconnaissent désormais ouvertement la nécessité d'une aide occidentale pour mener à bien la perestroïka. Lundi 9 juillet, la télévision soviétique a fait état de la demande d'assistance faite par M. Gorbatchev. La veille, elle avait, lors du bulletin d'informations de la soirée, appris aux Soviétiques que *« le monde capitaliste envisageait d'aider l'URSS pendant la phase du passage à l'économie de marché »*. Sur fond d'images de files d'attente dans les magasins soviétiques et de gros plans sur les dirigeants occidentaux réunis à Houston, le commentateur a souligné qu'une telle assistance « pourrait alléger les conséquences pour la population » de la période de transition. Pour sa part, M. Gorgi Chakhnazarov, chef de cabinet de M. Gorbatchev, a affirmé lundi que la lettre du président soviétique ne contenait pas *« de demande d'aide concrète »*. *« C'est très bien,* a-t-il ajouté, *que les pays occidentaux envisagent une aide, mais c'est à eux de considérer quelle forme elle doit prendre. »*

■

HOUSTON

de notre envoyée spéciale

Le sommet de Houston n'abolira pas les divergences entre les Sept à propos de l'aide à l'URSS. Ils sont, bien sûr, unanimes dans leur volonté de donner à la lettre adressée par M. Mikhaïl Gorbatchev au président Bush une réponse encourageante et à exprimer une fois encore (comme l'ont fait récemment la CEE et l'OTAN) leur soutien au processus de démocratisation et de réforme. Bref, personne n'ose plus prétendre aujourd'hui qu'il n'y a rien à faire pour M. Gorbatchev.

Les Sept iront même un peu plus loin dans le consensus : ils devraient, sur une proposition de M. Brian Mulroney, décider de confier à des experts une mission d'évaluation des besoins soviétiques. La Communauté des Douze a adopté cette démarche pour elle-même il y a quinze jours à Dublin, en confiant cette étude à la Commission de Bruxelles qui devra présenter ses conclusions à l'automne. Les Etats-Unis ont approuvé l'idée du premier ministre canadien.

Reste à savoir à qui cette expertise sera confiée par les Sept et avec quels impératifs, de calendrier notamment. Français et Allemands en particulier veulent éviter qu'elle serve d'échappatoire pour différer indéfiniment toute action concrète et que le message d'encouragement qui sera lancé à M. Gorbatchev n'en devienne totalement creux.

Les Américains envisagent, par ailleurs, de confier cette mission d'étude à la Banque mondiale et au FMI. La France réclame que la BERD que préside M. Jacques Attali y soit également associée. Elle devrait demander aussi, si elle est cohérente, de même que les autres Européens participant au sommet de Houston et M. Jacques Delors, que ce travail soit en phase avec celui que va mener la Commission de Bruxelles.

Mais là n'est pas la seule difficulté pour les « sherpas » qui travaillaient dans la nuit de lundi 9 à mardi 10 juillet à la rédaction de la déclaration politique de Houston. Car, si tout le monde est d'accord sur l'utilité de fournir une assistance technique (ce qui se fait déjà, y compris par les Etats-Unis), les points de vue ne se sont pas rapprochés sur le bien-fondé d'autres formes d'aide et sur le problème de la conditionnalité.

Pas de consensus

D'un côté, les Américains, suivis par les Japonais et les Britanniques, estiment que des réformes doivent être réellement engagées en URSS avant que l'on puisse songer à une aide financière ; de l'autre, l'Allemagne et la France insistent sur l'urgence et font valoir, comme lundi M. François Mitterrand, que, sans aide sonnante et trébuchante, il risque de n'y avoir jamais de réforme en URSS. On n'ira sans doute pas très loin sur ce point dans la déclaration politique, les Américains ayant fait savoir qu'ils respectaient les motivations particulières et qu'ils laissaient à chacun la liberté de décider pour lui-même du quand et du comment.

Il faudra bien, malgré tout, faire référence aux conditions que l'on met à l'aide et pour cela trouver des termes qui conviennent aux plus exigeants, sans pour autant hypothéquer le signal que l'on veut envoyer à M. Gorbatchev et sans heurter la dignité soviétique. Sur cette question de l'aide à l'URSS, le sommet de Houston promet ainsi d'être celui du pluralisme, les Sept ayant, semble-t-il, renoncé à dégager sur le fond une attitude commune. Sur l'autre grand sujet – les subventions à l'agriculture – Houston se présente plutôt comme le sommet de la discorde. A côté des trois forums à huis clos, celui des chefs d'Etat et de gouvernement, celui des ministres des affaires étrangères et celui des ministres des finances, des émissaires américains ont en effet mené une offensive en règle dans une quatrième enceinte : celle du centre de presse.

Le programme initialement prévu pour les chefs de délégation a été bouleversé et la première séance aura été tout entière consacrée à un tour de table dont devaient ressortir les priorités de chacun. Pour MM. Bush et Mulroney, c'est clair : les questions agricoles et commerciales sont les plus importantes, ainsi que pour Mme Margaret Thatcher. Le chancelier a insisté pour sa part sur l'aide à l'URSS et sur l'environnement, qui n'a pas encore été abordé au fond, tandis que MM. Mitterrand et Andreotti mettaient en avant l'Union soviétique et les questions relatives au développement.

Un autre thème a surgi qui a occupé une très large partie du dîner de lundi : celui de la Chine, contrecoup de la décision prise récemment par le Japon de lever les sanctions adoptées lors du dernier sommet des Sept contre Pékin. Il semble que les Américains et les Britanniques soient disposés à assouplir les décisions du sommet de l'Arche et que la France n'y soit pas tout à fait hostile. Mais, là aussi, une large place devrait être laissée au pluralisme des approches.

Les Sept devraient en principe adopter aujourd'hui mardi la déclaration politique et aborder de front le dossier commercial et celui de l'environnement, lui aussi conflictuel.

CLAIRE TRÉAN

Les Etats-Unis mènent une vive offensive contre les subventions agricoles en Europe

HOUSTON

de notre envoyé spécial

La Communauté peut-elle demeurer un important exportateur agricole ? C'est un privilège que lui contestent pour le moins les Etats-Unis, qui réclament avec plus de force que jamais un plan d'élimination complète des subventions à l'exportation des produits agricoles.

M. George Bush, avec l'appui des premiers ministres canadien et japonais, voudrait que les Européens présents à Houston (la France, la RFA, le Royaume-Uni et l'Italie) invitent leurs porte-parole dans l'Uruguay Round (les négociations commerciales multilatérales conduites dans le cadre du GATT (1) depuis l'automne 1986 et qui doivent se terminer en décembre prochain) à faire preuve de plus de souplesse, c'est-à-dire qu'ils admettent l'idée que l'*« assainissement des échanges agricoles suppose d'abord et surtout des engagements précis portant sur la réduction des subventions à l'exportation »*.

C'est tout à fait impossible, commente M. Guy Legras, le directeur général de l'agriculture de la Commission européenne, *« car cela équivaudrait à nous sortir du marché, à nous interdire d'exporter »*. Les Français font la sourde oreille et semblent ne voir là qu'une tentative supplémentaire des Etats-Unis – vouée, assurent-ils, à l'échec – d'enfoncer un coin dans la solidarité communautaire.

Si celle-ci tient bon, M. Bush pourrait être confronté à un choix douloureux : soit accepter, dans la déclaration finale, une formulation qui masque plus ou moins habilement les divergences, soit se résigner à ce que le conflit éclate au grand jour, ce qui signifierait jusqu'à un certain point l'échec du sommet. Il n'est pas du tout certain que ses préférences aillent à la première solution, pourtant apparemment la moins pénible.

C'est en effet à une offensive de grande envergure contre la politique agricole commune (PAC), voire contre la volonté d'indépendance de la Communauté, qu'on est en train d'assister à Houston, et il serait étonnant que la tension retombe aussi vite qu'elle est montée.

Une rare virulence

M. Bush a donné le ton lui-même au cours de l'entretien bilatéral qu'il a eu dimanche avec M. Jacques Delors, le président de la commission de la CEE. *« M. Delors a été étonné par la brutalité du discours de M. Bush. Il a consacré les trois quarts du temps à l'agriculture, sans écouter les arguments de son interlocuteur. C'était à la limite du désagréable »*, raconte un haut fonctionnaire.

Au cours d'une conférence de presse tenue lundi 9 juillet, Mme Carla Hills, chargée des affaires commerciales à la Maison Blanche, et M. Clayton Yeutter, secrétaire à l'agriculture, ont attaqué la PAC avec une virulence rare, reprochant aux Douze de ne pas s'être engagés sincèrement dans le processus devant conduire à un assainissement des politiques agricoles, et même de ne pas avoir arrêté un mandat de négociation digne de ce nom. *« La Communauté considère,* s'est exclamé M. Yeutter, *que les Etats-Unis sont irréalistes ou irrationnels en suggérant l'élimination complète des subventions à l'exportation, mais je leur demande à mon tour : en quoi serait-ce irréaliste ? A mon avis, les subventions à l'exportation n'ont pas l'ombre d'une qualité, et en vérité la Communauté est bien incapable de défendre leur existence ! »*.

Champions du tiers-monde

Les duettistes se sont présentés, avec quelque audace, comme les champions du tiers-monde, gravement menacé selon eux par les désordres de la PAC. *« La querelle actuelle n'oppose pas, comme on le décrit parfois, la Communauté aux Etats-Unis, mais la Communauté à l'ensemble des pays exportateurs. Les Etats-Unis pourraient-ils faire preuve envers le GATT de davantage de souplesse ? La réponse est non, car si nous ne parvenions pas à obtenir une réforme fondamentale des politiques agricoles, nous verrions une quarantaine de nations se lever et quitter ces négociations »*, a expliqué Mme Hills.

Nul doute que, pour les deux ministres américains, un échec de la négociation agricole signifierait un échec pour l'ensemble de l'Uruguay Round. Et par là même une dangereuse remise en cause de la prospérité des générations à venir, au lieu de l'âge d'or pour le vingt et unième siècle qu'un succès, expliquent-ils, aurait permis !

Au cas où certains n'auraient pas compris les priorités américaines pendant ce sommet et au-delà, M. Yeutter a mis les points sur les i : *« Ce qui va se passer, ou ne pas se passer, dans l'Uruguay Round au cours des cinq prochains mois est dix fois plus important pour l'économie du monde que ce qui surviendra dans nos relations avec l'URSS. »* L'attaque américaine vise, au-delà du sommet, le déroulement à venir de l'Uruguay Round, dont la prochaine session de travail, destinée à faire le point sur l'état d'avancement des pourparlers dans les quinze groupes constitués dès 1986 à la suite du lancement du « cycle de négociations » à Punta-del-Este, doit se tenir du 23 au 27 juillet à Genève.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Le GATT est l'organisation qui réglemente et organise le commerce international.

Les positions en présence

● **La position américaine. –** Selon Washington,il conviendra d'agir sur trois fronts :

1) Réduire le soutien interne,c'est-à-dire les prix garantis avec les aides directes versées aux agriculteurs et qui ont pour effet d'accroître la production ;

2) Réduire les barrières qui freinent les importations (dont les prélèvements mobiles perçus à l'importation par la CEE). Ces barrières devraient être transformées en droits de douane (ce qu'on appelle la tarification)dont la réduction ferait ensuite l'objet d'une négociation. La CEE admet l'idée d'une tarification seulement partielle de ces prélèvements,car elle veut garder le moyen de se protéger contre des fluctuations anormales des cours mondiaux ;

3) Eliminer en cinq ans (délai qui pourrait être quelque peu rallongé une fois le principe acquis)les subventions à l'exportation.

● **La position de la CEE. –** La réduction du soutien à l'agriculture doit être globale,équilibrée,progressive. Elle doit porter sur l'ensemble des subventions,et ne pas privilégier l'aide à l'exportation,ce qui frapperait davantage la Communauté que les autres producteurs. La CEE souhaite en particulier que les aides directes (« deficiency payments ») versées par les Etats-Unis à leurs producteurs,et qui permettent à ceux-ci de s'accommoder d'un prix mondial,soient également démantelées.

Ces différents types de subventions seraient évalués grâce à un instrument de mesure unique pour *« ne pas scinder la négociation agricole en différents volets »*, explique un expert français. En clair, la Communauté est prête à accepter des baisses de ses prix garantis, ce qui – à un cours mondial inchangé – entraînerait une diminution du niveau des subventions à l'exportation,mais elle refuse de prendre un engagement direct et précis sur le niveau de ces subventions. Elle veut en effet pouvoir les relever et, par là même,continuer à « passer », face à la concurrence,dans le cas d'une baisse spontanée ou manipulée des prix mondiaux.

Ph. L.

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Grève de la faim de partisans de M. Ben Bella

Cinq militants du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), organisation de l'ancien président Ahmed Ben Bella, font depuis dix jours la grève de la faim dans les locaux du port d'Alger. En provenance de Marseille, ils avaient débarqué, le 1er juillet, à Alger où ils se sont vu confisquer plusieurs kilos de journaux et d'archives. Le MDA, parti légal, subit *des tracasseries particulières*. Lundi 9 juillet, les avocats du MDA ont demandé en référé la restitution des documents. Quant aux grévistes de la faim ils sont décidés à poursuivre leur mouvement, même si la presse locale, en dépit de plusieurs démarches, n'a pas encore soufflé mot de leur protestation. – *(Corresp.)*

KENYA

Retour précipité de M. Arap Moi

Les opposants au régime du parti unique semblent avoir engagé depuis la fin de la semaine dernière une véritable épreuve de force contre le régime du président Daniel Arap Moi. Celui-ci a quitté précipitamment Addis-Abeba, lundi 9 juillet, sans assister à l'ouverture du sommet de l'OUA. Selon le *Nation*, premier quotidien du pays, trois personnes ont été tuées, dimanche 8, lors d'affrontements à Nairobi mais, d'après des témoins, le bilan s'élèverait à 12 morts.

Alors que la capitale kényane vivait, lundi, sa troisième journée d'émeutes, on apprenait que de violents incidents avaient éclaté, la veille au soir, notamment à Muranga, Naivasha, Kisumu, Nakuru et Molo. Partout, le scénario est le même. Les opposants au régime font bien haut, avec l'index et le majeur, un *« V »*, signe de reconnaissance des partisans du multipartisme, et réclament la remise en liberté de MM. Kenneth Matiba et Charles Rubia, deux anciens ministres arrêtés le 4 juillet.

L'un des membres d'un groupe de défense des droits de l'homme, Me Gibson Kamau Kuria, qui s'était réfugié, samedi, à l'ambassade des Etats-Unis, *tente de quitter* le pays avec l'aide de Washington qui négocie sa sortie auprès des autorités locales. On ignore, d'autre part, où se trouvent détenus MM. Matiba et Rubia alors que leur principal défenseur, Me Paul Muite, continue de se cacher. – *(AFP.)*



ZAÏRE

« Je vendrai ma tête très cher », affirme le président Mobutu

Le président Mobutu a répété, lundi 9 juillet, dans un entretien télévisé accordé à *La Cinq*, qu'il n'accepterait pas de commission d'enquête internationale sur le massacre d'étudiants qui a eu lieu, en mai, sur le campus universitaire de Lubumbashi, dans la province du Shaba. *« Je n'ai rien à cacher, absolument rien,* a-t-il affirmé. *Vous pouvez envoyer sur place 100, 150, 200 missions d'enquête, ça ne me dirait absolument rien. Mais puisque cette demande vient des Belges, vous me voyez moi servir la volonté des Belges ? Je ne suis pas à leur service. Il n'y aura pas de commission internationale d'enquête puisque cette demande vient des Belges (...) Voilà tout. »*

Le maréchal Mobutu qui considère Bruxelles comme *« la capitale de la subversion »* contre son pays, a accusé les dirigeants belges d'en vouloir à sa personne. *« Au lieu de s'occuper de leur pays, ils s'occupent du Zaïre et de son chef et c'est ma tête qu'on voulait. Ils se sont rendus compte finalement que cette tête, je la vends et la vendrai cher, très cher. »* - *(AFP.)*

Selon un rapport commandé par deux ministres

L'administration française « manque de réflexe européen »

Mme Edith Cresson, ministre des affaires européennes, et M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, devaient présenter mardi 10 juillet le rapport réalisé par Mme Josseline de Clausade, maître des requêtes au Conseil d'Etat, sur l'inadaptation de l'administration française à l'Europe

Ce rapport constate le retard de l'administration française à intégrer le droit communautaire. *« Nous manquons encore de réflexe européen »*, affirme-t-il. Bien souvent l'élaboration de textes sans consultation des normes européennes entraîne des incompatibilités et des poursuites pour manquement au droit communautaire. Alors que l'Acte unique européen lance aux Etats des défis de compétitivité, de rapidité et d'efficacité, l'administration française conserve une attitude défensive qui reflète un manque de connaissance des pratiques des autres Etats membres. Dans ces conditions, poursuit le rapport, l'administration devra redéfinir les missions de contrôle, notamment douaniers et policiers, aux frontières et adapter le rôle du corps préfectoral. Les préfets devront non seulement examiner les actes des collectivités mais aussi respecter le droit communautaire. Ainsi, en ce qui concerne les aides économiques octroyées par la CEE, le ministère de l'intérieur n'ayant pas de représentant à Bruxelles, les préfets sont souvent sous-informés sur les données essentielles de ces aides.

Le rapport insiste sur trois tâches : informer, former, échanger. La combinaison idéale, pour être un pays européen efficace, est de disposer de fonctionnaires formés au droit européen par le filtre des concours et la formation continue, aptes à la mobilité géographique et capables de rendre accessible l'information et de la diffuser. Les premières mesures pour *« l'irradiation »* de l'information sont entreprises, avec la mise en place de brochures informatives pour les marchés publics. La France possède néanmoins un bon organisme de coordination interministérielle qui empêche tout chevauchement entre les diverses actions gouvernementales.

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Washington déplore le dernier raid israélien

Les Etats-Unis ont déploré lundi 9 juillet le dernier raid mené par l'aviation israélienne sur des zones du Liban sud contrôlées par le Hezbollah pro-iranien. *« Nous considérons que* [ce raid] *fait partie du cycle de la violence qui fait du tort à toutes les parties dans la région »*, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. L'aviation avait bombardé lundi matin des positions au nord de la « zone de sécurité » créée et occupée par Israël. Dans l'après-midi, c'est l'artillerie israélienne qui a pris le relais en pilonnant un secteur du sud-est du Liban où le Hezbollah pro-iranien est bien implanté. D'autre part, trois civils ont été tués et cinq autres blessés lundi dans le bombardement par le Hezbollah de la région chrétienne de Jezzine. – *(AFP.)*

IRAK

Bagdad ne possède pas l'arme nucléaire

selon le président Saddam Hussein

L'Irak ne posssède pas l'arme nucléaire mais n'hésiterait pas à s'en doter si un Etat occidental l'aidait à la fabriquer, a déclaré le président irakien Saddam Hussein dans un entretien diffusé, lundi 9 juillet, par TF1.

Le président Saddam Hussein a également assuré avoir des *« informations »* sur un projet d'attaque de l'Irak par Israël, réaffirmant que *« si Israël attaquait l'Irak ou menaçait d'utiliser la puissance nucléaire qu'il possède contre l'Irak »*, ce dernier aurait *« les armes capables de brûler la moitié d'Israël »*. Il a par ailleurs indiqué qu'il espérait *« grand bien de la suite »* des négociations *« en cours »* avec l'Iran. *« Les deux pays expriment leur désir de parvenir à une paix véritable par des négociations directes »*, a-t-il poursuivi.

POLITIQUE

Le « long fleuve tranquille » de M. Chirac

Les dirigeants des courants du RPR paraissent décidés à organiser entre eux une coexistence pacifique. Après les turbulences, M. Chirac pense être le meilleur chef de file pour son mouvement et pour l'opposition

Ainsi qu'ils en étaient convenus au cours d'une première réunion le 21 juin, les représentants de tous les courants du RPR se retrouvent de nouveau mercredi 11 juillet pour mettre définitivement au point les modalités de leur coexistence au sein de ce mouvement. Il avait déjà été admis par tous de mettre un terme aux attaques personnelles et de renoncer à toutes les déclarations ou prises de position publiques qui seraient comprises comme des déchirures internes.

Ces résolutions avaient été prises notamment après des propos sévères tenus tour à tour par M. Michel Noir et par M. Charles Pasqua au cours du printemps, et visant précisément M. Jacques Chirac. Depuis lors, chacun a pu prendre la mesure des réactions négatives provoquées par ces comportements auprès des militants et des électeurs du RPR qui ne cachaient pas leur désolation et parfois leur colère de voir leur parti se diviser et leurs chefs se disputer. Tous ont alors ressenti la nécessité d'établir entre eux une sorte de code de bonne conduite qui doit permettre de concilier la liberté d'expression des sensibilités avec un minimum de consensus et de discipline.

La traversée des gros orages

Au sein de la base militante et au niveau des responsables de fédérations RPR, on constate sans doute une certaine atonie depuis plusieurs mois, mais on n'enregistre pas de défections notables ni de choix tranchés en faveur d'un courant contre un autre. Si des sensibilités distinctes existent et si elles s'ordonnent de préférence autour des leaders locaux – lorsque ceux-ci ont une personnalité assez forte, – les militants demeurent, semble-t-il, très légitimistes à l'égard de M. Chirac dont l'autorité de président ne paraît pas contestée au sein de son mouvement. Qui, d'ailleurs, remplacerait le président du RPR à la tête du mouvement qu'il a créé?

Tous les responsables de courants paraissaient donc décidés à aborder la réunion du 11 juillet dans un esprit à la fois coopératif et constructif. C'est du moins ce qu'ils ont dit la semaine dernière à M. Chirac au cours d'une réunion restreinte et à huis clos qui s'est tenue à l'Hôtel de Ville de Paris en présence notamment de M. Noir et de M. Pasqua.

A ces diverses occasions et avant la dispersion estivale qui se produira après le 14 juillet, le président du RPR a dressé un bilan des mois écoulés qui, bien que peu satisfaisant, lui permet cependant d'envisager l'avenir avec une certaine confiance. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, M. Chirac juge que les gros orages sont passés et qu'il les a traversés sans trop de casse. Le navire RPR a été rudement secoué depuis 1988, admet-il, mais lui-même est toujours à la barre et, bien que son image soit dégradée dans l'opinion (1), il est plus que jamais décidé à y demeurer pour montrer la voie à l'escadre de l'opposition.

Depuis le début de cette année, M. Chirac a dû affronter à la fois des contestations et une concurrence. Les premières se sont exprimées au grand jour et à haute voix de la part de M. Charles Pasqua d'un côté et de la part de M. Michel Noir de l'autre. Bien que distinctes, elles avaient pour objectif avoué soit de « regonfler » un Chirac réputé essoufflé, soit de l'inciter à épouser la « rénovation » et surtout, à défaut de tout cela, de le convaincre de s'effacer. Or, ces attitudes ont eu pour effet d'accentuer le trouble de l'électorat et d'affaiblir l'opposition.

Un sondage SOFRES publié par *le Figaro* du 29 juin et confirmé par d'autres enquêtes d'opinion montre que l'opposition n'a jamais été aussi faible avec 31 % seulement de personnes interrogées qui s'en disent proches contre 38 % un an auparavant. Depuis quelques semaines, la prise de conscience de cette chute a retenu les contestataires de développer leurs critiques. En effet, les électeurs de droite ne leur font pas davantage confiance comme chefs de l'opposition puisque, selon ce même sondage, M. Noir perd sept points par rapport à novembre 1989 pour ne plus rassembler que 11 % d'opinions positives, et M. Pasqua, avec 6 %, perd un point. En revanche, M. Chirac, bien que perdant deux points, demeure largement en tête comme chef de l'opposition aux yeux de l'électorat de droite avec 27 %, devançant M. Giscard d'estaing (18 %) et M. Raymond Barre (12 %).

La concurrence de M. Giscard d'Estaing

C'est donc avec M. Giscard d'Estaing que M. Chirac se trouve en réalité en concurrence, une concurrence qui devrait se poursuivre dans le cadre des « primaires » dont le principe a été solennellement décidé le 26 juin. Or, avant même cette décision et la création au même moment de l'Union pour la France, M. Chirac était selon le même sondage SOFRES considéré par les électeurs sympathisants de la droite le plus apte *« à faire gagner l'opposition dans une élection présidentielle »* : 43 % le pensaient contre 35 % pour M. Giscard d'Estaing. Mais l'écart n'est pas tel que l'on puisse considérer que les jeux soient faits. Si M. Chirac conserve la primauté aux yeux des électeurs de son camp, M. Giscard d'Estaing améliore peu à peu son image auprès de l'ensemble de l'opposition après une traversée du désert plus longue qu'un septennat.

De plus, si M. Chirac est perçu comme le meilleur opposant à la gauche, il doit encore faire de grands efforts pour apparaître comme un bon rassembleur, c'est-à-dire comme un candidat de second tour efficace, ce qui lui a manqué lors de l'élection présidentielle de 1988. Or, pour le moment, aucune réponse ne peut être apportée à deux inconnues : le phénomène Le Pen et le problème du centrisme libéral.

M. Chirac, à qui l'on avait beaucoup reproché d'avoir pris ses distances après son échec de 1988, ne veut plus désormais « laisser le temps au temps ». Pour ne pas demeurer sur le palier où il se trouve, et reprendre l'ascension interrompue, il ne va pas ménager son effort. D'ores et déjà, son calendrier de septembre est chargé : le 7, à l'université d'été du RPR à Saint-Raphaël ; le 16, aux états généraux de l'environnement à Saint-Maximin ; le 23, au « Grand Jury RTL-*le Monde* » et le 28 aux journées parlementaires de son groupe à Carcassonne. Mais plusieurs étapes devront encore être franchies par lui dans les toutes prochaines années : redonner au RPR sa cohésion et son dynamisme ; démontrer la réalité de la nouvelle confédération Union pour la France afin de la rendre attractive ; faire gagner l'opposition aux élections législatives de 1993 et enfin passer victorieusement l'épreuve des « primaires » présidentielles. M. Chirac n'a jamais cru – et il n'est pas près d'y croire – que « la vie est un long fleuve tranquille » !

ANDRÉ PASSERON

(1) Selon un sondage SOFRES réalisé pour un groupe de journaux de province entre le 1er et le 6 juin 1990, 35 % des Français considèrent M. Chirac comme « *un homme d'avenir* » au lieu de 56 % en novembre 1985. Selon un sondage BVA Paris-Match réalisé entre le 15 et le 20 juin, 37 % des Français disent « *aimer la personnalité* » de M. Chirac, au lieu de 42 % en mars 1988, mais 36 %, comme en mars 1988, « *partagent ses idées* ».

La « Fête des pins » du PCF dans les Landes

« Communistes nous sommes communistes nous restons ! »

TARNOS

de notre envoyé spécial

A Tarnos, commune du canton de Saint-Martin-de-Seignanx, on est communiste depuis soixante-neuf ans et on en est fier. Il y a beaucoup de nostalgie dans les souvenirs qu'égrène M. Jean-André Maye, qui dirige aujourd'hui cette municipalité conquise par le PCF en 1921, *« lorsque les poilus de 14-18 ont mis dehors le hobereau de l'époque en brandissant le drapeau de Jaurès, le drapeau rouge »*... A ses côtés, le secrétaire fédéral, M. Michel Larrat, acquiesce en évoquant, lui, *« le bon choix du congrès de Tours »*, qui, en 1920, vit la scission du mouvement socialiste aboutir à la création de son parti.

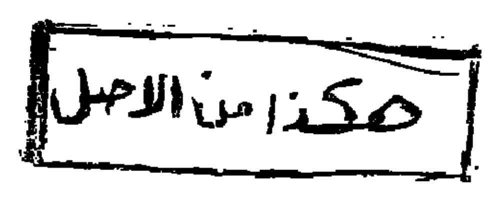
Fier d'être communiste et heureux de se retrouver entre camarades, chaque année, à cette « fête des pins » qui réunit un millier de personnes au parc communal, en ce dimanche ensoleillé du 8 juillet. Le cœur reste joyeux, même si les temps politiques sont durs, ici aussi, dans les Landes, où le PCF a perdu environ dix points d'électorat en dix ans et ne dépasse guère aujourd'hui les 10 % alors qu'il représentait encore près de 20 % en 1979...

La « Fête des pins » demeure une vraie fête militante, avec ses nombreux panneaux revendicatifs et protestataires. Pas question pour les communistes landais de voir les surenchères touristiques dénaturer leur belle région. Pas question non plus de laisser tomber les employés de Turboméca, menacés dans leurs emplois par le transfert vers l'Allemagne d'une partie des activités de leur entreprise. Car on s'enorgueillit encore, à Tarnos, de la réussite de cette opération de reconversion de l'ancienne industrie sidérurgique, qui remonte à 1950 !

La grosse caisse de la fanfare cantonale s'en donne à cœur joie pendant que les militants dégustent l'anisette autour du représentant du parti venu de Paris, M. Daniel Cicera, membre du comité central, secrétaire national du Mouvement de la paix.

Le poids électoral du Front national ? Les jeunes gens interrogés incriminent M. François Mitterrand : *« C'est assez ignoble de jouer avec feu »*, dit le délégué des Jeunesses communistes. *« Le Front national, c'est le résultat de la politique politicienne »*, ajoute le « fédéral ». *« Il y a quelque chose de pourri en France, regardez l'affaire Stirn. Nous, les communistes, nous sommes en dehors de cela... »* La crise du communisme ? L'émancipation des pays de l'Est ? *« Nous avons reçu de plein fouet les changements à l'Est*, répond M. Larrat, *mais ce n'est pas l'idée du communisme qui est en cause ; c'est une certaine forme de socialisme étatique et bureaucratique rejetée par le peuple. »* Pas question, surtout, de changer de *credo* : *« Parti communiste nous sommes, parti communiste nous restons ! »* Ici aussi, la nostalgie entretient les certitudes...

GILLES LESPADE



POLITIQUE

La municipalité de M. Léotard sur la sellette

Nouvelles polémiques dans l'affaire de Port-Fréjus

La bataille de Port-Fréjus, qui oppose depuis plusieurs mois la municipalité, dirigée par M. François Léotard, à un entrepreneur exproprié dans des conditions contestées, M. René Espanol – celui-ci accusant celle-là d'avoir favorisé des intérêts privés sous couvert d'utilité publique dans l'aménagement d'un port de plaisance (*le Monde* du 13 juin), – s'est enrichie d'un nouvel épisode, lundi 9 juillet, avec la venue à Fréjus du président de l'Association des usagers de l'administration et des services publics (ADUA), M. Jean-Claude Delarue, membre du Conseil économique et social.

Armé d'un porte-voix, flanqué de M. Espanol, qu'il appuie depuis le début de l'affaire, entouré d'une cohorte de journalistes, M. Delarue s'est posté devant le village de toile où les promoteurs associés au projet de la Société d'économie mixte de l'aire de Fréjus (SEMAF) vendent sur catalogue les résidences prévues, pour mettre en garde les passants sur les risques d'investir en ces lieux puisqu'un jugement du tribunal administratif en date du 10 mai a rendu caducs certains des titres de propriété accordés par la municipalité à ces vendeurs. « *Notre association s'étonne de la disproportion entre la faute d'Olivier Stirn et sa punition*, a expliqué M. Delarue, *et elle estime plus urgent de s'intéresser aux rapports entre l'argent et la politique. C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser cet été deux semaines anti-ripoux en commençant par Port-Fréjus, parce que nous nous posons beaucoup de questions sur ce projet. Aujourd'hui, une fois de plus, nous les adressons à M. Léotard, dont le silence sur ce dossier commence à être assourdissant. De la part de quelqu'un qui veut être candidat à la présidence de la République, nous attendons une transparence totale. Sinon, nous allons être obligés de parcourir la France pour dénoncer partout ce qui se passe ici. Et pour expliquer que la glasnost n'a pas encore atteint Fréjus.* »

M. Delarue a été relayé par M. Espanol, qui a précisé que la mairie de Fréjus venait d'accorder deux nouveaux permis de construire aux deux sociétés, la SCI Aigue-marine et la SCI Bleu marine, dont les permis initiaux avaient été annulés, quinze jours auparavant, par le tribunal administratif. Il a accusé la municipalité de n'avoir pas respecté, en la circonstance, les procédures légales. « *On n'avait jamais vu une telle rapidité pour délivrer des permis de construire*, a déclaré l'entrepreneur, propriétaire originel des terrains controversés. *Il est impossible qu'en si peu de temps on ait réuni toutes les pièces nécessaires pour les dossiers ! Nous avons porté plainte au tribunal de Draguignan et demandé un sursis à exécution de ces permis devant le tribunal administratif de Nice. En attendant, on continue à vendre des appartements sans droits ni titres. Les acquéreurs de logements ont pourtant le droit de savoir qui possède ces terrains.* »

A la demande de M. Espanol, un huissier a notamment constaté que les règles relatives à l'affichage public des arrêtés de permis de construire n'avaient pas été respectées, et le sous-préfet a indiqué par écrit qu'à la date du 2 juillet le contrôle de légalité obligatoire n'avait « *pas encore été exercé* » pour la simple raison que les dossiers de ces deux demandes de permis de construire, délivrés le 1er juin, n'avaient « *pas été transmis à la sous-préfecture de Draguignan* », alors que cette transmission doit, en principe, être effectuée dans un délai de quinze jours.

Tensions au conseil municipal

Ces détails portent les plaignants à croire que la municipalité, embarrassée par cette querelle qui freine la réalisation de l'ensemble immobilier de Port-Fréjus au détriment de promoteurs pressés de rentabiliser leurs investissements, a choisi de passer outre les jugements défavorables à la SEMAF, pour créer une situation irréversible. Ce que le quotidien communiste local, *la Marseillaise*, appelle « *la fuite en avant dans l'illégalité.* »

Une certaine tension règne à l'intérieur de la municipalité, si l'on en juge, à la fois, par les critiques adressées, ces jours derniers, par M. Léotard à la presse, à l'occasion de cérémonies organisées pour poser quelques « premières pierres » symboliques, histoire de rassurer les clients potentiels, et par les échanges aigres-doux qui ont marqué, le 25 juin, la dernière réunion du conseil municipal. Pour la première fois les comptes de la SEMAF figuraient à l'ordre du jour, et les conseillers socialistes, comme ceux du Front national, attendaient ce moment avec impatience. Ils sont restés sur leur faim : le premier adjoint de M. Léotard, qui exerce les fonctions de vice-président de la SEMAF, M. Gilbert Lecat, a refusé de débattre du dossier en séance publique. Le quotidien *Var-Matin* rapporte notamment que M. Espanol, au cours de la polémique qui s'ensuivit, fut traité de « *fou* » et de « *psychopathe* » par le premier adjoint et que M. Léotard répondit sèchement au porte-parole du Front national, qui lui demandait si l'addition finale ne risquait pas d'être payée par tous les Fréjusiens : « *Ça n'est jamais arrivé en France où il y a un bon millier de sociétés d'économie mixtes.* » On apprit par la même occasion que l'Etat, par l'intermédiaire du sous-préfet, semblait enclin à la prudence dans cette affaire, puisqu'il avait refusé une garantie d'emprunt envisagé par la municipalité pour des facilités de trésorerie.

Il est à craindre que, malgré ses efforts pour minimiser l'impact de la campagne menée contre elle par un homme sûr de son bon droit et de l'appui de quelques amis, tel M. Delarue, la municipalité de Fréjus ne soit pas au bout de ses épreuves. Si, dans l'arrêt qu'il doit rendre avant la fin du mois, le Conseil d'Etat suivait les conclusions exposées la semaine dernière par son rapporteur et rejetait la requête que la SEMAF avait formée contre la décision du tribunal administratif donnant partiellement raison à son adversaire, l'imbroglio n'en serait... que plus embrouillé. M. Léotard et ses amis n'en auraient alors que plus de mal à plaider leur bonne foi.

ALAIN ROLLAT

Les relations entre la droite et le Front national

M. Durafour juge « condamnable » l'attitude de M. Gaudin

M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et président de l'Association des démocrates (ADD), estime que les accords passés entre le président UDF du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Jean-Claude Gaudin, et le Front national pour la gestion de la région sont « *tout à fait condamnables* ». Dans un entretien accordé mardi 10 juillet au quotidien *le Provençal*, M. Durafour observe que ces accords « *ne peuvent que perdre celui qui les noue* » et que M. Gaudin « *a tort de vouloir institutionnaliser ces alliances déjà existantes* ».

Le président du conseil régional a en revanche reçu le soutien d'un député UDF des Bouches-du-Rhône, M. Roland Blum, qui juge « *injuste et injustifiée* » la demande de démission de M. Gaudin de la commission electorale de l'UDF formulée par le président du Parti radical, M. Yves Galland (*le Monde* du 10 juillet). Dans une lettre adressée, lundi 9 juillet, à M. Galland, M. Blum déclare que « *le décalage est important entre les états-majors politiques soucieux de leur image médiatique et l'attente des militants, voire des électeurs de l'UDF* ».

□ **M. Gaudin : « Liberté d'action pour les élections locales ».** – M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a affirmé, mardi 10 juillet, qu'il n'était pas « *scandaleux* » qu'il y ait des « *majorités de fait, des majorités de gestion* », dans les régions, avec le Front national, et il revendique « *une liberté d'action pour les élections locales* ». Interrogé sur Europe 1, M. Gaudin a notamment déclaré : « *Voilà quatre ans que sur un programme de gestion, trois groupes, l'UDF, le RPR et le FN m'apportent leur soutien. Pourquoi ne le dirais-je pas ? Quel crime de lèse-démocratie est-ce là ?* » Selon M. Gaudin, cette attitude n'est pas « *contradictoire* » avec la charte de l'Union pour la France, qui dispose, en son article 7, que la nouvelle confédération n'apportera son soutien qu'à « *des candidats qui défendent ses valeurs politiques et morales* ».

COMMUNICATION

Les comptes du « Monde »

Avec la disparition de son fondateur, Hubert Beuve-Méry, et la mise en route de l'imprimerie d'Ivry, symbole le plus marquant de la modernisation de l'entreprise, 1989 a marqué un tournant dans l'histoire du journal.

A l'investissement industriel important qui a été consenti s'ajoutent les investissements administratifs élevés nécessités par la construction de Sirius à Ivry où sont logés les services de l'administration, les aménagements du siège social, rue Falguière, ainsi que l'informatisation de la rédaction. Au total, 284 MF auront été employés en 1989 pour transformer et moderniser les moyens d'exploitation de l'entreprise.

La nouvelle maquette du journal a été bien accueillie. Si la diffusion globale du quotidien a légèrement fléchi (381 549 exemplaires en 1989, 387 449 en 1988), c'est uniquement en raison des restrictions imposées par le gouvernement algérien aux importations. Elle s'est accrue en France (+ 1,5 %), consolidant ainsi les acquis d'une année 1988 riche en événements de politique intérieure, et les ventes à l'étranger, hors Algérie, ont progressé de 5 300 exemplaires.

Cette progression de la diffusion est confirmée au niveau du lectorat par les résultats des enquêtes du CESP qui montrent que, dans un contexte de désaffection croissante du lecteur pour la presse, « LE MONDE » maintient sa position de leader et accroît son écart sur ses concurrents.

Les actions de modernisation ne sauraient être limitées à l'acquisition de moyens matériels nouveaux. Elles doivent être suivies d'une adaptation importante des structures et de l'organisation de l'entreprise à ce nouvel environnement et à l'évolution perceptible des marchés (lectorat, publicité) ainsi que d'une modification profonde des habitudes et des mentalités.

Ce sera l'enjeu de l'exercice 1990.

1. Comptes de la SARL « le Monde »

RÉSULTATS

Le chiffre d'affaires de l'exercice 1989 progresse de 16,3 % sur celui de l'exercice précédent en raison de la bonne tenue de l'activité publicitaire (+ 20 % sur 1988), essentiellement les annonces d'emploi, et des abonnements (+ 17,7 %).

Le résultat d'exploitation (31,7 MF), en retrait sur celui de 1988 (70,1 MF), enregistre les hausses de coûts de production liées à la mise en service opérationnelle des nouvelles installations d'Ivry.

Cette baisse est toutefois atténuée au niveau du résultat courant par les produits financiers nets, engendrés par la trésorerie d'exploitation, en forte hausse sur l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice (14,9 MF) est légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent (16,5 MF).

BILAN

Le bilan arrêté au 31 décembre 1989 reflète le haut niveau d'investissements réalisé au cours de cet exercice.

La valeur nette de l'actif immobilisé progresse fortement (+ 144,9 MF, soit 92 %), les valeurs mobilières de placement et les disponibilités diminuent, tandis que les

SARL « LE MONDE »
BILANS AU 31 DECEMBRE
(en milliers de francs)

ACTIF	1989			1988
	VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	VALEURS NETTES	VALEURS NETTES
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	16 694	10 049	6 645	3 120
Immobilisations corporelles	299 742	164 792	134 950	36 600
Immobilisations financières	161 602	864	160 738	117 746
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	478 038	175 705	302 333	157 466
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	14 601	5 940	8 661	8 318
Créances d'exploitation	294 270	24 703	269 567	219 356
Créances hors exploitation	27 500		27 500	27 500
Valeurs mobilières de placement	41 899		41 899	83 728
Disponibilités	4 806		4 806	26 860
Comptes de régularisation	1 023		1 023	1 105
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	384 099	30 643	353 456	366 867
TOTAL DE L'ACTIF	862 137	206 348	655 789	524 333

PASSIF	1989	1988
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	620	620
Primes, réserves et écart de réévaluation	33 187	33 187
Report à nouveau	19 371	4 457
Résultat de l'exercice	14 934	16 541
Subvention d'investissement	2 076	
Provisions réglementées	120 159	91 554
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	190 347	146 359
Provisions pour risques et charges	34 876	43 345
DETTES		
Dettes financières	59 833	49 622
Dettes d'exploitation	300 219	228 415
Abonnements à servir	70 514	56 592
TOTAL DES DETTES	430 566	334 629
TOTAL DU PASSIF	655 789	524 333

GROUPE « LE MONDE »
BILANS CONSOLIDES AU 31 DÉCEMBRE
(en milliers de francs)

RUBRIQUES	ACTIF 1989			ACTIF 1988
	VALEURS BRUTES	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	VALEURS NETTES	VALEURS NETTES
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	49 770	23 132	26 638	24 275
Immobilisations corporelles	615 828	179 830	435 998	205 936
Immobilisations financières	30 223	863	29 360	29 637
Titres mis en équivalence	129		129	126
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	695 950	203 825	492 125	259 974
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	16 249	5 940	10 309	8 385
Créances d'exploitation	385 943	39 970	345 973	290 308
Valeurs mobilières de placement	76 854		76 854	101 434
Disponibilités	10 258		10 258	32 502
Comptes de régularisation	*26 082*		*26 082*	*11 110*
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	515 386	45 910	469 476	443 739
TOTAL DE L'ACTIF	1 211 336	249 735	961 601	703 713

RUBRIQUES	PASSIF 1989	PASSIF 1988
CAPITAUX PROPRES		
Capital de la SARL LE MONDE	620	620
Réserves consolidées	99 047	65 697
Résultats consolidés	22 629	36 290
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	122 296	102 607
Intérêts hors groupe	22 554	27 222
Provisions pour risques et charges	37 255	43 345
DETTES		
Dettes financières	188 816	142 431
Dettes d'exploitation	516 394	331 391
Abonnements à servir	68 289	56 592
Compte de régularisation	*5 997*	*125*
TOTAL DES DETTES	779 496	530 539
TOTAL DU PASSIF	961 601	703 713

GROUPE « LE MONDE »
RÉSULTATS CONSOLIDÉS
(en milliers de francs)

	1989	1988
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires	1 247 298	1 120 351
Autres produits et reprises sur provisions	61 465	18 443
TOTAL	1 308 763	1 138 794
CHARGES D'EXPLOITATION		
Consommations, autres charges et achats	675 726	585 769
Salaires et charges sociales	506 976	434 649
Dotations d'exploitation	83 275	41 837
TOTAL	1 265 977	1 062 255
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	42 786	76 539
RÉSULTAT FINANCIER	– 11 122	– 2 624
RÉSULTAT COURANT	31 664	73 915
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	8 515	– 4 327
PARTICIPATION DES SALARIÉS	–	2 759
IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS	20 346	32 640
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	19 833	34 189
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	3	2
Part des actionnaires hors groupe	2 793	2 099
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	22 629	36 290

GROUPE « LE MONDE »
TABLEAUX DE FINANCEMENT CONSOLIDÉS
(en milliers de francs)

	1989	1988
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement	52 495	70 743
Augmentation des dettes financières	34 000	63 337
Crédit fournisseur à moyen terme	70 613	
Autres ressources	138 037	187
Total des ressources	295 145	134 267
EMPLOIS		
Investissements	284 127	102 908
Dividendes distribués	1 625	1 601
Autres emplois	9 393	29 758
Total des emplois	295 145	134 267

COMMUNICATION

en 1989

dettes d'exploitation s'accroissent de 72 MF.

Les capitaux propres atteignent 190,3 MF au 31 décembre 1989, en augmentation de 30 % sur le montant du 31 décembre 1988.

FINANCEMENT

Les investissements réalisés par la SARL le Monde s'élèvent à 156,5 MF (60,3 MF en 1988).

Ils ont été financés à hauteur de 52,9 MF par la capacité d'autofinancement et par une sensible diminution du fonds de roulement (109,3 MF) consécutive aux prélèvements effectués sur la trésorerie de l'entreprise et à l'augmentation des comptes fournisseurs.

2. Comptes consolidés

RÉSULTATS

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1989 s'élève à 1 247,3 MF, en augmentation de 11,3 % sur celui, retraité, de 1988.

Cette évolution reflète la bonne tenue de l'activité publicitaire et notamment du marché de la publicité emploi.

La progression des charges d'exploitation consolidées (+ 19,2 %) est notamment liée à la mise en service de l'imprimerie d'Ivry, qui a mobilisé une main-d'œuvre importante et entraîne des charges d'amortissement élevées.

Le résultat consolidé (22,6 MF) est en recul sur celui de 1988 (36,3 MF).

INVESTISSEMENTS

Les investissements consolidés (284 MF) ont été financés à hauteur de 52 MF par l'autofinancement généré en 1989, un recours à l'endettement à hauteur de 105 MF, ainsi que par une diminution sensible du fonds de roulement.

SARL « LE MONDE »
COMPTES DE RESULTATS
(en milliers de francs)

	1989	1988
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 217 921	1 047 172
Autres produits et reprises sur provisions	41 810	22 378
Produits d'exploitation	1 259 731	1 069 550
Charges externes	(693 299)	(535 090)
Impots et taxes	(11 336)	(10 872)
Charges de personnel	(477 598)	(414 367)
Autres charges d'exploitation	(1 321)	(2 244)
Dotation aux amortissements et provisions	(44 473)	(36 893)
Charges d'exploitation	(1 228 027)	(999 466)
Résultat d'exploitation	31 704	70 084
Produits financiers nets	13 945	8 331
RÉSULTAT COURANT	45 649	78 415
Produits et charges exceptionnels	2 349	(3 644)
Dotation aux provisions réglementées	(29 978)	(42 820)
Provision pour participation des salariés		(2 759)
Provision pour impôt sur les sociétés	(3 086)	(12 651)
BÉNÉFICE NET	14 934	16 541

SARL « LE MONDE »
TABLEAUX DE FINANCEMENT
(en milliers de francs)

	1989	1988
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement	52 896	91 975
Produits de cessions d'actifs	124	40
Subvention d'investissement reçue	3322	.
Diminution du fonds de roulement	109 345	
Total des ressources	165 687	92 015
EMPLOIS		
Investissements :		
Immobilisations incorporelles	7 337	1 218
Immobilisations corporelles	7 985	7 434
Acomptes sur investissements versés au cours de l'exercice	105 721	13 992
Titres de participation	–	1 653
Avance à long terme aux filiales	35 500	36 000
Total des investissements	156 543	60 297
Autres variations des immobilisations financières	7 518	7 174
Dividendes distribués	1 626	1 601
Augmentation du fonds de roulement	–	22 943
Total des emplois	165 687	92 015

La troisième chaîne définit sa stratégie

FR 3 entre le marché et les enjeux politiques

FR 3 s'apprête à signer avec l'Etat son premier contrat d'objectifs. Sa directrice générale, Mme Dominique Alduy, réussit ainsi à faire avaliser une stratégie qui marie une logique économique, les contraintes de service public et les enjeux politiques qui pèsent sur la « chaîne des régions ».

Une audience en légère progression, des recettes publicitaires qui, même si elles restent marginales, rentrent sans problème, une paix sociale relative : le bilan de Mme Dominique Alduy, sept mois après son arrivée à la tête de FR 3, tranche avec les crises qui secouent périodiquement Antenne 2. Les épreuves, pourtant, n'ont pas manqué à la directrice générale de la troisième chaîne qui a dû naviguer avec habilité entre les contraintes d'une chaîne atypique, les lourdeurs d'une entreprise complexe et les pressions du pouvoir politique.

Les débats autour de la télévision de proximité illustrent bien les difficultés de l'exercice. FR 3 a longtemps oscillé entre une décentralisation volontariste et brouillonne (1982-1985) et des retours brutaux à la centralisation parisienne (1986-1988). Depuis deux ans, le ministère de la communication, qui voulait à la fois une « chaîne des régions » et un programme national fort, ne tranchait en rien le débat. Mme Alduy a forgé sa propre conviction en partant de deux constats. D'une part, l'information régionale draine une forte audience donnant à la chaîne, dans certaines régions, des parts de marché proches de 30 % : FR 3 peut donc satisfaire une forte demande de communication locale encore inexploitée. Mais, d'autre part, la Creuse n'est pas l'Ile-de-France et les douze régions de FR 3 n'ont pas le même potentiel de développement.

Pour bâtir une stratégie réaliste, Mme Alduy devait donc convaincre ses interlocuteurs que la logique du marché pouvait quelque peu tempérer le sacro-saint égalitarisme du service public. *« Peut-on refuser à la télévision publique*, plaide-t-elle, *ce que l'on accorde à EDF ou à la SNCF? »* Ce credo économique risquait pourtant de froisser quelques susceptibilités politiques : la majorité ne contrôle que deux régions et les élus socialistes ne voient pas toujours d'un bon œil leurs adversaires disposer d'une télévision locale trop souvent identifiée à un instrument politique. Pour vaincre ces réticences, Mme Alduy s'est habilement servie des ambitions de M 6 sur la télévision de proximité : pouvait-on laisser une chaîne privée supplanter l'audiovisuel public quand le pluralisme politique est en jeu?

Identité régionale

La directrice générale de FR 3 a finalement obtenu le feu vert du pouvoir et va le concrétiser en signant très prochainement un contrat d'objectif avec l'Etat. Le décrochage local de Tours (*le Monde* du 3 juillet) sera poursuivi. Et Nantes, Saint-Nazaire, Lille, Roubaix, Tourcoing obtiendront rapidement les leurs. La Rochelle, Angoulême, Niort et Poitiers expérimenteront des journaux de cinq minutes.

Les collectivités locales pourront participer au financement des infrastructures, la presse locale ou les réseaux câblés seront associés à certaines opérations mais le budget de fonctionnement restera, lui, du ressort de FR 3 pour préserver l'indépendance éditoriale de la chaîne.

FR 3 jouera donc son avenir sur le marché de la communication locale. Mais Mme Alduy, pour avoir médité l'expérience des stations locales américaines, sait bien que cette télévision de proximité ne peut continuer à drainer des téléspectateurs qu'en s'appuyant sur un programme national riche et attractif. Dans ce domaine, la directrice générale de FR 3 devait éviter qu'une conception trop simpliste de « l'harmonisation » avec A 2 ne fasse de sa chaîne le déversoir des programmes négligés par sa grande sœur. Elle a donc défendu avec obstination ses points forts : le cinéma, les émissions de jeunesse, « Thalassa », « La classe » qui assurent à FR 3 une audience stable, rassurante pour les annonceurs, et une part de marché de 13 % au mois de juin en progression sur les mois précédents (11 %).

« FR 3 a retrouvé la troisième place dans la bataille de l'audience, note avec satisfaction Mme Alduy. *Elle a gagné une image de télévision multithématique qui tranche avec l'homogénéisation croissante de ses concurrentes généralistes. »* La nouvelle grille, prévue pour le 10 septembre, ajoutera à la panoplie un grand rendez-vous consacré à la création française, un dimanche après-midi réservé aux dessins animés produits par la chaîne (*Babar*, *Tintin*), un grand magazine sur l'éducation confié à Philippe Alfonsi. A partir de 22 h 30, FR 3 défendra ses deuxièmes parties de soirée avec Océaniques et des magazines sur l'art, la littérature, les sciences et les techniques. Pour consacrer l'identité régionale de la chaîne, l'antenne ouvrira dès 7 heures du matin avec une sélection des meilleures émissions régionales et fermera avec la diffusion des magazines « transfrontaliers » invisibles jusqu'à présent sur le programme national.

Cet effort de programmation coûtera à la chaîne 200 millions de francs supplémentaires que Mme Alduy espère bien obtenir lors des prochains arbitrages budgétaires. Reste le problème épineux du samedi où FR 3 est contrainte d'abriter les programmes de la SEPT. La directrice générale de FR 3 ne cache pas son irritation devant les faibles résultats d'audience de la télévision culturelle : *« Je ne veux pas relancer de polémique mais je reste persuadée que, si FR 3 peut diffuser les émissions de la SEPT, elle doit conserver la maîtrise de leur programmation pour mieux les intégrer dans sa grille. »*

Mme Alduy affiche aujourd'hui une évidente sérénité. FR 3, la chaîne la plus fragile de l'audiovisuel public, celle que M. François Léotard voulait privatiser après TF 1, a repris du poil de la bête. Bien sûr, la directrice générale n'est pas à l'abri d'une nouvelle poussée de fièvre sociale, notamment dans le secteur de la production qui doit encore connaître une sensible restructuration et affronter l'épreuve de la transparence financière. Mais la crise de la Société française de production et les suppressions d'emplois qu'elle a entraînées ont ramené les syndicats de FR 3 à la raison et à la négociation.

JEAN-FRANCOIS LACAN

Placée sous l'autorité directe de M. Gaillard

Mme Monique Trnka assurera la direction des programmes d'A 2

Le directeur général d'Antenne 2, M. Jean-Michel Gaillard, a annoncé, lundi 9 juillet, la nomination de Mme Monique Trnka, à la direction de la programmation et des programmes. Mme Trnka qui était depuis octobre directrice adjointe de la production sur Antenne 2 et qui fête cette année ses trente ans de télévision, succède ainsi à Eve Ruggieri, démissionnaire de la direction des programmes le 11 avril dernier.

Les noms des responsables de programmes réputés les plus habiles, les plus efficaces ou les plus novateurs avaient tour à tour été évoqués : Pascal Josephe (ex-TF1, aujourd'hui chez Carat), Pascale Breugnot (ex-Antenne 2, aujourd'hui TF 1), Carlo Freccero (la 5), Albert Mathieu (Canal +)...

Le choix était, de l'avis de tous, crucial pour la cohésion et l'élan de la chaîne. Lundi soir pourtant, c'est une salve d'applaudissements qui, à Antenne 2, a accueilli l'annonce du nom de Monique Trnka. La surprise, pour beaucoup, a été totale, et le recours à une solution interne visiblement apaisante pour bien des esprits.

C'est à une grande professionnelle de la télévision qu'a en effet décidé de faire appel M. Jean-Michel Gaillard. Une professionnelle qui, entrée à l'ORTF en 1960, y a exercé de nombreux métiers : assistante de direction chargée de la gestion des journalistes, administrateur du service des dramatiques, administrateur de la première chaîne, chargée de la production artistique. En 1975, alors à TF 1, elle fut chef du service de la production externe et des relations commerciales, avant de devenir secrétaire générale de la programmation et des programmes et d'être chargée, en 1982, des coproductions et de la commercialisation. La période 1983-1987 lui donne l'expérience du privé, puisqu'en tant que directrice générale de Télé-Hachette, elle monte nombre de productions et de coproductions, ainsi que le projet de candidature du groupe pour le rachat de TF 1. 1987 la ramène dans le giron du service public, sur Antenne 2, dont elle était jusqu'à ce jour directrice adjointe de la production.

Certains regretteront peut-être qu'Antenne 2 n'ait pas risqué l'électro-choc d'une nomination externe ou les audaces d'une nouvelle génération. Les dangers du poste ont, il est vrai, fait fuir nombre de pressentis. Mais Mme Trnka, à qui le titre de colonel de réserve vaut le surnom de « *Colonel* », dispose dans la chaîne d'un capital énorme de respect et de sympathie.

Priorité à la fiction

Ce sera donc à elle de mettre en place la nouvelle grille de programmes d'Antenne 2, dont M. Jean-Michel Gaillard a précisé qu'elle donnerait la priorité absolue à la fiction. Le samedi soir, la place, laissée libre par Michel Drucker et son *Champs-Elysées*, sera ainsi donnée à une fiction *« conçue pour être regardée ensemble par les familles »*. 70 heures supplémentaires de création porteront à 340 le nombre d'heures de fictions sur A 2 en une année. Cet effort important s'accompagne d'un bouleversement des structures de programmes largement inspiré des conclusions du rapport remis la semaine passée par M. Pierre Desgraupes. Ainsi, pour assurer une meilleure proximité avec les auteurs, faciliter le suivi des travaux d'écriture et de réalisation, transformer les responsables de programmes en décideurs, la direction d'A 2 a décidé de décentraliser au maximum la gestion des programmes et d'éclater le département fiction en cinq unités. Jean-Pierre Gallo sera responsable de l'unité « fiction du samedi soir et du feuilleton quotidien de l'avant-soirée », *« deux objectifs stratégiques et prioritaires de la chaîne »* selon M. Gaillard. L'unité « patrimoine historique et littéraire » est confiée à Jean Capin, l'unité « fiction policière et vie quotidienne » à Claude Hirtz, « coproductions européennes et internationales » à Gilberte de Turenne, et « fiction » (rattachée au directeur général) à Geneviève Auffredo. Un comité de programmes réunira tous les mois les responsables d'unités autour de Mme Trnka et *« sous l'autorité du directeur général »*. Un directeur général qui a désormais bien en mains les rênes de la maison A 2, dégagée en partie de l'emprise de son super-président, conseillé par un président plus ancien (Pierre Desgraupes) et certain d'avoir désormais réuni les conditions du fameux sursaut.

ANNICK COJEAN

SI LE PARTI LE RENVOIE, NOUS L'ENGAGEONS.

Parce qu'en sa qualité de dirigeant, il a compris que le contrôle hiérarchique strict est l'ennemi de l'épanouissement humain.

Et parce qu'il a pu prouver que la responsabilité personnelle alliée à la créativité à tous les niveaux d'une organisation est une arme puissante contre l'immobilisme. Voilà pourquoi nous l'engagerions.

Nous sommes Origin, un nom nouveau pour une organisation déjà bien établie et spécialisée dans les services professionnels dans l'univers de la télématique et de la technologie de l'information.

Dans nos 50 bureaux situés dans onze pays, plus de 3000 spécialistes sont en permanence au service de notre clientèle.

Au cours des quinze dernières années, nous avons imaginé et mené à bien plus de 1000 projets de grande envergure.

La plupart de ces projets nous ont été confiés parce que nous croyons que l'informatique doit répondre aux besoins de l'être humain, et non le contraire.

Nous espérons sincèrement que M. Gorbatchev pourra achever ce qu'il a commencé. Mais nous espérons aussi que nous trouverons de plus en plus de partenaires ayant son attitude. Qu'ils soient collègues ou clients.

Si vous désirez de plus amples renseignements, téléphonez au numéro suivant: 01-472 85 850.

ORIGIN

Origin. The human resource for software projects.

SOCIÉTÉ/CULTURE

Les incendies de l'été

« On ne doit pas envoyer au feu des jeunes de moins de dix-huit ans »

nous déclare M. Maurice Arreckx, président du conseil général du Var

Après la mort de quatre pompiers (dont un mineur de dix-sept ans) lors de l'incendie de Bormes, le 21 juin dernier, M. Maurice Arreckx, sénateur et président du conseil général du Var, avait tenu des propos jugés vifs et même déplacés par les pompiers varois. Il envisage de proposer, lors de la prochaine session parlementaire, une modification de la loi sur le recrutement des pompiers volontaires.

« Que pensez-vous du problème des pompiers volontaires qui peuvent être envoyés pour combattre les incendies dès l'âge de seize ans alors qu'ils disposent d'une formation assez rudimentaire ?

– Les dispositions légales permettent à un garçon ou à une fille de devenir pompier dès l'âge de seize ans. C'est, pour eux, une manière de promotion. Dans certains cas, cela peut-être une protection contre certaines formes de délinquance, un peu à l'image de jeunes faisant du sport. D'autant que dans certaines communes, le corps des sapeurs-pompiers constitue une famille. Mais j'estime, d'une manière générale, qu'on n'a pas le droit d'envoyer au feu, des mineurs. C'est beaucoup trop dangereux.

» La France et ses gouvernements successifs ont reconnu que la majorité légale fixée à vingt et un ans pouvait être ramenée à dix-huit ans. C'est l'âge où l'on peut voter, où l'on a le droit de conduire une voiture... On ne devrait pas pouvoir aller au feu avant cet âge-là. C'est ma position et je n'en démordrai pas.

– Le recrutement des pompiers est effectué par les communes, suivant des règlements nationaux.

– Ce sont les maires qui les recrutent et les paient selon un barème national. Le conseil général apporte son aide aux mairies. Les pompiers ne sont pas de ma responsabilité et les maires ont le droit d'engager des enfants de seize ans mais je souhaiterai qu'ils soient employés à des tâches moins dangereuses et qui restent très nombreuses.

» Je pense qu'un adulte prend ses responsabilités et qu'il faut craindre chez un jeune ce qui fait toute sa différence et son tempérament : je veux parler de sa générosité, de son goût du risque ou du panache, et peut-être une certaine imprudence. Nous devons les protéger de ces risques inhérents à leur jeunesse et faire en sorte que désormais personne ne meure plus au feu ; quel que soit son âge !

– Souhaitez-vous intervenir dans le sens d'une modification de la loi concernant le recrutement des pompiers volontaires ?

– Je le ferai dès la prochaine session parlementaire. Les pompiers professionnels avec lesquels je m'en suis entretenu ont reconnu qu'il s'agissait d'un réel problème qui, selon eux, doit être posé et trouver de vraies solutions.

– Ne pensez-vous pas que les incendies sont trop sérieux et dangereux pour être confiés à des pompiers volontaires. Ne devraient-ils pas tous être des professionnels ?

– On compte 2 625 pompiers volontaires dans le Var contre 525 professionnels. Ce qui ne nous empêche pas de devoir, souvent, faire appel à des corps extérieurs au département. Professionnaliser les pompiers, cela impliquerait que, à l'instar des gendarmes, les soldats du feu soient nationalisés, placés sous la dépendance d'un ministère. Mais les 200 000 pompiers français qui constituent une entité très solidaire y sont opposés. Il appartient au gouvernement de juger.

» Pour ma part, je pense que la multiplication des pompiers professionnels ne peut être que bénéfique mais que la charge ne peut pas être supportée par les départements, notamment ceux qui sont à haut risque comme le Var. Je rappelle que dans notre département, le budget du conseil général concernant la prévention et la lutte contre les incendies représente 140 millions de francs : ces crédits ont plus que doublé en cinq ans.

– Les pompiers volontaires sont payés à la vacation et selon un barème horaire allant de 52,25 francs pour un officier à 34,74 francs pour un sapeur. N'est-ce pas un système pernicieux ?

– Ces indemnités sont décidées nationalement et je n'y peux rien. Cependant, je trouve ce système malsain... Qui me fera croire que sur les 2 635 volontaires du Var, il n'y en a pas une dizaine qui – un peu dérangés ou déboussolés – estimeront que s'il y avait un feu de plus, ça les arrangerait. Ce qui n'empêche pas d'avoir estime et respect pour les autres.

» Ce système n'induit-il pas une tentation, dans certains feux mineurs et sans danger, de faire intervenir un matériel trop abondant ? Je pense qu'un volontaire mobilisé et disponible pendant trois mois ne doit pas être tributaire des incendies pour ses indemnités. Je suis favorable à l'instauration d'une forme d'assurance garantissant une indemnité fixe à chaque volontaire. »

Propos recueillis par
JOSÉ LENZINI

Les difficultés de logement dans les grandes villes

Des squatters s'installent « dans les meubles » de la Communauté urbaine de Lyon

Un groupe d'une trentaine de jeunes gens et jeunes filles, expulsés par les forces de l'ordre, mercredi 4 juillet, de deux immeubles du quartier de la Croix-Rousse qu'ils occupaient illégalement depuis plusieurs mois, ont décidé de s'installer un peu plus loin dans un autre immeuble abandonné, propriété de la Communauté urbaine de Lyon (Courly). Refusant des propositions de logements dispersés, ils demandent que leur soit affecté, à terme, un immeuble du quartier, dont ils assureraient collectivement l'entretien et la gestion.

LYON

de notre bureau régional

« Alors, vous êtes nos nouveaux voisins ? J'espère que vous ne ferez pas trop de bruit dans la journée, parce que c'est le moment où mon mari dort... » La boulangère semble ravie. La destruction de l'immeuble dont son commerce occupe encore le rez-de-chaussée, entre une triperie et une alimentation générale, ne lui paraissait pas une bonne chose pour le quartier.

L'espoir serait-il revenu avec ces garçons et ces filles « sans droits, ni titres » qui ont investi brusquement, samedi 7 juillet dans l'après-midi, les trois étages du 1 et du 3 de la rue du Bon-Pasteur ? Les nouveaux « locataires », arrivés avec un mobilier hétéroclite en provenance directe des bennes affectées à la décharge publique, ont entrepris aussitôt de rendre habitables des appartements dont les derniers occupants sont partis, semble-t-il, depuis plus de six ans. Dimanche, un câble distribuait l'électricité dans plusieurs pièces, un point d'eau avait été établi et, dans la « pièce commune », un petit bouquet de fleurs ornait une étagère...

A l'extérieur, une des banderoles accrochées aux fenêtres, résume assez bien la situation : *« Dans l'attente de vos propositions, nous réoccupons. »* En effet, après l'expulsion des jeunes gens, le 4 juillet, en vertu d'un jugement du tribunal correctionnel de Lyon en date du 23 mars dernier, rendez-vous avait été obtenu avec des représentants des services techniques et des élus du quartier, notamment le maire du premier arrondissement. Mais même si leurs interlocuteurs ont paru disposés à dialoguer et ont pris des engagements sur le long terme, l'urgente nécessité de retrouver un toit a poussé les squatters à cette nouvelle action de force. Les représentants de la ville et de la Communauté urbaine de Lyon avaient demandé, en effet, un délai d'une dizaine de jours pour une solution transitoire : mettre l'immeuble en question à la disposition des jeunes gens avec un bail précaire.

Les squatters, qui n'entrent pas dans les catégories sociales classiques et de toute façon refusent l'assistanat, ont décidé, depuis plusieurs mois déjà, de poser différemment le problème du droit au logement. Dans un quartier populaire comme celui de la Croix-Rousse, dont les immeubles, vieillissant mais pleins de charme, sont fortement convoités par des promoteurs immobiliers, où les propriétaires ont rapidement détourné à leur profit la loi sur les Associations foncières d'urbanisme local (AFUL), bref où la spéculation bat son plein, ils ont constitué une association – Villa sans souci – qui défend, pour chacun, le *« droit de vivre et de se loger où il veut »*.

Leurs porte-parole affirment ainsi que dans des situations où les candidats au logement ne peuvent pas, pour des raisons diverses, bénéficier des aides publiques la solution passe par la création d'un *« habitat collectif autogéré »*. *« Or,* constatent-ils, *aucune suite n'a été donnée à notre proposition transmise depuis six mois. »*

Pendant ce temps-là, au pied de la Croix-Rousse les fondations du César sortent de terre. Ce sera l'immeuble le plus luxueux de la ville : 24 000 francs le mètre carré.

BERNARD ÉLIE

L'indemnisation d'une victime réduite

L'« imprudente » violée

Violer, c'est mal. Mais sortir le soir quand on est une jeune fille de dix-huit ans, ce n'est pas bien non plus. C'est du moins ce que semble penser la commission d'indemnisation des victimes de Limoges, qui vient de réduire de 10 % le montant des dommages et intérêts obtenus par la victime d'un viol, jugée *« imprudente »*, parce que ayant fait de *« l'auto-stop de nuit »*.

En apprenant, lundi 9 juillet, cette décision, Mme Yvette Roudy, membre du secrétariat national du PS chargée des droits de la femme, a exprimé *« sa stupéfaction et son indignation »*. *« C'est inadmissible car cela revient à interdire la liberté de circulation et d'action des femmes ; autant décider à leur encontre d'un véritable couvre-feu »*, a déclaré l'ancien ministre.

Rien n'obligeait pourtant, le 19 juin, cette commission à se prononcer de cette façon. Le 28 septembre 1989, les assises de la Haute-Vienne avaient condamné à dix-huit ans de réclusion l'auteur du viol, assortissant la peine de 50 000 francs de dommages et intérêts. Le parquet ne s'y était pas opposé mais, le coupable n'étant pas solvable, la commission d'indemnisation devait examiner le dossier avant *« d'apporter son secours »* et *« apprécier s'il y a lieu de réduire l'indemnité allouée à la victime en raison du comportement de celle-ci »*.

L'avocate de la victime, Me Josette Réjou, s'est elle aussi insurgée contre la réduction de cette indemnité à 45 000 francs : *« Qu'un magistrat puisse encore motiver sa décision de cette façon me paraît révoltant, alors que les femmes ont mis des années à faire reconnaître leurs droits. Sur le plan juridique, il n'y a rien à faire, sauf se pourvoir en cassation mais ça n'aboutira pas et là n'est même pas l'essentiel. Ce qu'il faut c'est faire évoluer les mentalités. »* Et Me Réjou de souligner qu'aux côtés de M. Bernard Héliot, qui présidait la commission, il y avait deux assesseurs : deux femmes...

NATHANIEL HERZBERG

A partir de 1991

Les vacances scolaires de printemps engloberont les « ponts » du mois de mai

Le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) a repoussé à l'unanimité, vendredi 6 juin, la demande des professionnels du tourisme de neige visant à avancer d'une semaine les vacances de printemps de 1991. Cette requête, transmise à l'éducation nationale *via* le ministère du tourisme et le premier ministre, tendait à remettre en question le calendrier des vacances scolaires adopté voici un an et qui, pour la première fois, couvrait les trois années à venir.

Ce calendrier triennal avait fait l'objet de longues discussions avec les partenaires du système scolaire ; son caractère prévisionnel constitue un net progrès dans la mesure où il rend possible la programmation des très nombreuses activités – tourisme, circulation routière et ferroviaire, congés dans les entreprises, etc. – qui dépendent des dates de vacances des treize millions d'élèves. Le texte prévoit notamment de retarder les vacances de printemps (dites « de Pâques ») afin qu'elles englobent les « ponts » qui désorganisent la scolarité au mois de mai.

La contre-offensive du lobby du tourisme de neige, inquiet des conséquences de cette décision sur la pratique des sports d'hiver déjà découragée cette année par le faible enneigement, s'est heurtée à l'opposition unanime des syndicats d'enseignants, fédérations de parents d'élèves, associations familiales et péri-scolaires siégeant au CSE, indignées qu'on puisse remettre en cause une décision mûrement réfléchie et publiée depuis août dernier. Les représentants des maires, conseillers généraux et régionaux, au CSE, qui seuls, auraient pu adopter une autre position, n'étaient pas présents vendredi lors du vote.

Le calendrier 1990-1991

	Zones (1)	1990-1991
Rentrée des élèves..............	A et B	Lundi 10 septembre 1990
Vacances de Toussaint........	A et B	Du samedi 27 octobre 1990 au lundi 5 novembre 1990
Vacances de Noël..............	A et B	Du samedi 22 décembre 1990 au lundi 7 janvier 1991
Vacances d'hiver..................	A	Du jeudi 14 février 1991 au lundi 4 mars 1991
	B	Du jeudi 21 février 1991 au lundi 11 mars 1991
Vacances de printemps........	A	Du samedi 20 avril 1991 au lundi 6 mai 1991
	B	Du samedi 27 avril 1991 au lundi 13 mai 1991
Vacances d'été....................	A et B	Du samedi 6 juillet 1991 au mardi 10 septembre 1991

Le départ en vacances a lieu après la classe, la reprise des cours a lieu le matin des jours indiqués.

En cas de vacance des classes le mercredi ou le samedi, lorsque le départ est prévu ces jours-là, les vacances commencent après la classe, respectivement, du mardi ou du vendredi.

(1) La zone A comprend les académies de Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Créteil, Grenoble, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Paris, Rennes et Versailles.

La zone B comprend les académies d'Aix-Marseille, Amiens, Besançon, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Nice, Orléans-Tours, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg et Toulouse.

Sanctionné par la Sécurité sociale

Un nutritionniste en grève de la faim

A l'abri de deux parasols couverts d'une toile en plastique et de quelques draps assemblés par des pinces à linge, le docteur Alexis Ouendeno et trois de ses patientes poursuivent une grève de la faim depuis le 27 juin au pied du siège du conseil de l'ordre des médecins, à Paris. Sanctionné pour avoir prescrit, dans le cadre de cures d'amaigrissement, des médicaments jugés dangereux, ce médecin d'origine guinéenne s'estime victime *« d'injustice, de népotisme et de racisme »* face à la décision de la section des assurances sociales du conseil de l'ordre de ne plus rembourser ses malades pour une durée d'un an à compter du 1er juillet.

Installé à Evry (Essonne) depuis 1980, le docteur Ouendeno y est surtout connu pour ses cures d'amaigrissement : *« Sur les 18 000 patients qui sont venus me consulter, la moitié au moins souhaitaient maigrir et personne ne s'est jamais plaint de mon traitement. Mon seul crime, c'est d'avoir une immense clientèle. »* A base d'enzymes protéolytiques, de dinrétiques, de lipolytiques, d'anxiolytiques et de coupe-faim *« si besoin »*, les prescriptions du docteur Ouendeno inquiètent pourtant depuis plusieurs années le conseil départemental de l'ordre de l'Essonne qui leur reproche d'être en infraction avec la législation sur *« les substances vénéneuses »*.

« Cette instance n'a pas démontré scientifiquement la nocivité de mon traitement et ses plaintes ont déjà été déboutées par la section disciplinaire du conseil régional d'Ile-de-France de l'ordre des médecins », soutient le médecin généraliste qui vient de faire appel devant le Conseil d'Etat et envisage déjà de présenter son dossier devant la Cour de justice des droits de l'homme, à Strasbourg. En attendant, il réclame un débat public sur son cas et une suspension de *« la sanction qui le frappe »*.

M. L.

SOCIÉTÉ

Une justice des mineurs moins répressive

Suite de la première page

Ce sont des histoires horribles : par leur violence, la faiblesse des *victimes et la jeunesse des criminels.* Tout un imaginaire se met là en place, qui repousse la mansuétude, et jusqu'à la volonté de comprendre. Faut-il pour autant traiter les mineurs comme les majeurs ? Faut-il que la gravité indéniable des actes commis par quelques-uns rejaillisse sans apppel, sans nuance, sur la *majorité des autres ? Le chemin* n'est pas facile.

Aussi la réflexion sur la possible réforme du droit des mineurs, amorcée dans les annnées 70, prend-elle son temps. De rapport en rapport – commission Costa en 1976, mission Menga en 1981, commission Martaguet en 1983, – on a réfléchi, *enquêté, appris. La réforme que pro*pose aujourd'hui le ministère de la justice n'est donc pas née d'un coup de tête, d'une indignation passagère, mais d'une lente (trop lente au gré de certains) prise de conscience, et de la volonté de tout faire pour ne pas casser à jamais les jeunes délinquants, et même les jeunes criminels.

L'ordonnance de 1945

Issue des bouleversements de l'immédiat après-guerre, l'ordonnance de 1945 qui régit le droit pénal des mineurs voulait répondre à une augmentation de la délinquance juvénile tout en créant une voie nouvelle, équilibrée, entre répression et générosité. Le texte était très en avance sur son temps : des législations étrangères s'en sont inspirées, le droit des majeurs y a notamment puisé l'individualisation de la peine. Mais la délinquance, la criminalité des jeunes, la société et le regard que celle-ci porte sur eux ont changé. Des textes internationaux – telle la Convention internationale des droits de l'enfant que le Parlement français doit prochainement ratifier – ont été adoptés. Des images – pas plus mais pas moins que celles des crimes – ne paraissent plus supportables, pour peu qu'elles l'aient jamais été.

Il est communément admis que l'on ne veut plus voir trois enfants de dix à douze ans incarcérés pendant deux jours à Fleury-Mérogis pour un viol dont ils ont été par la suite innocentés (*le Monde* du 5 juillet 1989). Pas plus que l'on ne veut avoir à imaginer ce que furent les viols répétés de Damien, dix-sept ans et demi, martyrisé plusieurs jours durant par ses codétenus de Bois-d'Arcy (*le Monde* du *22 novembre*), *et combien d'autres* encore, dont on ne sait rien, anonymes, abrités qu'ils sont par l'étouffante confidentialité due au respect de leur jeune âge. Il serait trop simple de ne voir là que des bavures. Quelles que soient la conscience et l'intelligence déployées parfois par les différents intervenants, c'est l'ensemble du système qui autorise ces bavures. Et c'est lui que l'on cherche aujourd'hui à changer, tout en gardant l'esprit de l'ordonnance de 1945.

D'abord, il faut balayer les fantasmes : la plus grande partie de la délinquance juvénile (71 %) consiste en des vols simples. *« Souvent visible et provocatrice, elle est rarement organisée »*, précise l'exposé des *motifs du texte. 68 % des mineurs* jugés ne récidivent pas. 60 % des décisions judiciaires les concernant sont des remises à la famille ou des admonestations. Si la majorité des mineurs ne récidive pas, 17 % d'entre eux, au contraire, « plongent » et « replongent » jusqu'à six fois.

Pour cette catégorie de délinquants, la prison n'est pas un coup d'arrêt : le risque de retour en prison dépasse 50 %. De manière générale, *« le registre éducatif est sous-utilisé : une mesure éducative est ordonnée pour cinq peines de prison prononcées »*.

Même si peu à peu, le nombre de mineurs détenus a baissé (notamment parce qu'on recourt moins à la détention provisoire), la prison reste *une réponse souvent facile et facticé*, estiment les artisans de la réforme. Qu'un mineur entre en prison, il faudra quoi qu'il arrive s'assurer aussi de sa sortie et de son retour à la vie sociale. Au 1er avril, ils étaient ainsi 472 garçons (120 condamnés et 352 prévenus) et 24 filles (dont 3 condamnées) incarcérés. Parmi eux, 26 étaient âgés de moins de seize ans. Ces jeunes *« se trouvent le plus souvent confrontés à de grandes difficultés d'insertion sociale. Leur niveau scolaire demeure très bas.* [Ils] *rencontrent de très grandes difficultés d'insertion professionnelle. Leur histoire familiale est souvent marquée d'événements tragiques : abandons, décès, violences ». « Les mineurs réagissent par la fugue, le suicide ou la délinquance*, conclut l'exposé des motifs du texte. *Il est donc essentiel de rechercher des réponses qui permettent d'interrompre une trajectoire de délinquance. »*

Quatre principes de base

Les principes de la réforme sont simples, et organisés autour de quatre principes de base : renforcer la spécialisation de la juridiction pour enfants, accroître les garanties de *procédure, proposer une responsàbi*lité pénale particulière des mineurs en tenant compte des différents seuils d'âge et envisager des réponses nouvelles, telle la réparation. Le rôle des collectivités locales n'est pas négligeable lorsqu'on réfléchit à la délinquance des mineurs. Depuis 1983, et la mise en place des conseils communaux de prévention de la délinquance, les différents intervenants ont peu à peu pris le pli de travailler ensemble : il faut poursuivre dans cette voie et *« coordonner les actions des différents acteurs sociaux s'occupant des jeunes, celles de la police et de la justice »*.

Le texte ne sera pas voté demain : il doit, une nouvelle fois, être soumis à la concertation, débattu, corrigé sans doute. Cependant il constitue une avancée indéniable qui, tôt ou tard, comme ce fut le cas pour l'ordonnance de 1945, est destinée à *rejaillir sur le droit des majeurs.*

AGATHE LOGEART

Les dispositions du projet

La peine maximale fixée à dix ans

Le projet prévoit de redéfinir la responsabilité pénale particulière aux mineurs. Il ne sera plus possible d'engager de poursuites pénales contre les mineurs âgés de moins de dix ans alors qu'aucun seuil n'est actuellement fixé. Les peines applicables seront redéfinies : en matière correctionnellle, les mineurs de seize ans ne pourront plus être emprisonnés. Un plafond de trois ans est prévu en matière correctionnelle, un plafond de dix ans en matière criminelle. Aujourd'hui, pour les mineurs de seize à dix-huit ans, l'excuse de minorité qui permettait de réduire les peines pouvait être écartée par la cour d'assises. Cette disposition serait supprimée.

Il n'y aurait plus de cour d'assises des mineurs : depuis 1951, les *mineurs de seize à dix-huit ans* étaient jugés par une cour d'assises composée selon les règles de droit commun, c'est-à-dire comprenant neuf jurés populaires. Désormais, les crimes commis par les mineurs de treize à dix-huit ans devraient être jugés par un tribunal pour enfants composé de deux juges des *enfants et trois assesseurs. Cette* procédure nouvelle permettrait de faire appel des décisions de cette juridiction. La spécialisation de la juridiction pour enfants est renforcée : le rôle du parquet développé, ainsi que celui du juge des enfants qui instruira seul les affaires correctionnellles, le juge d'instruction délégué aux affaires de mineurs n'existant plus.

Des délais de procédure sont imposés : les affaires correctionnelles ne pourront être renvoyées après un an. La garde à vue est limitée à vingt-quatre heures, hormis les trafics de stupéfiants et les affaires de terrorisme. Les parents devront systématiquement être prévenus de l'infraction commise par leur enfant (et non plus seulement au moment de l'audience). Le mineur aura droit à un avocat à *tous les stades de la procédure.* Les conditions d'incarcération seront revues, et une liste précise d'établissements habilités à recevoir des mineurs, établie.

Enfin une nouvelle sanction est créée : la réparation à la victime, considérée comme partie intégrante de l'*action éducative.*

Ag. Lo.

Selon son chef d'état-major

L'armée de l'air connaît de graves problèmes de personnels

Le volume actuel des effectifs de l'armée de l'air, qui compte 57 475 officiers et sous-officiers, 35 640 appelés et 5 485 civils, soit 14,5 % des personnels relevant du *ministère de la défense, « est un souci important »* de son chef d'état-major, le général Jean Fleury, qui l'a admis, lundi 9 juillet, devant l'Association des journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace (AJPAE).

« C'est un problème majeur », a-t-il ajouté, pour une armée qui, déjà, a *réduit ses effectifs* de 6 % durant les six dernières années. *« S'il faut à nouveau toucher aux effectifs, il faudra reconsidérer les missions »*, a estimé le chef d'état-major de l'armée de l'air qui a été le chef d'état-major particulier du président de la République.

La déflation antérieure des effectifs a conduit à des surcharges importantes de travail pour les personnels restant sous l'uniforme, et ces surcharges ont été aggravées avec l'apparition des nouveaux matériels en service. Si bien qu'on assiste à une fuite dans le civil de nombreux spécialistes.

C'est le cas des pilotes *« qui partent en masse »* en rompant le contrat les liant à l'armée de l'air, surtout dans le transport où ils trouvent une embauche rapide avec l'expansion du trafic aérien. *« L'idéal*, a reconnu le général Fleury, *serait de disposer de deux pilotes par avion de combat, alors que le taux actuel est de 25 % supérieur à ce qu'il devrait être. »* Aux Etats-Unis et en Suède, où le problème est identique, il a été décidé d'accorder aux pilotes militaires des primes (entre 6 000 et 7 000 francs) pour les retenir. Pour l'instant, rien n'a été prévu en France.

C'est encore le cas des mécaniciens, électroniciens et informaticiens, qui partent dans le civil. C'est enfin le cas des contrôleurs de la navigation aérienne qui travaillent *jusqu'à 60 heures par semaine* et auxquels l'armée de l'air a de plus en plus de mal à demander d'assurer une mission au profit des aéroports gérés par des chambres locales de l'industrie et de commerce ou au profit de terrains mixtes, d'autant que ces mêmes contrôleurs sont sollicités de quitter leur uniforme pour œuvrer au bénéfice d'employeurs civils.

« Les écoles de formation de pilotes tournent à plein dans l'armée de l'air, à raison de deux cents par an », a conclu le général Fleury, qui a cependant évalué à une centaine, cette année, le nombre des pilotes qui interrompront leur contrat.

□ **Budget de la défense : soutien de l'UDF à M. Chevènement.** – Député UDF de l'Essonne et membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Pierre-André Wiltzer estime, dans un communiqué, que *« M. Jean-Pierre Chevènement a raison de rappeler que tous les dangers n'ont pas disparu comme par miracle »*. Il ajoute : *« Remettre en cause la cohérence et la crédibilité de l'instrument de défense, sous prétexte d'économies budgétaires ou pour des motifs de rivalités internes au PS, serait une attitude irresponsable. »* M. Wiltzer demande au gouvernement de venir s'expliquer devant le Parlement du sort qu'il réserve à la programmation militaire.

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

L'exigence des fous

LE président Lebrun avait ôté ses souliers et relevé le bas de son pantalon. Il pataugeait dans une mare de vin répandue à même le sol de la cave. La concierge le houspillait de sa voix trompettante : *« Enfin, tout de même, Président ! »* C'était en 1939, au 4, rue de Commaille, Paris-7e. Albert Lebrun possédait là un pied-à-terre, où il se reposait des charges de l'Elysée. Il était passé mettre du vin en bouteilles. Sa Vivastella noire l'attendait dans la ruelle, aux pavés verdis comme des plumes d'écolier. La pinoche du tonneau présidentiel avait sauté, sous la pression. Le vin avait giclé. La guerre approchait à vue d'œil, et le président de la République française, pieds nus, échouait à colmater une fuite de gros rouge : *les deux urgences et les deux impuissances* se faisaient pendant, aux yeux de l'enfant que j'étais, témoin de la scène, et l'ont ancré à jamais dans une vision narquoise du pouvoir.

Sous la voûte de ce même immeuble où je suis né, on entendra bientôt résonner la voix de Philippe Noiret jouant, dans le film *L'homme que l'on croyait*, le rôle de l'écrivain *Romain Gary. L'auteur des Racines du ciel* habitait rue du Bac, à deux pas de là, dans une maison encore plus provinciale. Le réalisateur Heynemann a eu raison de coller le plus possible au cadre réel d'une vie si fantomatique, vers la fin, qu'elle semblait ne plus impressionner la pellicule. L'errant qui hantait le quartier du Bon Marché, avec son visage qu'on eût dit cuivré par des semaines de chevauchées à travers les steppes, son regard couleur de jeans oublié dans la Javel et jamais réveillé tout à fait du songe où s'enveloppent les fous d'écriture, cet épouvantail aux feutres cabossés, l'air de plus en plus traqué à mesure que la gloire le poursuivait, que ses fictions le rattrapaient et que s'estompaient les promesses de l'enfance, plus trahies, selon lui, qu'honorées, ce don Juan incertain d'aimer encore plaire, vers quel néant titubait-il ? En route pour quelle délivrance ?

Des raisons d'un suicide, on ne dispute pas. Le suicide mérite, par excellence, le respect dû aux affaires entre soi et soi. Dominique Bona, dans sa belle biographie de Gary, a observé parfaitement cette règle. Le scénariste *Jean-Marc Roberts, aussi, dans le film* qu'on va voir.

Si Gary s'évade d'un monde qu'il a chéri, jusque dans ses vanités, et qui l'a comblé, c'est affaire d'honneur. Sa bonne blague d'un double inavoué du nom d'Ajar, et d'un deuxième Goncourt empoché, il aurait dû en rire, du rire énorme que lui inspiraient des impostures plus piètres ; mais non, après coup, il craint que la saleté ainsi narguée ne l'éclabousse. Il a donné sa parole qu'Ajar était son neveu, pour pouvoir continuer à jouer, *dans la vie, le montreur de marionnettes* qu'est tout romancier ; il lui faudra s'avouer menteur ! Même quand on méprise cordialement ses juges, il y a des hontes que ne tolèrent pas les fiertés à vif. Gary aura été le dernier des écrivains à tirer, de l'absolu de la littérature, une morale de l'honneur pour soi seul, et à trouver dans l'observance de ce code de samouraï un remède au désespoir d'exister.

En cela il aura été le dernier artiste à se distinguer radicalement des politiques. Depuis Salengro, depuis Boulin (si ce dernier s'est bien tué tout seul), les consciences de ministres ne sont plus cotées en Bourse. Les mœurs des écrivains ont subi une dégradation similaire. Drieu, Montherlant et Gary ont clos une lignée imposante de gens de plume pour qui la mort choisie valait paraphe, gage et maîtrise ultime du Sens cherché jusque-là dans leur œuvre. Aujourd'hui, les auteurs croient malicieux d'aligner leur comportement sur ceux des politiciens les plus vils, en refusant de reconnaître leurs reniements, en les troquant contre des avantages divers, ou en en faisant commerce. Pas étonnant, dès lors, que les serviteurs de l'esprit cessent d'apparaître dans l'opinion comme des recours d'une autre espèce, dans le même temps où certains ralliés au pouvoir jouent les penseurs indépendants, grâce aux moyens modernes de mystification.

LE micro-scandale dont vient de pâtir un sous-ministre gaffeur n'est que *le* signe visible d'une escroquerie généralisée, induite par la politique-spectacle. Le public s'y trompe si peu qu'il pourrait bien ne pas tenir longtemps rigueur au maladroit qui s'est fait prendre la main dans le sac. Par quel sursaut d'honnêteté l'organisateur d'un colloque censé passionner les foules s'imposerait-*il le désaveu d'une salle vide, quand* l'audiovisuel autour de quoi s'ordonne désormais toute la vie publique dispose impunément des moyens de singer l'approbation ? Les comiques eux-mêmes ne s'aident-ils pas de panneaux commandant aux présents d'applaudir, ou de rires préenregistrés et destinés à amorcer ceux du public ?

Il y a plus insolent encore. Depuis quelques années, sous couvert de mieux « communiquer » – activité la plus parasite et perverse de ce temps ! – des officines pullulent, dont l'ob*jectif proclamé est de rendre indécelables les* frontières entre le réel et l'artifice. L'événement (du latin *evenir*, « venir de, arriver », par opposition à l'accident, qui tombe littéralement du ciel) n'est plus regardé comme un fait issu spontanément d'un ensemble de causes à analyser ; il ne sert même plus d'euphémisme pour les faits que l'on ne veut ou ne peut nommer (la guerre d'Algérie, Mai 68) : il devient une denrée entièrement préfabriquée à seule fin d'arracher aux médias, par son apparence de fait naturel, de la publicité gratuite pour des activités ou des marques. Le recours aux sponsors et aux conseils en communication n'est rien d'autre qu'une manipula*tion géante pour se rendre maître des der*nières marchandises que l'argent n'avait pas encore su domestiquer : l'actualité et la curiosité ou l'émotion qu'elle suscite.

DES agences ne craignent pas de s'intituler « créatrices d'événements », c'est-à-dire qu'elles revendiquent sans rougir la capacité de rendre leurs mises en scène plus spectaculaires, donc plus vraies, que le réel. Cette falsification par la télégénie comme critère de l'histoire immédiate obéit à la logique du marché. Ont du succès, donc deviennent plus vrais que le vrai, les simulacres de pensée ou d'événement qui disposent des plus gros budgets. Le discernement public s'en trouve profondément gâté. Qu'un événement non commandité surgisse, on tarde à le remarquer, on doute de sa véracité, on se plaint de son défaut de mise en scène, des mauvaises transmissions. A propos de la cassette montrant le « procès » Ceausescu, elle-même objet de trafics obscurs, on a entendu un présentateur s'excuser qu'*elle n'ait pas toute la netteté désirable...*

C'est à ce règne du tout-charlatanisme sans appel que Romain Gary lança le pied de nez suprême d'Emile Ajar, qui lui permettait, par surcroît, de retrouver on ne savait quelle fidélité à soi, compromise, à ses yeux, par ses succès mêmes. Et puis il a tourné le coin de la rue du Bac, son chapeau de trimard sur l'œil couleur de crique majorquine. Un coup de feu a retenti dans les courettes du Faubourg, au calme de couvents. L'enfant de la balle devenu consul à Hollywood, mais aussi compagnon de la Libération, prenait congé des supercheries subalternes où il sentait que nous allions barboter de plus en plus.

On mesurera un jour ce qui s'est perdu ce soir-là. Quelque chose comme l'exigence des fous.

REPÈRES

ENVIRONNEMENT

Taux de radon record dans l'Essonne

Les résultats des mesures que vient d'effectuer la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité), sur le site de stockage de déchets du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) situé à Itteville (Essonne), près du centre du Bouchet, ont montré, sur une zone précise du site, une concentration anormalement élevée de radon, ce gaz radioactif issu de la désintégration du radium contenu dans le sol, les matériaux de construction et les déchets de minerais d'uranium.

*Cette mesure, de 14 110 bec*querels par mètre cube, est *« nettement supérieure aux nombreux relevés faits périodiquement par le Service de protection contre les rayonnements (SPR) de Saclay »*, a reconnu le CEA lundi 9 juillet. Entre 1947 et 1971 a fonctionné au centre du Bouchet une usine de traitement de l'uranium, dont il reste comme résidus, selon le CEA, *« 17 500 tonnes de boues et de terres et 2 000 tonnes d'hydroxydes »* – soit, au total, vingt grammes de radium. Le Commissariat procède actuellement à des aménagements (recouvrement par une couche d'argile), et rappelle que le site du Bouchet *« n'est pas un site public »* et que, *« même après les travaux de remise en l'état, son accès restera réglementé »*. Il ajoute que l'objectif des travaux qui vont être entrepris au Bouchet par le CEA, sous réserve des autorisations requises, consiste notamment à ramener la concentration du radon dans l'air à une valeur acceptable (100 becquerels par mètre cube).

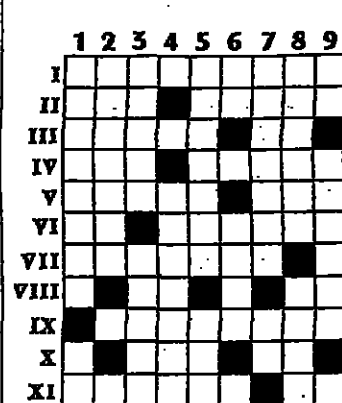
DROGUE

Importante saisie d'héroïne à Paris

Plus de 13 kilos d'héroïne, estimés à environ 13 millions de francs à la revente, ont été saisis dans le treizième arrondissement de Paris, le week-end du 7 et du 8 juillet, par des policiers, qui ont interpellé *trois ressortissants* turcs. Ces trois suspects étaient toujours placés en garde à vue, mardi 10 juillet, dans les locaux de la quatrième Division de police judiciaire (DPJ), chargée de l'enquête. Les policiers avaient obtenu, il y a quelques jours, un *renseignement* qui les avait amenés à se transformer en acheteurs d'héroïne afin d'interpeller les revendeurs.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5300



HORIZONTALEMENT

I. Sont bien placés pour réussir un beau coup. – II. A des griffes. Avait de bonnes raisons d'aimer la terre. – III. Fait marcher beaucoup de gens. Qui a donc bien suivi. – IV. Ouvrage de perles. Rassemble des chatons. – V. Air froid. Pronom. – VI. Participe. Sont facilement portées ou bien sont difficilement supportées. – VII. De quoi faire du chemin. – VIII. Fait de bonnes actions. Réfléchi. – IX. Loin d'être ternes. – X. Va sur des bobines. Passe sous des ponts. – XI. Est au foyer. Etait beau comme un astre.

VERTICALEMENT

1. Ne sauraient porter leurs fruits puisqu'ils sont stériles... Fut une source de bonheur. – 2. On y entre pour faire sortir. – 3. Est mal vu après avoir été vu. Partie de colimaçon. – 4. Fait sortir du trou. – 5. *Etoile qui ne brille plus. Qui ne sau*rait rire sous cape. – 6. Préposition. Va sur les planches. – 7. Source d'emplois. Interjection. – 8. Touche un organe. Quelqu'un qui s'est fait connaître. – 9. Pronom. Ont le son.

Solution du problème n° 5299

Horizontalement

I. Monocles. – II. Téléphone. – III. Ente. Aune. – IV. Ite. Lupus. – V. Nénies. – VI. Tu. Visage. – VII. Urne. User. – VIII. Or. Ès. – IX. Insérées. – X. Eus. Est. – XI. Réels. Eau.

Verticalement

1. Teinturier. – 2. Menteur. Nue. – 3. Olten. Nasse. – 4. Née. Ive. – 5. Op. Lei. Orès. – 6. Chaussures. – 7. Loup. As. Été. – 8. Ennuagées. – 9. Sées. Ers. Ru.

GUY BROUTY

Le Monde

SCIENCES ◆ MEDECINE

Greffes d'organes : planifier une révolution

Malgré la pénurie chronique de greffons, le nombre des transplantations d'organes ne cesse d'augmenter. Le ministère de la santé entend planifier cette révolution thérapeutique

AVEC le développement des implantations de prothèses et le prodigieux essor des greffes d'organes, la chirurgie vit actuellement l'un des plus grands bouleversements de sa jeune histoire, repoussant dans le même temps un peu plus loin encore les limites du combat qu'elle mène à sa manière contre la souffrance et la mort. Si l'on en croit certaines prévisions, l'implantation de prothèses et la réalisation des greffes constitueront dans dix ans 50 % de l'ensemble des interventions chirurgicales. Le décryptage des grandes lois de l'immunologie, la maîtrise croissante des phénomènes de rejet tissulaire, joints aux progrès de la technique chirurgicale, font qu'aujourd'hui cinq types de transplantations sont sortis du cercle restreint de l'expérimentation thérapeutique pour être mis en œuvre de plus en plus fréquemment par un nombre croissant d'équipes groupant médecins et chirurgiens. Il s'agit des greffes de reins, de cœur et de foie, mais aussi dès maintenant des greffes cardio-pulmonaires et des greffes de pancréas. Pour la première fois, le ministère de la santé vient d'annoncer une série de mesures visant à réglementer et à rationaliser prochainement ce secteur. Après la réglementation, aujourd'hui plus ou moins controversée, sur les procréations médicalement assistées, cette initiative inaugure une nouvelle ère qui voit les pouvoirs publics mettre en oeuvre une politique de planification et d'évaluation dans un champ d'activités où le corps médical disposait jusqu'à présent d'une très large marge de manœuvre.

Exclure toute contrepartie financière

A dire vrai, puisqu'elles soulèvent des questions aussi difficiles que celles de l'identité corporelle et de la définition de la mort, les transplantations d'organes ne pouvaient pas se développer comme elles l'ont fait en France, sans un cadre législatif. Celui-ci repose depuis 1976 sur de solides principes éthiques qui ont puissamment contribué à l'établissement d'un véritable modèle français, équivalent, dans sa philosophie humaniste et dans son refus de toute commercialisation des fragments biologiques du corps humain, à celui défendu dans le système transfusionnel ou via la fédération des centres d'étude et de conservation du sperme dans la procréation médicalement assistée.

C'est ainsi que la loi du 22 décembre 1976 stipule pour l'essentiel qu'un prélèvement d'organes peut être effectué sur toute personne décédée qui n'a pas, de son vivant, fait connaître de manière explicite son opposition formelle à ce type d'intervention . « *La France*, rappelait il y a quelques jours M. Claude Evin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, *a ainsi opté pour le régime d'absence d'opposition du donneur plutôt que pour le consentement explicite, considérant que la préservation de la vie devait l'emporter sur les autres considérations dans un esprit de solidarité humaine. Bien entendu, s'il est souhaitable, dans l'intérêt évident de la santé publique, d'effectuer des prélèvements multiples d'organes, ceci ne doit pas aller à l'encontre du respect que toutes les civilisations ont manifesté aux corps de leurs morts. Quant aux prélèvements d'organes sur les donneurs vivants, ils doivent bien entendu exclure toute contrepartie financière.* »

Parallèlement à ce cadre législatif, la France s'était dotée dès 1969 d'une structure spécialisée : l'association France Transplant créée grâce à l'initiative du professeur Jean Dausset et aujourd'hui présidée par le professeur Christian Cabrol (groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, Paris). La mission de cette association est de mettre en relation les équipes de préleveurs et de transplanteurs et d'assurer un soutien logistique des différents coordonnateurs de transplantations (1).

C'est dans ce contexte que ces programmes développent une activité qui fait de la France un pays occupant une position dominante dans ce domaine (2) .

Ce sont les greffes de reins qui, ces dernières années, ont connu l'expansion la plus importante, notamment depuis 1985 *(voir graphique)*. On est ainsi passé de 52 greffes pratiquées en 1965 à 666 en 1980, à 1 150 en 1985 et à près de 2 000 l'an dernier. A la fin 1989, 15 875 transplantations avaient, au total, été effectuées en France et depuis 1975 plus de 113 000 greffes de reins ont été effectuées dans trente et un pays. « *On peut signaler qu'au 31 décembre 1986 le nombre de patients vivant avec un greffon fonctionnel était de 5 739 sur 10 500 personnes transplantées, soit plus de 50 %* », précise-t-on au ministère de la santé, où l'on souligne que le développement des solutions alternatives au rein artificiel, au premier rang desquelles la greffe rénale, est depuis quelques années « *une nécessité tant sur le plan humain que sur le plan économique dans le cadre de la maîtrise des dépenses de santé* ».

PIERRE MICHAUD

Multipliée par cinq depuis 1985

Au vu de ces éléments, il est possible de prévoir à court terme l'évolution de cette activité. « *Il existe une réelle possibilité de développement de l'activité de transplantation. Le nombre de prélèvements d'organes va continuer à augmenter ces prochaines années, de même que les besoins, à cause de l'élargissement des indications de greffes et des besoins de retransplantation*, expliquent Mme Corinne Chevalier et M. Gérard Foulon (unité numéro 13 de l'Inserm). *En France, compte tenu des organes disponibles le nombre annuel de greffes rénales devrait se stabiliser en 1993 autour de 2 750. L'amélioration des taux de survie des greffés a pour conséquence directe l'augmentation de la population vivant avec un greffon fonctionnel, fragilisée par de nombreux traitements et exposée à de nouveaux risques. Cette population, qui a été multipliée par cinq depuis 1980, devrait encore doubler dans les années à venir pour atteindre 17 700 en 1994* ». Qu'il s'agisse du rein ou des autres organes transplantables, de telles prévisions posent d'importantes questions sur les besoins de ce secteur d'activité, sur l'organisation du suivi des transplantés et sur les évolutions des dépenses pour le système d'assurance maladie.

Si elles se situent en valeur absolue, loin derrière les greffes rénales, les greffes du cœur (9 en 1980, 626 l'an dernier), du foie (5 et 585), et même de pancréas (4 et 57), suivent la même pente ascendante. Jusqu'à la greffe des poumons qui, grâce à une technique récemment développée en France, peut aujourd'hui être proposée avec succès à certains enfants atteints de mucoviscidose.

Cette diffusion croissante ne signifie pas, loin s'en faut, que tous les problèmes médicaux et chirurgicaux sont définitivement réglés, la transplantation d'organes n'étant pas toujours couronnée de succès.

Pour le rein, on estime que le taux moyen de décès est de 4 %, et une première greffe doit parfois être suivie d'une seconde. Dans certains cas, le malade retourne aussi vers le rein artificiel. Pour le cœur et le foie, les taux moyens de décès se situent aux environs de 20 %, avec toutefois de notables différences selon les équipes.

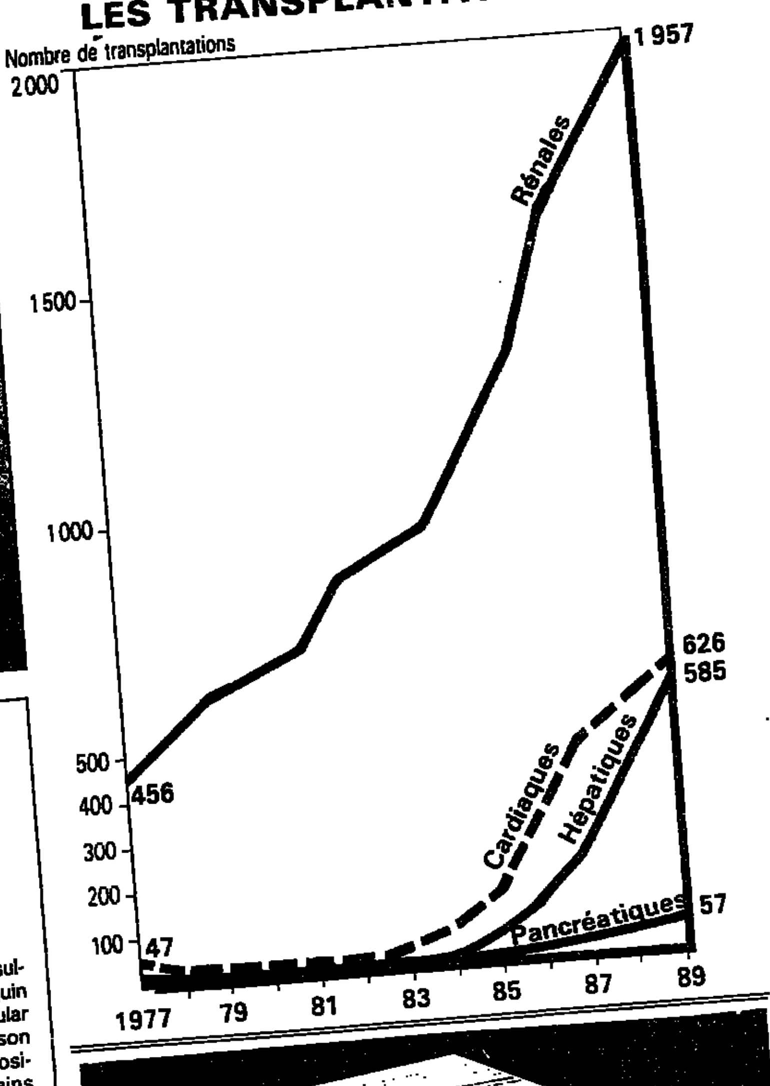
C'est cette hétérogénéité dans les résultats obtenus, mais aussi le coût important de ces interventions – de 200 000 F à 500 000 F en moyenne, selon le type d'organe – qui justifient la volonté ministérielle d'organiser et de planifier ce secteur. Un projet de décret a ainsi été rédigé, qui imposera que chaque unité de transplantation d'organe s'insère dans un environnement hospitalier suffisamment équipé. Ce texte précise aussi que ces unités devront comporter les moyens indispensables (en locaux, matériels et personnels) à la sécurité des patients.

Lire la suite page 14

JEAN-YVES NAU

(1) Association-loi 1901, et reconnue d'utilité publique, France Transplant est exclusivement subventionnée par le ministère de la santé, et par la Caisse nationale d'assurance-maladie. Elle groupe l'ensemble des équipes de transplantation et de prélèvement, les laboratoires d'histocompatibilité et les coordonnateurs de transplantations, répartis sur le territoire national et reliés entre eux par un réseau télématique. France Transplant est depuis peu régionalisée. Chaque discipline de greffe étant implantée dans 7 sections régionales.

(2) Selon les données fournies par le professeur Jacques Hors (France Transplant), rapportées en nombre de transplantations par million d'habitants la France se situe loin en tête des pays européens pour le nombre de greffes du cœur (10 tentatives par million d'habitants), et du foie (7,4). Elle figure à la seconde place, pour les greffes de rein (32,6), derrière les pays d'Europe du Nord (33,3).



Myopathies : un espoir au bout de l'orteil

Des équipes américaine et canadienne spécialisées dans les myopathies sont déjà passées à l'expérimentation de nouvelles thérapeutiques sur l'homme. Les Français avancent avec plus de prudence

La première greffe humaine de cellules saines, pour corriger localement les anomalies musculaires qui caractérisent les myopathies et qui vient d'être présentée par le professeur Peter Law (université de Tennessee, Memphis), ouvre-t-elle la voie à de nouvelles perspectives thérapeutiques ? Si encourageants soient-ils, ces résultats doivent être analysés avec prudence.

Une injection de cellules musculaires, en mars dernier, dans un muscle du gros orteil a permis à un garçon de neuf ans atteint d'une myopathie de Duchenne une récupération musculaire, trois mois plus tard, de l'ordre de 20 %. Cette amélioration sera-elle durable et ce type de greffe pourra-t-il être mis en œuvre sur des muscles plus importants, comme celui du diaphragme, indispensable à la respiration ? Plusieurs obstacles devront être franchis, à l'aide d'expérimentations complémentaires, avant de parler d'une étape décisive, précisent les spécialistes.

La myopathie de Duchenne est l'une des maladies musculaires les plus graves et les plus fréquentes. L'anomalie génétique qui en est la cause est située sur le chromosome X et est à l'origine d'une affection dégénérative de la fibre musculaire. La myopathie de Duchenne se caractérise par l'apparition de troubles de la marche dans les premières années puis par une atrophie musculaire invalidante avec une insuffisance respiratoire qui se manifeste à l'adolescence, entraînant généralement la mort.

Les progrès dans la compréhension de la physiopathologie de cette affection ont été considérables depuis l'isolement du gène de la myopathie de Duchenne en 1986 par l'équipe du professeur Louis M. Kunkel aux Etats-Unis, suivi par l'identification de la dystrophine, la molécule synthétisée par le gène en cause (selon l'équipe du professeur Louis M. Kunkel, l'absence de cette molécule serait à l'origine d'une structure instable de la membrane cellulaire et, par conséquent, des symptômes de la myopathie *(le Monde* du 6 juillet 1988).

Ces découvertes ont conduit rapidement à la conception d'une technique de régénération musculaire, la « *complémentation* » développée notamment par le professeur Peter Law, à Memphis (Tennessee) et par l'équipe du professeur Georges Karpati, à Montréal, qui vient, elle aussi, de procéder, à la fin du mois de juin, à l'injection de cellules saines sur trois enfants, au niveau du bras. La complémentation vise à reconstituer le potentiel génétique grâce à l'injection de cellules manipulées, les myoblastes, capables de produire la dystrophine.

Parallèlement, une autre approche, dite de « *reconstruction musculaire* », est développée en France, à l'initiative du professeur Michel Fardeau et du docteur Hala Alameddine (unité INSERM 153, Paris). Cette technique utilise des cellules « *satellites* », qui normalement présentes à la périphérie du muscle sont capables de se multiplier. Injectées à l'animal, elles ont permis la reconstruction des fibres musculaires à partir de cellules cultivées *in vitro*.

Nouvelles expérimentations

Ces deux approches, testées sur de petits animaux de laboratoire, devaient faire l'objet de nouvelles expérimentations sur des chiens proches du labrador, les golden retriever, souffrant d'une dystrophie comparable à la myopathie de Duchenne. Ces essais permettaient de mieux comprendre l'évolution des muscles traités et les éventuels phénomènes de rejet *(le Monde* du 5 juillet 1989).

En passant directement à l'expérimentation humaine, le professeur Peter Law n'a-t-il pas quelque peu brûlé les étapes ? Même si, au vu des biopsies et des premiers résultats cliniques, présentés le 2 juin lors d'une réunion de la Muscular Dystrophy Association, à Tucson (Arizona), ces résultats sont positifs. Les chercheurs américains envisagent d'ailleurs d'étendre l'expérience aux muscles plus importants de la jambe qui concourent à l'équilibre.

Trois mois après l'injection pratiquée sur un muscle du gros orteil, il est encore trop tôt pour se prononcer sur l'efficacité de cette thérapeutique expérimentale. Non seulement on ignore si l'effet des greffes sera durable mais, d'une manière plus générale, on s'interroge sur l'étendue des compatibilités et sur le degré d'antigénicité des cellules injectées. C'est pourquoi les équipes de MM. Peter Law et Georges Karpati ont recherché une compatibilité maximale en injectant aux enfants des cellules provenant de leur père.

Les récentes expériences du professeur Fardeau sur les chiens golden retriever devraient contourner, en partie, ces difficultés, et permettent d'autre part de pratiquer des injections au niveau de la musculature respiratoire, profonde et d'accès difficile. Ce n'est qu'après que l'équipe française prévoit de passer à l'expérimentation humaine.

MARTINE LARONCHE

هكذا من الأصل

La faute de Hubble

Les technologies de l'espace ont pris leur rythme de croisière. Elles ont perdu la prudence des pionniers

L'AMÉRIQUE trébuche, victime de sa technologie. L'affaire ne serait que de peu d'importance si les Etats-Unis n'étaient, cette fois encore, frappés dans leurs œuvres vives comme ce fut le cas voilà quatre ans lors de l'explosion en vol de la navette spatiale Challenger. Car si l'Amérique se retrouve aujourd'hui fragile et déconfite, c'est parce qu'elle vient d'essuyer un nouveau revers dans un domaine qu'elle considère comme la vitrine de son industrie et de ses avances technologiques : l'espace.

A peine installé en orbite, le télescope spatial de Hubble devait être, selon la Nasa, *« le plus grand événement astronomique depuis Galilée »*, et sa moisson de découvertes devait se comparer à celle de *« Christophe Colomb abordant les côtes de l'Amérique »*. Deux mois plus tard, ce n'est plus qu'un vieillard myope, tremblant et à la mémoire évanescente.

Si les astronomes, gens de bonne composition, sont prêts à s'accommoder de ces mouvements incontrôlés et de ces absences, il leur est difficile en revanche de remédier à la myopie de l'instrument. Une myopie inadmissible sur un satellite d'observation astronomique de 1,5 à 2 milliards de dollars, soit 8,5 à 11,3 milliards de francs! *Comment a-t-on pu en arriver là? Comment est-il possible que les contrôles effectués au sol n'aient pu mettre en évidence que Hubble souffrait d'une maladie bien connue des opticiens, l'aberration sphérique?*

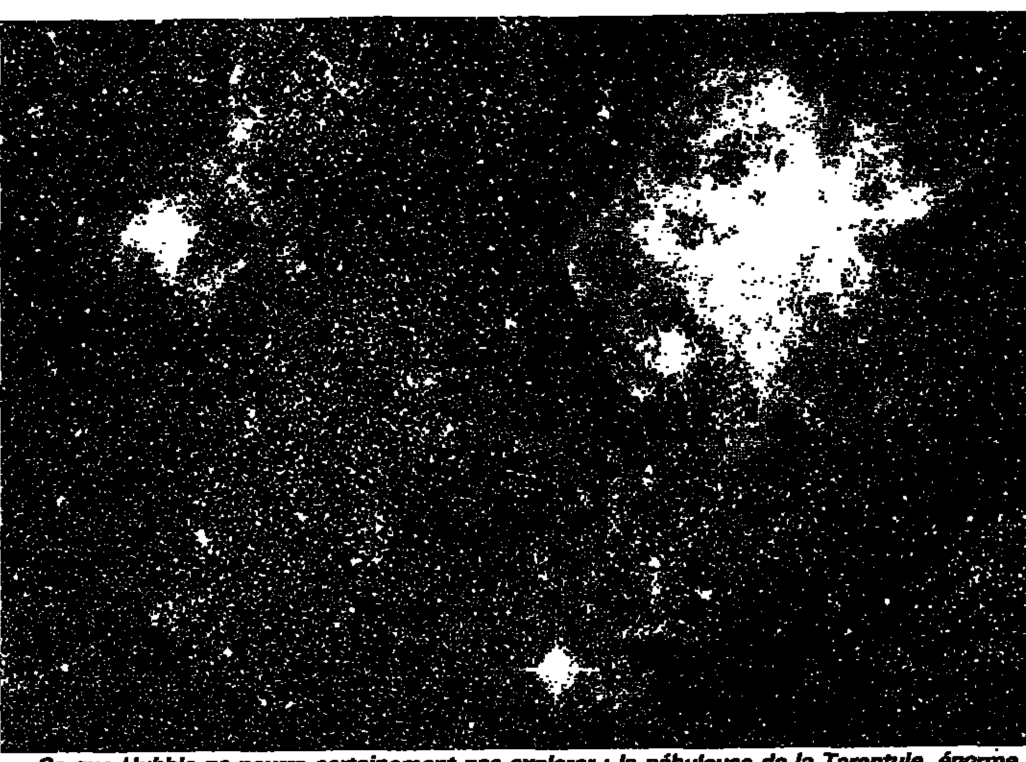
Seule la commission d'enquête conduite par le directeur sortant du Jet Propulsion Laboratory, M. Lew Hallen, permettra de le dire et d'établir les responsabilités de chacun. Mais on peut comprendre l'amertume de certains chercheurs et astronomes qui ont consacré plusieurs années de leur vie à la mise au point de ce télescope attendu par tous.

Car ce qui est choquant, ce n'est pas tellement que Hubble, du fait de son aberration sphérique, donne une image floue des objets qu'il observe sauf en une petite zone centrale qui reçoit comme prévu les 15 % de lumière attendue, c'est qu'il n'ait pas été, semble-t-il, assez contrôlé avant d'être lancé. D'autres télescopes de renom ont connu de semblables mésaventures, comme le CFH que Français et Canadiens ont construit à Hawaï et le fameux NTT installé par les Européens au Chili (1). Mais leurs défauts ont été remarqués à temps et corrigés en conséquence, ce qui ne fut pas le cas pour Hubble.

Trop d'économies ?

« Il paraît incroyable, pour un instrument de cette importance, s'indigne M. Roger Bonnet, de l'Agence spatiale européenne associée au programme Hubble, *que l'on se soit contenté de tester ses différents composants séparément et que l'on n'ait pas ensuite contrôlé l'ensemble pour une ultime vérification. »* Pour se défendre, certains responsables du programme affirment qu'il aurait fallu pour cela dépenser des sommes prohibitives. D'autres ajoutent que les bancs de mesure nécessaires existaient dans les laboratoires du Pentagone, mais que pour des raisons de confidentialité ils n'étaient pas accessibles. D'autres enfin soulignent que les économies dont la Nasa a été l'objet au cours de la dernière décade sont à l'origine de tous les maux.

Il y a sans doute un peu de vrai dans tout cela, et chacun a pu se rendre compte au travers des rapports de la commission d'enquête sur l'explosion de la navette Challenger que *« la Nasa, devenue trop lourde, trop administrative, avait besoin d'une sacré toilette »*. *« Une erreur comme celle qui affecte Hubble,* commente un astronome, *ne serait jamais arrivée lorsque la Nasa dirigeait le programme Apollo de conquête de la Lune. » Ce n'est pas uniquement un problème de gros sous, c'est aussi une question d'état d'esprit »*, ajoute-t-il, tout en redoutant que l'équipe qui conduit actuellement la réforme de cet organisme ne paie pour les erreurs de gestion de celle qui l'a précédée.


(Photo ESA)

Ce que Hubble ne pourra certainement pas explorer : la nébuleuse de la Tarentule, énorme complexe de gaz ionisé et d'étoiles jeunes situé dans le Grand Nuage de Magellan.

Des moyens simples et élégants

Le handicap de Hubble semble en effet *« d'autant moins pardonnable,* remarque Mme Jacqueline Bergeron de l'Institut d'astrophysique de Paris, *que les promoteurs du télescope, du fait des retards accumulés de ce programme, disposaient pratiquement de huit ans pour faire les vérifications nécessaires »*... Or, pendant tout ce temps, seuls les deux miroirs du télescope de Hubble, deux pièces d'un verre très spécial polies par la société Perkin-Elmer, paraissent avoir été vérifiés et avoir donné *toute satisfaction. Ils répondaient,* dit-on, parfaitement au cahier des charges lors de leur livraison. Mais, et c'est là le hic, les spécifications retenues pour leur fabrication étaient fausses, ce qui fait que les miroirs une fois assemblés souffraient ensemble de troubles visuels.

On peut d'autant plus s'étonner de cette mésaventure que la société Perkin-Elmer, rachetée par Hughes en 1989, a fabriqué nombre d'instruments optiques pour les satellites espions américains dont on ne vante plus l'acuité visuelle. Certes, cette firme n'a jamais auparavant construit de très grands miroirs, remarque M. Georges Courtès, du *Laboratoire d'astronomie spatiale* du CNRS à Marseille, mais il reconnaît, et avec lui d'autres astronomes, qu'avec quelques bons opticiens on aurait pu imaginer des moyens de contrôle simples et élégants qui auraient permis de débusquer l'erreur. *« Faut-il y voir,* demande-t-il, *la conséquence de la disparition de ces chercheurs formés à l'école de la perfection au profit d'une génération d'hommes maniant plus volontiers l'abstraction et le papier. »*

A voir. Reste, comme le souligne le club des utilisateurs de Hubble, que le défaut du télescope *« ne paraît pas pouvoir être corrigé en orbite »* en dépit de la présence derrière le miroir primaire de petits vérins (actuateurs), malheureusement pas assez forts pour le déformer et lui redonner la courbure voulue. De là à baisser les bras, il y a un pas que certains se refusent à franchir.

« Souvenez-vous d'Hipparcos, rappelle M. Bonnet, *que l'on considérait comme perdu parce qu'il avait été placé sur une mauvaise orbite. Aujourd'hui, je peux dire que, malgré tous nos ennuis, la mission accomplie par Hipparcos sera meilleure que prévu. »* Même élan chez M. Courtès qui se refuse à un trop grand pessimisme et estime qu'en dépit de la perte de 50 % des images recueillies par Hubble *« des observations originales pourront être faites dans l'ultraviolet et pour des objets très lumineux et fortement contrastés »*. .

D'autant que les Américains promettent de mettre en œuvre tous les moyens informatiques possibles pour améliorer la qualité des images. Mais ce n'est hélas ! qu'un pis-aller en attendant l'intervention en orbite, dans deux ans et demi à trois ans, d'astronautes chargés d'installer sur le télescope de nouveaux appareils dotés « de verres correcteurs » lui permettant de retrouver toute son acuité. Une réparation qui ne sera malheureusement pas possible pour l'un des instruments les plus importants de Hubble, la caméra d'observation des objets faibles (FOC), que les Européens ont réalisé mais à un seul exemplaire seulement.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Ces deux télescopes fonctionnent aujourd'hui parfaitement et ont permis, récemment encore, de remarquables observations.

Greffes d'organes

Suite de la page 13

Il oblige enfin, point important, les établissements concernés à produire chaque année un rapport d'évaluation de l'activité de l'unité. Le seuil minimal d'activité et le rapport annuel de France Transplant seront également pris en compte, pour compléter ces informations.

L'ensemble de ces normes seront précisées dans différents arrêtés *« qui pourront être révisés, en fonction de l'évaluation des techniques médicales »*. Ces textes seront soumis à l'avis de la Commission nationale de l'équipement sanitaire et du Conseil d'Etat.

On indique au ministère de la santé que seules 92 unités de transplantation seront autorisées à fonctionner en France, la liste devant être prochainement publiée : 39 unités de transplantation rénale, 29 de transplantation cardiaque, 24 de transplantation hépatique.

Pour les autres greffes (pancréas et bloc cœur-poumons), qui impliquent des techniques de pointe, et demandent, pour atteindre un développement important, que les indications thérapeutiques et les résultats soient soumis à une phase d'évaluation, la mise en place de cette réglementation sera-t-elle mieux acceptée par les professionnels que ne l'est aujourd'hui celle sur les procréations médicalement assistées?

Nouvelle réglementation

« Nous avons décidé ici d'agir différemment, en retenant tous les centres qui ont une activité, même lorsqu'elle est modeste. L'évaluation sera mise en œuvre a posteriori », confie-t-on dans l'entourage de M. Claude Evin, où l'on précise que l'activité de transplantation est incompatible avec le secteur privé à but lucratif. Les unités des établissements privés participant au service public pouvant, elles aussi, être agréées.

Pour leur part, les responsables de l'association France Transplant, qui ont été étroitement associés à la réglementation en cours, se déclarent satisfaits. *« Il est raisonnable de prévenir le risque d'éparpillement des unités de transplantation,* explique le professeur Christian Cabrol, président de France Transplant. *Je pense par ailleurs que le nombre d'unités retenu est suffisamment large. Réduire ce nombre aurait pu avoir pour effet de réduire le nombre de prélèvements disponibles. Cette réglementation n'interdit pas, par ailleurs, au chirurgien qui le souhaiterait, d'aller greffer dans les unités créées. »*

Le recueil d'informations fournies par cette nouvelle réglementation permettra incidemment, de savoir précisément combien de malades étrangers viennent, et dans quels centres, se faire greffer en France. Une question souvent évoquée dans les milieux de la transplantation, où certains spécialistes formulent de vives critiques quant à l'utilisation qui peut parfois être faite de certains greffons *« français »*.

La planification nécessaire de ce secteur d'activité ne réglera toutefois pas le problème aigu de la pénurie de greffons disponibles, conséquence directe du dynamisme des chirurgiens transplanteurs, et de l'élargissement des indications à la greffe.

Au-delà des dispositions réglementaires, cette pénurie qui fait que les personnes devant être greffées sont presque toujours inscrites sur de longues listes d'attente ne trouvera de solution que dans le développement à long terme d'un nouvel état d'esprit, ou, plus précisément, d'une nouvelle morale *« biologique »*, qui fera que le respect dû aux morts n'interdira plus de prélever, chez ces derniers, les organes nécessaires aux vivants.

JEAN-YVES NAU

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99

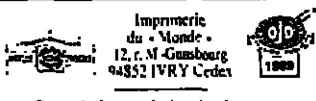
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ». « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises. M. André Fontaine, gérant.



Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, nº 57 347 ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Carottes de mer

Un projet européen de navire de forage léger permettrait un échantillonnage précis de la vie des fonds marins

Un navire de recherche capable de carotter à travers 6 000 mètres d'eau les fonds mous sur une épaisseur de 300 mètres, et les fonds durs sur une hauteur de 50 mètres. Capable aussi d'aller poser et rechercher sur les fonds de l'océan, situés sous des profondeurs d'eau de 6 000 mètres, des laboratoires sous-marins, inhabités bien évidemment, pouvant éventuellement servir de pièges aux organismes vivants. Capable encore de mettre à l'eau et de récupérer des véhicules d'observation et d'exploration inhabités et téléguidés. Capable, de plus, de réintroduire des instruments de mesure dans des forages sous-marins abandonnés depuis plusieurs années. Capable, enfin, de descendre des appareils chargés de faire, à 1 mètre près, des prélèvements des fluides qui jaillissent ou suintent des fonds marins.

Certes, ce navire, qui a déjà été baptisé provisoirement *NEREIS* (1), n'existe pas encore. Il est simplement à l'état de projet européen, qui a été discuté à Strasbourg du 3 au 5 juillet, dans le cadre du colloque français de prospective des sciences de la Terre, et le 6 juillet, par les membres des groupes de travail réunissant des représentants de la Fondation européenne de la science, ceux des agences scientifiques des pays européens, et ceux des Communautés européennes. Le *NEREIS* ne sera pas un concurrent du *JOIDES Resolution*. Ce navire américain de forage scientifique qui carotte les grands fonds marins dans le cadre du programme ODP (Ocean Drilling Program) (2).

Depuis ses débuts en 1968, le programme a été extraordinairement fructueux. De l'analyse des kilomètres de carottes qu'il a prélevées dans les grands fonds de tous les océans, il a, notamment, tiré la preuve du renouvellement des fonds océaniques et donc de la dérive des continents, et retrouvé quelques-unes des conditions climatiques ayant régné au cours des cent cinquante derniers millions d'années. Mais l'ODP ne fait que de longs forages.

Une précision de l'orde du mètre

La tâche du *NEREIS* sera toute différente : ses forages ne seront pas bien longs, mais il pourra retrouver les variations climatiques, et donc le couplage de l'océan et de l'atmosphère avec précision pour les quelques derniers milliers d'années, plus grossièrement pour le million d'années le plus récent. Il pourra aussi mesurer les contraintes et les déformations que les dérives perpétuelles créent dans la croûte océanique. Il pourra surtout étudier ce qui se passe sur les fonds océaniques, que ce soient la vie et la respiration des organismes qui y vivent, que ce soient les restes tombés de la surface des organismes morts, et mesurer ainsi une étape importante du cycle du carbone. Le *NEREIS*, en effet, sera capable de poser sur le fond des laboratoires polyvalents pour des durées de temps très variables. Ces laboratoires, longs peut-être de 4 mètres et larges de 3 mètres, pourront même prélever des échantillons de la surface des fonds avec tous les organismes qui y vivent.

Le *NEREIS* sera aussi doté d'un engin téléguidé chargé d'explorer les fonds difficilement accessibles, de mesurer et prélever à la source les fluides parfois très chauds, riches en sels minéraux grâce auxquels se développent et grouillent des oasis de vie très particulières qui ne doivent rien à l'énergie solaire. Enfin, on espère bien que le *NEREIS* pourra aussi échantillonner ces bêtes bizarres. De tels prélèvements supposent une précision de l'ordre du mètre.

Découvertes en 1976, ces sorties hydrothermales, qui existent sous des formes variées sur tous les fonds marins tectoniquement actifs, jouent sans nul doute un rôle primordial dans la chimie de l'ensemble de l'océan mondial.

L'idée d'un bateau spécialisé dans les forages légers et dans l'échantillonnage de la vie des fonds marins est venue vers 1987 à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer. Etant donné ce qu'on lui demandera, ce bateau doit être doté du positionnement dynamique qui lui permette de se maintenir sur le site de travail choisi sans ancrage. Il doit ausi être muni du derrick et du puits central indispensables à la manipulation et à la mise en œuvre des 6 000 mètres du train de tiges de forage et des lourds observatoires de fond. Il doit être équipé de laboratoires fixes ou en conteneurs, de logements pour une trentaine ou une quarantaine de scientifiques, d'instruments de navigation, d'appareils de levage, etc. Bref, le *NEREIS* sera un bateau long de plus de 100 mètres, déplaçant 4 000 tonnes et coûtant 6 à 7 millions de francs avec l'ensemble de ses équipements.

Soixante-dix scientifiques

Une telle somme est bien moins importante que le prix des équipements scientifiques lourds : l'accélérateur Ganil coûterait actuellement 1,5 milliard de francs, et Spot 2, le satellite d'observation de la Terre lancé en janvier dernier, en a coûté à peu près autant.

Mais il a semblé plus raisonnable et plus efficace de proposer l'année dernière à divers pays européens de participer au projet *NEREIS*. A la fin de janvier, soixante-dix scientifiques de quinze nationalités européennes se sont réunis à Bruxelles pour définir le projet, à l'initiative de la Fondation européenne de la science et de la Direction générale de la recherche des Communautés européennes. Au niveau des scientifiques, l'accord est très bon. Reste à convaincre les gouvernements, en particulier celui d'Allemagne fédérale.

YVONNE REBEYROL

(1) *NEREIS* : Navire européen de recherche, d'expérimentation et d'intervention sous-marine. On sait moins que la nereis, en particulier *Nereis diversicolor* que connaissent bien les pêcheurs à la ligne et les endocrinologistes d'invertébrés, est un ver polychète, c'est-à-dire qui porte beaucoup de poils (en réalité des soies, que les uns trouvent fort élégantes, et les autres tout à fait répugnantes). La nereis habite les vases littorales des estuaires.

(2) Né en 1968, le programme américain Joint Oceanographic Institutions Deep Earth Sampling (JOIDES) a pour but de gratter les grands fonds marins. Au cours de ces vingt-deux années, le programme a plusieurs fois changé de nom, ODP étant son nom actuel depuis 1985. Le JOIDES Resolution a remplacé le Glomar Challenger. La France, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Allemagne fédérale depuis 1975 et, depuis 1986, d'autres pays européens, représentés par la Fondation européenne de la science, participent au programme, moyennant une cotisation annuelle actuellement fixée à 2,5 millions de dollars (14,5 millions de francs).

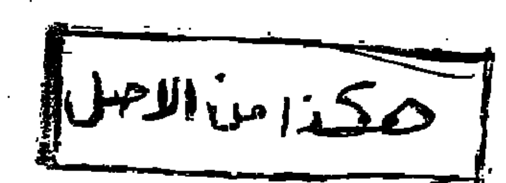
Hipparcos n'a pas dit son dernier mot

Malgré l'incident qu'il a connu peu après son lancement, une panne d'allumage de son moteur d'apogée Mage-II, le satellite européen d'observation astronomique Hipparcos fonctionne mieux que prévu. Peu après sa mise en orbite, le 9 août 1989, des responsables de l'Agence spatiale européenne (ESA) pensaient que le satellite était perdu et qu'il ne recueillerait que 30 % des informations prévues.

Ces difficultés ont été heureusement tournées en multipliant le nombre des stations au sol capables de collecter les données (70 %), ce qui a permis de sauver la mission et de relancer la cartographie précise des 120 000 étoiles qu'Hipparcos doit repérer. Une leçon à méditer pour les responsables de la NASA confrontés à la myopie du télescope spatial Hubble.

Affaire de moteur

Reste que cette affaire de moteur d'apogée défaillant est préoccupante. L'ESA a failli perdre à cause de son non-fonctionnement un satellite scientifique de toute première importance. Pas étonnant donc qu'elle fasse aujourd'hui siennes les conclusions de la commission chargée d'enquêter sur cette panne. Outre les quarante-quatre recommandations faites pour améliorer ce moteur jugé *« extrêmement complexe »*, la commission invite en effet les utilisateurs futurs à recourir, chaque fois que possible, au moteur d'apogée Mage-I, bien connu des techniciens, de préférence au moteur Mage-II.



CULTURE

MUSIQUES

L'ombre écrasante de la croix

Un festival de grandes voix pour un émouvant « Don Carlos » ouvre les Chorégies

ORANGE

de notre envoyé spécial

Tandis que, vendredi, le mistral furieux avait soufflé en tempête sur le *Don Carlos* de Verdi, les voix se sont épanouies par une belle nuit chaude, lundi soir, et le Théâtre antique d'Orange a montré à nouveau ses prodigieuses vertus acoustiques.

Ses vertus dramatiques aussi, quand on ne s'ingénie pas à le cacher ou à le déguiser. Tout en haut, l'empereur Auguste, éclairé par moments, joue son rôle et symbolise l'absolutisme qui règne en maître sur la tragédie et domine même Philippe II.

Au pied du mur, une croix gigantesque s'est abattue sur le Christ et a fait éclater le corps du supplicié, laissé là, membres épars, comme abandonné sur une table de dissection. Et la croix remontera jusqu'à la niche d'Auguste, à la fin de l'autodafé. Image écrasante de l'Inquisition qui broie les hommes sous une « raison d'Etat » soi-disant inscrite dans le ciel, ou plus généralement de ce mystérieux destin, « caché derrière un mur », qui gouverne les événements et les passions.

Avec son scénographe Erick Birckel, Jean-Claude Auvray a ainsi donné à sa mise en scène un cadre grandiose, abrupt et signifiant, qui soutient parfaitement le côté simple et direct du drame, par-delà les péripéties un peu compliquées du livret. Seul peut-être le troisième acte souffre-t-il de ce vaste plateau, aux itinéraires sinueux entre les membres du gisant, où se diluent quelque peu les conflits qui explosent comme des coups de tonnerre dans le cabinet du roi.

Au dernier acte, le ciel lui-même parlera : la croix redescendra doucement pour permettre à Charles-Quint d'emmener son petit-fils dans la gloire... et provoquer la mort subite du méchant Grand Inquisiteur ! Une fin inédite, et très morale.

A l'actif d'Auvray, également, et de Thomas Fulton (le jeune chef américain qui s'était révélé ici même, il y a six ans, dans le même ouvrage), la qualité, le sérieux du travail scénique et musical, et surtout la fusion des deux, la coïncidence des effets, la force conjointe du lyrisme. On a aussi remarqué la belle homogénéité, vocale et plastique, des choeurs bulgares unis à ceux d'Avignon, notamment dans la scène de l'autodafé. Et l'Orchestre National de Lille, peu habitué au répertoire lyrique, se montra fort harmonieux et remarquablement discipliné, digne de la distribution réunie par Raymond Duffaut.

Car ce fut un festival de grandes voix et de vrais personnages. Honneur à la plus jeune, Nina Terentjewa, venue de l'Oural, une impérieuse Eboli au timbre jeune, vibrant et corsé. Mais, en Elisabeth, Margaret Price reste la reine, incomparable par son art du phrasé, la beauté de la ligne alliée à la transparence du sentiment, et cette sonorité de cristal qui se fait entendre du pianissimo à la plus grande expression dramatique.

Emotion et noblesse

Le Don Carlo de Giacomo Aragall reste très sobre, il n'abuse ni des ports de voix ni de ce beau timbre franc comme l'or qui va si bien à ce personnage assez jeune. Philippe II, c'est Evgueni Nesterenko, dont le jeu se souvient toujours de son formidable Boris et tire un peu l'empereur du Saint-Empire du côté, trop expressionniste, de son collègue russe ; mais quelle voix ! Pourtant, il est encore surpassé par l'extraordinaire Posa d'Alain Fondary, séducteur, diplomate et indomptable, s'imposant à Philippe II jusqu'à le faire trembler ; et une voix qui n'a jamais été si pleine, si colorée.

Tous nous ont donné le sentiment de vivre leur rôle de l'intérieur. Et l'opéra de Verdi a retrouvé toute son émotion, sa noblesse et son poids d'humanité.

JACQUES LONCHAMPT

ARTS

Le fantôme d'une collection

Le Musée Fesch, en sommeil depuis des lustres, fermé pour travaux depuis une douzaine d'années présente les collections du cardinal Fesch, l'oncle de Napoléon. Ou ce qu'il en reste

AJACCIO

de notre envoyé spécial

A Ajaccio, quand on parle de Fesch, on pense plutôt à l'hôtel rendu fameux par une prise d'otage mouvementée. Le souvenir du cardinal, l'une des figures du clan Bonaparte, s'est largement estompée. Quant au musée, on pourrait sans doute facilement compter les habitants de la ville qui l'ont visité. Il faut reconnaître quelques excuses à ceux qui l'ignorent. Depuis l'époque de Jules Ferry, le bâtiment a essentiellement servi d'annexe scolaire. Pendant la guerre, il abrita même une soupe populaire. Le musée proprement dit se bornait à trois ou quatre salles, souvent fermées, peuplées de toiles poussiéreuses. En 1977, Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture, lança des travaux de rénovation. Ils s'enlisèrent si bien dans les méandres insulaires qu'en 1982, le chantier était toujours au point mort. Il fallut toute l'énergie de l'architecte Christian Germanaz, huit ans de travaux et 87 millions de francs (1) pour retaper cette vaste bâtisse construite au début du XIXe siècle, mi-couvent, mi-palais, flanquée d'une chapelle Second Empire, peinte en trompe-l'œil.

On a dû abattre les cloisons qui morcellaient l'espace, remodeler totalement la grande galerie, retoucher la bibliothèque, percer des ouvertures, refaire les sols et l'éclairage – qui n'est pas encore au point – et, surtout, restaurer massivement les œuvres : 190 d'entre elles ont été traitées à Versailles, à peu près autant sur place. Coût : 7 millions de francs, financé, à parité, par la municipalité et la Direction des musées de France (DMF). Aussi, lundi 9 juillet, les principaux acteurs de l'entreprise, le ministre, Jack Lang, le sénateur et maire, Charles Ornano, et le directeur de la DMF, Jacques Sallois, ont-ils inauguré de concert, précédés de roulements de tambours, le musée new-look. Au rez-de-chaussée, quelques artistes contemporains, Leccia, Pistoletto, Marcheschi. Au premier et au deuxième étage, la collection du cardinal Fesch : quelques centaines de toiles, italiennes pour l'essentiel.

Joseph Fesch fut un de ces « brigands heureux » qui s'enrichirent considérablement à suivre les



D.R.

Joseph Fesch archevêque de Lyon et fournisseur aux armées de la République

armées de la République et de l'Empire. Demi-frère de la mère de Napoléon, né en 1763, il embrasse l'état ecclésiastique en dépit de ses origines calvinistes. A vingt-quatre ans, il est archidiacre. *« En Corse, vous savez qu'être archidiacre, c'est comme d'être évêque en France »*, affirmera plus tard son brillant neveu. La Révolution trouble cette ascension rapide. Il prête serment à la Constitution civile du clergé, puis jette son froc aux orties. Il se livra même à la guerre de course, prétendit Talleyrand, avant de passer sur le continent. Là, il y retrouve Napoléon, général en chef, dont il suit la fortune en Italie.

Prises de guerre

On le trouve alors associé aux tripotages des fournisseurs de l'armée. Il seconde en particulier le commissaire Collot, l'un des plus sinistres personnages de l'état-major de Bonaparte, chargé du recouvrement des contributions de guerre imposées aux vaincus. En très peu de temps, outre des liquidités qui lui permettent de s'acheter des propriétés en Corse et des hôtels particuliers à Paris, il se constitue – à peu de frais – une magnifique collection de tableaux, dont la provenance (églises, couvents, palais) lui est connue et la qualité garantie par les artistes chargés de ramener en France les dépouilles qui enrichiront nos musées (2).

Après le Concordat, il reprend l'habit ecclésiastique. Il est nommé archevêque de Lyon, puis cardinal et ambassadeur auprès du Vatican. S'il ne s'entend guère avec son jeune secrétaire, François-René de Chateaubriand, il persuade le pape de venir à Paris couronner l'empereur. Couvert de titres et de rentes, il a le bon goût de prendre la défense de Pie VII que Napoléon séquestre à Fontainebleau. Ce qui lui permet de finir paisiblement ses jours (en 1839) à Rome, au milieu de ses immenses collections. L'inventaire après décès recense 17 767 objets dont près de 16 000 tableaux.

Un ensemble invraisemblable qui devait d'abord être au centre d'une « école chrétienne des beaux-arts », installée à Paris. Ce projet abandonné, le cardinal laissait à la ville d'Ajaccio une partie de son butin dans « l'Institut » qu'il faisait construire, l'autre, la plus riche, irait à Joseph Bonaparte, l'éphémère roi d'Espagne. Celui-ci, mécontent du testament, le fit annuler et n'expédia en Corse qu'une maigre portion de la collection, tandis que l'essentiel était dispersé à Rome, au cours d'enchères publiques qui se déroulèrent entre 1843 et 1845. Ne débarquèrent donc, à Ajaccio, que 843 tableaux qui fondirent au fil des ans.

Pendant la guerre notamment, un certain nombre de toiles furent « déposées » chez des particuliers qui s'empressèrent d'oublier ce prêt. La conservatrice du musée, Marie-Dominique Roche, qui a réussi à en récupérer un certain nombre, piste les manquantes, non sans difficultés. Tôt ou tard, espère-t-elle, elle rejoindront celles qui sont déjà accrochées sur les cimaises du musée Fesch.

On connaît les primitifs italiens, un ensemble remarquable exposé en 1987 au pavillon de Flore. En particulier la *Sainte Catherine* de Niccolo di Tommaso, le *Saint Pierre* de Bernardo Doddi, le superbe triptyque de l'école de Rimini, illustrant l'adoration des mages ou *la Vierge à l'enfant* de Lorenzo di Credi. Fesch fut l'un des premiers à s'intéresser à ce type de tableaux. Pour le reste, les conservateurs se sont creusés la tête pour trouver des qualificatifs différents destinés à varier les attributions incertaines. La plupart de ces œuvres – énormément de sujets religieux – sont, en effet, *attribuées à ..., de l'école de ...., de l'atelier de ...., dans l'entourage de* ... et même, *dans le goût de* ... C'est dire qu'il s'agit là de second choix.

Heureusement, l'ensemble est relevé par un beau portrait du Titien et une scène biblique de Baciccio, proche de Poussin. Et, surtout, par quelques splendides morceaux, sombres et dramatiques, de l'école napolitaine : un *Saint Sébastien* et un *Martyr de Saint Pierre*, de Luca Giordano, un *Saint Jérôme*, de Carlo Stellito, et une nature morte, plat de poissons argentés, de Giuseppe Recco. Ces reliefs, aussi impressionnants soient-ils, ne sont que les fantômes de la collection rassemblée par le cardinal. Les meilleurs d'entre eux laissent à penser ce que devait être la caverne d'Ali Baba de ce curieux prince de l'Eglise, véritable amateur d'art et authentique voleur.

EMMANUEL DE ROUX

(1) L'Etat a financé 56 % de cette somme, la région 8,6 %, le département 8,6 % et la ville d'Ajaccio 26,8 %.

(2) Lire à ce sujet la réédition des *Lettres à Miranda* sur le déplacement des monuments de l'art de l'Italie, de Quatremère de Quincy, Macula éd., 150 pages, 70 F.

Velours et marbres de Lili Dujourie

A Grenoble, le Centre national d'art contemporain – le Magasin – accueille une jeune artiste belge

GRENOBLE

de notre bureau régional

Les grands airs d'opéra de Lili Dujourie font oublier que le Magasin, qui l'accueille, fut il y a peu une friche industrielle. L'art raffiné de cette artiste belge se situe aux antipodes des réalités triviales d'une société productrice. En cela, elle est moins « contemporaine » qu'héritière des grands symbolistes de son pays.

La plupart des œuvres exposées sont assez récentes : elles ont été réalisées au cours des huit dernières années, de la « période des velours » à la « période des marbres ». Antérieurement, il semble que Lili Dujourie ait fait des gammes, attendant que surgisse, dans ses premières sculptures pseudo-minimales ou dans ses tableaux vivants photographiés, la « présence » spirituelle et sensuelle qui donne à son art cette aura.

Autour de 1983, la maitrise d'un matériau, le velours, sculpté en tombés et volutes sur des armatures rigides, lui fait franchir une étape décisive. On pourrait croire à une simple recherche esthétique quand elle joue avec la couleur des tissus – pourpre, or, noir, bleu nuit – et dessine dans l'espace des sortes d'arabesques baroques.

En fait, au-delà de ces effets, Lili Dujourie donne à méditer. Les étoffes qui tiennent lieu, comme chez Clérambault, de corps absents lui permettent d'évoquer le mystère de la fatalité féminine.

Ses sculptures de velours sont autant d'images fragmentaires d'un destin féminin qui conjure sa malédiction dans le sublime, c'est-à-dire les décors et postures de l'opéra. Dans les dernières œuvres, les marbres changent la perspective de la quête : la femme, avec son poids de tragédie figurée, disparaît. Lili Dujourie parle désormais de l'aventure humaine, indépendamment des contingences de sexe, dans ses travaux sur les « ombres ». Citant Virgile dans la série *« Ibant oscuri sola sub nocte per umbra »*, elle découpe des silhouettes dans l'encadrement de portiques ouverts sur la lumière.

Virtuosité technique

Le commissaire de l'exposition, Bart Cassiman, propose une lecture platonicienne de ces évocations d'ancêtres disparus. Quelle que soit la signification de ces sculptures allégoriques, elles ont une grande force, soutenue par l'extrême qualité du métier.

Lili Dujourie, qui passe beaucoup de temps à la réalisation de chaque pièce, fait preuve de virtuosité technique ; d'élégance, aussi, en particulier dans les œuvres les moins « figuratives » comme *Echo in the Memory*, de 1989, qui semble initier une nouvelle période de l'artiste.

Ce double triptyque de marbre, sur le mur et sur le sol, oppose le plein et le vide, la présence et l'absence, l'achèvement et la brisure. Le titre complet de l'œuvre, citation d'un poème, suggère le souvenir nostalgique de quelque jardin secret entraperçu. Mais, à lui seul, le dessin harmonieux des six fragments sculptés suffit à exprimer l'émotion d'un « rite de passage ».

BERNADETTE BOST

▶ Jusqu'au 29 juillet. Les œuvres de Lili Dujourie sont exposées en même temps que des travaux de Thomas Ruff et d'Ange Leccia.

CINÉMA

La liberté inaccessible

L'Est, l'Amérique de Robert Kramer et la France de Julien Duvivier se sont rencontrés à La Rochelle

La poussière d'étoiles rouges de la constellation soviétique ressemble aujourd'hui à une nébuleuse. A la fois orphelin de son Etat père, pauvre de moyens financiers, riche de ses cultures, le cinéma de l'Est vient de montrer pendant dix jours à La Rochelle, pour le 18e festival, combien ses cauchemars lui ont laissé d'amertume, combien l'éveil à une liberté trop souvent plus apparente que réelle lui ménage de désillusions.

Ouzbek, kirghise, turkmène... le cinéma des Républiques socialistes soviétiques d'Asie centrale se trouvait cette année *guest-star* au festival. Il reste encore un peu embourbé, la lourdeur stalinienne n'a pas encore été balayée par le vent de l'histoire. Au sommet du *Fuji-Yama* de Bolotbek, Chakchiev (Kirghizie) est le pivot de ce panorama où se côtoient la découverte des cultures locales et l'apparition toute nouvelle du mal de vivre dans une société qui se délite après avoir tout régenté.

La dérision, meilleure arme contre la peur

Les enfants de la glasnost sont plus critiques à « l'ouest de l'est ». Ils poursuivent le fantôme de leur liberté. Comme le déserteur ou la mariée roumaine de *Noces de pierre*, de Dan Pita. Comme chez Miklos Jancso aussi. Cette liberté inaccessible peut tuer ou rendre fou, mais c'est peut-être préférable à l'effacement sans recours sur l'écran d'un ordinateur.

La meilleure arme contre la peur a toujours été la dérision. Dans ce domaine, les réalisateurs tchèques dont les films ont été projetés au festival, sont passés maîtres. Dans *Trains étroitement surveillés* de Jiri Menzel, un occupant allemand (mais qui pourrait venir d'ailleurs) interpelle ainsi les gens : *« Vous n'êtes que des bêtes qui rient. »* Et de plus loin, de New-York où il a tourné *la Loi et la Pagaille*, Ivan Passer montre une partie de guignol gaie et mortelle sur fond de *melting-pot*.

Le voyage d'est en ouest a dominé très largement un festival que son directeur, Jean-Loup Passek, a voulu très particulier. Un festival sans autre récompense que celle, pour les spectateurs, de connaître des oeuvres jamais ou rarement distribuées dans les circuits commerciaux, et pour les réalisateurs le plaisir de voir leurs films sortir des placards où la censure les a laissés moisir pendant des années.

C'est d'ailleurs la raison d'être du festival que la découverte. La programmation ne se veut pas limitative. Les spectateurs ont pu trouver parmi les quelque cent dix films présentés bien d'autres séjours que l'Est en mutation. Ils ont pu – et ils ont été nombreux à le faire – sillonner les longues routes américaines avec Robert Kramer ou remonter le temps avec les belles machines assez théâtrales de Julien Duvivier, dont on a retrouvé le superbe *Poil de carotte* (1925) et dans *Paniques* (1946) un Michel Simon magnifique.

Avec *Haunted Summer* d'Ivan Passer (1986), on a entrevu les limites de la liberté lorsqu'on est né au siècle dernier, riche, poète et britannique, et qu'on se trouve sur les rives du Léman. Quand on s'appelait Lord Byron et que l'on allait partir pour libérer la Grèce. Et pour mourir.

CLAUDE DUBILLOT

CULTURE

ARTS

Monsieur Dauzats, peintre et voyageur

En Egypte, en Espagne et en France, Adrien Dauzats faisait des dessins. Ils étaient si précis et clairs qu'on les regarde encore avec délice, un siècle et demi plus tard

Dans l'exercice, désormais classique, de la résurrection des petits grands hommes, le Musée des Beaux-Arts de Bordeaux et la Fondation Taylor viennent de réussir une opération de qualité. Adrien Dauzats, leur héros, est de ces oubliés de l'histoire qui méritent largement la révision de leur cas. Il a été de deux des grandes aventures esthétiques de la première moitié du dix-neuvième siècle, l'africaine et l'espagnole, et a accompli une œuvre qui, dans le genre de l'illustration documentaire, tient du prodige.

En 1825, Dauzats n'était encore qu'un jeune homme de vingt et un ans, fils d'un machiniste du Grand Théâtre de Bordeaux. Ayant fait quelques études de peinture, il s'employait à la décoration du théâtre de Pont-Audemer, dont il orna la salle et le rideau de scène. Il rencontra alors le baron Taylor, qui métamorphosa l'honnête travailleur en forçat de l'illustration. Taylor recrutait en effet des praticiens pour une entreprise colossale, la publication des *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*, inventaire des monuments, ruines et œuvres d'art du patrimoine national. Il s'agissait de réunir la documentation la plus complète possible au moyen de voyages dans les provinces, menés comme des campagnes archéologiques. La fonction de Dauzats était simple : il devait dessiner les sites et architectures que Taylor lui désignait, dessins qui seraient ensuite lithographiés et publiés en volumes.

Il commença par la Franche-Comté, en 1827. Vingt ans après, il collaborait encore aux *Voyages pittoresques* pour la Champagne, la Bretagne, la Picardie et le Dauphiné. Les planches exposées à Bordeaux exigent un examen méthodique. Minutieuses, elles obligent à la minutie. Le moindre détail y est représenté, détail d'architecture, de costume ou de topologie. Par devoir, Dauzats bannit toute stylisation et énumère infatigablement sculptures romanes, machicoulis, vitraux, colonnes, fortifications et chapelles. Il n'a pas à choisir, mais à énumérer. Aussi énumère-t-il à longueur d'images, scrupuleux, appliqué, réaliste inébranlable, photographe d'avant la photographie.

Il a appliqué sa méthode sans rien y changer aux deux pays où il s'est rendu en compagnie du cher baron Taylor, l'Egypte et l'Espagne. Chaque fois, le bon Dauzats a été le précurseur d'un engouement, orientalisme et espagnolisme, qui paraît ne l'avoir guère ému. Visitant Alexandrie, Memphis et Jérusalem à l'été 1830, il est avec Decamps et Marilhat l'un des premiers orientalistes du dix-neuvième siècle, deux ans avant Delacroix. Taylor est venu en Egypte pour obtenir du pacha l'obélisque de Louqsor. Pendant qu'il négocie, Dauzats fait la seule chose au monde qui l'intéresse, des dessins. Déguisé en musulman, il s'introduit dans les mosquées et les maisons, s'en va en pèlerinage au pied des Pyramides, et dessine, dessine, dessine. Neuf ans plus tard, invité par le duc d'Orléans, il se rend en Algérie et applique le même programme avec le même zèle terrifiant.

Auparavant, entre 1835 et 1837, il a suivi Taylor en Espagne, qui partait y acheter les tableaux espagnols que Louis-Philippe avait décidé de réunir en galerie pour combler un vide du Louvre. Les deux hommes vont de couvent en couvent, choisissent, paient et expédient par bateau une quantité formidable de tableaux. Entre deux achats, que fait Dauzats ? Des croquis, naturellement, des vues de cathédrales et des effigies de moines bedonnants. De ses carnets d'Egypte, d'Algérie et d'Espagne, il a tiré jusqu'à sa mort la matière de ses tableaux de Salon. Des années après ces explorations, il peignait encore les couvents du Sinaï, la mosquée de Cordoue et la campagne autour de Blida.

Comme il usait de la couleur à l'huile avec autant de prudence et de sérieux que du crayon et de l'aquarelle, ses paysages et vues d'architectures mauresques atteignent à une sorte de perfection neutre et inanimée. Non que Dauzats soit un coloriste timide ou un peintre de figures maladroit : ses ciels d'Afrique ont de l'intensité, ses chevaux du mouvement ; mais pas trop. Juste autant qu'il faut pour faire vrai, pour que l'illusion soit efficace. Le plus souvent, elle l'est, si bien que, l'exotisme aidant, cet art follement tatillon parvient à séduire. Il suffit de ne pas penser à Delacroix, dont Dauzats fut l'ami, le collaborateur parfois, et l'un des exécuteurs testamentaires, pour se laisser prendre aux charmes de cette imagerie infaillible.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie des Beaux-Arts, place du Colonel-Raynal, 33000 Bordeaux, jusqu'au 3 septembre. Deux ouvrages complémentaires sont publiés à cette occasion : le catalogue de l'Œuvre complet du peintre par Ghislaine Plessier (*Adrien Dauzats ou la tentation de l'Orient*, 230 pages, 250 F) et celui de son Œuvre de lithographe (*Adrien Dauzats et les Voyages pittoresques et romantiques dans l'Ancienne France*), sous la direction de Bruno Foucart. Fondation Taylor, 372 pages, 250 F).

THÉATRE

Le voyage des comédiens

« Le Théâtre ambulant de Chopalovitch », d'un auteur yougoslave, Simovitch a été créé au Festival d'Hérisson

Une petite ville, quelque part en Serbie, sous l'occupation allemande. Des hommes y font régner la terreur, le broyeur surtout, un enfant du pays, hier berger, aujourd'hui tortionnaire, que rien ni personne ne peut acheter, pas même avec une montre en or. Le broyeur ne se sépare jamais de son nerf de bœuf, et derrière lui ses pas laissent une trace de sang.

Dans cette ville survient une troupe de comédiens. Ils portent encore beau, mais crèvent la faim. Ce soir-là, le théâtre ambulant Chopalovitch se propose de jouer *les Brigands* de Schiller, le malentendu avec les villageois est total.

Quel beau thème que celui du voyage des comédiens. Sous ce titre, Angelopoulos a réalisé un film inoubliable, et Thomas Bernhardt, une œuvre grinçante, *le Faiseur de théâtre*. Lioubomir Simovitch situe sa pièce à Oujitsé, en Serbie, où il est né en 1935, tout comme Marie-Louise Fleisser s'inspirait, dans son théâtre, de sa ville d'Ingolstadt.

Mais ce Yougoslave, par ailleurs poète, que l'on découvre en France (1), a un ton très personnel, précieux et naïf. Il tisse le réalisme avec le conte fantastique, la tragédie et la comédie, le théâtre bourgeois et l'épique. Il fait aussi un éloge du vrai, inépuisable, asocial, cynique, et c'est un régal.

Quelques uniformes, des costumes gris, une robe de tulle rose et le rouge et or du théâtre dessinent les personnages. Une équipe de comédiens formidables les habitent, venus, pour ne parler que de leurs rôles les plus récents, de chez Langhoff, Hourdin, Jouanneau... Le directeur du théâtre, hâbleur, charmeur, ressassant ses mêmes histoires, faussement sûr de lui, prêt à toutes les gamineries, c'est François Chattot. Et sa troupe. Tous généreux, impressionnants...

A Hérisson, on joue en plein air avec l'ombre de la nuit, la lisière du bois, des couronnes de fleurs, un air d'accordéon et de violon. Avec trois fois rien, une porte ouverte sur les champs, un balcon en ruine. Tout le village est là, mêlé aux Parisiens, grelottant sous la même couverture, il pleuvait en ce début d'été. A Hérisson, il y a un château en ruine, une rivière récemment polluée, et trois bars où comédiens et habitants se côtoient pendant le mois que dure le travail de répétition, et ce depuis quinze ans.

Jean-Louis Hourdin, Jean-Paul Wenzel et Olivier Perrier ont créé ces rencontres théâtrales. La municipalité a construit un studio géré par la compagnie les Fédérés, que dirigent Jean-Paul Wenzel et Olivier Perrier. Chantal Morel est venue y travailler, d'autres encore, et cette activité théâtrale a donné un peu d'air à l'économie locale.

ODILE QUIROT

► Saint-Flour (12 et 13 juillet) et Martigues (19 et 20) ont bien de la chance.

(1) *Le Théâtre ambulant de Chopalovitch*, de Lioubomir Simovitch, est paru en 1989 à L'Age d'homme. C'est le seul texte de cet auteur traduit en français à ce jour.

Frankenstein junior

Au Théâtre des Déchargeurs, Evelyne Levasseur adapte et interprète « Zazie dans le métro »

Tout juste descendue du train, Zazie sème la « zazinie », veut s'engouffrer dans le métro, voyage dans la langue française en passager clandestin, exige du « cacocalo », des « bloudjinnzes » et ponctue des affirmations péremptoires sur « l'hormosessualité » d'un langage fleuri bien senti.

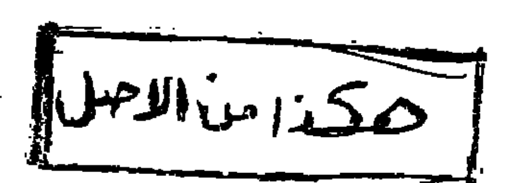
Là-haut sur la mezzanine, l'homme sanglé dans son imperméable paraît effondré, presque dégoûté. Il regarde gesticuler sa créature.

Elle est infernale, avec son ciré rouge et sa montagne de bagages hétéroclites. A peine surgie de l'imagination du romancier, elle ne veut plus lui obéir, impertinente envers le monde des adultes, trop occupée à vouloir devenir une personne à part entière. Elle demande des comptes à son créateur, ne lui en laisse pas placer une, critique sa confortable situation d'écrivain, remet tout en cause. Le romancier va bien tenter d'apprivoiser son héroïne, de la séduire, en vain.

Cette lutte entre le créateur et sa créature fait tout le charme de l'adaptation pour la Compagnie Libellule de *Zazie dans le métro* par Evelyne Levasseur, qui ne s'est pas contentée de choisir un florilège des expressions hypertrophiées du roman. Zazie, c'est elle aussi, et rien ne laisserait penser que cette Arletty miniature approche de la quarantaine. La mise en scène de Sylvie Van Cleven, jeu de clairs-obscurs, sons, parvient à transformer le minuscule espace du Théâtre des Déchargeurs en Paris souterrain, l'univers de Zazie. Bien sûr, Frankenstein junior en jupon gagnera ce jeu de cache-cache verbal, clouant le bec à son père dans une dernière exclamation, presque française celle-là : *« Tu causes, tu causes, c'est tout ce que tu sais faire. »*

BÉNÉDICTE MATHIEU

► Théâtre des Déchargeurs, 75001 Paris. Du mardi au samedi, à 21 heures. Matinée le samedi à 17 heures. Jusqu'au 30 juillet. Tél. : 42-36-00-0.2



هكذا من الأصل

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Jean Chouan (1925), de Luitz-Morat. 16 h : Cinémas d'Europe centrale : le Contrat (1981, v.o. s.t.f.), de Krzysztof Zanussi. 19 h : Cinémas d'Europe centrale : les Demoiselles de Wilko (1978, v.o. s.t.f.), de mœurs d'Andrzej Wajda. 21 h

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma des pays nordiques : la Chasse (1959, v.o. s.t.f.), d'Erik Lochon, 14 h 30 ; Dernère les jalousies (1984, v.o. s.t.f.), de Stig Björkman, 17 h 30 ; Pelle le Conquérant (1988, v.o. s.t.f.), de Bille August, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

De Gaulle à l'écran : 1967 . La France s'ennuie . la Visite du général de Gaulle au Québec (1987) de Jean-Claude Labrecque. Conférence de presse du 27 novembre 1967. 14 h 30 , les Enfants désaccordés (1964) de Philippe Garrel, les Enfants de Marx et de Coca-Cola (1973) de C. da Givray, 16 h 30 , Vœux du 31 décembre 1967, *la Chinoise* (1967) de Jean-Luc Godard, 18 h 30 ; le Fond de l'air est rouge (1977) de Chris Marker, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16)

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88)

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ALWAYS (A., v.f.) : Miramar, 14e (43-20-89-52)

APARTMENT ZERO (Brit., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20)

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) . Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) , 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94)

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) . Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BEST OF THE BEST (A., v.o.) Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) , Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) , Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BLACK RAINBOW (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) . Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) . v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) . Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) . Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) . Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) . 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) , Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27)

CHARLIE (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) . Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) Denfert, 14e (43-21-41-01) Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) . Denfert, 14e (43-21-41-01) . Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) . Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68)

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46)

CŒURS FLAMBÉS (Dan., v.o.) Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) . Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50)

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) , UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) , Mistral, 14e (45-39-52-43) . UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU **TU ADORERAS** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18)

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) . 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) , Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18)

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

EINSTEIN JUNIOR (Austr., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) . George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) , Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) . Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ELÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES (Brit., v.o.) Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FEU SUR LE CANDIDAT (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46)

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) . Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GHOSTS OF THE CIVIL DEAD (**) (Austr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GLORY (A., v.o.) George V, 8e (45-62-41-46).



Programmes du mercredi 11 au mardi 17 juillet

Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.

Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GUNMEN (Chin., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JE T'AIME A TE TUER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) . UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

(45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; *Pathé Clichy*, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MISS MISSOURI (Fr., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMOUR. Film français de Philippe Faucon : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

CONTRE-ENQUÊTE. Film américain de Sidney Lumet, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DÉLIT D'INNOCENCE. Film américain de Peter Yates, v.o. : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE. (*) Film américain de Zalman King, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE RETOUR DE FLESH GORDON. (*) Film américain d'Howard T. Ziehm, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

TAPEHEADS. Film américain de Bill Fishman, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; *Denfert, 14e (43-21-41-01).*

MA MÈRE... MON AMOUR (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MAURICE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) , Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

METTONS LES VOILES (Brit., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) . La Pagode, 7e (47-05-12-15) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

OH, QU'ELLES SONT NOIRES LES NUITS SUR LA MER (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

LES P'TITS VÉLOS (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE PROVINCIAL (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

RÊVES (Jap., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : *Pathé Français, 9e (47-70-33-88).*

SIDEWALK STORIES (A.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AMARCORD (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 13 h 30, jeu. 22 h, sam. 14 h 50, lun. 17 h 15, mar. 19 h 40.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., jeu. 14 h 30, dim. 18 h.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., dim., lun., mar. 20 h, jeu., ven. 16 h, sam. 18 h.

DÉLIVRANCE (*) (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer. 17 h 30, jeu. 20 h, ven. 15 h 30, dim. 21 h 50.

2001, L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 19 h, jeu. 19 h 15, mar. 21 h 30.

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 15 h 15, dim. 13 h 40.

DRAME DE LA JALOUSIE (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer., mar. 15 h 30, ven. 13 h 30, sam. 13 h, dim. 20 h.

DROLE DE DRAME (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., mar. 19 h 15, sam. 21 h 15.

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 21 h 30, dim. 22 h, lun. 22 h 30.

E.T. L'EXTRATERRESTRE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 15 h 15, ven. 13 h 30, sam. 15 h, dim. 13 h 15.

L'ECLIPSE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) mer., sam., lun. *12 h 05.*

EMMANUELLE (**) (Fr., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13) mer., jeu., ven., sam., dim., mar., de 10 h à 21 h.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 17 h 15, jeu. 17 h 30, ven. 19 h, sam. 13 h 30, lun. 21 h.

FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer. 19 h 15, lun. 18 h 45.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., ven. 17 h.

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 16 h 30, sam. 15 h.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (**) (Fr.-It.-All.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., lun. 21 h.

JOURS TRANQUILLES A CLICHY (Fr.-It.-All., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) mer., jeu. à 19 h, 21 h.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) mer., jeu., sam. à 12 h.

LE LOCATAIRE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., dim. 21 h.

LOLITA (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., ven., sam., mar. 21 h 20, dim. 18 h.

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 20 h, jeu. 13 h 45, dim. 16 h 30.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., sam., dim., mar. 15 h 30 ; Denfert, 14e (43-21-41-01) jeu. 9 h 45, mer., sam., dim. 15 h 30 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., ven., dim. 16 h 45.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., jeu., sam., dim., lun. 14 h, ven. 15 h 40 ; Denfert, 14e (43-21-41-01) mer., ven. 10 h, 14 h, sam., dim., mar. 14 h, lun. 15 h 40 ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 13 h 30, 15 h ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., sam., mar. 15 h 15, jeu., lun. 13 h 40.

LE MIROIR (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 20 h.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer., ven., mar. 22 h 15, jeu. 18 h, lun. 20 h.

NOCE BLANCHE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer. 18 h 15, ven. 14 h, lun. 21 h.

PERFORMANCE (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) mer., sam. 21 h 50, jeu. 12 h, lun. 13 h.

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) mer., mar. 13 h 40, ven., dim. 15 h 15.

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) mer., ven. 11 h 45.

POURQUOI BODHI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ? (coréen, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) mer., dim. 13 h 40, 16 h 15, 19 h 15 film 10 mn après.

ROGER ET MOI (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) mer., mar. 19 h 50, sam. 18 h.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) mer. 20 h 15, ven. 14 h, 18 h 15, sam. 13 h, lun. 18 h, mar. 16 h.

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) mer. 22 h, sam. 19 h 50, mar. 19 h 20.

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : *Grand Pavois, 15e (45-54-46-85)* mer. 22 h.

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can., v.f.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer. 18 h.

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) mer., sam., dim. 16 h.

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) mer., sam. à 12 h 05.

LES GRANDES REPRISES

ANNA KARÉNINE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'ARDENTE GITANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'ATALANTE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

CASINO ROYALE (Brit., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

CHANT D'AMOUR (**) (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DÉDÉE D'ANVERS (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'EVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

FANTASIA (A., v.f.) : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

KEY LARGO (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

OTELLO (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA PARTY (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

QUOI DE NEUF PUSSYCAT ? (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

RAGING BULL (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

REBECCA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

SCARFACE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 11 JUILLET

« Picasso dans un palais du Marais », 14 h 15, entrée du musée, 7, rue de Thorigny.

« L'hôpital Saint-Louis ». 15 heures, 2, place du Docteur-Fournier (Paris et son histoire).

« Rues, maisons du Moyen Age autour de Saint-Germain-l'Auxerrois », 14 h 30, métro Louvre (Paris pittoresque et insolite).

« Le quartier de la Bastille et du nouvel Opéra », 14 h 30, place de la Bastille, devant La Tour d'argent (P.-Y. Jaslet).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le canal Saint-Martin : site, activités et «atmosphère», 15 heures, angle quai de Jemmapes/rue du Faubourg-du-Temple.

« Hôtels dix-huitième siècle (extérieurs) du faubourg Poissonnière », 15 heures, devant le Théâtre du Gymnase, 38, boulevard Bonne-Nouvelle (Monuments historiques).

« Wright de Derby », 17 h 30, entrée de l'exposition, Grand Palais (Approche de l'art).

CONFÉRENCES

11 bis, rue Keppler, 19 h 30 : «La terre : une entité vivante». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

– M. Patrice LE MASSON
et Mme, née Sylvie JOANNY,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Anne-Laure,

le 20 juin 1990.

– Christophe ZELAWSKI
et Claude, née MIQUEL,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Lucie,

le 7 juillet 1990.

14, place du Commerce,
75015 Paris.

– Xavier et Valérie LENORMAND
ont la joie d'annoncer la naissance de

Mathieu,

à Rueil, le 10 juillet 1990.

Mariage

– Isabelle MABEAU
et
Gilbert ROGÉ

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 30 juin 1990.

15, avenue Lénine,
93200 Saint-Denis.

Décès

– Mme Paule Calcine,
son épouse,
Odile, Marc et Pierre,
ses enfants,
José,
son gendre,
Noëlle et Véronique,
ses belles-filles,
Fabrice, Lise, Hélène, Violaine, Marion, Sarah, Victor,
ses petits-enfants,
Les familles Calcine et Coste,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André CALCINE,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure
de Saint-Cloud,
agrégé de mathématiques,
ancien professeur au Lycée Joffre
(HEC),

survenu le 7 juillet 1990 à Montpellier.

« Cala Honda »,
20, rue des Eglantiers,
34070 Montpellier.

Marcel CHAUBARON,
inspecteur principal honoraire
de la jeunesse et des sports,
commandeur dans l'ordre
des Palmes académiques,
chevalier dans l'ordre national
du Mérite,
évadé de guerre 39-45,

nous a quittés, le 7 juillet 1990, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La levée de corps aura lieu au Funérarium, 2, rue de la Poule, à Orléans, le mercredi 11 juillet, à 14 heures, condoléances sur registre.

L'inhumation se déroulera au cimetière de Teillet, à Teillet--Argenty (Allier), le même jour, à 16 h 30. La famille ne recevra pas de condoléances.

De la part de :
Mme Hélène Chaubaron,
De ses enfants et petits-enfants,
Et de toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Fleurs naturelles seulement.

– Colomiers (31)
Michel Gazaniol,
son époux,
Olivier et Christine,
ses enfants,
Xavier et Monique Bilbault et leurs enfants,
Ghislaine et Jean-Paul Weidmann et leurs enfants,
Les familles Bilbault, des Pommarc, Gazaniol et Leclercq,
ont la douleur de faire part du décès de

Elisabeth GAZANIOL,
née Bilbault,

le 7 juillet 1990 dans sa cinquante-cinquième année.

La messe de sépulture a eu lieu mardi 10 juillet, à 10 heures, en l'église de Colomiers, suivie de l'inhumation au cimetière de Fraissé-des-Corbières (Aude), à 15 h 30.

Plutôt que des fleurs, Elisabeth préférerait des prières et des dons à l'Association Colomiers Jumelage et Soutien, en faveur du tiers-monde.

« L'amour est plus fort que la mort. »

19, allée du Mont-Vallier,
31770 Colomiers.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– M. Frid Heckel,
Mme Françoise Drevet, née Heckel
et sa famille,
M. Alain Heckel
et sa famille,
M. Jean-François Heckel
et sa famille,
Mme André Jaspar
et sa famille,
Mme Alexis Janaud
et sa famille,
ont la tristesse et la douleur de faire part du décès de leur femme, mère, grand-mère, sœur, belle-fille,

Mme Frid HECKEL,
née Carmen Janaud,

survenu le 8 juillet 1990, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 12 juillet, à 9 heures, en l'église Saint-Rémy de Vanves (92) (place de la République).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Sèvres.

Cette avis tient lieu de faire-part.

– Dans sa miséricorde le Seigneur a rappelé à Lui le 8 juillet 1990,

Mme veuve Paul IMBS,
née Odile Wilhelm.

De la part de :
Anne-Marie et René Obermuller et Anne,
Françoise et Marie-Andrée Imbs,
Elisabeth et Jean-François Reignier, Sophie et Nicolas,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Klee, Wilhelm, Imbs et Versel.

Les obsèques auront lieu le jeudi 12 juillet, à 10 h 30, en l'église des Trois-Epis.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 14 h 30, au cimetière de Colmar.

Ni fleurs ni couronnes, des prières.

67, rue du Javelot,
Paris-13e.

– Les familles Devert, Kernevez, Dagrada,
ont la tristesse de faire part de la mort de

Mme Eugène KERNEVEZ,
née Marthe Devert,
chevalier de la Légion d'honneur,
combattant volontaire de la Résistance,

survenue à Paris, le 8 juillet 1990, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

L'inhumation aura lieu à l'île de Sein dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

63, rue de Boulainvilliers,
75016 Paris.

– M. et Mme Pierre Damour et leurs enfants,
M. et Mme Didier Jousset et leurs enfants,
Le général de corps d'armée (C.R.) Marcel Lennuyeux-Comnene,
ont la tristesse de faire part du décès du

général de division (C.R.)
René LENNUYEUX,

leur père, beau-père, grand-père et frère,

survenu le 8 juillet 1990, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le 11 juillet, à 16 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce.

21, rue Monsieur,
75007 Paris.
5, rue du Belvédère,
78750 Mareil-Marly.
52 *bis*, rue de Varenne,
75007 Paris.

Maryse LINHART,
née Fiakielsztejn,

nous a quittés le 30 juin 1990, laissant dans la tristesse
Jacques Linhart, son époux,
Robert et Danièle Linhart,
ses enfants,
Virginie, Pierre, Clara Linhart, Milena Younès-Linhart,
ses petits-enfants.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 4 juillet 1990, au cimetière de Bagneux.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 87 F
Abonnés et actionnaires . 77 F
Communicat. diverses . 90 F

– Mme Henri Miller,
Christine Miller,
le docteur Patrick Miller,
Sa famille,
Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Henri A. MILLER,

survenu le 7 juillet 1990, à l'hôpital américain de Neuilly.

Les obsèques auront lieu le jeudi 12 juillet, à 15 heures, au cimetière de Passy, 2, rue du Commandant-Schloesing, Paris-16e (place du Trocadéro), où l'on se réunira à la porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, boulevard de Beauséjour,
75016 Paris.
45-47, rue Notre-Dame-des-Champs,
75006 Paris.
110, rue Saint-Honoré,
75001 Paris.

– On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu, munie des sacrements de l'Église de

Denise MUSNIK,

survenu à l'hôpital américain, le 6 juillet 1990.

Une messe de requiem sera concélébrée le jeudi 12 juillet, à 16 heures, à l'église anglicane Saint-Georges, 7, rue Auguste-Vacquerie, Paris-16e.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être envoyés à la Fondation de France pour la recherche contre le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le président du Groupe central des villes nouvelles,
Les membres du conseil d'administration de l'Epida,
Le directeur général et le personnel de l'Epida,
ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre OUDOT,
président du conseil d'administration
de l'établissement public
d'aménagement
de la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau.

– Mme Raymond Poulin,
son épouse,
Les familles Jean et Rivière,
ses enfants et petits-enfants,
Persenda et Andres,
ses sœurs,
Robert,
ses belles-sœurs, neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond POULIN,
ancien directeur
de la librairie Gallimard,

survenu le 6 juillet 1990, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 11 juillet, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame d'Auvers-sur-Oise.

– Bernard et Claire Rueff,
Philippe et Éliane Rueff,
ses enfants,
Nicolas, Véronique et Bruno, Judith, Elsa, Marie, Céline,
ses petits-enfants,
Alison, son arrière-petite-fille,
La famille Aubry-Funke du Brésil,
Et tous ses amis,
sont tristes d'annoncer le décès de

Olga RUEFF,
née Marchesseau,

survenu dans sa quatre-vingt-treizième année.

L'inhumation aura lieu mercredi 11 juillet 1990, à 11 h 30, au cimetière du Père-Lachaise (entrée principale, bd de Ménilmontant).

– M. Guy Rideau,
son époux,
M. et Mme Adalberto de Castro
et leurs enfants,
M. et Mme Pascal Rideau
et leurs enfants,
M. Philippe Rideau,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeannine RIDEAU,
née Renard,
pharmacien des hôpitaux.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 12 juillet 1990, à 10 h 45, en l'eglise Notre-Dame-des-Ardents à Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne), sa paroisse.

On se reunira à l'église. Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

L'inhumation se fera au cimetière de Lagny-sur-Marne dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, avenue de Pallandt,
77400 Lagny-sur-Marne.

– La direction et le personnel de l'École des mines d'Alès et de la direction régionale de l'industrie et de la recherche Languedoc-Roussillon,
Les élèves et anciens élèves de l'École des mines d'Alès,
ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

Lucien TESTANIÈRE,
ingenieur divisionnaire
de l'Industrie et des Mines,

survenu le 8 juillet 1990, à l'âge de quarante-trois ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 10 juillet, à 10 h 30, à Notre-Dame-des-Clés, à Clavières (Alès). L'ensevelissement se fera au cimetière de Puyloubier (Gardanne, Bouches-du-Rhône) le même jour à 16 h 30. Rendez-vous place de la Mairie.

Anniversaire

– *In memoriam.*

M. Ferdinand TURPIN,
vice-président honoraire du tribunal
de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe),
officier des Palmes académiques,

11 juillet 1905
1er février 1980.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Remerciements

– Mme Josette Crémieux,
Geneviève Crémieux,
Laurent Crémieux,
très sensibles aux marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de leur époux et père,

M. Bernard CRÉMIEUX,

survenu le 28 juin 1990, remercient sincèrement tous ceux qui les ont soutenus et se sont associés à leur peine.

Communications diverses

– Radio-Shalom (94,8) recevra mercredi 11 juillet 1990, à 18 h 30, M. Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre.

– Le Mouvement pour la transmission de la voix humaine cherche des personnes bénévoles pour fonder une association qui mettra en place un Réseau d'échanges sonores. Tél. : 63-94-39-11.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 10 juillet à 0 heure et le dimanche 15 juillet à 24 heures.

De façon générale, chaleur et soleil seront au rendez-vous jusqu'à dimanche. Mercredi, les nuages seront présents sur les régions du nord le matin et quelques averses se produiront en Corse. Ensuite des passages de nuages élevés donneront quelques ondées sur le Nord-Ouest et des coups de tonnerre se feront entendre le soir sur les Alpes.

Mercredi : quelques nuages en Corse, soleil ailleurs.

Après la dissipation de quelques brumes matinales, le soleil brillera sur la majeure partie du pays. Quelques nuages seront le matin près des côtes de la Manche et dans le Nord-Est. En Corse, un peu d'instabilité apparaîtra et quelques averses ne seront pas exclues l'après-midi.

Le mistral et la tramontane faibliront. Ils souffleront à 60 km/heure environ le matin puis disparaîtront. Le vent de nord-est entre la Corse et la Provence se lèvera à 50 km/heure.

Les températures minimales seront fraîches : de 8 à 12 degrés sur la moitié nord, 11 à 13 sur la moitié sud, localement 18 à 20 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales atteindront 20 à 22 degrés près de la Manche, 22 à 24 dans le Nord-Est, 24 à 28 degrés dans le Centre et le Sud-Ouest, localement 27 à 30 près de la Méditerranée.

Jeudi : soleil, un peu plus de chaleur.

Le matin, il y aura de rares brumes puis le soleil brillera largement sur tout le pays. Quelques nuages élevés voileront le soleil l'après-midi sur la Bretagne et les côtes atlantiques.

Le vent de nord-est sera modéré entre la Corse et la Provence ainsi que sur le littoral basque et landais.

Les températures seront en très légère hausse : 11 à 14 en général le matin, localement 17 à 19 près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre montera jusqu'à 21 à 23 degrés près de la Manche, 25 à 27 degrés sur la moitié nord, 26 à 30 degrés sur le Centre, 27 à 30 degrés dans le Sud, localement 32 dans le Sud-Ouest.

Vendredi 13 juillet : chaud et ensoleillé.

Vendredi, le soleil régnera sur toute la France. En soirée, on entendra quelques coups de tonnerre sur les Alpes et des orages très isolés éclateront.

Les températures seront élevées. Les minimales seront supérieures à 12 degrés en toutes régions et pourront même atteindre 20 degrés près de la Méditerranée. Les maximales seront comprises entre 25 et 33 degrés.

Samedi 14 juillet : quelques gouttes de pluie sur l'Ouest.

Samedi sera généralement une journée chaude et ensoleillée.

Toutefois, sur la Bretagne, les pays de Loire et la Normandie, des nuages élevés cacheront parfois le soleil et il y aura quelques faibles ondées, voire un court orage ponctuel en fin de journée.

Sur les Alpes, le soleil brillera largement, mais on pourra entendre le tonnerre en soirée et on risquera un orage ici ou là.

Les températures seront en hausse de 2 à 3 degrés.

Dimanche 15 juillet : quelques gouttes de pluie sur le Nord-Ouest.

La majeure partie de la France connaîtra chaleur et soleil.

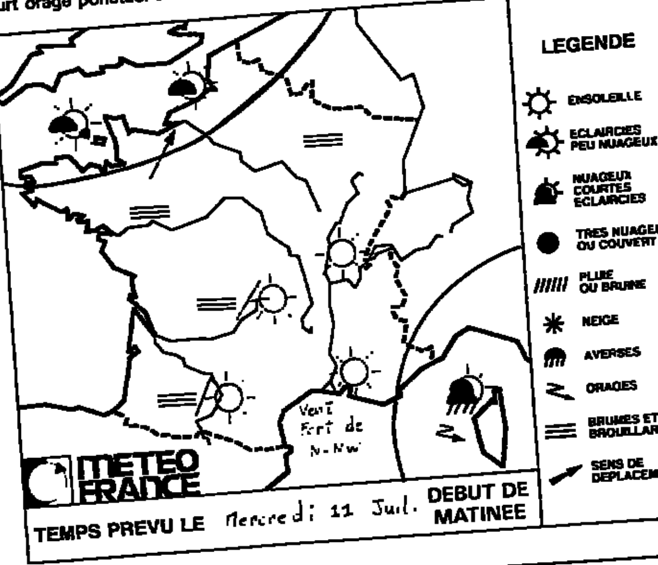
Sur les régions de l'Ouest, le début de journée sera brumeux. Ensuite, des passages de nuages élevés cacheront le soleil par moments et donneront quelques ondées. Nuages et ondées s'étendront progressivement à toutes les régions du Nord-Ouest. Un court orage pourrait éclater ici ou là en fin de journée.

Sur les Alpes, la journée sera bien ensoleillée, mais quelques coups de tonnerre, ou un orage local, ne seront pas à exclure en soirée.

Les températures seront à la hausse, les maximales dépasseront 35 degrés par endroits.

SITUATION LE 10 JUILLET 1990 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 12 JUILLET A 12 HEURES TU



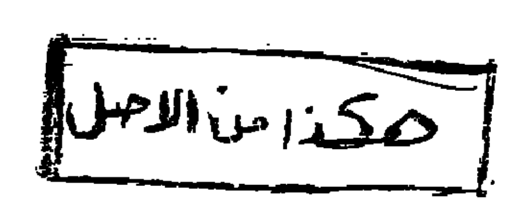
TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 10-7-90
Valeurs extrêmes relevées entre le 9-7-90 à 6 heures TU et le 10-7-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	28	15	D
BIARRITZ	23	16	C
BORDEAUX	27	12	D
BOURGES	24	9	N
BREST	16	10	N
CAEN	17	10	D
CHERBOURG	16	12	D
CLERMONT-FER.	26	13	N
DIJON	25	11	N
GRENOBLE St M-H	31	19	-
LILLE	18	13	N
LIMOGES	21	10	C
LYON	28	15	D
MARSEILLE-MAR.	29	21	D
NANCY	30	12	C
NANTES	22	10	D
NICE	25	20	N
PARIS-MONTS	30	12	D
PAU	25	14	C
PERPIGNAN	33	21	D
RENNES	30	9	D
ST-ETIENNE	28	14	N
STRASBOURG	24	13	C
TOURS	21	7	D
TOULOUSE	29	15	C
POINTE-A-PITRE	32	24	D

ÉTRANGER			
ALGER	26	18	D
AMSTERDAM	18	11	A
ATHÈNES	30	22	D
BANGKOK	35	25	N
BARCELONE	27	20	D
BELGRADE	27	17	D
BERLIN	24	14	D
BRUXELLES	19	13	N
LE CAIRE	35	23	D
COPENHAGUE	20	11	A
DAKAR	29	25	C
DELHI	31	28	C
DJERBA	27	20	N
GENÈVE	29	15	D
HONGKONG	33	29	D
ISTANBUL	23	17	C
JÉRUSALEM	31	15	D
LISBONNE	34	19	D
LONDRES	18	11	N
LOS ANGELES	23	17	D
LUXEMBOURG	19	10	C
MADRID	37	19	D
MARRAKECH	38	21	D
MEXICO	22	13	P
MILAN	30	18	D
MONTRÉAL	27	18	N
MOSCOU	25	16	N
NAIROBI	26	11	N
NEW-YORK	34	22	N
OSLO	18	7	D
PALMA-DE-MAJ.	29	17	D
PÉKIN	33	22	D
RIO-DE-JANEIRO	.	.	.
ROME	29	17	D
SINGAPOUR	32	24	O
STOCKHOLM	19	11	D
SYDNEY	16	7	N
TOKYO	24	19	C
TUNIS	30	17	D
VARSOVIE	26	15	C
VENISE	26	20	D
VIENNE	30	19	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans *le Monde radio-télévision* : □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 10 juillet

TF 1

20.30 **Cinéma : Sauvez le Neptune.** □
Film américain de David Greene (1977).
22.35 **Documentaire : Histoires naturelles.**
Carnets algériens.
De la pêche sportive à la chasse au sanglier, espaces.
23.30 **Série :**
Chapeau melon et bottes de cuir.
0.25 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

20.40 **Cinéma : Les grandes vacances.** □
Film français de Jean Girault (1967). Avec Louis de Funès, Ferdy Mayne.
22.10 **Sport : Athlétisme.**
Grand Prix de Nice.
23.25 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.35 **Météo.**
23.40 **Le journal du Tour.**
0.00 **Magazine : Du côté de chez Fred.**
La perestroïka.

FR 3

20.35 **Feuilleton : Les rois maudits.**
De Claude Barma, d'après Maurice Druon (2e épisode).
22.15 **Journal et Météo.**
22.40 ▶ **Documentaire : Confession, chronique d'une aliénation.**
De Gueorgui Gavrilov.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Masquerade.** ■■
Film américain de Bob Swaim (1988).
22.00 **Flash d'informations.**
22.05 **Cinéma :**
Roselyne et les lions. ■■
Film français de Jean-Jacques Beineix (1989). Avec Isabelle Pasco, Gérard Sandoz, Philippe Clévenot.
0.00 **Cinéma : Adorable Lola.**
Film français classé X de Gérard Kikoine (1981).

LA 5

20.40 **Cinéma : Le convoi.** □
Film américain de Sam Peckinpah (1978).
22.40 **Cinéma : Commando léopard.**
Film italien d'Anthony Dawson (1985).
0.25 **Journal de minuit.**

LA 6

20.35 **Téléfilm : Dennis la menace.**
De Doug Rogers.
22.15 **Série :**
La malédiction du loup-garou.
22.35 **Cinéma : Fais gaffe à la Gaffe.** ■
Film français de Paul Boujenah (1980). Avec Roger Mirmont, Marie-Anne Chazel, Daniel Prévost.
0.00 **Six minutes d'informations.**

LA SEPT

21.00 **Documentaire :**
Le cricket trobriandais.
De Gary Kildea et Jerry Leach.
22.00 **Documentaire :**
Jean Painlevé au fil de ses films (5).
De Denis Derrien.
22.30 **Magazine : Imagine.**
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**
De Philippe Grandrieux.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Archipel science.** 20 000 lieues sous le Pacifique : le nombril du monde.
21.30 **Les Tziganes** (rediff.).
22.40 **Nuits magnétiques.** Souvenirs forains (jusqu'au 13 juillet).
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (en direct du grand auditorium). Symphonie n° 100 en sol majeur, de Haydn ; Symphonie n° 9 en ut majeur D 944, de Schubert, par l'Orchestre national de France, dir. Theodor Guschlbauer.
22.30 **La galaxie des traditions.**
23.07 **Club d'archives.** Rudolf Firkusny, pianiste ; Deux concerts pour violon ; Les interprètes de Charles Ives.

Mercredi 11 juillet

TF 1

14.25 **Série : Tribunal.**
14.55 **Club Dorothée vacances.**
16.45 **Série : Chips.**
17.35 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.25 **Jeu : Une famille en or.**
18.55 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.20 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.50 **Tirage du Tac-O-Tac.**
19.55 **Le bébête show.**
20.00 **Journal, Météo, Tapis vert et Loto.**
20.35 **Téléfilm :**
La grande embrouille.
De Claude Guillemot, avec Jean Lefebvre.
Les mésaventures d'un gangster besogneux et maladroit.
21.55 **Feuilleton : Le Gerfaut** (3e épisode).
23.15 **Feuilleton : Le rire de Caïn.**
De Marcel Moussy (1er épisode).
0.15 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

13.45 **Sport : Cyclisme.**
Tour de France : 10e étape.
16.50 **Magazine : Course en tête.**
17.35 **Jeu :**
Des chiffres et des lettres.
17.55 **Série : Les brigades du Tigre.**
18.50 **Magazine : Giga.** Alf.
19.30 **Le journal du Tour.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Carte blanche à Jacques Martin.**
Musique : Le concert déconcertant, avec l'Orchestre symphonique de Normandie, Guy Montagné, Le quatuor, Alain Vanzo, Jacques Loussier, Chantal et Dumont, Jean-Yves Lacombe et Jean-Claude Asselin, Jean-Paul Hure, Renaud et Frédéric Fontanarosa, Claude Garden...
23.30 **Informations : 24 heures sur la 2.**
23.40 **Météo.**
23.45 **Le journal du Tour.**
0.05 **Magazine : Du côté de chez Fred.**
Spécial Yehudi Menuhin.

FR 3

14.15 **Magazine : Carré vert.**
Les fermes équestres.
14.30 **Jeu : Cherchez la France.**
15.00 **Série : Bizarre, bizarre.**
15.30 **Magazine : Une pêche d'enfer.**
16.00 **Jeu : Objectif Tintin.**
17.30 **Dessin animé : Tom Sawyer.**
17.55 **Dessin animé : Molierissimo.**
18.00 **Feuilleton :**
Sixième gauche (8e épisode).
18.30 **Jeu :**
Questions pour un champion.
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 **Jeux : La classe.**
20.35 **Feuilleton : Les rois maudits.**
De Claude Barma, d'après Maurice Druon (3e épisode).
22.20 **Journal.**
22.45 ▶ **Musique :**
Ray Charles en concert.
Spectacle enregistré lors du 10e anniversaire du Festival de jazz de Paris
0.05 **Sport : Escrime.**
Championnat du monde à Lyon : fleuret masculin par équipes et épée féminine individuelle.
0.25 **Musique : Carnet de notes.**
Clair de lune, de Debussy.

CANAL PLUS

15.05 **Téléfilm : La dernière étape.**
17.05 **Série : Allô ! Allô !**
17.25 **Documentaire :**
Sur la piste de l'animal le plus secret.
1. Canada.
17.58 **Cabou cadin.**

En clair jusqu'à 21.00

18.30 **Cabou cadin.**
19.20 **Top album.**
Présenté par Marc Toesca.
19.55 **Flash d'informations.**
20.00 **Magazine : Scrupules.**
20.29 **Flash d'informations.**
20.30 **Cinéma dans les salles.**
21.00 **Cinéma :**
American warrior 2. □
Film américain de Sam Firstenberg (1986). Avec Mikael Dudikoff, Steve James, James Booth.
22.35 **Flash d'informations.**
22.45 **Cinéma :**
L'union sacrée. □
Film français d'Alexandre Arcady (1988). Avec Richard Berry, Patrick Bruel, Bruno Cremer.

LA 5

15.15 **Les enquêtes du commissaire Maigret.**
Cécile est morte.
16.35 **Docteurs en folie** (rediff.).
17.05 **Papa et moi** (rediff.).
17.30 **Dessins animés.**
Soulierville ; Cathy la petite fermière ; Max et compagnie ; Olive et Tom champions de foot.
18.50 **Journal images.**
19.00 **Série : L'enfer du devoir.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Histoires vraies.**
Qui est Julia ?
Téléfilm de Walter Grauman.
22.20 **Débat : Dons d'organes, problème éthique.**
23.20 **Les routes de l'Orient** (rediff.).
0.00 **Journal de minuit.**

M 6

14.45 **Téléfilm :**
Le fusil de septembre.
De Don Taylor, avec Robert Preston, Patty Duke
16.15 **Jeu : Match music.**
17.15 **Informations : M 6 info.**
17.20 **Série : Laredo.**
18.10 **Série : Cher oncle Bill.**
18.35 **Feuilleton :**
La demoiselle d'Avignon
(4e épisode).
18.55 **Série : Aline et Cathy.**
19.25 **Série : Dis donc papa.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Téléfilm :**
Attention à la peinture.
22.10 **Série :**
Les jupons de la Révolution.
La baïonnette de Mirabeau, de Claude Faraldo, avec Bernard-Pierre Donnadieu.
Les amours de Mirabeau.
23.45 **Six minutes d'informations.**
23.50 **Série : Portraits crachés.**
0.15 **Documentaire :**
Portraits d'artistes. Paul Jenkins.
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

14.30 **Cours d'italien** (23).
15.00 **Documentaire :**
Tours du monde, tours du ciel (4).
De Robert Pansard-Besson.
16.00 **Danse :**
Histoire du soldat. Ballet de Jiri Kilian.
17.00 **Dialogue.**
Débat animé par Daniel Rondeau (la place de la France dans le monde).
18.00 Cinéma : La bête lumineuse. ■■ Film canadien de Pierre Perrault (1988).
20.00 **Film d'animation : Images.**
20.10 **Documentaire : Ateliers d'artistes**
(Daniel Buren).
21.00 **Téléfilm : Le compagnon secret.**
De Philippe Condroyer.
22.00 **Court métrage :**
La jeune fille et la mort.
De Michel Spinoza.
22.30 **Documentaire :**
Les instruments de musique et leur histoire.
23.00 **Documentaire :**
Propaganda, l'image et son pouvoir.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Tire ta langue**
La lyre des Gaëls.
21.30 **Communauté des radios publiques de langue française.**
22.40 **Nuits magnétiques.**
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 18 novembre 1989 au Théâtre d'Ingolstadt). Concerto pour piano et orchestre n° 9 en mi bémol majeur K 271, de Mozart ; Symphonie n° 4 en mi mineur op. 98, de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Colin Davis ; sol. Christian Zacharias, piano.
22.20 **Concert du GRM.** Traces, chutes, etc, de Moenne-Loccoz ; Chroniques de Donzel-Gargan ; Clavinissima, de Bosch.
23.07 **Jazz-club.** En direct de la Grande Parade de jazz de Nice.

Audience TV du 9 juillet 1990 Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	41.0	Santa Barbara 18.1	Giga 2.2	Act. rég. 15.1	Top 50 1.6	Enfer... 2.8	Cathy et Aline 1.5
19 h 46	46.3	Roue fortune 22.0	Journal Tour 7.6	19-20 Infos 9.6	Top 50 2.3	Journal 2.6	Dis donc papa 2.3
20 h 16	54.3	Journal 23.3	Journal 11.9	La classe 8.7	Scrupules 1.3	Journal 5.2	Mme est servie 4.0
20 h 55	57.3	Scandales.. 18.9	Grand Bazar 10.2	Belle mémoire 12.6	Vampire... 3.2	Ultimax 9.8	Messages... 3.4
22 h 08	51.1	Scandales.. 23.4	Dessein. 2.9	Belle mémoire 13.5	Vampire. 4.0	Pub 3.4	Messages... 5.5
22 h 44	31.1	Salut les 60 13.4	Desseins. 5.8	Opéra 3.2	Corrida 1.7	Spécial arrêt 4.2	Malédiction... 3.2

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

Jean-François Bernard à la dérive

Le Tour s'est offert, lundi 9 juillet, une petite escapade en Suisse lors de la neuvième étape, Besançon-Genève, gagnée au sprint par l'Italien Massimo Ghirotto devant son compagnon d'échappée, l'Espagnol Eduardo Chozas. En tête du classement général, ce premier parcours en basse montagne n'a provoqué aucun changement notable. Mais le Français Jean-François Bernard a connu une défaillance sévère, qui lui a coûté près de dix minutes .

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Finies les longues plaines céréalières, le Tour attaque la montagne. Certes, lundi 9 juillet, il ne s'agissait que d'un hors-d'œuvre dans la mesure où le Jura n'a pas la prétention de rivaliser avec les sommets enneigés. Mais déjà l'épreuve s'est modifiée, elle a perdu une partie de son bel ordonnancement pour se muer en une débandade pas du tout joyeuse.

Le soleil, présent comme par miracle, ne provoque pas de sourire sur le visage des coureurs. Dans Besançon en fête, ils traînent leurs moues sceptiques dans l'attente d'un départ pour une journée qu'ils pressentent rude. Les plaisanteries des jours précédents ont fait place à une sorte d'angoisse diffuse. Ils savent que les côtes inscrites au programme n'ont rien à voir avec les modestes élévations des vertes campagnes. Les routes en lacet s'annoncent, synonymes d'efforts et de souffrances.

Olaf Ludwig, l'Allemand de l'Est si fort dans le sprint de la veille, fut le premier à être lâché, comme le claironnaient, avec une sorte de jubilation perverse, les commentateurs de Radio-Tour. Les 570 mètres d'ascension qui suivent le village d'Ornans, situé à 21 kilomètres du départ, ont été son calvaire. Ses jambes, soudain raides dans la chaleur de midi, refusèrent de «mouliner» au nouveau rythme imposé par le développement choisi. L'ancien amateur avait fait connaissance avec cette sensation douloureuse que provoque l'isolement. Il vit augmenter la distance qui le séparait du peloton.

Chassant cet instant de désespoir qui envahit tous les coureurs en panne, il put profiter de la descente pour rejoindre le gros de la troupe. Mais le doute s'était installé en lui, minant ses maigres forces, provoquant cette absence de motivation qui peut être fatale. Dans la montée qui précède Morez, une nouvelle fois, ses muscles ont refusé de suivre la cadence imposée par le peloton. Il a eu droit aux encouragements d'un public toujours prompt à soutenir, de la voix et du geste, les attardés en les accompagnant quelques mètres.

Maigre consolation pour l'homme en vert. En revanche, la présence de compagnons d'infortune, lui a été d'un plus grand réconfort. Sur la route qui serpente entre les forêts de sapins pour gagner la station de ski des Rousses, il a côtoyé une quarantaine d'autres laissés-pour-compte. Des équipiers, de ces demi-soldes marqués par une semaine d'effort auprès de leur chef de file, des sans-grade qui n'ont pas encore acquis cette endurance qui fait la force des «grands», des rouleurs peu aptes à enchaîner les ascensions.

«Jeff» et les flatteurs

Mais dans ce peloton d'attardés pointait aussi un coureur au visage connu des spectateurs. «Jeff», comme le désignent des pancartes parfois brandies par des supporters, faisait des infidélités aux leaders. Le Nivernais Jean-François Bernard ne pouvait suivre un peloton lancé à la poursuite de quelques échappés. Il jouait les serre-files, visage contracté, traits tirés.

Etonnante aventure que celle de ce garçon de vingt-huit ans, dont les Français ont fait un héros sans qu'il ne remporte encore aucune victoire significative. Mais «Jeff», le champion de France amateur de 1983, était jeune et beau. Son sourire avait envahi les magazines, sa voix déferlé sur les ondes dès son premier Tour en 1986. Et puis son exploit dans l'étape du mont Ventoux en 1987 avait achevé de renforcer la renommée du personnage. Gâté par ses sponsors, flatté par les animateurs de télévision, sollicité pour enregistrer des chansons, le coureur avait rapidement oublié la légèreté de son palmarès.

Emporté par un tourbillon de flatteurs, Jean-François Bernard se persuada lui-même qu'il allait réussir, qu'il allait enfin remporter l'épreuve reine. En 1988, la désillusion fut sévère, il abandonna lors de la douzième étape Morzine-L'Alpe-d'Huez, avec un retard au sommet de vingt-deux minutes. Opéré d'une fibrose au genou gauche l'an dernier, il ne fréquenta pas beaucoup les pelotons. Mais le souvenir du maillot jaune au Ventoux reste dans les mémoires populaires comme dans celles des bailleurs de fonds qui lui renouvellent leur confiance pour cette saison.

Leader, sans titre de gloire, de l'équipe Toshiba il se rappella au souvenir en remportant une étape contre la montre, sa spécialité, lors du Tour d'Espagne. Mais cette modeste victoire ne suffit pas à qualifier son équipe pour le Tour de France, les organisateurs durent lui accorder une «wild card». Handicapé par une nouvelle blessure, le Nivernais déclara forfait au Championnat de France, et se présenta au Futuroscope de Poitiers sans grande préparation physique.

«L'important est de passer la première semaine», déclara-t-il au moment du départ du Tour. Samedi 7 juillet, lors du contre-la-montre Vittel-Epinal, il a réussi à se glisser à la sixième place, en effectuant le parcours, il est vrai, sur une route sèche, à la différence des vainqueurs. Une semaine après le départ, il semblait tenir son contrat et pouvoir essayer *«de viser des victoires d'étapes, le seul objectif de notre formation cette année»*.

Mais son air désabusé, lundi matin, n'annonçait rien de bon. Ses faiblesses dans l'ascension des côtes sont venues contredire sa performance du week-end. En arrivant à Genève avec les retardataires comme Olaf Ludwig, près de dix minutes après les favoris, Jean-François Bernard a effectué une contre-performance qui ne l'affecte pas trop. *«Il faut attendre le jour où je serais en forme»*, lance-t-il énigmatique, comme s'il avait déja oublié ses efforts en queue de caravane, comme pour laisser encore un peu d'espoir à ses admirateurs, malgré sa cent dixième place au classement général.

SERGE BOLLOCH

Les classements

Tour de France, 9e étape, Besançon-Genève :

1. Massimo Ghirotto (Ita.), 196 km en 4 h 46 min 7 s (moyenne : 41,102 km/h); 2. Eduardo Chozas (Esp.), même temps; 3. Christophe Lavainne (Fra.), à 16 s; 4. Brian Holm (Dan.), à 19 s; 5. Philippe Louviot (Fra.), à 19 s.

Classement général individuel : 1. Steve Bauer (Can.), 39 h 18 min 47 s; 2. Ronan Pensec (Fra.), à 17 s; 3. Frans Maassen (P.-B.), à 1 min 6 s; 4. Claudio Chiappucci (Ita.), à 1 min 7 s; 5. Raul Alcala (Mex.), à 7 min 19 s; 6. Greg LeMond (E.-U.), à 10 min 9 s; 7. Uwe Ampler (RDA), à 10 min 14 s; 8. Sean Kelly (Irl.), à 10 min 15 s; 9. Guido Winterberg (Sui.), à 10 min 26 s; 10. Viatcheslav Ekimov (URSS), à 10 min 26 s.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 6 juillet :

DES LOIS

– N° 90-558 du 2 juillet 1990 relative aux appellations d'origine contrôlée des produits agricoles ou alimentaires, bruts ou transformés.

– N° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations.

– N° 90-560 du 4 juillet 1990 relative au statut et au capital de la Régie nationale des usines Renault.

UN DÉCRET

– N° 90-561 du 4 juillet 1990 pris pour l'application de l'article 18 de la loi de finances pour 1990 relatif à la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés.

UN ARRÊTÉ

– Arrêté du 27 juin 1990, modifiant la nomenclature générale des actes professionnels des médecins, des chirurgiens-dentistes, des sages-femmes et des auxiliaires médicaux.

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 8 juillet :

UNE LOI

– N° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications.

Le Monde

ÉCONOMIE

BILLET

La crème du lait

MM. Emile Bridel et Michel Besnier, les deux présidents des sociétés laitières portant leur nom, ont annoncé, lundi 9 juillet, un accord en vertu duquel le groupe Besnier prend une participation majoritaire dans Bridel. Cette décision qui aboutit à la création d'un groupe dont le chiffre d'affaires est estimé à 20 milliards de francs met fin à deux semaines de suspens qui avait commencé lors de l'annonce de la mise en vente de Bridel.

Aussitôt plusieurs candidats s'étaient mis sur les rangs. Comme dans d'autres secteurs, l'industrie agro-alimentaire est le lieu de grandes manœuvres et de restructurations. Du coup, dès qu'il y a une cession dans l'air, un certain nombre de groupes y voient l'occasion d'améliorer leur «taille critique» ou leur place sur certains marchés. Pour peu que l'affaire soit belle comme c'était le cas pour Bridel (quatrième groupe laitier français avec 5,5 milliards de francs de chiffre d'affaires et de marques prestigieuses comme le camembert Pierre Lanquetot), elle attire les convoitises.

Du côté des Français avec Perrier, Bongrain ou Sodiaal ou des étrangers avec Unilever et Kraft-General Foods, les prétendants étaient nombreux à la recherche d'un plus pour des plateaux de fromages déjà bien garnis (Perrier et Bongrain par exemple), d'un renforcement de leur place sur le marché du lait ou d'une occasion d'améliorer leurs positions. Pour Besnier, premier collecteur de lait français et fabricant du camembert Président qui réalise un chiffre d'affaires de 11,6 milliards de francs et des bénéfices en forte progression au cours des deux dernières années, ce rapprochement permet d'acquérir d'après les dirigeants du groupe «une position européenne solide face aux géants anglais, danois ou hollandais».

Enfin cette solution devrait rassurer ceux qui, comme les pouvoirs publics, s'inquiètent du risque de voir filer à l'étranger un certain nombre de nos fleurons de l'agro-alimentaire à l'occasion des successions des fondateurs. A soixante-douze ans, M. Emile Bridel, qui ne voulait pas confier cette entreprise bretonne à ses fils, s'est manifestement attaché à lui conserver un capital français.

F. Ch.

Suspension de la cotation des actions des deux grands groupes à la Bourse de Paris

La Lyonnaise des eaux et Dumez se rapprochent

La Lyonnaise des eaux, numéro 2 des services et notamment de la distribution et du traitement de l'eau, et Dumez, deuxième groupe du BTP, devaient annoncer un rapprochement dans la soirée du mardi 10 juillet. Lundi 9 juillet, un communiqué de la Société des bourses de France annonçait la suspension de la cotation des actions de la Lyonnaise et de Dumez.

Les détails de ce rapprochement ne devaient être connus que dans la journée de mercredi, après la réunion des conseils d'administration des deux sociétés. L'opération devrait prendre la forme d'une offre publique d'échange ou de participations croisées à un haut niveau, après approbation par les assemblées générales des deux groupes. La réunion de la Lyonnaise des eaux et de Dumez *(voir encadrés)* permettra en tout cas de constituer un groupe géant dont le chiffre d'affaires global devrait approcher une soixantaine de *milliards de francs* : en 1989, le chiffre consolidé de la Lyonnaise a atteint 21,62 milliards, tandis que celui de Dumez était de 28,61 milliards (hors GTM, de surcroît), les résultats nets étant inversés, avec 726 millions pour la Lyonnaise et 566 millions pour Dumez.

Les deux groupes ayant de bonnes perspectives de croissance pour 1990, leur réunion pourrait être en mesure de concurrencer un autre géant, la Générale des eaux, premier dans les services, et notament l'eau, et troisième dans le BTP.

C'est peu de dire que l'annonce a surpris : elle a fait l'effet d'un coup de tonnerre en Bourse. Il est vrai qu'elle allait sinon contre l'orientation des deux groupes jusqu'ici, du moins contre celle qu'avait adoptée la Lyonnaise. Si Dumez avait entamé une diversification depuis 1985, dans la distribution de matériaux de construction (notamment en Amérique du Nord) et le matériel électrique, surtout depuis l'accord avec la CGE, la stratégie de la Lyonnaise depuis dix ans – date de l'arrivée à la présidence de M. Jérôme Monod – a été celle d'un recentrage sur les «métiers» de l'eau et de la propreté, les diversifications étant recherchées dans d'autres domaines, ceux de la santé et de l'audiovisuel, à rentabilité plus lointaine.

Interrogé le 6 juin dernier, à l'occasion du lancement d'obligations convertibles en actions pour 2 milliards de francs, M. Monod n'avait-il pas déclaré qu' *«il n'était pas question de revenir dans le BTP»*, qui était *«étranger»* à la *«vocation»* de la Lyonnaise. La stratégie du recentrage n'a pas résisté à celle du développement et de la *«taille critique»*. Le 4 avril, présentant les résultats du groupe, M. Guy de Panafieu, administrateur et directeur général de la Lyonnaise, avait indiqué de son côté que la société avait encore besoin de grandir.

Au début d'avril, des rumeurs avaient circulé en Bourse sur des rachats de titres de la Lyonnaise, elles s'étaient vite éteintes. On avait alors évoqué le nom de Bouygues. En revanche, les actions de Dumez avaient donné lieu à d'importants échanges ces derniers temps : du 2 au 6 juillet, quelques 450 000 titres ont été échangés, soit environ 4 % du capital, dont 141 000 (1,27 % au cours de la seule journée de vendredi 6, la valeur de l'action montant de 12 % en trois jours).

GUY HERZLICH

Un groupe axé sur l'environnement

La Lyonnaise des eaux est, selon les termes de son président, *«un des groupes qui exercent la presque totalité de ses activités dans des domaines liés à l'environnement»*, dont proviennent 80 % de son chiffre d'affaires consolidé de 21,626 milliards de francs, ce qui a fait considérer la Lyonnaise comme la *«valeur verte»*.

Plus de la moitié de ce chiffre d'affaires est liée à la distribution et au traitement de l'eau. Ainsi, ce secteur représente 50 % de ses résultats, soit 586 millions de francs (avec la holding, il est vrai). Dans ce domaine, la Lyonnaise des eaux est la deuxième société, derrière la Générale des eaux.

Mais la Lyonnaise a fait le choix, la première, d'une extension à l'étranger, notamment en Espagne (où elle détient 5 % de la Société des eaux de Barcelone) et en Grande-Bretagne, où elle a investi quelque deux milliards de francs depuis 1988. Mais sa filiale d'ingénierie de traitement de l'eau, Degrémont, qui a réalisé 54,8 millions de francs de bénéfices en 1989, est le leader dans sa spécialité.

Le second secteur dans le chiffre d'affaires est celui des services de l'énergie et de la chaleur, avec 17,5 % du chiffre d'affaires en 1989 et 16,6 % des résultats. Dans le secteur de la propreté, SITA est considérée aussi comme leader européen, avec un chiffre d'affaires de 2,65 milliards de francs. Le secteur a représenté en 1989 13,2 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe et environ 8,7 % de ses résultats.

Enfin, la Lyonnaise est dominante dans un secteur «exclusif», celui des services funéraires, où le groupe des Pompes funèbres générales détient 42 % du marché. Ce secteur a représenté 11,8 % du chiffre d'affaires en 1989, et environ 8 % des résultats.

Le reste ne constitue pour l'instant qu'une faible part des activités du groupe (6,4 %). Il s'agit de la santé, où la Lyonnaise s'est lancée dans les maisons pour personnes âgées dépendantes, des loisirs (Golf espace, notamment) et surtout de la télévision (où la Lyonnaise a 25 % de M 6) et du câble. Selon M. Monod, la santé et le golf devraient arriver à l'équilibre en 1991, M 6 en 1992 et le câble en 1995.

La Lyonnaise des eaux a une capitalisation boursière de 14,382 milliards de francs, et l'action s'est valorisée de 65 % en 1989. Le capital est en bonne partie verrouillé entre la Compagnie financière de Suez, avec 18 % (mais 25,5 % des droits de vote), l'UAP 10 % (12,93 % des votes), le Crédit lyonnais 6,2 % (9,3 %) et la Société des eaux de Barcelone 2 % (2,6 %).

G. H.

Un distributeur toujours constructeur

Classé traditionnellement comme le numéro deux du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) derrière Bouygues, le groupe Dumez est surtout connu dans les milieux spécialisés pour ses très bonnes performances financières. En effet, en incluant GTM Entrepose qu'il a absorbé fin 1988, le chiffre d'affaires du groupe, que préside avec une grande fermeté et une discrétion sans faille M. Jean-Paul Parayre depuis 1984, a atteint 47 milliards de francs. Mais le bénéfice net représente 670 millions, soit beaucoup plus que Bouygues (573 millions).

Le groupe a commencé en 1985, un vaste redéploiement stratégique et géographique de ses activités à la suite de la baisse des grands contrats à l'étranger. L'Europe et l'Amérique du Nord sont désormais ses cibles privilégiées, bien que le groupe dont le siège est à Nanterre ait inscrit son nom sur des ouvrages prestigieux ou parfois contestés comme l'immense barrage de Yacireta aux confins de l'Argentine et du Paraguay, le chantier du Grand Louvre, les résidences de loisir Ribourel, la monumentale basilique de Yamoussoukro en Côte-d'Ivoire, et bien sûr, le tunnel sous la Manche.

En 1987, Dumez opérait une conversion fondamentale vers de nouveaux métiers en rachetant 70 % de l'entreprise canadienne United Westburn, spécialisée dans la distribution de matériel de construction, électricité, plomberie et chauffage. Et aujourd'hui, sur un chiffre d'affaires total de 28,6 milliards, 14,4 sont réalisés par United Westburn.

Une part «services» qui risque encore de s'accroître sensiblement avec l'acquisition auprès de la CGE, en échange de sa cession de 12 % de Framatome, de 66 % de CGE Distribution qui affiche 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires. De là à trouver un début d'explication au «mariage» avec le leader des services, la Lyonnaise des eaux, il n'y a pas loin...

Cela ne signifie pas que le BTP, où pourtant les marges dépassent rarement 3 %, soit considéré comme un secteur désormais secondaire pour M. Parayre. Son association récente avec le japonais Tobishima (qui donne déjà des résultats concrets à Monaco et aux Caraïbes), ou avec l'allemand Dywidag (sous forme de participations croisées) sont là pour l'attester.

Reste une faiblesse relative : la répartition du capital. La famille fondatrice Chaufour (Jean-Paul Parayre a épousé une demoiselle Chaufour) détient directement ou par l'intermédiaire d'un holding plus de 30 % des actions et le personnel 7 %. Mais on estime dans les milieux boursiers que quelque 53 % du capital seraient flottants...

FRANÇOIS GROSRICHARD

Après l'annonce du rachat d'Adidas

M. Tapie négocie un financement

M. Bernard Tapie est un homme pressé. Le dossier de financement du rachat par sa holding de la firme de sport Adidas n'est pas, en effet, tout à fait bouclé. Interrogé, lundi 9 juillet, sur La 5, l'industriel français a précisé que la transaction – d'un montant non révélé mais estimé à 3 milliards de francs – serait financée *«pour moitié sur les fonds propres de BTF»*. *«L'autre moitié*, a-t-il ajoutée *sera couverte par des emprunts à 50 % auprès des banques françaises et à 50 % auprès des banques étrangères.»*



Les investisseurs institutionnels qui font partie du tour de table de Bernard Tapie Finance – à savoir le Crédit lyonnais, le Crédit agricole, les AGF – sont actuellemnt sollicités. Pour le moment, le soutien du Crédit lyonnais, actionnaire principal (à hauteur de BTF) et banquier traditionnel du groupe, est établi. Du côté de Paribas – qui, mandatée par BTF il y a six mois, a négocié le rachat d'Adidas, – on affirme *«qu'on n'interviendra pas dans le financement»*. Le Crédit agricole qui affirmait lundi soir ne pas vouloir participer au tour de table dit aujourd'hui *«réserver sa position»*. Les négociations vont bon train. En attendant, l'industriel français s'applique à muscler sa branche pesage, dont la cession – partielle (Terraillon) ou complète – est prévue pour apporter un complément de financement à l'opération Adidas. Testut (filiale de BTF spécialisée dans le pesage industriel) s'apprête en effet à racheter la société Lutrana (170 millions de francs de chiffre d'affaires), spécialiste des balances poids-prix. L'opération devrait permettre à Testut de tripler son chiffre d'affaires (221 millions de francs) grâce à l'intégration simultanée de Trayvou, reprise en 1987 par BTF.

Dopée par les rumeurs d'entrée dans le SME

La livre sterling franchit le seuil des 10 F

La livre sterling a repris mardi 10 juillet son ascension, frôlant à l'ouverture du marché des changes londonien la barre des 3 deutschemarks, qu'elle n'avait pas atteint, depuis neuf mois, et gagnant encore 2 cents sur le dollar à 1,8235. La sterling avait la veille passé le seuil des 10 francs français. Les marchés des changes, réagissant au moindre signal en ce sens, votent à leur façon en faveur de l'entrée de la livre dans le système monétaire européen.

Le gouvernement britannique n'a pas cherché à cacher lundi 9 juillet sa satisfaction devant la hausse de la livre, la dernière arme susceptible d'être efficace contre l'inflation. Certes, un porte-parole du Trésor a qualifié de simple «spéculation» les articles du *Sunday Times* et de *The Independent* disant que les taux d'intérêt ne baisseraient pas et que le gouvernement se préparait à faire entrer la livre dans le système monétaire européen.

Mais M. John Major, le chancelier de l'Echiquier, interrogé à Houston où il participe au sommet des Sept, a fait ce qu'il fallait pour alimenter la hausse en déclarant : *«Le sterling est revenu en gros à ses niveaux de mai 1989, et je ne pense pas que ce niveau soit insupportable.»* Il s'est dit convaincu que les entreprises britanniques étaient, comme lui, davantage préoccupées par l'inflation que par les taux de change et les a appelées à *«jouer leur rôle en limitant les augmentations salariales»*.

SOPHIE GHERARDI

Lire la suite page 23

INSOLITE

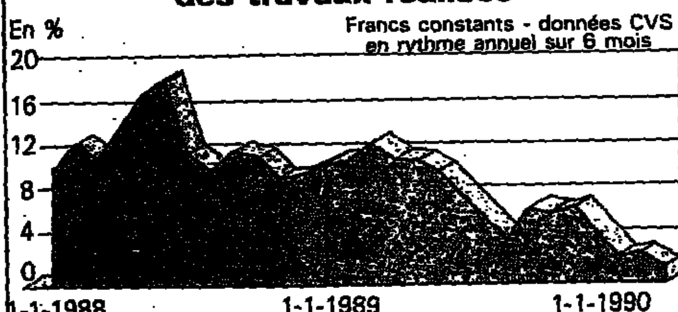
Le grisou réhabilité

Le grisou, gaz de mine tristement célèbre, va-t-il enfin être réhabilité ? Les Houillères du Nord-Pas-de-Calais ont créé avec Gaz de France une société nommée Méthanie qui a mis au point une technique qui devrait permettre de le récupérer et de l'exploiter. Mélangé au méthane pour faire du gaz de ville, le grisou sera injecté dans le réseau de distribution de Gaz de France. Cette expérience unique en Europe devrait commencer au cours de ce mois de juillet. Les anciennes mines devraient pouvoir fournir environ 70 millions de mètres cubes de gaz pendant douze ans.

Selon la FNTP

Progression ralentie dans les travaux publics

Les entreprises de travaux publics ont accusé un fort ralentissement de leur croissance en avril. La note publiée fin juin par la Fédération nationale des travaux publics concernant les résultats d'avril sur le marché intérieur fait état de la mauvaise tenue de deux des trois indicateurs principaux de conjoncture.

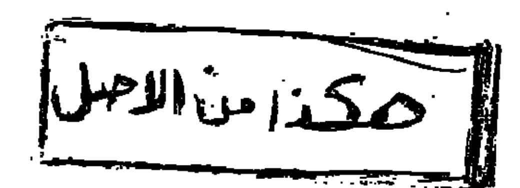


Source : Fédération nationale des travaux publics

Les travaux réalisés en avril s'élèvent à 11 milliards de francs et leur volume est resté stable lorsqu'on compare les quatres premiers mois de 1990 à la même période en 1989. Le taux de croissance, en rythme annuel, fait toutefois apparaître une forte baisse puisqu'il est devenu inférieur à 2 % alors qu'il était de 11,5 % en avril 1989.

En revanche, l'ensemble des marchés conclus en métropole en avril se chiffre globalement à 10 milliards de francs, soit un niveau relativement satisfaisant.

Les effectifs des ouvriers permanents sur les chantiers se sont stabilisés. Les heures travaillées ne progressent plus depuis quelques mois, et s'agissant notamment des quatre premiers mois de 1990, on remarque même un repli de 1,3 % par rapport au début de l'année dernière.


مكنز من الاجل



ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Dans un marché automobile stabilisé

Peugeot aura du mal à gagner la première place en Europe

Le marché automobile européen est devenu « plus incertain » selon M. Calvet, le PDG de Peugeot SA, mais il devrait néanmoins croître de 0,5 % à 1 % cette année. Dans ce contexte, les résultats financiers du groupe seront « du même ordre de grandeur » que les 10 milliards de 1989. Toutefois PSA ne réalise pas ses objectifs de vente.

Les marchés automobiles européens, après quatre années de croissance forte, semblent se stabiliser. Sur les six premiers mois de l'année, ils sont étales (7,2 millions de véhicules). Ils continuent de croître en RFA, en Italie ou en France, mais ont amorcé un retrait important en Grande-Bretagne (– 11 %) et en Espagne (– 4 %). Sur la totalité de l'année, PSA table sur une petite hausse sur l'ensemble européen de 0,5 à 1 %. En France, le résultat serait de + 1 %, compte non tenu des 50 000 voitures vendues en janvier 1990, à la place de décembre 1989, en raison de la grève des immatriculations dans les préfectures à Noël dernier.

« Soulagé », M. Calvet table sur une croissance de ses productions (elles ont crû de 6,5 % chez Peugeot au premier semestre), les problèmes de sous-capacité, notamment de moteurs et de boîtes de vitesses, ayant enfin été résolus. Ses bénéfices devraient donc atteindre un niveau équivalent ou *« un peu inférieur »* à ceux de 1989, soit 10,3 milliards de francs.

Pour autant, M. Calvet admet que ses ventes restent inférieures aux objectifs fixés. Peugeot n'a obtenu au premier semestre une part du marché européen que de 8 % environ et Citroën de 5 %. Soit 13 % au total pour PSA, alors que le plan de marche prévoyait 14 %. Un point manquant qui ne peut manquer de faire réfléchir. Les difficultés du groupe ne sont pas tant conjoncturelles, comme le croient les boursiers qui tirent ces temps-ci le titre à la baisse, que structurelles.

Le groupe a en effet fondé toute sa stratégie sur l'obtention en 1993 de la première place en Europe qui lui assurera une taille suffisante pour alimenter ses deux marques concurrentes, Peugeot et Citroën (« le Monde Affaires » du 20 juin 1987). PSA est le seul groupe au monde à conserver deux marques pleines avec au moins quatre modèles chacune. La mise en commun de nombreux organes comme les moteurs et les châssis représente des économies importantes. Mais cela ne suffit pas à amortir les dépenses supplémentaires de recherche et surtout de commercialisation que représentent deux marques. A ne pas gagner assez vite sur la concurrence et d'abord sur les deux premiers, FIAT et Volkswagen, il faudrait réviser cette stratégie.

La question n'est pas posée. Pas encore. Mais elle est évoquée, par le PDG lui-même devant ses cadres.

Une guerre des prix

Dans cette course à la taille, PSA a déjà heurté deux obstacles qui l'ont freiné. Ce fut d'abord une très mauvaise estimation de la croissance des marchés depuis trois ans. Le groupe a investi beaucoup en capacité de production mais pas assez, et il a manqué des ventes. Peugeot est à l'image de beaucoup des industriels français – d'où le déficit commercial du pays. Le second obstacle fut la grève de l'automne dernier qui lui a fait perdre 60 000 voitures puis une inondation cet hiver à Sochaux, qui en coûta 12 000 autres.

Faut-il accuser les mauvaises prévisions économiques ? Une gestion trop timide ? Les dieux du ciel ? Tout à la fois ? Les faits sont là : *« J'ai été pris deux fois à contre pied »*, admet M. Calvet. Or un troisième obstacle se présente malencontreusement sur la route : le ralentissement de la croissance du marché pousse les autres constructeurs à multiplier les rabais pour défendre leur part de marché. *« La guerre des prix est déclarée en Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie »*, explique M. Saint-Geours, directeur général adjoint chargé des ventes. Pour accroître la place de sa Fiesta en Italie, Ford, par exemple, a attaqué Fiat sur ses bases arrière. Les prix ont fondu de 10 %.

PSA assure qu'il ne suivra pas la désescalade. *« En aucun cas »*, dit M. Calvet. Et il faut le croire, du moins en partie. *« Je ne peux pas rogner sur mes marges, car il me faut plus d'argent que les autres,* nous explique-t-il. *Mes actionnaires ne peuvent en effet suivre de fortes augmentations de capital et je dois croître par autofinancement. »* Tout est là. PSA doit gagner des parts de marché pour faire vivre Peugeot et Citroën, mais sans rabais alors que les autres vont en offrir aux clients.

M. Calvet nous précise qu'il lui faut obtenir la première place en Europe *« au sens large »*, c'est-à-dire en moyenne sur cinq-dix ans. Dans ce cas-là, il ne sera pas nécessaire de modifier la stratégie. En revanche, si PSA est *« complètement décalé »* par rapport à Fiat et VW, *« Il faudra ramener mes ambitions à mes ressources. »* Revoir l'existence des huit modèles, réduire *« le foisonnement »* des différentes versions de chaque modèle ou bien tout autre solution.

Le jugement n'aura pas lieu avant 1993, assure le PDG : *« Il n'y a pas de raison encore de s'interroger. »* Sans doute. Mais rattraper le retard pris sur le plan de route, apparaît difficile.

ERIC LE BOUCHER

En s'installant dans la Trump Tower

Les Galeries Lafayette prennent pied aux Etats-Unis

NEW-YORK

de notre correspondant

Pris à la gorge par ses banquiers qui lui demandent des liquidités et désormais en quête d'alliés susceptibles de redonner de l'éclat à une image passablement ternie, M. Donald Trump a annoncé le 9 juillet l'installation, en 1991, des Galaries Lafayette dans la Trump Tower, ce qui constituera pour le groupe français sa première implantation aux Etats-Unis. En fait, il s'agit plutôt d'une vitrine puisque les Galeries Lafayette se contenteront de reprendre les 6000 mètres carrés de surface de vente, sur six niveaux, libérés depuis que le précédent occupant, la chaîne de magasins Bonwit Teller, a dû quitter les lieux au printemps dernier après s'être placée précipitamment sous l'article 11 de la loi américaine sur les faillites.

Depuis, M. Trump était à la recherche d'un nouveau locataire de renom susceptible de réfuter les critiques selon lesquelles son magnifique building de la 5e Avenue de Manhattan, où se sont installées de grandes marques de la mode, accueille finalement beaucoup de touristes et pas autant d'acheteurs que le souhaiteraient ces magasins. *« Nous sommes venus aux Etats-Unis car c'est là qu'il faut être. Tout particulièrement à New-York et encore plus dans la... Trump City »*, a indiqué, avec ce lapsus, M. Georges Meyer, le président des Galeries Lafayette.

« Nous allons chercher à apporter ici la mode française en l'adaptant au marché », a-t-il ajouté, estimant que la crise que connaît actuellement la grande distribution aux Etats-Unis, où de nombreuses enseignes ont fermé leurs portes ces derniers mois à New-York et à Washington, ne devrait pas affecter son type d'activité. De ce poste d'observation qui, selon certaines sources, aurait fait l'objet d'un bail de vingt-cinq ans et qui ne comporte pas de gros investissements (le personnel se limitera à 150 salariés), M. Meyer n'exclut pas d'examiner d'autres opportunités si elles se présentent.

Interrogé sur les difficultés financières de son partenaire, le président des Galeries Lafayette a répondu : *« Nous sommes simplement locataires. Si M. Trump décide de vendre la Trump Tower, nous continuerons à avoir un bail. »* Une hypothèse aussitôt écartée par l'ex-magnat de l'immobilier new-yorkais. *« C'est hautement improbable »*, a rétorqué M. Trump, visiblement crispé et incapable de cacher son ressentiment. Invité à commenter la santé de ses affaires et les réactions de ses détenteurs d'obligations après la conclusion *in extremis* d'un accord avec les banquiers, il a répondu : *« Je pense qu'ils sont très heureux. Je sais que la presse, elle, ne l'est pas. Mais eux sont heureux. »*

SERGE MARTI

Valeo investit 3,5 milliards de francs dans des usines et des centres de recherche

M. Noël Goutard, PDG de Valeo, a annoncé le lundi 9 juillet, que sa société allait investir 3,5 milliards de francs en 1990 et 1991 pour la mise en œuvre de neuf nouveaux sites industriels ou centres de recherche.

Après plusieurs années de cessions, restructurations et acquisitions, le spécialiste de l'équipement automobile, qui devrait réaliser en 1990 un chiffre d'affaires de 22 milliards de francs et emploie 34 300 personnes, accroît donc son effort d'investissement qui en 1988 et 1989 s'élevait à environ 10 % du chiffre d'affaires annuel. Parmi les sept usines, trois devraient être créées en France pour l'électronique, les matériaux de friction et les systèmes d'éclairage, deux en Europe du nord et deux en Amérique. Par ailleurs, deux centres de recherche sont prévus dans la région parisienne, qui viendront s'ajouter aux sept centres déjà existants dans cette zone.

Les promesses du grand marché

Suite de la première page

La flambée des cours des métaux non ferreux se poursuivit pendant presque deux ans, de la mi-1987 à mars 1989, période au cours de laquelle les prix doublèrent en dollars. En France, les hausses furent de 49 % en 1988 et de 22 % en 1989. On retrouve la trace de cette flambée des prix dans les statistiques du commerce extérieur, qui font apparaître un déficit de la balance Minerais et métaux de 22 milliards de francs en 1989, soit 10 milliards de plus qu'en 1987.

Plus dure fut la chute quand s'amorça, aux Etats-Unis, début 1989 – après une période de grande prospérité – la crise de l'automobile. La production, puis, quelques mois plus tard, les commandes s'effondrèrent. Paradoxalement, alors même que cette crise américaine allait fortement contribuer à faire baisser les cours des matières premières, les industriels français, comme toujours sensibles à la conjoncture d'outre-Atlantique, prirent brusquement conscience des risques que comportait pour eux un ralentissement ou une stagnation économique étendue au monde entier.

Réduire les approvisionnements

S'étant couverts en biens intermédiaires dans des proportions qu'ils jugèrent alors excessives – mais qui ne l'étaient probablement pas, sauf pour la sidérurgie et la parachimie, – ils eurent le même réflexe de réduire leurs approvisionnements.

Cette réaction apeurée, ce brusque retournement de la vision des prochains mois eurent d'autant plus d'effet sur la conjoncture qu'à l'étranger l'attitude était souvent la même.

Le ralentissement actuel est sûrement de précaution. Il devrait cesser d'ici à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine. Le pouvoir d'achat des Français augmente maintenant régulièrement à un rythme supérieur à 3 % l'an. L'environnement international, quant à lui, va s'améliorer sous le double effet d'une stabilisation de l'activité aux Etats-Unis et d'une forte croissance en RFA.

Outre-Atlantique, l'emploi industriel va probablement recommencer à augmenter, créant un pouvoir d'achat nouveau. Outre-Rhin, les effets de la réunification vont se traduire par environ 60 milliards de deutschemarks de demande annuelle adressée par l'Allemagne à l'étranger, soit 200 milliards de francs ou 3 % de la production nationale française. La demande mondiale va donc rester forte et soutenir l'activité en France, même si notre pays risque de perdre, dans les mois à venir, quelques parts de marché du fait de la cherté de sa monnaie et même si le Japon rafle une partie de la demande nouvellement née en Allemagne.

Plus que les à-coups d'une conjoncture soumise à des taux d'intérêt trop élevés, qui rendent très onéreuse la gestion des stocks et exagèrent les réactions à leur égard, l'essentiel est la zone d'intense activité qui, dans un climat de paix jamais connu depuis soixante ans, va se créer en Europe avec la réunification allemande, puis, à terme, le redémarrage de pays comme la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Une zone d'activité qui risque de faire oublier, pendant des années, le ralentissement nord-américain (3) en le rendant supportable.

Les promesses d'un grand marché incitent *« à un bel optimisme »*, écrit M. Lévy-Garboua, dans un rapport consacré aux prochaines années, que vient de publier le Commissariat général du Plan.

Des gains immédiats

Les industriels français – malgré leurs dépenses parfois excessives – ne s'y sont point trompés, qui annoncent des dépenses d'équipement en forte augmentation cette année encore (+ 10 % en volume).

Comme si toutes ces chances ne suffisaient pas à l'économie française, les prix des matières premières et ceux du pétrole ont recommencé à baisser, les premiers en 1989, les seconds cette année, procurant aux entreprises dont les bénéfices commençaient à se réduire ces gains immédiats que seuls les investissements et les progrès de productivité font habituellement naître (4). La forte croissance réapparue en 1987 avait eu les mêmes causes, celle d'une chute très forte des prix pétroliers fin 1985-début 1986.

Il faut remonter loin en arrière dans l'histoire économique de notre pays pour trouver une période aussi bénie.

ALAIN VERNHOLES

(3) Une étude du Commissariat général du Plan table sur une croissance d'environ 2,5 % par an aux Etats-Unis jusqu'en 1993, au lieu de 4,2 % entre 1983 et 1988.

(4) L'excédent brut d'exploitation des entreprises françaises continue de s'améliorer, mais, du fait des taux d'intérêt très élevés et de l'impôt sur les sociétés, leur épargne brute a tendance à se réduire

ÉTRANGER

Un colloque à Strasbourg

Plusieurs villes occidentales proposent un « partenariat municipal » à l'Est

STRASBOURG

de notre correspondant

Deux cent soixante-dix personnes, dont une quinzaine d'émissaires de plusieurs grandes villes des pays de l'Est, ont débattu les 6 et 7 juillet à Strasbourg de la coopération possible entre villes de l'Est et villes de l'Ouest. Le colloque, suscité par le maire de Strasbourg, Mme Catherine Trautmann (PS), avec le concours de la Caisse des dépôts et consignations, a permis aux uns et aux autres de témoigner de leurs expériences de développement local qui, souvent, apparaissent transposables.

Mme Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, a fixé l'objectif : *« Aider les pays de l'Europe centrale et de l'Est à devenir de vraies démocraties. »* Ainsi, les opérations de jumelage ou de parrainage – comme entre Strasbourg et Dresde (RDA) – permettent de confronter, à l'échelle d'une collectivité locale, les outils de la démocratie : les contacts réguliers et approfondis entre élus et fonctionnaires permettent l'enrichissement mutuel et le choix des sujets techniques où les deux villes peuvent s'épauler.

Le débat a longuement tourné autour du caractère juridique – services municipaux, privés, ou sociétés d'économie mixte (SEM) – des opérateurs dans la transformation du milieu urbain. Si, à Stuttgart, par exemple, le ton est aujourd'hui à la privatisation de services municipaux, en revanche, Florence s'inspire plutôt des sociétés d'économie mixte « à la française », où les collectivités publiques s'associent à des investisseurs privés. Des exemples de partenariat ont été proposés aux élus de Prague, Budapest, Varsovie, Dresde ou Leningrad, qui ont insisté sur la nécessité d'un « état des lieux » pour faire l'inventaire des urgences. Le diagnostic complet commandé par Barcelone avant les Jeux olympiques a beaucoup intéressé les participants : cette stratégie de ville a débouché sur une liste de cent cinquante actions prioritaires.

La Caisse des dépôts a annoncé que son fonds de coopération, actuellement de 5 millions de francs, serait *« amplifié »* l'an prochain et qu'elle allait intervenir plus largement en faveur de collectivités locales d'Europe de l'Est.

JACQUES FORTIER

□ **Vive hausse des prix en Tchécoslovaquie.** – Une hausse générale des prix des produits alimentaires, annoncée depuis plus d'un mois (*le Monde* du 29 mai) est entrée en application lundi 9 juillet en Tchécoslovaquie. Perçues comme un signe inévitable de la réforme économique dans le pays, les augmentations ont touché 3 000 produits de première nécessité. Certains ont augmenté de 25 %. D'autres, tels le lait pour bébés, ont vu leur prix multiplié par deux : le prix d'un paquet de 350 grammes de lait est passé de 10 à 21 couronnes (soit de 2,50 francs à 5 francs, au cours du change touristique). Un travailleur tchécoslovaque gagne en moyenne 3 500 couronnes, soit 850 francs par mois.

La livre sterling franchit le seuil des 10 F

Suite de la page 21

La politique de taux d'intérêt élevés (15 % depuis le mois d'octobre dernier) n'a pour l'instant donné aucun résultat dans la lutte contre l'inflation et la Grande-Bretagne se retrouve, à peu près seule en Europe, dans un schéma de « stagflation » qui n'est pas sans rappeler les années 70. En mai, la hausse des prix atteignait 9,7 % en rythme annuel (8,1 % si l'on ne tient pas compte des crédits hypothécaires et des impôts locaux). Le taux de juin, qui doit être publié vendredi, pourrait dépasser les 10 %.

En revanche, le ralentissement de l'activité est bien réel. La croissance du produit intérieur brut était déjà revenue de 4,6 % en 1988 à 2,3 % l'an dernier. Au premier trimestre 1990, le rythme de progression du PIB n'était plus que de 1,5 %. La politique de taux d'intérêt élevés n'a pas agi dans un premier temps sur la consommation privée, alimentée par des hausses de rémunération toujours vives (+ 9,5 % en rythme annuel).

En revanche, l'investissement industriel s'est effondré depuis le dernier trimestre 1989 (-1,8 % par rapport à la même période de 1988) et la situation financière des entreprises se dégrade. Un indice qui ne trompe pas, les faillites d'entreprises ont augmenté de 30 % de janvier à juin 1990 (comparé au premier semestre de l'année d'avant). En commentant ce dernier chiffre, publié lundi, la CBI (Confederation of British Industry) a critiqué les taux d'intérêt élevés, qui infligeaient des dégâts inutiles à l'économie.

La baisse du chômage – l'un des aspects les plus positifs de l'évolution économique des quatre dernières années – s'est arrêtée au printemps, et les offres d'emplois vacantes s'amenuisent de mois en mois. Le taux de chômage, toujours modeste comparé à celui de la France, voire de l'Allemagne, est remonté de 5,6 % à 5,7 % en mai.

Ajoutons à ce tableau une dégradation sensible des comptes extérieurs, avec un déficit courant de 4,7 milliards de livres (47 milliards de francs pour le seul premier trimestre), et l'on conçoit que le redressement de la livre, amorcé au début de l'année et qui devrait permettre une baisse des prix importés et obliger les entreprises britanniques à serrer leurs coûts, soit une bonne nouvelle pour un gouvernement auquel toutes les élections partielles envoient des signaux de défaite.

SOPHIE GHERARDI

SOCIAL

Deux accords sur le droit syndical à Elf-Aquitaine

Elf-Aquitaine a annoncé, lundi 9 juillet, la conclusion de deux accords *« améliorant les conditions d'exercice du droit syndical, tant au niveau du groupe que dans ses 200 filiales françaises représentant environ 50 000 salariés »* avec les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC. Les délégués syndicaux seront assurés de disposer des *« conditions nécessaires au plein accomplissement de leurs fonctions »* (évolution de carrière, maintien du niveau de technicité) et chaque salarié bénéficiera d'un crédit d'heures lui permettant de participer aux réunions syndicales organisées après information préalable auprès de la direction de l'établissement. Ce crédit individuel ne sera pas inférieur à 4 heures par an.

Un autre accord doit permettre de *« développer le dialogue et la concertation (...) en renforçant les moyens mis à la disposition des coordinateurs syndicaux »* institués en 1987. Ces deux accords, conclus pour une durée de deux ans, pourront être prolongés par tacite reconduction.

Après de longues négociations

Trois syndicats signent l'accord sur le volet social de la réforme des PTT

Après sept mois de négociations, le volet social de la réforme des PTT a été officiellement signé, lundi 9 juillet, par les représentants de la CFDT, de FO et de la CFTC et les directeurs généraux de la Poste, de France Télécom et des Affaires communes. Selon M. Paul Quilès, ministre des PTT, il s'agit d'un *« accord historique qui marquera les relations sociales aux PTT »*. Le ministre a annoncé qu'il levait toutes les sanctions prises depuis septembre dernier dans le cadre des conflits engendrés par la réforme du statut des PTT.

Cet accord introduit une simplification de la grille indiciaire (réduction du nombre de corps et de grades) et devrait se concrétiser par une augmentation mensuelle minimale d'environ 450 francs à partir de janvier 1991 pour les 450 000 agents des PTT. Les trois syndicats signataires représentent un peu plus de la moitié des voix aux élections professionnelles.

هكذا من الاصل

AFFAIRES

Un projet de technopole associant Tokyo et Canberra

La grande peur d'un « cheval de Troie » japonais en Australie

On savait que les Australiens étaient courtois en dehors des stades de rugby. On sait désormais qu'ils peuvent perdre leur sang-froid sur un autre terrain : le débat sur le Japon. Depuis environ deux ans, les banlieues pavillonnaires de Brisbane, Sydney, Adélaïde ou Melbourne guettent avec anxiété l'arrivée de la MFP, dernière machine à fantasmes au pays de Mad Max. La MFP, c'est le sigle administratif désignant la « Multi Fonction Polis », la cité multifonctionnelle, autrement dit la technopole nippo-australienne qui enflamme l'imagination des technocrates de Canberra.

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Le projet a, en effet, de quoi donner le vertige. Tout à la fois temple de la «high-tech», cité résidentielle futuriste, siège de multinationales, laboratoire de recherches, *centre de loisirs*, etc., la MFP serait le grand carrefour des hémisphères Nord et Sud du Pacifique, une Sophia-Antipolis à la puissance dix, taillée sur mesure pour *« le nouveau centre de gravité de l'économie mondiale »*. Selon les toutes premières indications, cette *Utopia* de l'Océanie serait bâtie sur un site de 52 kilomètres carrés – la taille de Manhattan – et abriterait entre 200 000 et 250 000 habitants, dont une grosse majorité de Japonais. Le coût de l'opération s'élèverait à 48 milliards de francs et les investissements prévus pour s'échelonner sur deux ou trois décennies contribueraient à élever le PIB national de 1 %.

Mais au moment où les concepteurs du projet multiplient les études de faisabilité, voilà qu'au tréfonds de l'âme australienne se réveillent les vieux démons. Et si la MFP n'était qu'une tête de pont dans la stratégie japonaise de conquête du monde? L'offensive, soupçonne-t-on, n'a-t-elle d'ailleurs pas déjà commencé avec des investissements nippons qui ont doublé de 1987-1988 à 1988-1989, en particulier sur la Gold Coast de l'Etat du Queensland (*le Monde* du 13 octobre 1989)? *« A mon point de vue, le concept de MFP est la version réactualisée du cheval de Troie. N'ouvre pas tes portes, Australie »*, peut-on lire dans le courrier des lecteurs du quotidien *The Australian*. Une récente émission publique organisée sur ce thème par la chaîne ABC a donné lieu à un déferlement de poujadisme et de xénophobie anti-japonaise qui a frappé d'effroi les ministères de Canberra.

De vieux projets d'expansion

L'ancien leader de l'opposition conservatrice, Andrew Peacock, avait agité, lors de la campagne électorale de mars dernier, le spectre d'une future *« enclave japonaise »*. Cela n'a pas suffi à lui ouvrir les portes de la victoire mais cette grande peur de l'an 2000 se trouve aujourd'hui *relayée par de multiples canaux*, des racistes de base aux écologistes malthusiens, en passant par certains milieux universitaires inquiets de l'hégémonie nippone dans le Pacifique.

Yoshi Sugimoto, professeur de sociologie à l'université de la Trobe (Etat du Victoria), expert d'autant plus écouté qu'il est d'origine japonaise, soutient ainsi que la phraséologie idéaliste utilisée à propos du projet MFP présente des *« similarités avec Manchuko, cette expérience coloniale du Japon des années 30 dans une Mandchourie riche en matières premières, à l'occasion de laquelle le gouvernement japonais avait invité les dirigeants chinois à jeter les bases d'une sphère harmonieuse et multiraciale de coprospérité en Asie »*. En clair, Tokyo avancerait masqué et ressortirait des tiroirs de vieux projets d'expansion. Inutile de préciser que Yoshi Sugimoto est devenu la vedette du lobby anti-MFP.

Un tel tohu-bohu a amené le gouvernement de Canberra à sortir de sa réserve. *« Il est hors de question que le projet aboutisse s'il venait à être dominé par les Japonais ou s'il était rejeté par la population »*, proteste-t-on aujourd'hui au ministère de l'industrie, de la technologie et du commerce.

Mais, surtout, la folie des grandeurs n'est plus de mise : les chiffres mirobolants initialement rendus publics sont révisés à la baisse. Le site d'Adélaïde (Australie du Sud) qui a finalement été sélectionné ne sera conçu que pour une centaine de milliers de personnes, dont – précise-t-on avec insistance – une minorité de Japonais. En outre, les amateurs de sensations fortes seront déçus : il n'y aura pas de jaillissement *ex nihilo* d'une gerbe de gratte-ciel puisque Adélaïde abrite déjà un embryon de parc technologique – on y trouve par exemple les sièges de Thomson-CSF ou de British Aerospace – qui sera tout simplement étoffé.

L'affaire n'en est qu'à ses balbutiements. Mais la leçon est d'ores et déjà édifiante : le débat sur l'intégration de l'Australie dans son environnement Asie-Pacifique est ici d'une extrême sensibilité. En face d'une population majoritairement recroquevillée sur son identité anglo-saxonne, une élite d'hommes d'affaires et de technocrates, friands de transferts de technologie afin d'arracher le pays à son état de sous-industrialisation et d'endettement chronique, regarde le Japon avec les yeux de Chimène. C'est cette minorité «éclairée» qui s'est jetée avec enthousiasme sur l'idée de MFP avancée en 1987 par Tokyo.

Le MITI voulait alors apaiser des Australiens excédés de voir les investissements nippons se concentrer dans le tourisme et l'immobilier au détriment de l'industrie manufacturière. Mais ce n'était là qu'une invitation timidement murmurée dont on pensait *qu'elle serait déclinée*. Quel ne fut pas l'étonnement des Japonais quand ils virent la frénésie avec laquelle leurs homologues australiens s'emparèrent du projet!

FRÉDÉRIC BOBIN

Une Française à la Bourse de New-York

Simonne Bosc-Wright : la « pasionaria » de Wall Street

« Le Québec? Bien sûr, il sera indépendant. Plus vite que ne le pensent les autres Canadiens. Mais c'est une imbécillité majeure... Gorbatchev? Les Soviétiques veulent faire tourner le moteur trop vite. D'où les ratés. Mais la direction est bonne. De toute façon, même s'il tombe en disgrâce, il ne sera pas fusillé. C'est un progrès... Les Etats-Unis? Ils sont au point mort, c'est vrai. Mais il faut compter avec l'énorme discipline des Américains. Le sursaut aura lieu à la mi-1991. Pas avant... » **Chaque jour que fait le dieu Dollar, Simonne (avec deux « n », elle y tient) Bosc Wright parle comme un oracle.** ***« Pensez... depuis près de quarante ans que je vis dans ce pays, à observer la planète et les marchés financiers, je commence à connaître ... »***

NEW-YORK

de notre correspondant

Une «golden girl» comme on en fait tant? Pas tout à fait. Car si Simonne fréquente effectivement les allées de Wall Street, aujourd'hui en pianotant sur son terminal d'ordinateur, elle a la double particularité d'être sans doute la première femme, qui plus est française, à avoir glissé le bout de ses escarpins sur le parquet de la grande Bourse américaine après la seconde guerre mondiale. Et à avoir survécu autant à la concurrence qu'aux chambardements en tout genre qui, depuis près de deux générations, ont profondément bouleversé le Big Board et tous les métiers qui en dépendent. Etonnant parcours pour cette jeune fille rangée de Saint-Honoré d'Eylau, premier prix d'excellence de la ville de Nice, issue d'un milieu on ne peut plus bourgeois et qui était tout naturellement destinée *« à trouver un bon époux, et à jouer au bridge en surveillant ses trois enfants »*.

La guerre, un mariage bâclé et une ambition peu commune, à l'époque, même pour une fille de banquier qui avait eu la chance de perfectionner son anglais à Londres et auprès de ses gouvernantes, en ont décidé tout autrement. Divorcée à vingt-huit ans, une licence en droit glissée dans le sac à main, elle entre en janvier 1949 au plan Marshall à Paris lorsque les Américains se souciaient – déjà – de l'avenir de l'Europe. Elle parle anglais, certes, mais s'ennuie à mourir. *« Pourquoi n'iriez-vous pas aux Etats-Unis, il s'y prépare des choses importantes... »*, lui glisse un officier – supérieur – tout prêt à faire partie du voyage. Qu'à cela ne tienne. Simonne prend un aller simple pour Washington et fait seule le voyage pour le Pentagone. Eté 1950, l'horreur. Une autre guerre, celle de Corée, est en pointillés sur les cartes d'état-major. De plus, Washington subit cette année-là une canicule historique. *« On se serait cru aux colonies! »*

Nantie de son tailleur gris perle

Etre la seule secrétaire française au plan Marshall, à son début, puis à la défense américaine, excellent pour l'exotisme, prendre le thé avec Mme Truman (*« Une personne très distinguée... »*), tout à fait instructif, mais... Trois ans plus tard, nantie de son tailleur gris perle, d'un manteau bien coupé et des cinq lettres de recommandation qui devaient normalement lui ouvrir les portes de l'Amérique, (*« Elles m'ont seulement servi à me faire inviter à déjeuner »*), Simonne Bosc, qui allait devenir Wright à l'issue d'un second mariage, arpente le bas de la ville. A New-York, cette fois car elle a décidé de s'intéresser à Wall Street.

Pas pour placer ses économies, les 240 dollars qui constituaient son seul pécule à son arrivée. Non, pour en faire un vrai métier. Après un passage chez Claude Arpel, le célèbre bijoutier où elle est un peu secrétaire et quelquefois modèle (*« Regardez comme j'étais jolie ... »*), elle entre en 1955 chez EF Hutton, un agent de change très respectacle qui lui délivrera sa licence de «broker» (courtier en valeurs mobilières) l'année suivante. Mais avant de prétendre quitter la chambre de bonne mise à sa disposition par l'ex-ambassadeur de Roumanie aux Nations unies, il lui faudra prospecter des clients. Elle trouvera le premier (le maestro Stokovsky, un chef d'orchestre) un peu par hasard. Les suivants par nécessité. *« Car à Wall Street, hier comme aujourd'hui, il faut constamment se battre. Contre les autres, contre soi-même. »*

Après EF Hutton, ce sera Eastman Dillon, où elle apprendra le «trading», la pratique du négoce en actions, puis une autre maison newyorkaise, Auchingloss-Parker-Redpath, à partir de 1963. En 1970, toujours installée au Rockefeller Center, qu'elle occupe après avoir quitté le bas de la ville, elle est devenue l'un des deux mille collaborateurs de Thomson McKinnon, un agent de change connu pour son sérieux. Une entreprise inébranlable. Jusqu'à ce que Prudential Bache Securities, le numéro trois de la profession, la rachète en 1989 pour une bouchée de caviar : 60 millions de dollars.

« Dans les années 50-60, il suffisait de regarder le « tape » (le ruban lumineux sur lequel s'inscrivent les cours des actions à la Bourse) *pour voir l'Amérique qui montait »*, raconte-t-elle. *« A présent, le climat est complètement différent. Et le métier n'a plus rien à voir avec ce club aux règles quasi inviolables qui faisait la réputation de Wall Street »*, constate-t-elle. Depuis le double krach d'octobre 1987-1989, le Big Board est malade. *« Tout le monde perd de l'argent! »*

Alors, délaissant son écran Bunker-Ramo, Simonne reprend sa boule de cristal. Et son atlas politico-économique : *« Vous verrez, M. Bush manœuvre très bien. Que les Européens s'occupent des pays de l'Est. Sauf de la Russie, bien entendu, ça c'est pour nous. Les Américains, la connaissent bien. Pensez, après quarante ans de guerre froide. Et bien avant ... En même temps, les Etats-Unis s'étirent. Nous avons attrapé le Canada et le Mexique, maintenant l'Argentine. Le Nord et le Sud. Il reste à consolider le Pacifique. »* Un ton plus bas : *« Le grand danger, c'est le Japon. Mais après tout, il est de moins en moins japonais!... »*

SERGE MARTI

Le Monde de l'Informatique

Chef de projet

Pour important établissement bancaire régional
MARSEILLE

De formation enseignement supérieur : ingénieur, Miage ou équivalent, vous avez au minimum 5 années d'expérience dans la conduite de projets bancaires. Une connaissance Micro-informatique avec approche des réseaux serait un atout supplémentaire. Intégré au sein de la Direction des Systèmes d'Information, vous participerez à la conception et au développement d'applications bancaires ou financières dans un environnement technique de pointe. Vous en assumerez la mise en oeuvre et le suivi en liaison directe avec les utilisateurs et les différents sous-traitants. Vous serez autonome et évoluerez au sein de notre structure en continuant d'acquérir une double compétence banque et informatique. Vos facilités d'adaptation, vos motivations et votre sens de la négociation sont des atouts indispensables à votre intégration.

Merci d'envoyer votre lettre de candidature sous référence 2191/M à CURRICULUM, 6 passage Lathuile 75018 PARIS qui transmettra

---

NEUILLY
TRES IMPORTANTE SOCIETE DE CONSEIL DE NOTORIETE INTERNATIONALE cherche pour son activité CONSEIL EN INFORMATIQUE :

CHEF DE PROJET

appelé à prendre la responsabilité d'une équipe d'une dizaine de personnes dans le domaine de la gestion sur micro-ordinateur (comptabilité, paies, gestion commerciale, immobilisations, etc.).
Système : MS/DOS, PROLOGUE, UNIX. Base de données : MAGIC, OG. Langages : BAL, BASIC, C.
Niveau Miage, Ecole d'Ingénieurs spécialisation informatique ou équivalent.
Une expérience de plusieurs années dans une SSII serait particulièrement appréciée.

INGENIEUR COMMERCIAL

appelé à prendre la responsabilité d'une équipe d'une dizaine de personnes à Paris et en Province.
Il sera chargé de manager l'équipe, de développer le réseau vente aux clients et d'animer et de dynamiser les rapports entre l'activité informatique et les experts du groupe.
Niveau diplôme de gestion, BAC + 4 ou équivalent.
Le poste suppose une bonne expérience de la gestion des PME-PMI, ainsi que de l'animation des réseaux commerciaux.

Ecrire avec CV et prétentions à notre Conseil Mme D'ORNANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité.
KPMG FIDAL PARIS, 47 rue de Villiers 92200 NEUILLY S/SEINE.

KPMG FIDAL

AFFLUENTS

SYSECA

Société de Service et d'Ingénierie en Informatique (1760 personnes dont 80% d'ingénieurs), partenaire d'un groupe industriel international, nous avons su progresser dans un univers de technologies de pointe et de compétition.

INGENIEURS INFORMATICIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, DESS et maîtrise, que vous soyez débutant ou ayez une première expérience, vous recherchez une activité riche et diversifiée. Motivés, vous souhaitez de l'autonomie et la responsabilité de vos projets.

Vous apporterez vos compétences, votre fougue dans les domaines que nous développons :

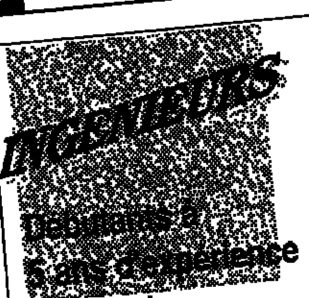
- systèmes temps réel
- logiciel de base
- génie logiciel
- simulation
- intelligence artificielle
- réseaux et radiocommunications
- informatique industrielle
- systèmes d'information
- systèmes de gestion de bases de données

Prenez votre essor avec nous.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions sous réf. 1235 à SYSECA SELECTION
315, bureaux de la Colline - 92213 Saint Cloud Cedex.

SYSECA SELECTION

HCAP

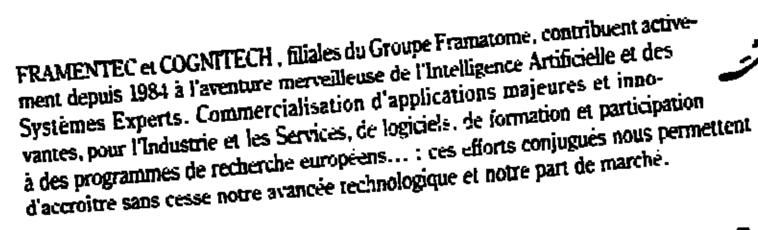


Vous êtes passionnés de systèmes et de réseaux.

Intégrez notre équipe de Conseil et Développement en architecture,
UNIX et VMS

Merci d'adresser CV et prétentions
9, Bld. Jean Jaurès, 92100 BOULOGNE.

telsa informatique



Cognitech
Études Conseil et Réalisations en Intelligence Artificielle

FRAMENTEC et COGNITECH, filiales du Groupe Framatome, contribuent activement depuis 1984 à l'aventure merveilleuse de l'Intelligence Artificielle et des Systèmes Experts. Commercialisation d'applications majeures et innovantes, pour l'Industrie et les Services, de logiciels, de formation et participation à des programmes de recherche européens... : ces efforts conjugués nous permettent d'accroître sans cesse notre avancée technologique et notre part de marché.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Service Informatique à base d'intelligence artificielle

Nos équipes maîtrisent les techniques les plus sophistiquées, développent sur les meilleurs matériels avec les meilleurs logiciels : un niveau d'excellence qui requiert de la part de nos ingénieurs d'affaires un tempérament peu ordinaire.
Leurs responsabilités : vendre notre savoir-faire auprès des grands comptes, imaginer des applications nouvelles, développer de nouveaux marchés, dans un contexte européen.

- **INGENIEUR COMMERCIAL JUNIOR** avec 2/3 ans d'expérience, aussi à l'aise dans le technique que le commercial, votre passion c'est monter des opérations d'ingénierie, vendre du logiciel, de la formation, du conseil...
- **INGENIEUR COMMERCIAL SENIOR** de formation technique, avec une expérience réussie dans la vente d'affaires en ingénierie à un haut niveau d'interlocuteurs, vous êtes bien introduit dans l'un de ces milieux : **télécommunications, industrie manufacturière, administration, aérospatial, médical, tertiaire, militaire...**

En rejoignant le pôle intelligence artificielle (100 personnes) du Groupe Framatome, vous évoluerez au meilleur niveau tant en interne qu'en externe, affirmerez votre potentiel et prendrez une part active à notre succès.

Rencontrons-nous. Associons nos talents.

Adressez lettre, CV, photo, prétentions ou encore carte de visite à FRAMENTEC/COGNITECH, Thierry Dujardin, Tour Fiat, Cedex 16. 92084 Paris-La Défense.



Les technologies de l'essor.

MEDIA-SYSTEM

Développer les plus hautes techniques de télécommunication en TUNISIE

INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT TELEMATIQUE ET RESEAUX

Leader européen pour les systèmes de communication, le Groupe Alcatel a rassemblé au sein d'un nouveau groupe de produits, le "Network Systems Group", les activités de la commutation publique, de la transmission par câbles et de l'intégration des réseaux.

Alcatel CIT réalise un chiffre d'affaires de 10,7 milliards de francs avec près de 15 000 personnes et son activité représente un tiers de celle de ce nouveau groupe.

Avec plus de 20% de son CA consacrés à la Recherche et Développement, Alcatel CIT dispose aujourd'hui des principaux atouts pour remplir sa mission et aborder l'avenir avec confiance.

ALCATEL Tunisie, filiale tunisienne d'ALCATEL CIT, renforce son Centre de Développement d'Applications Télématiques basé à TUNIS (gestion de réseaux X 25, point d'accès et serveurs vidéotex).

Ingénieur diplômé (Bac + 5 ou 6), vous possédez une spécialisation informatique et /ou télécommunication complétée par une expérience de 1 à 5 ans en développement logiciel temps réel.

De sensibilité et de culture tunisiennes, vous êtes bilingue français/tunisien et vous comprenez aisément les documents rédigés en anglais.

Vous bénéficiez en France d'une formation de 4 à 12 mois à nos produits et à nos techniques.

RESPONSABLE SPECIFICATIONS

Réf. RS

Vous avez 4 à 5 ans d'expérience de systèmes d'exploitation et des connaissances approfondies en télécommunication.
Après une année de formation en France, vous serez responsable de l'établissement des spécifications du produit, des relations techniques avec les services de spécifications en France, de la définition et de la mise en place des règles méthodologiques.

RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT Réf. RD

Après une année de formation en France, vous encadrerez une équipe de 3 à 4 personnes développant des applications télématiques.
Vous participerez à l'établissement des spécifications et vous prendrez la responsabilité de la réalisation, de l'intégration et de la validation de projets dans un des domaines suivants : gestion des réseaux X25, point d'accès vidéotex, serveurs vidéotex.

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT

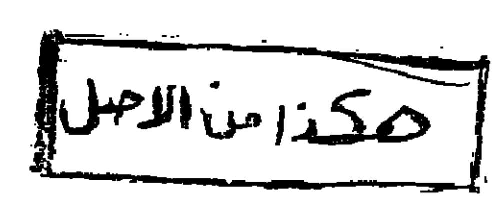
Réf. ID

Vous avez une première expérience de 1 à 2 ans et connaissez les langages C et UNIX,
Vous participerez aux développements d'applications télématiques en langage C et dans un environnement ANIX (basé sur UNIX V.3) dans un des domaines suivants : centre de gestion X25, point d'accès vidéotex.

INGENIEUR MAINTENANCE PLATE-FORME Réf. IM

Vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans la maintenance des systèmes informatiques et de télécommunication. Après une courte formation en France, vous serez appelé à prendre en charge la maintenance des moyens de développement du centre et à assurer le support Hardware auprès des clients.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à :M. FRIKHA - ALCATEL TUNISIE - 3 avenue Louis Braille - 1002 TUNIS-BELVEDERE.

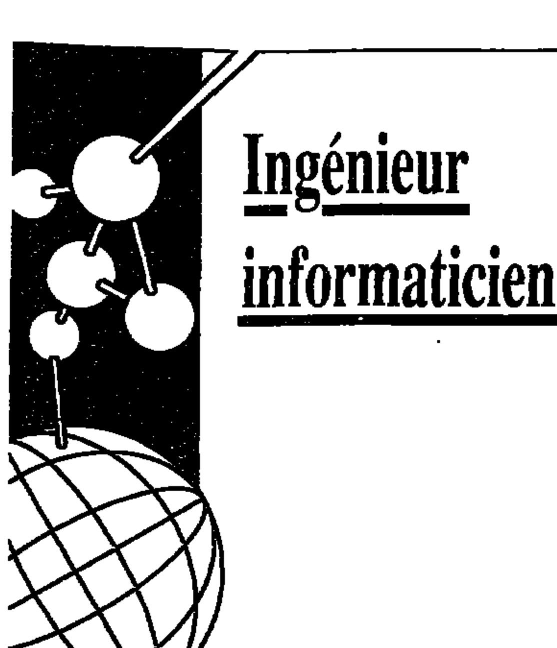




CONTESSE

هكذا من الأصل

Le Monde de l'Informatique



Ingénieur informaticien

Organisme scientifique reconnu à l'échelle internationale, le Commissariat à l'Energie Atomique offre une palette de métiers incomparable à la croisée de la recherche et de l'industrie.

Dans le cadre du groupe informatique du Département de Physique Nucléaire, la Direction des Sciences de la Matière du CEA, située à Saclay, recherche **un Ingénieur Grande Ecole ou universitaire (niveau DEA) spécialiste en *informatique scientifique*.**

Vous souhaitez vous impliquer dans une activité conjuguant esprit de recherche et techniques de pointe.

Rejoignez notre groupe avec lequel vous participerez, dans un environnement de stations de travail SUN sous Unix, à la conception, aux développements de nos projets logiciels, ainsi qu'à l'assistance technique auprès de physiciens travaillant avec des accélérateurs français et étrangers.

Si vous êtes passionné par l'interaction recherche fondamentale/recherche appliquée, le C.E.A. saura vous offrir des perspectives d'évolution de carrière. Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre) sous référence LM 1107 au C.E.A. - Paul Queyssalier - Section Emploi - Direction des Ressources Humaines - 31/33, rue de la Fédération - 75015 Paris.

SEMACOM

La Filière Matière Grise — cea

Chez nous, la formation clients est une priorité

Animateur de formation

4 milliards de Francs de C.A., 2000 collaborateurs en France animés par le même esprit d'excellence au service des entreprises, une organisation spécialisée autour des grands secteurs de la vie économique ; des atouts qui vous permettent d'aborder l'avenir avec optimisme.

Vous animerez des stages et vous développerez votre savoir-faire pédagogique au sein de notre centre de formation clients basé à St Quentin en Yvelines.

Débutant ou confirmé, vous êtes diplomé d'une école d'ingénieur ou équivalent (BAC + 4 ou 5), dans une filière technique.

Autonome, vous possédez la capacité, la volonté d'évoluer et de vous remettre en cause.

Sens du contact, qualités d'écoute et de dialogue sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

Des compétences sur UNIX, Série A, LINC 1100 et 1200, seront un plus apprécié.

UNISYS

GRAND DE L'INDUSTRIE
INFORMATIQUE MONDIALE

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AF/M à Sylviane AMZALLAG UNISYS La Palette Orange Boulevard de l'Oise 95015 CERGY PONTOISE Cedex

CURRICULUM



La filiale française d'un grand Groupe Industriel Français, spécialisée dans la chimie, propose, à un jeune cadre un poste d' Ingénieur Informaticien débutant.

De formation supérieure (de préférence Ingénieur), avec option informatique, sa mission consistera à participer aux travaux touchant l'Operating System du site informatique (environnement multi-constructeur : *DEC, UNISYS, BULL...*).

La préférence sera donnée à un candidat de personnalité affirmée, très motivé par la fonction **"système"**, évolutif et ambitieux.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous référence 41.21/IS/042 à ADEQUATION - 62-64, avenue Emile-Zola - 75015 PARIS.

Adequation

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

SEXTANT AVIONIQUE

CHEF DE PROJET ELECTRONIQUE

CROUZET, EAS, SFENA, THOMSON CSF-AVG, ont regroupé leurs compétences pour créer le premier pôle européen pour l'électronique de vol : SEXTANT Avionique.

Responsable, au sein du laboratoire, d'une équipe d'ingénieurs chargés de l'étude et du développement de calculateurs embarqués (numérique et analogique), vous l'animez tant au niveau organisation qu'en participant aux choix méthodologiques et techniques.

Vous assurez la gestion du projet en établissant les plannings et les charges et en veillant au respect des budgets.

Diplômé d'une grande école d'électronique, vous avez une expérience de 5 ans minimum dans un laboratoire et vous avez déjà exercé des fonctions d'encadrement.

Pour ce poste évolutif, la maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 916/LM à SEXTANT Avionique, Gestion des Cadres, Aérodrome de Villacoublay, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex. 3616 JOB PLUS code SEXTANT VE.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PUISSANCE 4

De l'Informatique à la Chasse de Têtes...

Vous êtes Informaticien ou Commercial dans une SSII et vous avez déjà eu l'occasion de mettre en œuvre avec succès des actions dans le domaine des Ressources Humaines (recrutement, notamment...). Par ailleurs, vous possédez un bon réseau relationnel dans votre milieu économique. Vous ressentez aujourd'hui le besoin de vous investir pleinement dans une activité qui vous permette à la fois de couvrir un champ beaucoup plus vaste (cf. toute l'informatique) et d'exprimer totalement, en plus de vos qualités techniques et commerciales, vos potentialités personnelles : autonomie, capacité de dialogue, force de conviction. Nous vous offrons l'opportunité de nous rejoindre en qualité de

DIRECTEUR ASSOCIE

Après une période d'adaptation et de formation, vous mettrez en œuvre les moyens nécessaires pour assurer, avec éthique et déontologie,le développement de notre Département Informatique et constituer une clientèle dans le secteur qui est le vôtre. Notre image de marque, nos outils et notre savoir-faire vous aideront à réussir dans cette nouvelle voie qui s'offre à vous.

Raymond POULAIN, recevra personnellement et en toute confidentialité votre résumé de carrière sous la référence T/INF/LM. **R.P.C. - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.**

membre du SYNTEC



Raymond Poulain Consultants

Pour l'informatique du siège européen...

Ingénieur Analyste

Vous intégrerez l'équipe support de notre département informatique interne.

Au siège et pour les différents sites européens, vous prendrez en charge l'analyse des besoins spécifiques des utilisateurs. Vous contrôlerez la fiabilité (tests, documentation, standardisation) des programmes modifiés ou créés avant leur mise en place.

Vous assisterez et formerez les utilisateurs.

De formation Miage ou équivalent, vous possédez 2 à 4 ans d'expérience en analyse programmation de gestion dans un environnement VAX/VMS avec pratique d'un SGBD relationnel (RDB ou Ingres). La connaissance d'une méthodologie de type CONSOI, BLUES serait un plus.

Pour réussir dans cette fonction de "business analyst" puis évoluer au sein de notre structure internationale, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Poste basé à Paris, quelques déplacements en Europe sont à prévoir.

Adressez votre candidature en anglais sous référence IA/M à Bénédicte Peronnin **APPLE COMPUTER EUROPE**, Le Wilson 2, Cedex 60, 92058 Paris La Défense.

Apple, le logo Apple et Macintosh sont des marques déposées de la Société Apple Computer Inc.

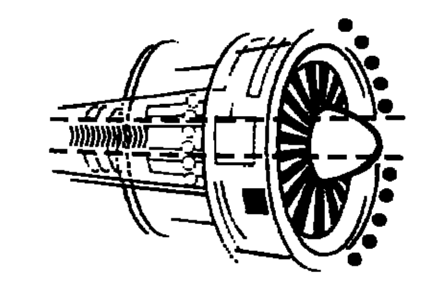
Apple

The Power to be your Best

CURRICULUM

UN ESPACE POUR CREER





UNE SOCIETE DU GROUPE SNECMA

Déjà au 3ème rang mondial avec ses programmes aéronautiques actuels de motorisation d'Ariane 5, de l'A340, du Rafale, le GROUPE SNECMA (28000 personnes dont 3700 cadres), s'engage résolument dans le futur avec le lancement d'un gros moteur de 80 000 livres et de nouvelles études pour la propulsion des avions Super et Hypersonique.

Nous recherchons pour notre Etablissement de Corbeil (91)

INGENIEUR RESEAU

Au sein de notre Service Architecture et Support Technique Réseau, vous devrez : .

- Définir et proposer des architectures de réseaux pour répondre aux besoins exprimés par les unités utilisatrices.
- Apporter aide et conseil aux exploitants du réseau SNECMA
- Prospecter et évaluer les produits du marché en Télécom et réseaux SNA, DNA et hétérogène.
- Mettre en oeuvre les architectures retenues.
- Assurer la gestion et le suivi des ressources du réseau en développant les procédures d'automate.

Poste avec de nombreux contacts internes et externes.

Expérience souhaitée en informatique sur système IBM MVS (4 ans minimum).

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. JLM/06 M au GROUPE SNECMA - 2, bld du Général Martial Valin, 75724 Paris Cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTESSE

Vous cherchez un cadre souple qui vous permettra d'évoluer dans vos fonctions, avec un style de relations directes, et la reconnaissance des compétences :



compagnie nouvelle de conteneurs

Entreprise de transport travaillant dans un environnement temps réel de 400 terminaux (micro PC en réseaux locaux) connectés via transpac à 2 ordinateurs centraux (UNISYS 2200)

recherche

ANALYSTE (bac + 4)

pour valoriser et mettre en œuvre des applications de logistique transport.

Vos qualités relationnelles et personnelles (méthodes, rigueur, implication, dynamisme), vous permettront de prendre rapidement la responsabilité de cette application.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) au Chef du Service des Ressources Humaines, 20, rue Hector-Malot - B.P. 55 - 75560 PARIS CEDEX 12.



Le Monde de l'Informatique

IBM. LE PLUS COURT CHEMIN ENTRE MOI ET CE QUE JE VEUX DEVENIR.

"Préparez avec nous le bureau du futur".

Notre Direction du Système d'Information et des Télécommunications (SIT) est responsable de missions opérationnelles
pour l'ensemble de la Compagnie : gestion des réseaux données et voix, évolution des matériels des Centres de
Production, support aux Directions Commerciales. Elle assiste 20.000 utilisateurs répartis sur l'ensemble du territoire.
La diminution du papier comme support de communication est devenue une réalité. Nous préparons le "bureau du
futur" pour un poste de travail plus efficace et plus convivial. C'est pourquoi nous recherchons des

INGENIEURS PROJETS, INGENIEURS SYSTEMES, INGENIEURS D'ETUDES.

Diplômé(e)s de l'Enseignement Supérieur Long (Sciences et Techniques), Bac + 4 minimum, débutants ou forts
d'une première expérience de 2 à 5 ans, ayant de bonnes connaissances de la langue anglaise. Vous développerez nos
produits dans le cadre de nos stratégies technologiques SAA, UNIX, postes de travail, réseaux, gestion de centres,
relationnel. Vous évoluerez au sein des différents métiers de la Compagnie, notre Direction constituant de plus une
véritable vitrine technologique pour nos clients.Les postes sont basés en Région Parisienne et à ORLEANS.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV détaillé et photo)
sous référence SIT01 à : IBM France - Département Recrutement
5, place Vendôme - 75001 PARIS. Nous vous garantissons la plus grande
discrétion. Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



CONSENSUS

X log X S.A. au capital de 400 000 F

Tél. 47-65-36-18 Fax. 47-65-57-28

Jeune SSII, nous recherchons dans le cadre de notre collaboration avec la Direction des études et recherches d'EDF à Clamart

Techniciens et ingénieurs en informatique

Débutant : 180 KF et 210 KF ou plus selon expérience. Intéressement.

DUT, grande école ou Université, débutant ou confirmé, vous aimez les techniques de pointe en informatique, l'aspect commercial vous intéresse peut-être aussi. Vous maîtrisez l'un des thèmes suivants UNIX-X11, CRAY, PHIGS, RPC, TCP/IP, IPC, C, ADA, langages objets, CATIA, bases de données, temps réel.

Téléphoner ou écrire à Monsieur Jean-François Rocheman

X log X, 29, bd Descartes, 78180 St-Quentin-en-Yvelines.



DEPARTEMENT SYSTEMES MILITAIRES ET OPTRONIQUE

Ingénieur logiciel temps réel

Ecole d'Ingénieurs

Au sein d'une équipe d'études, vous prendrez en charge le développement de logiciels temps réel sur des systèmes multimicro-processeurs destinés à des applications optroniques.
Vous êtes débutant ou avez une première expérience en logiciel pour micro-processeurs.
Anglais indispensable.
Poste basé aux Ulis (91). Réf. 20.065 - 23

DIRECTION DE L'ORGANISATION INFORMATIQUE

Ingénieur logiciel confirmé responsable d'application

Ingénieur grande école, option informatique

Au sein d'une équipe, vous aurez une responsabilité importante dans la conduite de projets de gestion industrielle.
Vous pourrez vous prévaloir d'une expérience réussie dans le domaine. Poste très évolutif, basé à Plaisir (78). Réf. 20.065 - 26

Ingénieur logiciel débutant

Ingénieur grande école, option informatique

Vous participerez à la réalisation de projets de gestion industrielle, mission qui vous amènera à travailler en liaison étroite avec les utilisateurs mini-ordinateurs temps réel, base de données, réseaux, micros connectés.
Poste basé à Plaisir (78). Réf. 20.065 - 27

1 400 personnes, 1 MDF de CA, nous sommes n° 1 mondial des équipements aéronautiques et spatiaux.



Merci d'envoyer votre CV, sous la référence du poste à notre Conseil : 26 rue de Berri, 75008 Paris.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

MEDIA-SYSTEM



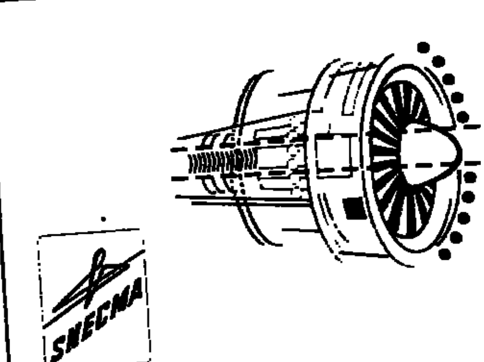
- 1 à 3 ans d'expérience
- confirmés, Chefs de Projet
- TRAITEMENTS D'IMAGES
- TRAITEMENT DU SIGNAL
- TELECOMMUNICATION
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- ARCHITECTURE DE SYSTEMES

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGENIEURS SPECIALISES.

Merci d'adresser CV et prétentions 9, Bld. Jean Jaurès, 92100 BOULOGNE.

telsa informatique

L.B.W.



UNE SOCIETE DU GROUPE SNECMA

**Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Aviation, la SNECMA bénéficie d'une formidable capacité de recherche, conception, développement, production, qui la place parmi les leaders de la double compétition mondiale des avions d'armes et des avions de transports civils.
Dans le cadre du développement de nos programmes vous recherchons pour le Département Production Informatique de notre Etablissement de CORBEIL (91)**

INGENIEURS GRANDES ECOLES OU ESC AVEC OPTION INFORMATIQUE

Dans un environnement gros systèmes IBM, vous participerez à la conception des nouveaux systèmes d'information, et à l'évolution des systèmes existants ; vous en développerez la partie informatique sur des équipements modernes.

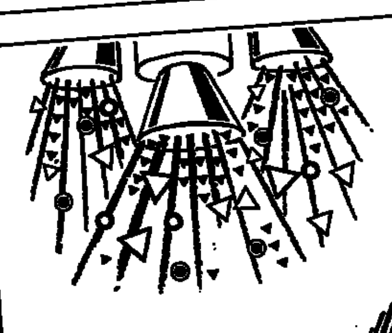
Débutant ou première expérience, vous êtes diplômé d'une Ecole d'ingénieurs ou d'une Ecole Supérieure de Commerce, option Informatique.

Connaissances DB2, PL1, IMS.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence JLM.04 au Groupe SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 bd du Général Martial Valin 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTESSE



UNE SOCIETE DU GROUPE SNECMA

SEP Motoriste de l'Espace nous assurons en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles propulsifs du lanceur Ariane. Nous recherchons pour notre département Informatique de RUNGIS (94)

INGENIEUR GRANDE ECOLE RESPONSABLE D'ETUDES EN INFORMATIQUE DE GESTION

Ingénieur diplômé, vous justifiez d'une première expérience dans la même activité.

En liaison avec les divisions, vous participerez à la conception et réaliserez les applications de gestion de la Société.

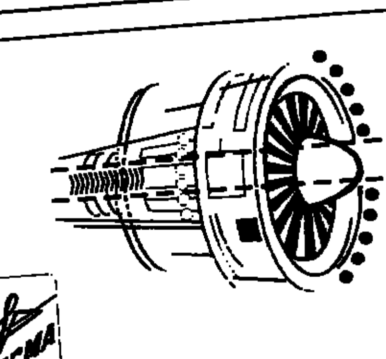
Vous assurerez la mise en œuvre et la maintenance de ces applications en animant une équipe d'analystes programmeurs.

Le poste et son environnement offrent de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence JLM.07 à SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 bd du Général Martial Valin - 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTESSE



UNE SOCIETE DU GROUPE SNECMA

**Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Aviation, la SNECMA bénéficie d'une formidable capacité de recherche, conception, développement, production, qui la place parmi les leaders de la double compétition mondiale des avions d'armes et des avions de transports civils.
Dans le cadre du développement de nos programmes, nous recherchons pour le Département Production Informatique de notre Etablissement de Villaroche (77)**

INGENIEUR SYSTEME

Vous assurerez la mise en place, le suivi des systèmes d'exploitation concernant les matériels (VMS sur VAX et UNIX sur les stations SUN).

Vous effectuerez le paramétrage de ces systèmes pour un fonctionnement optimal de ces machines.

Chargé de faire appliquer les normes d'utilisation de ces systèmes, vous assurerez également le support technique auprès de l'Exploitation et du Bureau Technique.

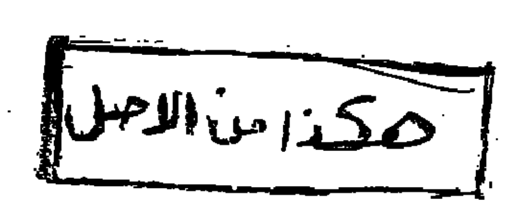
Débutant ou première expérience, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur.

Expérience sur système UNIX ou sur le matériel VAX

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence JLM.05 au Groupe SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 bd du Général Martial Valin 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTESSE



Le Monde des Secteurs de Pointe



C'est à Nantes que l'on conçoit les meilleurs circuits intégrés...

Parce que c'est à Nantes qu'est implanté MATRA MHS, leader européen pour la conception, le développement et la fabrication de circuits intégrés CMOS haute performance à appréciations spécifiques (ASICs) - mémoire statiques rapides, microcontrôleurs et produits dédiés Telecom - Rejoigner notre Division Développement et Support ASIC.
Débutant ou confirmé, Ingénieur ou Technicien Supérieur, vous contribuerez au développement de nos prestations ASIC dans un environnement d'outils avancés et sur les procédés les plus performants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence INM à MATRA MHS - Marc Bethenod - CP 3008 - 44087 Nantes Cedex 03.



MATRA MHS

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT



Leader Européen des Circuits Intégrés ASIC

Dans une région attrayante, nous développons pour une clientèle internationale d'entreprises diversifiées nos nouvelles technologies pour circuits intégrés ASIC.
Notre engagement dans des projets de Recherche européens de haut niveau (IESSI/ ESPRIT) ainsi que notre croissance soutenue permettent des perspectives prometteuses.

INGENIEURS DEVELOPPEMENT-CONCEPTION

Evoluez au sein de nos différents départements
- PROCESS ENGINEERING
- DESIGN FINISHING SYSTEMS
- DESIGN ENGINEERING
- TEST ENGINEERING
- HYBRIDS ON SILICON

Ce sont avant tout des missions de développement de nouveaux procédés de fabrication dans un univers de très haute technologie.
Vous parlez anglais et possédez une expérience de l'un de ces métiers. Alors nous serons heureux de vous parler d'ES2.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite +CV +photo et prétentions) à ES2.
Christine TARLET, Z.I., 13106 Rousset Cedex.

MEDIA-SYSTEM

SOCIETE DE CONSEIL
DU SECTEUR ENERGIE / ENVIRONNEMENT
recherche un

Ingénieur d'Affaires

pour élaborer ou superviser nos études Technico-économiques ; le poste est basé à Neuilly (92) avec de nombreuses missions à l'étranger.

Les candidats possèdent :
- une formation d'ingénieur Grandes Ecoles complétée par une formation en économie,
- l'expérience du conseil à l'étranger (Europe et Tiers Monde),
- une réelle aisance dans les contacts commerciaux à haut niveau,
- La maîtrise des langues étrangères (anglais, allemand appréciés).

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 1348 à
PUBLIPANEL
145, rue de Vaugirard, qui transmettra.

CORELIS TECHNOLOGIE recrute plusieurs ingénieurs débutants ou possédant une bonne expérience

Pour son activité DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES LOGICIELS :
vous êtes intéressés par les applications temps réel, les techniques de l'intelligence artificielle, les méthodes et les outils du génie logiciel, les environnements Ada et C.

Pour son activité SCIENTIFIQUE :
Vous êtes intéressés par le génie logiciel dans les applications numériques

CORELIS TECHNOLOGIE vous offre

– une formation aux méthodes génie logiciel (analyse orientée objet, acquisition de la connaissance), maîtrise de la qualité, conduite de projet.
– un encadrement technique,
– une carrière ouverte dans CorelíS, groupe indépendant de SSII créé en 1988, avec un effectif de 120 personnes, en forte croissance.

Merci d'adresser votre candidature à Isabelle BOUSQUET
CorelíS TECHNOLOGIE 31, av. du Gal-Leclerc, 92340 Bg-la-Reine.

Ascenseurs SORETEX
1 650 personnes, 750 millions de CA.
Fabrication, installation, maintenance ascenseurs et escaliers mecaniques
recherche

Ingénieur Etudes et Développement

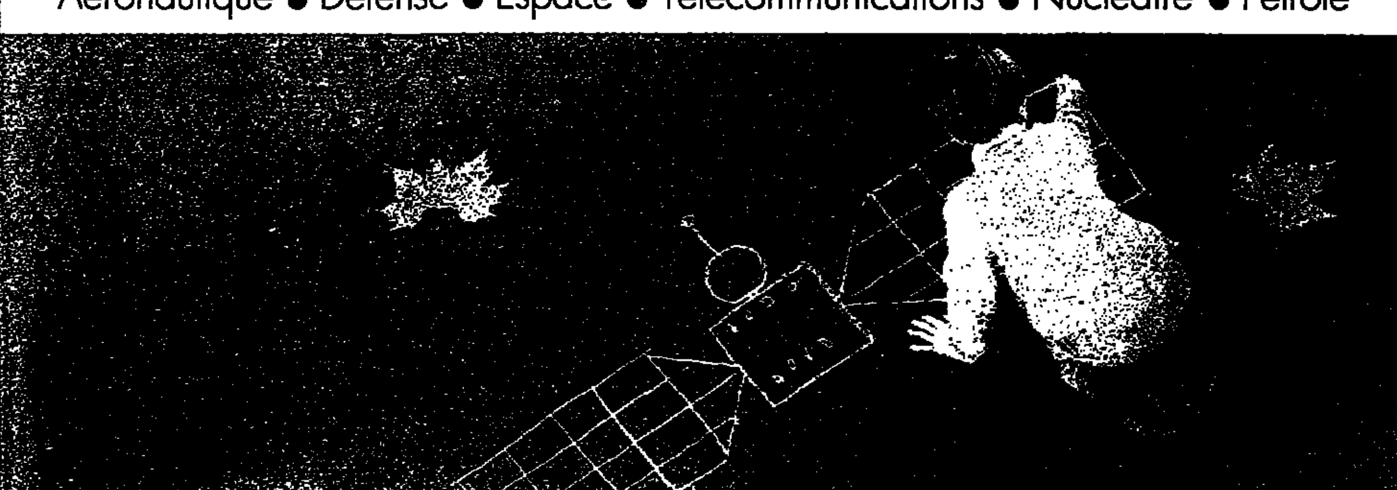
Au sein du bureau d'études développement mécanique (15 personnes), il assure la responsabilité d'un programme de recherche sur les évolutions techniques des produits de la société. Sa mission s'étend de l'établissement du cahier des charges à la phase de pré-industrialisation.
En liaison avec les autres divisions, il participe également aux actions de réduction des coûts et d'amélioration de la qualité.
Ce poste convient à un jeune ingénieur même débutant issu d'une école de mécanique et d'électromécanique. La connaissance d'une langue étrangère (allemande et/ou anglaise) est nécessaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, photo, rémunération souhaitée) à :
J. SALMON - Directeur du personnel
ASCENSEURS SORETEX
151, rue Saint-Léonard - 49000 ANGERS





Aéronautique • Défense • Espace • Télécommunications • Nucléaire • Pétrole



Imaginez que qualité de prestation rime avec qualité de vie

L'informatique scientifique et technique est votre champ de compétence? Vous rêvez de l'exercer dans un cadre alliant dynamisme économique et qualité de vie? Rencontrons-nous pour parler des opportunités que vous offrent CISI INGENIERIE ATLANTIQUE et CISI INGENIERIE MEDITERRANEE.
Vous interviendrez sur les projets les plus complexes et les plus stimulants dans les domaines du temps réel, génie logiciel, intelligence articicielle, calcul scientifique, processus industriels.

RÉGION MÉDITERRANÉE

- **Ingénieurs Commerciaux** (Réf. IC/MED) AIX, MARSEILLE.
Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, vous avez une expérience réussie de 2/3 ans à un poste similaire en SSII.
La connaissance du tissu économique régional serait un plus.
- **Ingénieurs d'Etudes** (Réf. IE/MED)
AIX, MARSEILLE, TOULON, SOPHIA.
Diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs, vous êtes débutant ou avez déjà une première expérience réussie en informatique ou en analyse numérique ou en calcul scientifique.

RÉGION ATLANTIQUE

- **Ingénieurs d'Etudes** (Réf. IE/ATL)
NANTES, BREST, PAU, BORDEAUX, KOUROU.
Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs généraliste, vous êtes débutant ou avez déjà une première expérience réussie en informatique ou en mécanique.
- **Ingénieurs Commerciaux** (Réf. IC/ATL) BREST, NANTES.
De formation supérieure commerciale ou technique, vous avez 3/5 ans d'expérience commerciale de préférence en informatique.
- **Chefs de projet expérimentés** (Réf. CP/ATL)
NANTES, BREST, PAU, BORDEAUX, KOUROU.

Une large expérience reconnue, une position unique dans le domaine du calcul scientifique, l'imagination et la rigueur d'équipes de très haut niveau, CISI INGENIERIE vous ouvre les perspectives de carrières d'un grand groupe au sein d'unités autonomes de taille humaine.

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie pour la **région Atlantique** à CISI INGENIERIE – BP 19 – 33702 MERIGNAC Cedex, pour la **région Méditerranée** à CISI INGENIERIE – Aix Métropole – BAT.D – Pont des 3 Sautets – 13100 Aix-en-Provence.



CISI INGENIERIE

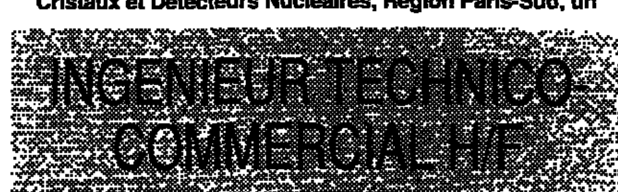
Un regard neuf sur les technologies

Darjeeling

SAINT-GOBAIN

CERAMIQUES INDUSTRIELLES

recherche pour l'une de ses filiales, produisant des Cristaux et Détecteurs Nucléaires, Région Paris-Sud, un



Ce poste convient à un ingénieur physicien (nucléaire de préférence) débutant ou avec une première expérience possédant un goût des contacts et une pratique courante de l'anglais. Ce poste offre de bonnes perspectives d'avenir.

Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à Monsieur LANGLOIS, Directeur des Affaires Sociales - Branche Céramiques Industrielles - Les Miroirs - Cédex 30 92096 PARIS-LA-DEFENSE.

CONTESSE



Spécialiste en équipements aéronautiques recrute pour son **Département Etudes**

JEUNE INGENIEUR

Adjoint au Chef du Bureau d'Etudes
Langue anglaise appréciée
Adresser : lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à
TECHNOFAN - B.P. 53 - 31702 BLAGNAC CEDEX
(sous la référence DL/ING.BE90)

COMMUNICO

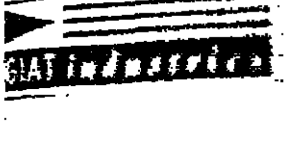
CONSTRUCTEUR DE COMPOSANTS HYDRAULIQUES
APPLICATION INDUSTRIELLE AUTOMOBILE ET AÉRONAUTIQUE
recherche pour son centre technique
Laboratoire d'essais hydraulique, électrique et électronique

CHEF DE SERVICE

- Ingénieur Arts et Métiers ou similaire
- Connaissance souhaitée dans les composants hydromécanique (pompes à engrenage)
- Anglais indispensable
- Place stable et d'avenir - Rémunération en rapport

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo d'identité
HPI - 26, rue Condorcet - ZI - 94430 CHENNEVIERES
discrétion assurée

Bleu



Le Monde des Secteurs de Pointe

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

TRANSMETTEZ VOTRE SAVOIR-FAIRE... VOUS SEREZ RECU 5 SUR 5 !

Dans le cadre de l'expansion de son laboratoire de Strasbourg, THOMSON CONSUMER ELECTRONICS développe son équipe d'étude de systèmes de télévision. Cette équipe a deux missions : d'une part, développer des algorithmes et des systèmes pour améliorer la qualité de l'image standard ; et d'autre part, développer des algorithmes et les circuits correspondants pour le décodage des nouveaux standards HDTV.

Les algorithmes résultant de ces études sont destinés à être implémentés dans des circuits intégrés pour entrer dans les nouveaux produits de Thomson Consumer Electronics.

INGENIEUR TRANSMISSIONS EXPERIMENTE

Au sein de cette équipe, votre objectif sera de développer un noyau de compétences capable d'évaluer les contraintes et les performances de ces nouveaux standards (HDMAC, transmission numérique,...) vis à vis des systèmes de transmission. Il s'agit entre autre de déterminer les paramètres du support de transmission (satellite, câble, bande magnétique,...) influençant la qualité de l'image et d'établir des spécifications du récepteur correspondant.

Une expérience de 2 ou 3 ans dans le domaine des transmissions analogiques et /ou numériques est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. JCG à THOMSON CONSUMER ELECTRONICS - LEREA - Michèle PERRIN - BP 120 - 67403 ILLKIRCH.

THOMSON

HCA

Filiale d'un groupe leader réalisant des pièces de grandes séries pour des secteurs de pointe renforce ses structures techniques pour asseoir son développement en France et à l'export et recherche un ingénieur confirmé pour être

RESPONSABLE ETUDES ET DEVELOPPEMENT

PRODUITS AUTOMOBILES

Animateur technique d'une équipe de 6 personnes dont 2 ingénieurs, il prendra en charge le développement de nouveaux produits depuis la mise au point du cahier des charges jusqu'au démarrage en production.

Ingénieur mécanicien diplômé, il pourra faire la preuve à travers son expérience (3 à 5 ans) de ses capacités de conception de produits de moyenne ou grande série dans le domaine de la petite mécanique.

Anglais et connaissances en CAO, DAO très souhaitables.

Poste situé en grande banlieue Ouest Paris.

Ecrire sous réf. 28 D 1807-0M.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

INGENIEURS ELECTRONICIENS OU MECANICIENS DEBUTANTS

GIAT industries

Société industrielle, 7 milliards de CA, 14 000 personnes, 10 établissements, fournisseur des armées en France et à l'Etranger, recherche dans le cadre de sa nouvelle organisation pour sa Direction des Etudes basée à Versailles Sud :

10 INGENIEURS ELECTRONICIENS
réf. 3656

5 INGENIEURS MECANICIENS
réf. 3657

Jeunes ingénieurs électroniciens ou mécaniciens (ENSI, AM, INSA, ESME...) vous serez appelés, après une période de formation, à prendre des responsabilités de travaux de bureaux d'études, de conception, de réalisations et d'essais dans les domaines des véhicules, de l'électronique embarquée, des réseaux de bord, etc...

Vous souhaitez intégrer une industrie high-tech qui constitue la référence européenne de la maîtrise des systèmes mécaniques complexes assortis de technologies variées (électronique, optique, hydraulique).

Merci de bien vouloir adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions à notre conseil, IRD, sous la référence choisie.

Assurez-vous de la bonne réception de votre dossier au 45.61.95.33, Fax n° 40.74.02.02.

INTERNATIONAL RECRUITING DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

IRD

PARIS
MILANO
LONDON
NEW-YORK
BARCELON

Concevoir et gérer
une politique de contrôle technique industriel
dans un environnement de pointe.

FOS-SUR-MER

ARCO Chemical Company, Groupe pétrochimique international,

recherche dans le cadre de l'extension de ses installations industrielles de FOS-SUR-MER :

Ingénieur inspection technique

Responsable de l'équipe d'inspection, il devra :

- Définir et réaliser une politique d'inspection, en fonction des contraintes de productivité, et de la réglementation (maîtrise du risque industriel et environnement).
- Suivre et gérer des relations fréquentes avec les organismes extérieurs (DRIR en particulier) et les services techniques de l'usine.
- Réaliser les dossiers d'expertise, s'accompagnant de préconisations d'actions correctives.

Ce poste concerne un ingénieur de formation mécanique/métallurgique (A et M. Mines, IDN...), d'une expérience minimale de 2 ans dans le domaine de l'engineering. Anglais indispensable.

Les projets actuels de développement industriel européen vous ouvriront de rapides perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV, photo et prétentions à :

L.G. CONSEIL,
18 rue Edouard Delanglade,
13006 Marseille

ARCO

MEDIA-SYSTEM

JEUNES INGENIEURS

Sollac Basse-Indre

En Loire-Atlantique, à la périphérie de NANTES, nous sommes l'un des 3 sites de SOLLAC, branche produits plats du groupe SACILOR. Nous fabriquons plus du tiers des aciers pour emballages français.
Nous recrutons pour nos secteurs fabrication et travaux neufs.

❏ JEUNE INGENIEUR PRODUCTION

Ce poste s'adresse à un jeune Ingénieur diplômé ENSAM, ENSM, INSA..., débutant ou ayant une première expérience.

Dynamisme, sens du contact, goût de l'action, voilà les traits de personnalité dont il devra faire preuve pour accéder rapidement à des responsabilités d'encadrement.

Pratique de l'anglais exigée. Disponibilité rapide.

❏ JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

Ce poste s'adresse à un jeune Ingénieur diplômé SUPELEC, INPG, ENSEEIHT, HEI, INSA... débutant ou ayant une première expérience. Outre sa formation supérieure, il devra avoir une bonne connaissance des systèmes complexes de régulation automatique. Du sens pratique, et aussi celui du commandement sont indispensables pour mener à bien sa mission.

Pratique de l'anglais exigée.

❏ JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE DIPLOMÉ

Débutant ou ayant une première expérience. Bonnes connaissances en électrochimie. Connaissances en métallurgie. Connaissances en assurance-qualité appréciées.

Dynamisme, sens du contact, capacité d'animation sont requis pour réussir dans cette fonction.

Pratique de l'anglais exigée.

Acier
USINOR SACILOR

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à
SOLLAC BASSE-INDRE
(ex CARNAUD BASSE-INDRE)
44610 INDRE

Valeo Electronique

Leader dans le domaine de l'équipement automobile, nous recherchons pour notre unité d'EVREUX (100 kms de Paris - 45 kms de Rouen) spécialisée dans la fabrication d'avertisseurs un

Jeune Ingénieur Acheteur

Diplômé d'une grande école Mécanique (AM, ENI, ENSM...) vous avez acquis de préférence une première expérience industrielle, idéalement dans le domaine des achats.
Pragmatique, accrocheur et rigoureux, vous avez le goût de la négociation et maîtrisez l'anglais.
Nous vous proposons de partager avec le Directeur du département la responsabilité des achats pour la production de l'usine

Votre réussite dans ce poste vous permettra d'accéder à des responsabilités de plus en plus larges au sein de notre groupe qui poursuit une politique active de développement.

Si vous êtes motivé pour évoluer dans un contexte dynamique, adressez votre dossier de candidature avec lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée sous réf. 90382 à notre Conseil SELECOM 226 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Valeo L'Equipement Automobile

E C L A I R A G E

S'IMPLIQUER pour le N° 1 Français

MAZDA, filiale du n° 1 mondial de l'éclairage, conçoit, fabrique, développe et commercialise des lampes, des luminaires et des systèmes d'éclairage professionnel.
Notre leadership commercial se traduit par la réalisation de projets prestigieux comme l'éclairage de l'Arche de la Défense.

Ingénieurs d'affaires

Vous negociez des contacts avec une clientèle professionnelle de prescripteurs de haut niveau (architectes, bureaux d'études, entreprises générales et ingénierie, DDE...). Chargé d'informer les clients et de leur proposer des solutions d'éclairage, vous êtes un vecteur d'image pour notre marque. Ref. 52

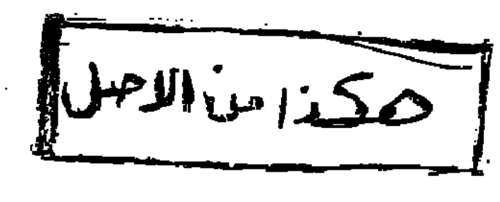
Ingénieurs Bureaux d'études

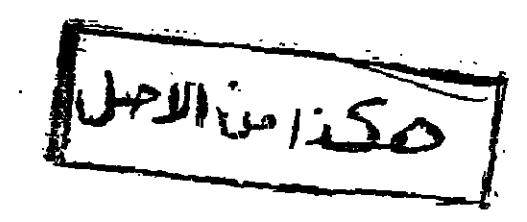
Au sein de notre bureau d'études, vous êtes chargé, en appui de nos ingénieurs d'affaires et en relation avec nos clients, de la conception et de la réalisation de projets d'éclairage. Vous assurerez également un rôle de formation et d'animation auprès de l'équipe commerciale. Réf. 53

Pour ces postes basés en région parisienne, la pratique de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser votre candidature avec lettre, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à **MAZDA ECLAIRAGE**, Jean-Philippe Crochet, Tour Vendôme, 204 rond-point du Pont-de-Sèvres. 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.



MEDIA-SYSTEM





مكنز من الاجل

Le Monde des Secteurs de Pointe

Pilotez des études et travaux immobiliers de A jusqu'à Z ...

Au sein de notre Direction des Affaires Générales, rejoignez notre équipe de chargés d'affaires intervenant pour le Département Exploitation et Maintenance des immeubles dont le siège se situe à Paris 8e.

Intégré à notre subdivision Etudes et Travaux, vous êtes responsable d'opérations immobilières tout corps d'état. Vous rédigez les cahiers des charges et les marchés après lancement des appels d'offres. Vous assurez le pilotage de l'affaire, le suivi des travaux et la gestion financière jusqu'à l'achèvement du chantier.

Jeune Ingénieur, débutant ou première expérience, votre sens des relations et de l'organisation, conjugué avec un esprit de synthèse et d'analyse, sauront nous convaincre.

Vous pourrez évoluer, par la suite, vers l'un des nombreux métiers proposés dans l'une de nos Directions Opérationnelles.

Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite) sous référence M/1007 à Jean-Pierre Tatin, Département Recrutement d'EDF GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

INGENIEUR CHARGÉ D'AFFAIRES DÉBUTANT OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

ARTS ET MÉTIERS OU ÉQUIVALENT

ELECTROTECHNIQUE GÉNIE CLIMATIQUE

EDF GDF

MEDIA-SYSTEM

Framatome, grand groupe industriel aux activités très diversifiées (Ingénierie, Produits et Services Nucléaires, Informatique Industrielle, Connectique), met l'innovation technologique au premier plan par un constant effort d'innovations et d'optimisation des technologies. Dans ce contexte, nous recherchons pour la **Direction Technique Centrale**.

RESPONSABLE DEPARTEMENT "BREVETS"

Dans le cadre de ce poste, vous serez chargé d'assurer la fonction centrale d'orientation de la politique Brevet du Groupe.

Vous aurez ainsi l'entière responsabilité du Département "Brevets" en termes de prospection des innovations techniques, protection des inventions, défense de la propriété du Groupe, veille technologique, gestion des interfaces "Brevets" avec licenciés et partenaires, ainsi que de la définition et de l'exploitation des outils de gestion analytique nécessaires à la réalisation de ces fonctions. Outre le management d'une équipe, vous gérerez un réseau de correspondants dans les filiales et unités opérationnelles en France et à l'étranger.

Ingénieur brevet confirmé, diplômé du CEIPI, de préférence mécanicien de formation :

- vous justifiez d'une expérience acquise au sein du Service Brevet d'une entreprise industrielle ou bien dans un cabinet de Brevets, avec une première expérience dans le domaine industriel,
- vous avez le sens du Service, de réelles qualités relationnelles et d'organisation ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) sous réf. RBR au Groupe Framatome, Sce Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



Les technologies de l'essor.

MEDIA-SYSTEM

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

TELEVISION : RELEVEZ DES DEFIS HIGH TECH

VIDEOCOLOR, filiale de THOMSON située près de DIJON conçoit et produit des composants haute technologie pour la télévision (TVHD, programme EUREKA...). Dans le cadre de notre laboratoire d'optique électronique nous recherchons un :

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

DOCTORAT, ENSP, ENSEEIHT, INPG...

En liaison directe avec le responsable des Etudes, vous prenez en charge l'analyse et l'amélioration de nos produits en intégrant les impératifs de productivité et de rationalisation. Vous modélisez et analysez les performances et les dérives en utilisant des moyens informatiques et des logiciels performants (SUN4 / UNIX). Vous étudiez et proposez de nouveaux outils de mesures et d'essais dans un souci d'optimisation de l'existant.

Ingénieur physicien, vos premières expériences vous ont permis de développer vos compétences et d'intégrer les connaissances des techniques d'expérimentation, du vide et des systèmes de visualisation. Dynamique, tenace et pragmatique, vous vous exprimez couramment en langue anglaise et vous souhaitez intégrer un laboratoire à vocation internationale.

De larges perspectives d'évolution vous sont offertes au sein de l'entreprise ou du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) à : **VIDEOCOLOR** - Laurent MARESCHAL - Route de Dole - 21110 Genlis.

THOMSON

HCAP

MAITRISE

Vous n'avez pas d'expérience, mais vous avez la volonté de vous investir dans un premier emploi formateur, nous pouvons vous accueillir dans l'un des domaines suivants :

INFORMATIQUE ET MATHEMATIQUES APPLIQUEES

- **Informaticien d'étude et développement système et/ou réseau**
  sur matériels DEC et IBM
- **Spécialiste Infocentre**
  Mise en place de bases de données et réalisation d'applications
- **Spécialiste C.A.O.**
  Représentation et traitement de courbes et surfaces
- **Analyste**
  Les méthodes mises en oeuvre se situent sur l'un ou plusieurs des domaines suivants : statistique, analyse des données, analyse numérique, recherche opérationnelle, intelligence artificielle, systèmes experts
- **Spécialiste en modélisation**
  Il s'agit de mettre au point et développer des outils de calcul scientifique (aide à la conception)
  Compétences : mécanique théorique, analyse numérique, méthode des éléments finis

PHYSIQUE ET CHIMIE-MATERIAUX

- **Physicien de la mesure**
  Chargé d'études de simulation ou de mesures sur les matériaux ou le produit fini
  Spécialités : mécanique, thermique, acoustique, optique
- **Physicien modélisateur**
  Il s'agit de développer des modèles physiques s'appuyant sur l'expérimentation (comportement des matériaux ou des structures)
  Formation de base mécanique ou physique
- **Chimiste organicien**
  Synthèse organique : polymérisation
- **Spécialiste en chimie analytique**
  Les méthodes mises en oeuvre font appel aux développements les plus récents en : microscopie électronique, R.M.N., G.P.C., AUGER, ESCA... Application aux études de phénomènes ou au contrôle
- **Spécialiste matériaux**
  Les études se situent dans les domaines de formulation et de mise en oeuvre. Application à la caoutchouterie et aux matériaux de renfort

Formation complémentaire assurée

MICHELIN

Ecrivez-nous à :

Recrutement SPAC
J. Arnaud - Réf. TE.49
63040 CLERMONT-FERRAND CEDEX

PREMIER ORGANISME DE RECHERCHE FONDAMENTALE EN EUROPE

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

recrute par concours

109 INGÉNIEURS
127 PERSONNELS TECHNIQUES
39 ADMINISTRATIFS

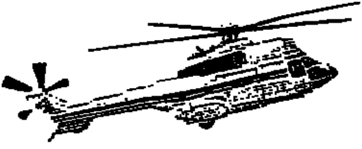
RENSEIGNEMENTS SUR LES MÉTIERS, LIEU DE TRAVAIL ET FORMALITÉS DE CANDIDATURE DISPONIBLES SUR MINITEL

A PARTIR DU 25 JUILLET 1990

COMPOSEZ LE 36-14 suivi du code d'accès : S.I.G. 4
sélectionnez la rubrique : Emploi-recherche.

Les dates limites de retrait et de dépôt des dossiers de candidature sont fixées respectivement **aux 14 septembre et 17 septembre 1990.**





1er Constructeur européen d'hélicoptères, AEROSPATIALE est également 1er exportateur du monde. Les raisons de ce succès sont avant tout les fruits de l'affirmation d'une volonté permanente de création et de progrès, associée à un dynamisme industriel et commercial exemplaire. Maître d'œuvre de nombreux projets nous développons des techniques de pointe réellement innovatrices.

La Direction SUPPORT/CLIENTS de la Division HELICOPTERES recherche h/f

INGENIEURS D'AFFAIRES

Ingénieurs responsables de l'interface Clients/Industriels, dans tout ce qui concerne le suivi des appareils utilisés actuellement par les Clients, vous aurez pour tâche d'anticiper, de guider et de synthétiser les actions à mener tant à l'intérieur de la Division, qu'à l'extérieur (auprès des équipementiers par exemple), afin de satisfaire au mieux le Client. Nous cherchons des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

motivés par l'Aéronautique et par l'action technico-commerciale

ayant une expérience de 8 à 12 ans dans le domaine. Cela nécessite des qualités de négociateur, de disponibilité et une volonté de réussir dans les affaires à traiter.

Anglais indispensable + Autres langues souhaitées.

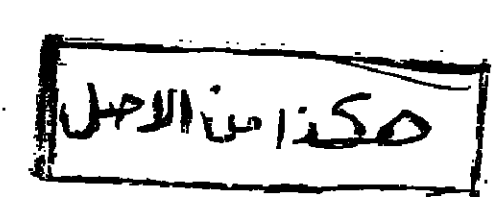
Ces activités vous passionnent, contactez-nous

Gestion des Ressources Humaines - Division Hélicoptères - Etablissement de MARIGNANE - 13725 MARIGNANE Cedex.



aerospatiale

AEROSPATIALE L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION



Le Monde des Secteurs de Pointe

AVEC CGI, DEVENEZ EXPERT DES GRANDS SYSTEMES D'INFORMATION DE L'ASSURANCE

Le monde de l'Assurance bouge, évolue, mobilise toute sa puissance pour se préparer aux grandes mutations de l'avenir.

Au coeur de ces évolutions, le Département Assurances du Groupe CGI affirme sa présence en Conseil et en maîtrise d'oeuvre de grands projets dans tous les métiers de l'Assurance (IARD, Vie, Réassurance...).

INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE DE FORMATION SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE

Débutant ou première expérience

En rejoignant notre équipe, vous mettrez de votre côté tous les atouts d'une grande carrière :

- Vous serez formés aux techniques avancées de l'informatique, aux méthodes et outils qui ont assuré notre succès (MERISE, PACBASE*), aux applications spécifiques de l'Assurance...
- Vous accéderez, au fil de vos missions, à des responsabilités techniques et d'encadrement de plus en plus étendues.

Vous ferez partie des professionnels reconnus de l'Ingénierie Informatique dans le monde des Assurances.

- A plus long terme, votre carrière s'ouvrira sur toutes les perspectives offertes par le Groupe CGI. (3000 collaborateurs réalisant en France, dans les autres pays européens, aux USA et au Canada un CA de 1,5 Milliard de francs, en croissance régulière de 30 % par an).

Si ces perspectives vous attirent, rencontrons-nous.
Nos responsables opérationnels vous recevront pour vous parler de leur métier et de la carrière qui pourra être la vôtre avec nous.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo), sous la référence 46/M8 - 790, à Madame D. JAMET
CGI INFORMATIQUE - 30, rue du Château des Rentiers
75640 PARIS Cedex 13

* PACBASE est une marque déposée de CGI



Pour ne pas se tromper de carrière

JEUNES INGENIEURS HYDRAULICIENS

Importante entreprise de travaux hydrauliques (4200 personnes, 2,7 Milliards de C.A.) leader dans son métier, filiale de la Compagnie Générale des Eaux, recherche plusieurs **INGENIEURS HYDRAULICIENS DEBUTANTS**

Au sein de notre Service Etudes, vous participerez à la conception de réseaux d'eau ou d'assainissement. Ce poste est basé à Paris 8ème.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 90/07 à : SADE - Direction du Personnel
28, rue de la Baume - 75379 PARIS Cedex 08



Applications Spatiales

RESPONSABLE DE L'EQUIPE "SERVICES ANNEXES"

Toulouse

CLS (Collecte et Localisation par Satellite) a pour activité l'exploitation commerciale des systèmes ARGOS, DORIS et METEOSAT, pour des applications telles que : Météorologie, Océanologie, Hydrologie, Ecologie, Géophysique, Maritime. Le système ARGOS est le fruit de la coopération entre CNES, NASA et NOAA. L'effectif est de 90 personnes, dont des équipes aux Etats Unis, au Japon et en Australie.

Sous l'autorité du Responsable Exploitation (Direction de la Production), le candidat retenu sera responsable de l'équipe "services annexes" qui a pour mission la mise en œuvre des produits les plus élaborés de l'activité de la Société : suivi des navigations, des randonneurs, des courses de bateaux, applications bathythermiques, service bouées ancrées, mise en œuvre du logiciel Elsa, etc... Le poste est situé à Toulouse.

Agé d'environ 30 ans, le candidat sera de formation Ingénieur Grandes Ecoles ou équivalent. Il aura une première expérience professionnelle de 2 ans environ.

Il a une très bonne connaissance de l'Anglais et de l'informatique.

Autonome et adaptable, c'est par son esprit d'équipe et son caractère évolutif qu'il prend progressivement en charge le Service qui lui sera confié.

Les conditions offertes, l'ambiance de travail, la croissance tout-à-fait exceptionnelle des activités de la Société, ainsi que l'état d'esprit de l'équipe et de ses dirigeants, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 20/1894 R à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Pour que votre avenir tourne rond, quelles que soient vos aspirations

Ingénieur diplômé INSA, ENI, ESTACA ou équivalent, vous êtes débutant et souhaitez mettre vos solides connaissances techniques au service d'une entreprise à fort potentiel de développement, ouverte sur de nombreuses perspectives d'évolution. SKF Distribution (250 personnes), filiale du n° 1 mondial du roulement, diffuse dans le cadre d'un nouveau concept de commercialisation, la gamme de roulements, la plus complète du monde.

Vous recherchez une fonction essentiellement commerciale, qui valorise vos connaissances techniques.

INGENIEUR DE VENTE, sur une région en France, vous gérerez dans le cadre d'une large autonomie votre secteur (Nantes, Nancy, Lille...). Aidé par une assistante commerciale, vous animerez les distributeurs agréés SKF et assurerez les ventes directes aux grands utilisateurs.

Vous recherchez une fonction qui allie la technique, le marketing et les contacts.

INGENIEUR D'APPLICATIONS, rattaché à notre Service Assistance Technique, vous serez notre spécialiste Roulement, en contact avec notre clientèle pour un domaine précis d'applications. Poste basé à notre siège social (Clamart).

Vous recherchez une fonction autant technique que commerciale.

ASSISTANT RESPONSABLE PRODUITS, vous travaillerez, en contact avec les Ingénieurs de Vente, sur nos nouveaux produits. Une évolution vers un poste Responsable Produits sera tout à fait envisageable en fonction de votre réussite. Poste basé à notre siège social (Clamart).

Pour chacun de ces postes, une formation régulière à nos produits et à nos techniques vous sera assurée. Votre bonne connaissance de l'anglais serait un plus.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant le poste choisi à Michel CHASSELOUP - SKF Distribution - 8, avenue Réaumur 92142 CLAMART CEDEX.

SKF Distribution
L'expérience qui fait la différence



COMPUTER PERIPHERALS EUROPE

SOCIETE CALIFORNIENNE DE PERIPHERIQUES POUR IMPRIMANTE LASER ET PC
recherche

INGENIEUR PRODUIT

Pour assurer le support technique et coordonner nos nouveaux développements de produits.

La connaissance approfondie des polices de caractères et une expérience PC seraient un avantage.

Les candidats devront être jeunes, dynamiques et posséder un très bon niveau d'anglais.

Poste basé à Paris.

Envoyer CV, photo et prétentions à : **COMPUTER PERIPHERALS EUROPE** (A l'attention de Mike SHAW) - 75, avenue Parmentier - 75011 PARIS.

PUBLIPANEL

FILIALE DU GROUPE CADBURY - SCHWEPPES

INGENIEUR de PRODUCTION

Filiale du groupe Cadbury - Schweppes, embouteillant la marque Oasis (85 personnes, 71 M de litres produits en 1989), nous recherchons pour renforcer notre structure : un Ingénieur de Production.

Vous êtes l'adjoint de notre chef de service Production et avez en charge la gestion de trois ateliers : fabrication, embouteillage et conditionnement des boissons (70 personnes). Faisant preuve d'un souci constant pour la qualité, vous assurez le respect des procédés et participez à leur évolution. Vous développez et mettez en œuvre les moyens techniques et humains, nécessaires au respect de la production.

Ingénieur généraliste, vous possédez 1 à 3 ans d'expérience, de préférence en conditionnement, dans l'agro-alimentaire. Motivé, dynamique et rigoureux, vous démontrez de réelles capacités de management et de communication.

Si vous souhaitez relever en équipe les challenges de l'avenir, et si ce poste basé en région parisienne vous motive, merci d'envoyer lettre, CV et prétentions sous référence MA 1 à Schweppes France, Direction du Personnel, 104 rue de Miromesnil, 75008 Paris.

MEDIA-SYSTEM

Société d'Ingénierie
recherche pour son agence de **Strasbourg**

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ EXPÉRIMENTÉ EN TRAITEMENT DES O.M.

Ce poste s'adresse à un candidat :

- capable de prendre des responsabilités et d'être autonome, ayant au minimum 4 à 5 ans d'ancienneté ;
- spécialiste dans les missions de maîtrise d'œuvre pour des usines d'incinération.

ENVOYER C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions à Publiprint P.A. n° T2910, BP 126, 69685 Chassieu Cedex.



DEPARTEMENT MESURE ET REGULATION

Ingénieur électronicien

Formation grande école ou universitaire

Rattaché au Directeur de département, vous assurerez les études et les développements d'équipements embarqués (domaine électronique, informatique, automatisme). Vous serez en contact avec nos clients français et internationaux.
Débutant ou quelques années d'expérience pour travailler au sein de petites équipes.
Anglais indispensable.
Poste basé à Plaisir (78). Réf. 20.065 - 2.

DIRECTION ASSURANCE QUALITE

Ingénieur assurance qualité

ISEP, ISEN...

Vous gérerez l'assurance qualité du matériel électronique embarqué. Missions sur projets variés pouvant atteindre 2/3 ans. Vous avez une expérience de 5/7 ans en milieu industriel qui vous a amené à pratiquer l'assurance qualité matériel et ce, de préférence sur équipements embarqués en aéronautique (civil/militaire) et/ou spatial.
Anglais indispensable. La connaissance de l'informatique temps réel serait un plus. Poste basé aux Ulis (91). Réf. 20.065 - 6.

1 400 personnes, 1 MDF de CA, nous sommes n° 1 mondial des équipements aéronautiques et spatiaux.



Merci d'envoyer votre CV, sous la référence du poste à notre Conseil : 26 rue de Berri, 75008 Paris.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

Le Monde des Secteurs de Pointe

FILIALE DU COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE.

STMI

OPÉRATEUR INDUSTRIEL DE L'ANDRA

CHAMPAGNE

Valorisez votre expérience de l'industrie nucléaire

Ingénieur d'affaires

Société des Techniques en Milieu Ionisant, notre activité est le démantèlement et l'assainissement d'installations industrielles. Opérateur industriel, nous assurerons, l'exploitation d'une nouvelle unité de stockage de colis radioactifs équipée de matériels hautement perfectionnés.

Dès à présent, nous vous confions la responsabilité technique, administrative et financière de l'exploitation de ce centre. Ingénieur généraliste, vous avez l'expérience de la gestion d'affaires et de l'animation d'équipes. Votre sens des responsabilités et de l'organisation ainsi que votre souplesse dans les relations seront déterminantes pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature · lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 90/08M. à notre conseil : ER Ressources Humaines - 118, rue de Tocqueville 75017 Paris.

ER Ressources Humaines

Carré Turenne

INGENIEUR HYPERFREQUENCES

Un centre de production d'électronique professionnelle appartenant à un groupe industriel international développe ses moyens de fabrication de sous-ensembles et d'équipements hyperfréquences destinés aux marchés de l'aéronautique et de la défense. Il recherche un ingénieur méthodes et production qui sera chargé de la fonction "méthodes avancées" : acquisition et transfert des connaissances entre conception et production, industrialisation des produits et process. Ce poste s'adresse à un ingénieur ou à un universitaire débutant ou titulaire d'une première expérience. Les candidats devront avoir acquis une connaissance théorique ou pratique des hyperfréquences. Le lieu de travail est situé à moins de 100 km de Paris. Ecrire à J. PERRIN en précisant la référence A/D2142M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.53.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage



Juin 1990 : Mexico... Nous confirmons notre vocation internationale

MATRA TRANSPORT est déjà présent en Europe, en Amérique et en Asie. Par la confiance qui nous est témoignée dans le projet de nouveau pilote automatique pour le métro de Mexico, nous renforçons notre présence en Amérique Latine. Chaque jour, la sécurité de 11,5 millions de passagers est assurée grâce à notre savoir-faire. Nous rejoindre aujourd'hui, c'est écrire l'histoire des transports de demain.

INGENIEURS LOGICIELS

Le logiciel tient une place essentielle dans les nouveaux systèmes que nous développons (pilotage automatique, contrôle de vitesse, télésupervision, transmissions...). Ingénieurs débutants ou expérimentés, vous avez la responsabilité d'assurer la rédaction des spécifications, les développements, les preuves et les certifications de nos logiciels et des outils de production associés. Rigoureux, vous aimez progresser avec méthode. Les environnements de travail sont à la hauteur de l'enjeu : la sécurité maximum des personnes transportées. Réf. IL

INGENIEUR SUPPORT TECHNIQUE

Vous jouez un rôle clé dans les réponses aux nouveaux appels d'offre. Directement en contact avec nos clients potentiels, vous montez les propositions techniques et les devis s'y rapportant. Possédant environ 5 années d'expérience en développement matériel et/ou logiciel, vous êtes attiré par les approches globales et les contacts fréquents. A terme, vous prendrez en charge la responsabilité technique d'un projet. Réf. IST

RESPONSABLE D'ETUDES D'AUTOMATISME R & D

Afin de renforcer notre présence à l'international, nous devons faire en sorte que nos systèmes soient de plus en plus performants. Responsable de travaux d'innovations technologiques dans différents domaines (transmissions, contrôle de vitesse...), vous coordonnez les activités de nos services d'études et prévoyez l'introduction de ces nouveautés sur nos projets. Ingénieur électronicien, vous êtes doté d'une première expérience d'étude et développement. La connaissance du domaine ferroviaire serait un plus. Réf. RFA

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à MATRA TRANSPORT Direction des Ressources Humaines - 48/56 rue Barbès - 92120 Montrouge.

MATRA TRANSPORT

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

INGENIEURS

ENSTA, ENSM, ENSAM, ECL OU ÉQUIVALENT

Vous êtes débutant ou vous avez quelques années d'expérience en Structure métallique et/ou Architecture navale. La maîtrise de la langue anglaise et de sérieuses capacités rédactionnelles sont des atouts déterminants.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. NC1 à notre Direction du Personnel
BUREAU VERITAS
CEDEX 44 - 92077 PARIS-LA DEFENSE

Groupe Bureau Veritas



Société de services et d'ingénierie informatique dans les domaines de l'aéronautique, des télécommunications et des technologies avancées de façon générale, recrute

Jeunes

INGENIEURS D'ETUDES
DEBUTANTS A 4 ANS D'EXPERIENCE

Leur mission concerne l'étude de systèmes de haute technologie et la réalisation des logiciels associés.

La diversité des applications traitées dans des secteurs de pointe favorise l'évolution ultérieure de carrière de jeunes ingénieurs.

Les candidats recherchés sont de niveau Bac + 5 (Grandes Ecoles ou DEA). Ils ont reçu une formation d'ingénieur généraliste avec option informatique ou automatique ou électronique.

La possibilité de faire état d'un service national scientifique constitue un atout de même que tout projet réalisé en informatique industrielle ou logiciel de base. La connaissance des langages tels que LTR, FORTRAN, C, PASCAL, ADA, d'un Assembleur, ainsi que d'UNIX serait un "plus".

Adresser c.v. à E.R.I.N., 2 Square Arago, 78330 FONTENAY LE FLEURY.

AXIAL

LE FER DE LANCE DES COMPETENCES

Nées de la rencontre de la compétence et de l'imagination, les réalisations de GIAT Industries constituent la référence européenne de la maîtrise de systèmes mécaniques complexes assortis de technologies variées (électronique, optique, hydraulique ...). Appuyés sur de puissantes alliances nationales et internationales, nos centres d'études et de fabrications (14 300 personnes) travaillent à la réalisation de nos ambitions. Pour aller plus loin dans la satisfaction des besoins de ses clients, dans la conception et la mise en oeuvre de matériels de qualité, GIAT Industries renforce ses compétences.

Notre centre d'études et de développement de VERSAILLES - SATORY (78) assure la conception et la maîtrise d'oeuvre de nouvelles générations de systèmes d'armes blindés complexes et recherche :

Ingénieurs Grandes Ecoles
(Centrale, ESE, ENSTA, AM, ENSI ...)
Débutants ou Expérimentés

Nos compétences s'appuient sur un double savoir-faire : maîtrise de systèmes complexes et aptitude à associer autour de la mécanique de nombreuses technologies de pointe (informatique, électronique). Vous interviendrez au coeur de systèmes de haute mécanique dans les domaines :

MECANIQUE

Vous prendrez la responsabilité d'avant-projets et développement de systèmes ou d'équipements constituant des innovations techniques dans les domaines des architectures, suspensions, motorisations, matériaux et de l'ergonomie, en utilisant les outils de CAO (CATIA) de calculs (éléments finis, analyse modale ...) les plus évolués.

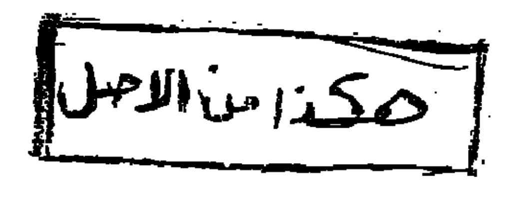
ELECTRONIQUE - ELECTRICITE

Vous interviendrez dans le développement de fonctions et d'équipements à caractère électrique (architectures électriques, réseaux embarqués), électronique, optique et optronique et leurs intégrations dans un système temps réel conférant des capacités de navigation et communications internes uniques au monde. Dans le domaine des simulateurs de grands systèmes complexes, vous ferez appel aux techniques de l'EAO et de l'IA. Vous conduirez ces travaux en relation avec nos équipes d'essais, de production, les industriels fournisseurs et coopérants en vous appuyant sur de puissants moyens d'études. Selon vos capacités et vos goûts vous pourrez évoluer vers la responsabilité de grands projets ou celle d'un service.

Intégrer Giat Industries, c'est faire le choix d'un environnement de compétences et de moyens importants, pour participer à des projets technologiques uniques. Aujourd'hui notre stratégie de développement à besoin de votre talent !

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle et souhaitée) à **GIAT Industries** - Centre de Satory - Division Ressources Humaines 13, route de la Minière - 78034 VERSAILLES Cedex

GIAT industries



Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde des Cadres

Le Monde des Cadres

Découvrez les conseils de vos ambitions.

La santé et la croissance de votre entreprise passent par la performance de vos collaborateurs. Les Conseils de SYNTEC Recrutement sont des spécialistes en ressources humaines. Leurs consultants sont des experts qualifiés. Ils suivent une formation permanente, leurs méthodes bénéficient de la critique et de l'apport du groupement tout entier, leurs résultats sont votre garantie.

SYNTEC Recrutement, première association professionnelle française en recrutement de cadres et de dirigeants, représente :

- 28 sociétés, 400 consultants, une implantation sur tout le territoire français, des réseaux internationaux... et un volume d'activité de 50 % du total de la profession du conseil en recherche de cadres et de dirigeants.
- 5 000 clients, entreprises industrielles et commerciales.
- 55 % des offres d'emploi publiées par les conseils en recrutement dans la presse nationale.
- 10 000 missions réalisées en 1989 dont 40 % en approche directe.
- 100 000 cadres et dirigeants rencontrés.

Partenaires de l'entreprise dans sa stratégie en ressources humaines, les Conseils de SYNTEC Recrutement vous accompagnent dans votre démarche pour transformer vos ambitions en réussites.



ACCADEMIES

LE CHOIX DE L'EXIGENCE

ALEXANDRE TIC S.A. ■ ALGOE ■ ALPHA CDI ■ CEGOS ■ CHANTAL BAUDRON S.A. ■ CLEAS ■ COG HEBERT CONSEIL ■ CORT ■ CPA ■ DANIEL PORTE CONSULTANTS ■ DEVELOPPEMENT ■ DOMINIQUE BARRÉ S.A. ■ EGOR RESSOURCES HUMAINES ■ ETAP ■ BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES ■ INFRAPLAN ■ JACQUES TIXIER S.A. ■ JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL ■ LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES ■ MF PARTNERS ■ PA CONSULTING GROUP ■ RAYMOND POULAIN CONSULTANTS ■ SEFOP ■ SEMA SELECTION ■ SERIFO ■ SIASS ■ SIRCA ■ SODERHU

Imaginez-vous...

...chargé de promotion pour Euro Disneyland

Vous serez responsable de l'élaboration et de la mise en oeuvre des actions marketing communes - tant au niveau national qu'international - pour Euro Disneyland et ses partenaires aux noms prestigieux.
Déjà introduit dans le milieu des médias, votre esprit créatif et votre maitrise de la langue anglaise vous permettent de concevoir et de mettre en place des plans de promotion percutants.

3615 tous nos emplois EURODISNEY

Une formation supérieure en marketing et une réelle expérience dans ce domaine sont nécessaires pour ce poste très diversifié.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence MK/0188/M, à Euro Disneyland, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.



Euro Disneyland S.C.A.

Une entreprise de rêve

La Ville de Saint-Ouen-l'Aumône
(Val-d'Oise) - 18000 habitants

recrute

Un Attaché pour son secteur Contentieux, Patrimoine, Assurances

Licence en Droit exigée et expérience dans la Fonction Publique territoriale souhaitée

Adresser lettre et C.V. à :
Monsieur le Député-Maire
Hôtel-de-Ville - 95310 Saint-Ouen-l'Aumône

LVMH
MOËT HENNESSY . LOUIS VUITTON

Notre Groupe, leader mondial dans le secteur des produits de luxe, recherche pour sa Société Holding à Paris un

CHARGE D'ETUDES DIRECTION FINANCIERE

Au sein de l'équipe financière du Groupe, vous participerez à des simulations d'investissements, à l'étude de financements, ainsi qu'à l'analyse des données financières du Groupe. Vous serez également associé à la Communication Financière de LVMH.
Ce poste s'adresse à un jeune HEC, ESSEC, ESCP, IEP..., à fort potentiel, débutant ou ayant une première expérience d'au maximum 2 ans dans le domaine financier.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous réf. E225M, à Ernst & Young Conseil - 6, rue de Téhéran 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Ernst & Young Conseil

Carré Turenne

ACTOR SYSTEMES

département Recrutement

recherche

pour septembre, pour un de ses clients, société de conseils juridiques implantée sur le territoire national

TROIS JEUNES FISCALISTES

pour postes à Paris, Clermont-Ferrand et Bordeaux.

Statut cadre, rémunération fixe + intéressement.
Diplômes : ENI + 5 ans expérience minimum comme inspecteur (Bordeaux) ou contrôleur (Clermont-Ferrand, Paris), DESS fiscalité ou Sup. de Co option finances et 5 ans d'expérience en cabinet d'audit.

Envoyer C.V. et prétentions à l'attention
de Madame MAILLARD
ACTOR SYSTEMES
13, rue Boudet, 33000 BORDEAUX.

Détecter des talents...

- Chargée de Recherche -

Notre Cabinet fait partie du bureau français de TRANSEARCH INTERNATIONAL, l'un des dix premiers réseaux mondiaux de Conseils en Recherche de Cadres Dirigeants (35 bureaux dans 22 pays). Notre important développement nous permet d'élargir notre équipe et d'intégrer une nouvelle Chargée de Recherche.
De formation supérieure (bac + 4 minimum), vous disposez si possible d'une première courte expérience.
Vous assisterez l'un de nos consultants dans toutes les phases des missions qu'il aura à traiter (identification, approche directe et information des candidats, suivi des recherches, ...), une fonction où votre sens de l'initiative et vos qualités de contact seront largement sollicités.

Merci d'écrire, en précisant votre rémunération, sous réf. PC 1610 M à PLEIN CADRE - 160 avenue de Versailles - 75016 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

PLEIN CADRE

Recruter et développer

H/F - 30 ans +
250.000 +

Société très performante au niveau Européen, nous renforçons notre D.R.H. Nous cherchons un cadre connaissant déjà bien le recrutement dans son aspect global. Il prendra également en charge la gestion des carrières cadres et non cadres. En vous associant à nos méthodes modernes de gestion des ressources humaines, nous ferons aussi de vous un spécialiste du bilan et du suivi des ressources. Vous êtes psychologue de formation, ou diplômé de l'enseignement supérieur, avec surtout une bonne première expérience (entreprise ou cabinet). Nous vous proposons un poste autonome et opérationnel. Notre conseil INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail 75006 PARIS, attend votre appel au 45 44 32 11, en précisant la référence DC/1M, pour un premier contact et un entretien immédiat.

MEMBRE DE SYNTEC

◆ FORCE ◆ 5 ◆

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

Le district urbain de La Tour-du-Pin
(16 000 habitants) — Isère

recherche

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

Pour accueil Industriel et promotion de la Région Turripinoise

Niveau minimum bac + 2
Expérience professionnelle souhaitée
STATUT CONTRACTUEL
SALAIRE BRUT ANNUEL 145 000 F
POSTE A POURVOIR IMMÉDIATEMENT

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae à :
Monsieur le Président du
District Urbain, BP 17,
38351 La Tour-du-Pin Cedex
AVANT LE 31 JUILLET 1990

IMPORTANTE COMPAGNIE DE REASSURANCE INTERNATIONALE A PARIS développe son portefeuille de souscriptions DES RISQUES AGRICOLES - MONDE ENTIER

Vous êtes :

INGENIEUR AGRONOME

débutant ou avec quelques années d'expérience agricole, assurances ou réassurances.
Vous parlez couramment l'Anglais et peut-être l'Espagnol.
Vous êtes prêt à assurer de courtes missions à l'étranger.

Nous vous proposons :

- votre formation au marché international de la Réassurance
- la responsabilité de la constitution de notre portefeuille d'AFFAIRES AGRICOLES - MONDE ENTIER.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions sous référence 66375 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

Conseil en développement des Ressources Humaines
17 ans d'expérience, 4 agences, 17 personnes
30 % de progression par an sur les 5 dernières années

Consultant

Intégré au sein de notre agence de DIJON, vous aurez la responsabilité d'un portefeuille de clients industriels.
Votre mission de conseil s'orientera vers le recrutement, la formation et la gestion interne des potentiels humains et s'affinera selon vos compétences et vos motivations.
Vos capacités d'autonomie et votre expérience vous conduiront à prendre en main progressivement des projets de plus grande envergure et surtout à les appréhender dans une optique de mission plus globale de conseil.
De formation supérieure (psychologie...), vous justifiez au minimum d'une première expérience professionnelle en cabinet ou en entreprise.
Vous souhaitez développer votre projet personnel au sein d'une équipe vous apportant méthodes, outils, et partageant des valeurs communes de professionnalisme.
Merci d'écrire sous réf. D104/LM à CDPA, 52 boulevard Carnot, 21000 Dijon. Tél. (16) 1.80.31.60.75.

DIJON - PARIS **CDPA** LYON - BESANCON

Groupe leader mondial recherche pour développer le service de presse de sa Direction de la Communication

Attaché(e) de Presse Confirmé(e)

Fort(e) d'une expérience de 5 à 10 ans dans les relations avec la presse économique, vous participez à l'animation de la communication financière du Groupe.
Vous êtes parfaitement bilingue (anglais), et votre rémunération sera à la hauteur de vos compétences.

Merci d'envoyez CV, photo et prétentions, sous référence 4791/MO à

L.B.W.

30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, qui transmettra.

Un des pôles Corporate du groupe FCA!, l'agence SOURCES, spécialisée en Communication d'Entreprise (effectif : 42 personnes, CA : 89 MF et 19 MF de M.B. en 89), recherche pour son département Communication Interne en plein développement, un

Consultant H/F

Votre mission : gérer des budgets de renom (journaux et magazines d'entreprise, rapports annuels, vidéo...) pour lesquels vous élaborerez des recommandations stratégiques et interviendrez en qualité de conseil, des études jusqu'aux produits finis.

Diplômé d'une école de gestion (ESC, Sciences Po...) ou d'un 3ème cycle de communication (CELSA...), votre expérience d'au moins 2 ans de préférence en agence, vous donne envie d'aller plus loin.

Votre personnalité associée à votre sens de la rigueur, votre dynamisme commercial et votre créativité seront vos meilleurs atouts pour réussir dans cette fonction. Accentuez votre positionnement communication d'entreprise, en adressant votre dossier de candidature (CV + lettre de motivation) sous réf. 4355 M à

Sources, 108 rue Saint Honoré, 75001 Paris

SOURCES

Quand on est un leader de la haute technologie française, c'est aussi parce que l'on sait gérer ses hommes.

Notre Direction des Relations Sociales et Humaines recherche :

Jeune HEC, ESSEC, ESCAE

Responsable de l'évolution de 2 systèmes d'information de personnel, vous
- êtes à l'écoute des besoins des utilisateurs
- maîtrisez l'impact des nouvelles réglementations ou des changements d'organisation
- définissez les évolutions souhaitées aux informaticiens
- assurez la liaison avec les utilisateurs.

Ouvert et diplomate, vous êtes un correspondant privilégié des services de personnel des établissements ainsi que de l'informatique et de la comptabilité.

Cette approche large et diversifiée vous permet de mener d'autres études de gestion de personnel.

Votre intérêt pour la gestion de personnel et l'organisation sont vos atouts pour réussir dans ce poste très formateur.

DASSAULT AVIATION

Pour nous rejoindre, adressez lettre et CV à DGRSH/CTA - DASSAULT AVIATION
78, Quai Marcel Dassault - 92214 ST CLOUD.
(ou renseignements au 47.11.40.41)

HCA

BOSSARD CONSULTANTS

CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

Le PILOTAGE STRATEGIQUE est une approche originale développée par BOSSARD CONSULTANTS qui consiste à aider les entreprises à réconcilier leurs systèmes de gestion avec leurs intentions stratégiques.

Pour renforcer l'équipe de développement de cette activité en forte croissance, ainsi que les équipes d'intervention chez nos clients, nous recherchons des :

CONSULTANTS

et sommes désireux d'accueillir plusieurs hommes ou femmes (28/35 ans), avec du potentiel et la personnalité :
- soit des consultants experts des systèmes de gestion souhaitant élargir leur pratique vers le management stratégique des entreprises,
- soit des contrôleurs de gestion ou auditeurs expérimentés désireux de faire évoluer leur carrière vers le conseil en management.

Ils trouveront au sein de BOSSARD CONSULTANTS un environnement professionnel stimulant et soucieux de leur épanouissement personnel.

Si cette perspective correspond à vos talents et à vos souhaits, adressez votre dossier de candidature sous réf. "Projet P.S." à
Florence HADJAB, BOSSARD CONSULTANTS
12 bis, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX Cedex.

Lafarge Coppee

Un des leaders de l'industrie française (ciments, bétons, plâtres, matériaux, bio-activités), CA 30 milliards, effectif 30.000 personnes.

Pour mettre en oeuvre notre politique de Ressources Humaines au sein d'une de nos sociétés du secteur agronomique dont l'effectif est de 230 personnes et qui comporte les fonctions Recherches - Commercial - Usine (2 sites) nous offrons un poste

JEUNE DRH

environ 35 ans - 3 à 5 ans d'expérience

Membre du Comité de Direction, vous assurerez l'intégralité de la fonction et en priorité :
- la formation (adaptation à l'évolution des métiers, sécurité...)
- la gestion, le développement et la mise en valeur du potentiel humain
- l'information, la communication interne.

Par ailleurs vous serez intégré au réseau Ressources Humaines du Groupe Lafarge Coppée.

La réussite à ce poste constitue un excellent tremplin pour un développement de carrière dans la fonction ressources humaines dans un groupe dont la réputation est non seulement liée à son efficacité économique mais également à sa politique sociale.

Poste à Lille.

Ecrire sous réf. 27B 1876-O M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

La Direction des Ressources Humaines de la filiale française (plus de 2 000 personnes) d'un puissant groupe industriel international fortement implanté en Europe recherche son

RESPONSABLE ORGANISATION ADMINISTRATION DU PERSONNEL

"Bras droit" de la DRH, vous aurez une **triple mission** :
- **Opérationnelle** en animant une petite équipe chargée de la paye, de la gestion administrative du personnel et des régimes sociaux et de la consolidation des données sociales avec les sociétés du même groupe sur le plan européen.
- **D'organisation** auprès des reponsables ressources humaines des usines et des directeurs de filiales de la société française (implantées en France et en Europe) dont vous définirez les besoins afin de concevoir et de réaliser en relation avec le service informatique les outils et procédures permettant d'améliorer les systèmes existants et de les harmoniser.
- **De conseil et d'information** sur le plan législation sociale auprès des responsables des sites et de l'ensemble du personnel.

Ce poste s'adresse à un candidat de niveau supérieur disposant de 4 à 5 ans d'expérience en administration du personnel, familiarisé avec les sytèmes de traitement d'information sociale et les logiciels de paye (de préférence Pacha) ayant des connaissances en législation sociale et désireux d'évoluer dans un environnement dynamique, ouvert sur l'international.
Ses qualités de contact, d'organisation, d'ouverture d'esprit et d'autonomie lui permettront ensuite d'élargir ses fonctions dans le domaine des relations sociales dans la société ou dans le groupe.
La connaissance de l'anglais est nécessiare.
Poste banlieue Nord Ouest de Paris.

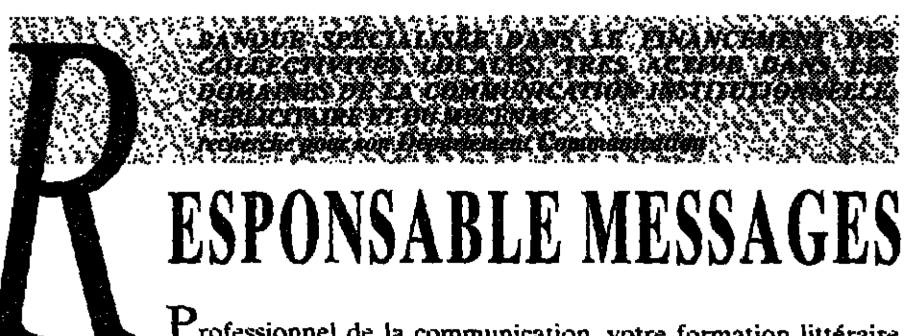
Ecrire sous réf. 28B 1857-0M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL



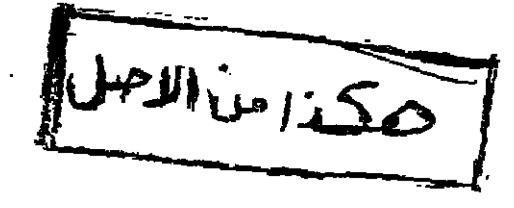
BANQUE SPECIALISEE DANS LE FINANCEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES, TRES ACTIVE DANS LES DOMAINES DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE, PUBLICITAIRE ET DU MECENAT recherche pour son Département Communication

RESPONSABLE MESSAGES

Professionnel de la communication, votre formation littéraire et votre expérience de l'entreprise vous permettront, en collaboration avec les hommes de notre réseau et du siège, de décliner les messages porteurs de notre identité.
Vos qualités conceptuelles, votre sens du contact et de la négociation faciliteront votre participation à l'élaboration de notre stratégie de communication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.1144 à CONTESSE - 38 rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET qui transmettra.

CONTESSE



Le Monde des Cadres

Chargé de Relations Presse

Au sein d'une société de loisirs, d'envergure européenne, implantée en France et en très forte expansion, vous serez l'interlocuteur privilégié de la presse écrite, radio et TV, à l'échelle européenne.

Vous recueillerez, vérifierez et sélectionnerez les informations auprès de nos services et les transmettrez aux médias. Vous animerez également une équipe de rédacteurs et contrôlerez leurs articles. Enfin, vous coordonnerez toutes les actions presse, c'est-à-dire la gestion des visites des journalistes, l'organisation des conférences de presse, le suivi des relations...

Diplômé d'une école de journalisme, d'attaché de presse ou équivalent, vous possédez environ 7 ans d'expérience, si possible au sein d'une grande entreprise française. Parfaitement bilingue anglais, créatif, vos capacités relationnelles, rédactionnelles et d'animation vous permettent d'aborder ce poste à responsabilités comme un challenge pour votre carrière.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 1936, a Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

MERLIN GERIN

la maîtrise de l'énergie électrique

Le contrat et le financement : deux éléments clé pour concevoir et réaliser à partir d'Europe les grandes affaires internationales sur lesquelles compte le groupe MERLIN GERIN pour diffuser sa technologie.

Pour accompagner notre croissance — 29 000 personnes dont 3500 cadres, 14.6 milliards de CA en 1989 contre 6,2 en 1984 — le département réalisation d'ensembles se renforce et recherche un :

ingénieur financier des grandes affaires

De formation supérieure économique ou commerciale avec 2 à 3 ans d'expérience, vous maîtrisez les règles et les pratiques du commerce international sur les plans juridiques, financiers et fiscaux ainsi que les relations avec les administrations ou organismes européens du commerce extérieur, les banques, les assurances...

Assisté d'une équipe administrative que vous animez, vous apportez aux chargés d'affaires votre expertise pour le montage et le financement d'opérations complexes à l'export.

Pour cela vous etudiez, négociez et mettez en place les conditions financières et contractuelles de nature à améliorer la compétitivité et garantir la sécurité des offres commerciales.

Dynamisme, imagination et adaptabilité vous permettront de réussir dans la phase de négociation, rigueur et méthode seront indispensables pour la mise en œuvre. L'anglais est impératif et vous connaissez si possible une deuxième langue (espagnol, arabe).

Déplacements de courte durée à l'étranger.

L'enthousiasme est votre atout ? C'est aussi le nôtre !
Nous vous donnerons toutes les raisons de le conserver durant votre parcours professionnel.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 1B MOND 459 à MERLIN GERIN, Gestion Prévisionnelle des Cadres, 38050 Grenoble Cedex.

GROUPE SCHNEIDER

VGG

Développer l'activité recrutement

H/F

Dans le domaine du conseil et des prestations de service informatique, notre groupe est solidement implanté dans le secteur banque et finance. Le conseil en recrutement est le complément indispensable de nos activités. C'est pourquoi nous recherchons le Consultant capable d'effectuer nos recrutements internes mais aussi de développer une clientèle extérieure. Intégré à notre structure, vous serez seul responsable de votre secteur. En effet, votre formation supérieure et votre expérience réussie dans ce domaine vous permettent d'être tout à fait autonome. Nous souhaitons ultérieurement envisager des possibilités d'association. Le cas échéant, nous sommes prêts à négocier votre apport éventuel de clientèle.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous remercions d'écrire sous réf. 927/1 à A.L Conseil 35 rue de Naples 75008 Paris que nous avons chargé de cette recherche.

A.L conseil

CURRICULUM



SPIELER DURIER PARTNERS

Responsable communication culturelle H/F

200.000

ALSACE. Cet important groupe axé sur la communication culturelle (littérature, musique, art) recherche son Responsable de la Communication.

Rendant compte au Directeur Général et assisté d'une secrétaire, il sera le maître d'oeuvre dans l'organisation d'évènements culturels (débats, rencontres avec le milieu littéraire, musical et artistique international) qu'il saura valoriser auprès des média.

Il assurera la communication interne et aura personnellement la responsabilité de la gestion d'une équipe d'accueil.

Le poste convient à une personne pouvant faire valoir une expérience réussie dans un poste similaire, ou dans une fonction liée aux média. De réelles compétences en organisation et en gestion d'un budget de communication sont nécessaires.

Adresser CV à SPIELER DURIER PARTNERS, sous réf. M 187, 8, place de la Gare, 67000 STRASBOURG. Tél. 88 32 39 39. Discrétion assurée.

Deutsch-französische Personalberatungsfirma - Conseil franco-allemand

MEDIA-SYSTEM

ARTAUD, COURTHEOUX & Associés

- Stratégie d'entreprise
- Système d'information
- Organisation
- Maîtrise d'œuvre informatique

recherche CONSULTANT JUNIOR

Agé d'environ 25/28 ans, le candidat, diplômé d'une grande école, aura montré, au cours de ses stages ou de ses emplois, son intérêt dans les domaines de gestion et de système d'information.

Ses aptitudes lui permettront de :
- mettre en évidence les forces et faiblesses des systèmes d'information d'entreprises industrielles
- animer un groupe de travail interne à l'entreprise
- assister les consultants seniors dans la conceptualisation de solutions performantes
- communiquer et faire appliquer les préconisations.

Le travail au sein d'une équipe soudée et motivée, l'accès possible au capital de la société, l'absence de routine dans les interventions sont autant d'éléments permettant d'assurer le développement du candidat.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à
Véronique FORENSI
ARTAUD, COURTHEOUX & Associés
37, rue du Colisée, 75008 PARIS.

ORGANISME NATIONAL PROFESSIONNEL

recherche

Pour sa Division Affaires Sociales - Formation

COLLABORATEUR FORMATION

A 30/35 ans, de formation supérieure type Sciences Eco, vous disposez d'une solide expérience de la Formation Initiales, acquise, si possible dans le secteur du Bâtiment.

Vous serez plus particulièrement chargé de suivre, avec l'Education Nationale, l'élaboration des diplômes, leur évolution, et participerez, à ce titre, à diverses Commissions. Vous aurez, par ailleurs, à créer et actualiser des documents visant à la promotion des métiers du Bâtiment et pourrez être amené à participer à des manifestations en Régions.

Vos qualités de sérieux, votre sens du contact et votre capacité à prendre des responsabilités vous permettrons de réussir dans ces fonctions.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 257 à CK - 23, bis rue Pierre Guérin - 75016 PARIS

LEVI-TOURNAY/ASICOM



Chantal Kenvyn

REGION CENTRE

Coordinateur d'études

Nous sommes une **ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE** en plein développement, orientée vers le marché européen.

Nous vous offrons des responsabilités polyvalentes:
- de coordination pédagogique: contrôle des objectifs, supervision des stages, des études de marchés, suivi des étudiants,
- de promotion de l'école auprès des entreprises,
- d'enseignement dans le domaine du **marketing**,

et de réelles possibilités d'évolution au sein de notre structure ou de son organisme de tutelle.

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion - option marketing. Vous avez idéalement une première expérience d'enseignement ou formation.

Vous souhaitez vous investir dans un projet pédagogique ambitieux, adressez votre dossier de candidature sous réf. MO/10985 à notre conseil: PG CONSULTANTS, 21 rue Emile Zola, 37000 Tours.

PG Consultants

ANGERS BORDEAUX NANTES PARIS RENNES TOULOUSE TOURS

MEDIA-SYSTEM



ville d'Orléans

LOIRET
(107 000 habitants)
RECRUTE

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Dans le cadre de la démarche de modernisation des services, il poursuivra la mise en œuvre de la politique de ressources humaines en relation avec la Direction Générale.

Il sera chargé de mettre en place une cellule de gestion prévisionnelle de l'emploi et un système d'appréciation du personnel.

Il animera une équipe de 24 personnes. Il pilotera l'administration et la gestion du personnel (2 200 agents) : budget, recrutements, gestion personnalisée des carrières, formation et la communication interne.

Il poursuivra l'effort entrepris en matière d'informatisation de la Direction et d'outils d'analyse (bilan social...).

Ce poste conviendrait à un cadre supérieur ayant une expérience dans la fonction Personnel (connaissance du statut), possédant le sens des contacts humains, de l'organisation et du management. Il est assorti d'avantages extra-statutaires.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé et photo à M. le Député-Maire d'Orléans, Direction du Personnel, 45040 ORLÉANS CEDEX 1, au plus tard le 25 août 1990.

Renseignements : M. DEVIN, tél. : 38-42-26-10.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES — CGB CITIBANK

Assistant Formation Recrutement

– HF –

Au sein de la Direction des Ressources Humaines,vous assisterez le responsable FORMATION / RECRUTEMENT dans l'ensemble de ses fonctions en participant activement à : • l'élaboration et la gestion du plan de formation, • la conception et l'animation des sessions de formation, • la conduite des missions de recrutement.

Agé de 25/28 ans, de formation supérieure, vous souhaitez valoriser votre expérience opérationnelle des ressources humaines (environ 3 ans - de préférence en milieu financier) dans une structure évolutive.

Votre aisance relationnelle, vos qualités d'animateur, votre créativité et votre enthousiasme sauront nous séduire.
La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, C.V., photo) à la Direction des Ressources Humaines, Compagnie Générale de Banque CITIBANK, Cedex 65, 92051 Paris-La Défense.

ECOLE DES MINES Douai

RECRUTE

UN ENSEIGNANT EN MATHÉMATIQUES

Chargé d'assurer l'enseignement des mathématiques aux élèves ingénieurs recrutés au niveau Bac + 1.

Cet enseignant devra orienter ses cours vers l'application des connaissances théoriques aux techniques industrielles.

Une formation, voire une pratique des techniques de l'ingénieur, serait particulièrement appréciée.

Adresser candidature manuscrite avec C.V. détaillé, photo et prétentions à :

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES & DES MINES DE DOUAI
941, rue Charles-Bourseul
B.P. 838
59508 DOUAI CEDEX

Renseignements : R. DAUL Tél. 27-93-20-25.

WIMPEY FRANCE

Promoteur Immobilier
Maisons Individuelles et Collectifs

Recherche dans le cadre de son développement :

RESPONSABLES DE PROGRAMMES

1 CONTROLEUR DE GESTION

1 RESPONSABLE VRD

1 TRÉSORIER

Postes basés à Sèvres (92)

Envoyer dossiers de candidatures sous Réf. JB à WIMPEY FRANCE
BP 67 – 92310 SÈVRES

INGENIEUR DEBUTANT

Paris

Distribution d'énergie - Nous sommes une entreprise industrielle assurant un service public ; nous bénéficions d'une notoriété assise et reconnue. Nous poursuivons régulièrement notre croissance aussi bien de façon interne qu'externe (à l'export en particulier). Afin d'accompagner notre développement et de former nos futurs responsables, nous recrutons deux ingénieurs débutants. Dans un premier temps, ils se verront confier des missions variées "d'apprentissage" (études, travaux, exploitation...) au sein de différents services de notre siège parisien. Ils sont destinés à évoluer rapidement vers des responsabilités opérationnelles plus importantes. Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs mécaniciens ou thermiciens débutants avec de bonnes connaissances en informatique pour utiliser et faire évoluer nos moyens dans ce domaine (gestion, calculs, CAO, télécontrôle...). Ecrire à G. MASSON en indiquant vos prétentions et la référence A/S8576M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.51.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

Lille

PA Consulting Group (2500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays, leader incontesté du recrutement en Europe) connaît en France une progression de tout premier plan. Sa direction nord, créée en 1972, souhaite se renforcer afin de faire face au développement attendu de l'économie régionale avec l'ouverture du tunnel sous la Manche et la construction du TGV. Elle recherche un nouveau consultant qui, après formation à nos méthodes, mènera en toute autonomie des missions de recrutement et sera personnellement responsable d'un portefeuille clients qu'il saura gérer et développer dans un véritable esprit de conseiller de direction. Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur, connaissant bien la région nord et désireux de participer à son essor en y jouant un rôle actif. Il sera soit un professionnel du recrutement, soit un homme d'entreprise souhaitant valoriser son acquis dans un cabinet de renom. Ecrire à M. OLARI en précisant la référence A/063M - **PA Consulting Group - 19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

ENTREPRISE SECTEUR NATIONALISÉ RECHERCHE :

• POUR LE DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

2 jeunes diplômés (avec forte préférence pour ceux pouvant présenter une première expérience dans le domaine de la formation, dans le domaine de la gestion informatisée, dans le domaine du droit social). Réf. 100

Poste à pourvoir immédiatement à Paris.

• POUR LE DÉPARTEMENT COMMERCIAL

Son Responsable : expérience dans le domaine des Transports Nationaux et Internationaux essentielle. Il aura à développer une stratégie de développement de la Société dans le domaine international (Europe). Connaissance de l'anglais et de l'allemand nécessaire. Réf. 101

Poste à pourvoir immédiatement à Paris.

• POUR SA COMMUNICATION EXTERNE

Un jeune diplômé ayant une première expérience. Il sera appelé à effectuer des déplacements à l'étranger. Connaissance de l'anglais et de l'allemand nécessaire. Réf. 102

Poste à pourvoir à Paris.

Adresser C.V., photo et prétentions sous la référence choisie à PUBLIFOP 29 rue Bleue 75009 PARIS qui transmettra.

ARTHUR ANDERSEN

CONSEIL EN MANAGEMENT

Consultants Expérimentés

(X-ECP-MINES...HEC-ESSEC-ESCP)

La modernisation des entreprises pour une plus grande compétitivité passe par l'innovation, la transformation des comportements et des structures, la mise en oeuvre de nouvelles technologies et de nouveaux outils de gestion.
Elle demande une forte intégration de l'organisation et de la gestion des hommes qui animent l'entreprise.
ARTHUR ANDERSEN répond à cette demande et fait de la conduite du changement un élément clé de son offre intégrée de services.
Vous avez moins de 30 ans et vous associez à votre diplôme (X, ECP, MINES... HEC, ESSEC,ESCP) une expérience de 3 à 5 ans en cabinet ou en entreprise.
Vous avez été confronté et sensibilisé à des problèmes tels que :
- l'assimilation de nouvelles technologies,
- la transformation de culture,
- le changement d'organisation,
- la fusion d'entreprises.

Si réussir le changement par les hommes est un défi que vous souhaitez relever avec nous, vous pratiquerez un métier passionnant dans une équipe en plein développement.
Vous bénéficierez, en outre, d'une formation approfondie en France, en Europe et aux Etats-Unis.
Vous trouverez enfin chez ARTHUR ANDERSEN les meilleures conditions pour votre épanouissement personnel et des perspectives d'évolution motivantes.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence LM/A.AN, à : Isabelle DAUMARES

Arthur Andersen
Tour Gan-Cedex 13
92082 Paris la Défense 2

Un avenir, un métier.

SINGULIER

Responsable médiathèque

Un des leaders mondial de la micro-informatique recherche pour son siège européen

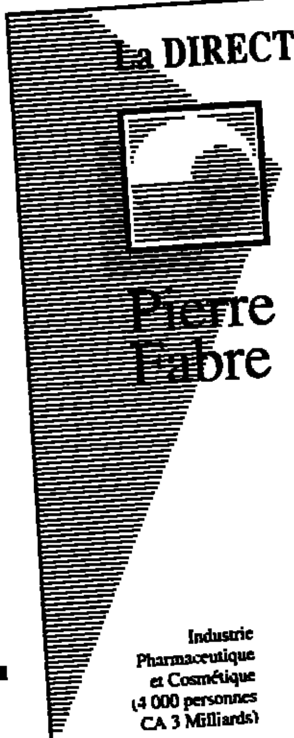
De formation supérieure, issu d'une importante agence de publicité ou d'une entreprise, vous avez plusieurs années d'expérience dans la gestion et la conservation des supports média.
Votre rôle consistera à actualiser régulièrement nos revues de presse et alimenter un fichier de journalistes au plan européen
Vous aurez à gérer notre photothèque et notre vidéothèque (produits/événements) afin de créer une banque d'informations disponible pour nos filiales étrangères.
Ce poste exige de vous une organisation et une rigueur exemplaire ainsi qu'une logique implacable. Vite, devenez notre mémoire !
Poste à pouvoir rapidement (RER - Nanterre Préfecture)

Vos candidatures (lettre, CV, photo) sous ref RMM à Zénith Data Systems - Brigitte ALAIN - 167-169 avenue Pablo Picasso - BP 201 - 92002 Nanterre Cedex

SOURCES



ZENITH data systems
Groupe Bull



La DIRECTION de la PROPRIETE INDUSTRIELLE MARQUES et BREVETS des LABORATOIRES PIERRE FABRE (PHARMACEUTIQUES et DERMO-COSMETIQUES)

recherche un

ASSISTANT au DIRECTEUR de la PROPRIETE INDUSTRIELLE

Pierre Fabre

Industrie Pharmaceutique et Cosmétique (4 000 personnes CA 3 Milliards)

De FORMATION D.E.S.S. de la PROPRIETE INDUSTRIELLE ou équivalent, vous bénéficiez déjà d'une EXPERIENCE de la PROPRIETE INDUSTRIELLE, essentiellement MARQUES et MODELES (FRANCE et INTERNATIONAL).

Vous assisterez le Directeur de la Propriété Industrielle sur le plan de la CREATION, de la PROTECTION et de la GESTION du patrimoine incorporel du Groupe (4 000 personnes) en FRANCE et à l'INTERNATIONAL.

Vous avez une bonne pratique des Logiciels de Gestion de Fichiers.

La pratique de l'ANGLAIS est indispensable et des connaissances en ESPAGNOL ou/et ALLEMAND seraient utiles.

Ce poste est basé à CASTRES, dans le TARN, où sont situées les Directions de l'Entreprise. La ville bénéficiera, dès septembre 1990, d'une liaison aérienne directe avec PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), s/réf. D 260.2, à **PIERRE FABRE S.A.** - Direction des Ressources Humaines - 1, avenue d'Albi - 81106 CASTRES CEDEX.

MEDIAPA

FORMATION - RECRUTEMENT - AUDIT

Manager l'avenir ensemble !

Groupe Conseil en Ressources Humaines, partenaire de grandes entreprises, nous intervenons dans les secteurs de la **communication** et du **management**.
Notre notoriété et notre développement nous conduisent à rechercher de nouveaux

CONSULTANTS

Au sein de notre équipe (15 pers.) fortement motivée par une culture d'entreprise riche de passion et de plaisir, vous pourrez vous épanouir en développant nos activités Formation, Recrutement, Audit et Conseil.
Quelles que soient votre formation (Sup de Co, école d'ingénieurs ou université) et votre expérience, ce sera à vous de nous convaincre de vos compétences et de votre valeur, si bien sûr vous êtes attiré par notre métier et si vous avez la fibre commerciale.
Proposez, innovez, développez et nous pourrons manager l'avenir ensemble.
Adressez lettre de motivation, CV, photo et prétentions à SESAME Conseil, 26 rue Louis Blanc,69006 Lyon.

SESAME CONSEIL
ressources humaines

MEDIA-SYSTEM



JEUNES DIPLOMES

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR COMMERCIAL OU FINANCE

Développer, Gérer et Animer nos relations de partenariat avec les prescripteurs (auto, moto, bateau, bureautique, équipement professionnel...) **vous motive.**
Valoriser votre formation par une expérience commerciale passionnante est **votre objectif.**
Volonté d'entreprendre, désir de réussir, potentiel de développement sont **vos atouts.**

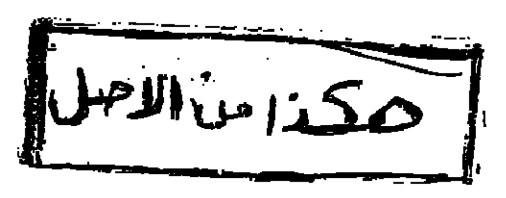
Alors rencontrons-nous sur **Paris, Nancy, Lille, Lyon, Rennes, Marseille ou Bordeaux**

De nombreuses opportunités sont offertes **sur Paris et la Province.** (toutes Régions)

Lettre avec c.v. et photo sont à adresser en précisant votre degré de mobilité géographique et votre date de disponibilité sous référence RT 1 à
Groupe CREDIT UNIVERSEL, D.R.H.,
47 boulevard Diderot, 75012 Paris.

CREDIT UNIVERSEL

AXIAL





N°1 mondial de l'Optique Ophtalmique ESSILOR a choisi d'être toujours à la pointe de la technologie et de privilégier la recherche et la participation des hommes.

INGENIEUR GENERALISTE

Prenez en main la coordination de projets techniques et la gestion de produits, au sein de notre Direction Logistique.

En liaison étroite avec le Marketing, les R et D, la logistique, la Production, vous participerez à la naissance de nos nouveaux produits, à l'élaboration des gammes, étudierez les solutions techniques, les incidences sur l'organisation et la gestion des productions, la productivité et les délais ...
En somme, votre action s'étend de l'amont (définition des gammes de produits) à la phase de lancement.

Fort d'une expérience de 2 à 3 ans en organisation industrielle ou en logistique produits, vos compétences techniques, relationnelles et d'organisateur nous intéressent car vous serez l'interface auprès d'interlocuteurs très différents.

Vous avez maintenant envie de rejoindre un groupe international (12 000 personnes, 4,7 milliards de C.A.) qui sait mettre en avant ses Hommes en les faisant progresser, *dans un contexte technologique passionnant.*

Ce poste est situé à **Créteil.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. IG/LM à :

ESSILOR INTERNATIONAL - Service Recrutement Ingénieurs et Cadres. 1, rue Thomas Edison Echat 902 - 94028 CRETEIL cedex.

EuroPA

Importante société industrielle, filiale d'un grand groupe international, nous *recherchons notre :*

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Rattaché au Secrétaire Général, il prend en charge l'ensemble de la fonction Animation, Gestion et Développement des Ressources Humaines de la société (environ 4 000 personnes). Il définit et propose les orientations politiques, en harmonie avec la culture du groupe, et orchestre leur mise en oeuvre sur le terrain, au siège et dans les usines. Il dirige une équipe d'environ 20 personnes.

Vous avez environ 35 - 40 ans, une formation supérieure et une réussite reconnue *dans la fonction, en milieu industriel et dans un contexte* innovateur qui a révélé vos qualités d'animateur et de réalisateur, ainsi que votre aptitude à convaincre.

Dans notre groupe, la mobilisation et la motivation des ressources humaines sont une réalité intégrée au management quotidien. Le DRH en assure le progrès permanent.

Le poste est basé à Paris et nécessite une excellente pratique de la langue anglaise.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 6150 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris

Actiman

URBANISME / ARCHITECTURE — **BAC + 5** — **INGENIEUR / SOCIOLOGIE**

Nous sommes une importante société de Gestion Patrimoniale, filiale *d'un puissant groupe immobilier*; notre programme DSU a fait l'objet d'un protocole de collaboration avec la Délégation Interministérielle à la ville.

***Nous recherchons dans le cadre du* développement social et urbain du Groupe Ile-de-France, plusieurs**

RESPONSABLES DE PROJETS

Vous serez chargés, pour les sociétés Immobilières du Groupe et de la filiale Ile-de-France :

- de la mise en place de la gestion adaptée,
- des negociations avec les locataires dans le cadre des travaux de réhabilitation,
- des actions d'insertion et de développement social de la population logée en relation avec les communes et les partenaires locaux.

La trentaine de formation supérieure, vous avez acquis une première expérience de conduite de projets analogues, soit dans le secteur immobilier, soit dans le secteur des collectivités locales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 13387 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



Dans le cadre de l'optimisation de ses circuits d'information et de l'harmonisation de ses procédures, tant en France que dans les filiales étrangères, recherche pour compléter une équipe de 4 personnes un :

Organisateur international senior - H/F

Rendant compte au Directeur du Département Organisation et Système d'Information, en liaison avec les décideurs et les opérationnels des filiales, ses interventions porteront sur la conduite de missions d'organisation et de mise en place de systèmes d'information, plus particulièrement dans les domaines : industriel, logistique et **distribution.**

Après analyse des postes de travail, il définira le cahier des charges, établira les procédures, assurera la mise en place des systèmes et leur suivi par un audit opérationnel.

Une première mission de longue durée sera confiée en **SUISSE.**

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'ESSEC, ESCP, SUP DE CO..., justifiant d'une expérience de **5 ans environ, de missions ou de projets d'organisation** en Cabinet ou dans le secteur de la **distribution.** La pratique de la méthode Merise est un atout supplémentaire de réussite, la maîtrise **de l'anglais impérative.**

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'elle traite confidentiellement, **en mentionnant votre rémunération actuelle ainsi que vos dates de vacances,** sous référence **9036,** au 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 42.89.10.25.

GRP Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

MEDIA-SYSTEM

Métropole Lilloise

CHARGE DE COMMUNICATION EN ENTREPRISE

Avec un C.A de 7 milliards de F. et un effectif de 10.000 personnes, cette entreprise prestataire de services techniques bénéficie d'une notoriété incontestable dans son domaine. Elle souhaite renforcer son département de communication et recherche un spécialiste en communication interne et externe.
Rattaché au responsable du département, il aura à élaborer différents documents d'information *destinés aux membres de l'entreprise, ou aux partenaires extérieurs. Il* collaborera avec les principaux dirigeants des filiales ou départements autonomes pour élaborer leur politique de communication.
Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la discipline bénéficiant d'une formation économique ou générale de haut niveau. Ils pratiqueront couramment l'anglais et auront une première expérience de communication écrite en entreprise.
L'importance et la diversité des activités du groupe (une centaine de sociétés) permettent à tout élément de valeur de pouvoir exercer son talent dans un contexte motivant.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M.26/2910 D, à :

EGOR REGION NORD
96 rue Solférino
59800 LILLE

EGOR
PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

COMMUNICO

TELECOMMUNICATIONS MARKETING ET STRATEGIES

- **Définir des stratégies marketing**
- **Rapprocher des partenaires**
- **Recommander des politiques commerciales**

POUR LE COMPTE DE GRANDES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES OU MONDIALES...

C'est l'opportunité que vous offre la filiale française
d'un important groupe de conseil européen qui recherche un :

CONSULTANT SENIOR

marchés des télécommunications
X, ENST, ESE, MBA, ...

Vous avez environ cinq ans d'expérience dans un poste marketing dans le secteur des télécommunications.

Vous témoignez d'une envergure et d'un potentiel vous désignant comme l'interlocuteur reconnu de clients de haut niveau et vous avez un solide *dynamisme commercial vous permettant* de jouer un rôle moteur dans le développement du cabinet. Vous parlez couramment l'anglais.

Réelles possibilités d'avenir dans une société en croissance.

Merci de nous adresser lettre et CV à notre conseil :
ACTISEARCH (Réf. CB08), à l'attention de Patrick LANCELOT
5 av. du Maréchal Juin - 92100 BOULOGNE.

PUBLIPANEL

UN IMPORTANT ETABLISSEMENT
BANCAIRE REGIONAL
RECHERCHE POUR **MARSEILLE** des

INSPECTEURS

Vous avez quelques années d'expérience de la fonction, ou vous êtes rompu à l'exploitation. Un diplôme d'études supérieures bancaires ou un DECS complet serait un plus intéressant.
Vos qualités professionnelles et relationnelles vous permettront par la suite d'excercer d'importantes responsabilités dans le Réseau ou au Siège.

Si ce poste évolutif, basé à Marseille, vous intéresse, merci d'adresser votre C.V. manuscrit, photo, prétentions, sous réf. 2172 M à CURRICULUM, 6 passage Lathuile, 75018 PARIS



Premier groupe de la Grande Distribution recherche pour son département "Produits distributeurs" :

INGENIEURS QUALITE

JEUNES DIPLOMES [illegible]

A 25/30 ans, issus d'une **école d'ingénieurs**, les candidats recherchés sont **ambitieux, motivés** par un **environnement évolutif** et sauront faire preuve de compétences techniques pour s'imposer dans une équipe performante.

Ils auront pour missions : la définition des **cahiers des charges**, le **suivi des sites de production**, le **contrôle qualité** des produits ...

Ces postes sont à pourvoir rapidement en région parisienne sud.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et **prétentions** sous **référence 408** à : **UNION NATIONALE DES MOUSQUETAIRES**
Conseil Recrutement Collaborateurs
6 Avenue Georges Boillot - 91310 LINAS MONTLHERY



LES MOUSQUETAIRES : UNE FORCE QUI AGIT !

ORC

Assistante de recherche

Notre Société, leader du Conseil en recherche de Cadres dans le secteur des Nouvelles Technologies, fait appel aux apports conjoints des annonces d'offres d'emplois et de l'approche directe. Notre croissance sur ce marché porteur nécessite la création d'un nouveau poste d'Assistante de recherche. Intégrée dans une équipe de 6 personnes et travaillant *en liaison permanente* avec les Consultants, elle sera responsable des différentes étapes de la recherche : de l'étude de poste à l'entretien téléphonique avec les candidats potentiels. Ce poste autonome requiert une grande rigueur et conviendrait à une jeune diplômée de l'enseignement supérieur (minimum Bac + 3). Nous recherchons une professionnelle de ce métier ou une personne pouvant justifier d'une première expérience lui ayant permis de développer les contacts téléphoniques et une bonne connaissance du monde de l'entreprise.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Maud NEUVY.

ALPHA CDI
181, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE



ALPHA CDI

CONTESSE

Le Monde de la Fonction Commerciale

Notre société spécialisée dans la réalisation de couvertures et l'habillage de façades, connaît une croissance régulière.
A l'origine de notre performance, des unités gérées comme de véritables entreprises, qui valorisent dans leur démarche la fidélisation de leur clientèle.

Responsable d'exploitation

Responsable d'un centre de profit (15 pers.), vous développerez son activité et en optimiserez la gestion, en prenant en charge, de façon autonome et créative, les dimensions commerciales, techniques, administratives, et financières.

Agé d'environ 30 ans, de formation technique supérieure (Ingénieur TP, AM, Généraliste ou équivalent), vous cherchez à valoriser une expérience réussie d'environ 5 ans dans le secteur du bâtiment. Homme de terrain, votre sens commercial constituera un réel atout pour la fonction.

Pour ce poste basé à Evreux, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 7/E/LM à notre conseil qui vous garantit toute confidentialité
17, rue Angélique Vérien 92200 NEUILLY

cog hébert conseil
Ressources humaines
membre de syntec — OPQCM



UN NEGOCIATEUR "GRANDE MASSE"

Leader mondial de la distribution de gaz industriels par canalisations, le Département "Grande Masse" de L'Air Liquide vous propose de vous investir sur un secteur en fort développement notamment en Europe de l'Est.

Vous serez chargé de la négociation des contrats de ventes long terme (10-15 ans) de gaz industriels auprès de nos clients de la Chimie et de la Sidérurgie en Europe ; contrats qui nécessitent souvent des investissements importants (nouvelles usines ou canalisations).

Vos responsabilités couvriront la définition des besoins, l'élaboration des meilleures solutions en liaison avec nos Services Techniques, Financiers et Juridiques, l'étude de la rentabilité de l'offre et la négociation des contrats.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, à 30-35 ans vous avez une expérience réussie de quelques années dans le domaine de la négociation. Entreprenant et persuasif, vous aimez les contacts. Nécessairement vous maîtrisez l'anglais et peut-être même une seconde langue.

Votre motivation étant pour nous un gage de votre adaptabilité et de votre évolutivité, merci de nous faire part de votre intérêt en adressant votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. NGM à L'AIR LIQUIDE - Direction des Ressources Humaines - 75, quai d'Orsay - 75321 Paris Cedex 07



N° 1 mondial pour la production et la distribution des gaz industriels, nous le sommes aussi pour l'ingénierie des gaz de l'air.

Présent dans 58 pays à travers 120 filiales, notre développement international s'accentue sur les marchés les plus porteurs : Europe, USA, Japon... et dans des secteurs d'avenir : santé, électronique, agro-alimentaire, spatial...

MARKETING ET STRATEGIE

Avec plus de 15.000 personnes, un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, des produits et des marques à forte notoriété et en développement, le groupe DMC est l'un des premiers groupes textiles mondiaux.

Afin de poursuivre notre expansion sur les marchés internationaux, nous recherchons un cadre marketing expérimenté. Vous serez chargé de concevoir, recommander et mettre en oeuvre la stratégie et les moyens propres à accroître la position des gammes de produits, dont vous serez responsable. Véritable coordinateur, vous suivrez et gérerez la réalisation de votre plan marketing (développement produits, publi-promotions, merchandising...) sur les différents marchés mondiaux en relation avec nos filiales et interlocuteurs extérieurs. De formation école supérieure de commerce, vous possédez impérativement une expérience d'au moins cinq ans dans le marketing de produits grand public. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous référence. 2179/M à Dominique BALLARIN DMC, 10, avenue Ledru Rollin - 75012 PARIS.



Le Monde des Cadres

LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE PRÉVENTION DE L'ALCOOLISME DE HAUTE-SAVOIE
recherche
pour septembre 1990
SON RESPONSABLE BAC + 3
Coordination, Animation, Education pour la Santé, Gestion.
Adresser candidatures manuscrites à : Monsieur le président du C.D.P.A. 43, avenue de Loverchy 74000 ANNECY
(Ne pas téléphoner).

LE CENTRE HOSPITALIER d'Orsay (91)
recherche
UN (E) LABORANTIN (E) EXPÉRIMENTÉ (E)
pour un poste de nuit
INFIRMIERS (ÈRES) PSYCHIATRIQUES
Envoyer candidature à : DIRECTION DU PERSONNEL CENTRE HOSPITALIER D'ORSAY B.P. 27 91401 ORSAY CEDEX

Recherche homme, femme 30 ans, minimum niveau Bac + 4 (attaché d'Administration) pour assurer poste contractuel de secrétaire général (e) d'une antenne universitaire délocalisée (Châteauroux, Indre), disponible de suite.
Adresser C.V. + lettre de candidature plus prétentions à recteur TOUCHARD, 36300 Concremiers.

PARIS 15e TRADUCTEUR RÉVISEUR-FRANCAIS-ANGLAIS ALLEMAND THÈME ET VERSION connaiss. en électronique et aéronautique. Expér. de la documentation technique apprec. Salaire 200 000 F/an
Adress. CV, N° 61658 PUBLICITÉ ROGER BLEY 101, rue Réaumur Paris 2e qui transm.

LA COUR DES COMPTES
recrute
par voie de détachement
UN(E) DOCUMENTALISTE
fonctionnaire de cat. A pour animer l'équipe de recherche documentaire et participer à l'élaboration de produits documentaires.
Envoyer lettre + C.V. à : COUR DES COMPTES Documentation 13, rue Cambon 75100 PARIS RP.
Rens. : 42-98-99-46.

Les partenaires associés dans la nouvelle MISSION LOCALE TECHNOWEST (ouest de l'agglomération bordelaise)
recherche le (la)
DIRECTEUR (TRICE) DE LEUR ÉQUIPE
Lettre + CV + photo + rémunération actuelle à ACCÈS CONSEIL 119, cours Alsace-Lorraine 33000 BORDEAUX

INSTITUT DE FORMATION POUR ADULTES RECHERCHE POUR SON CENTRE DE MEAUX (77)
INTERVENANTS VACATAIRES H/F
EN ORGANISATION D'ENTREPRISES, RELATIONS HUMAINES, PUBLICITÉ
Il est demandé :
- une bonne qualification dans ce(s) domaine(s) ;
- une solide expérience en entreprise ;
- une expérience et un goût certain pour enseigner à des adultes.
DE NIVEAU BAC/BAC + 2.
PRENDRE CONTACT AVEC CLAIRE DE FREITAS AU 64-33-26-46.

Essonne
RECRUTE
PAR VOIE DE DÉTACHEMENT OU MUTATION
LE CHEF DU SERVICE DES SPORTS

FONCTIONS :
Il ou elle participera à la définition et à la mise en œuvre de la politique sportive du département, en liaison avec le milieu associatif, les communes et les administrations d'Etat.

PROFIL :
- Fonctionnaire titulaire (directeur territorial ou grade équivalent),
- Aptitude à l'encadrement et à l'organisation,
- Aptitude aux négociations et aux relations humaines,
- Connaissances et expérience en matière d'actions sportives dans une grande collectivité,
- Grande disponibilité.

CANDIDATURE (lettre, C.V. + photo) à adresser à :
MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
Hôtel du département
Sous-direction du personnel et de l'action sociale
Boulevard de France - 91012 EVRY Cedex.

ECOLE SUPÉRIEURE COMMERCE ET GESTION (groupe européen)
recherche
ENSEIGNANTS
Expérimentés, diplômés 3e cycle, domaines suivants :
comptabilité finance, économie, droit, mathématiques-statist.
Anglais, espagnol, français (langue étrangère)
Merci d'adresser candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous n° 8978 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris

---

LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE LA MOSELLE
recrute
pour son service aménagement et urbanisme
UN CHARGÉ D'ÉTUDES EN URBANISME
Niveau 3e cycle, expérience en planification urbaine souhaitée, poste à Metz
Adresser C.V. à : D.D.E./SAU 17, quai Richepance - BP 1035 57036 Metz cedex 1 (avant le 03-08-90)

Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Toulousaine
recherche
Sup de Co, DEA Economie ou analogue pour pourvoir poste
CHARGÉ d'ÉTUDES
ou
CHARGÉ d'ÉTUDES PRINCIPAL
30-35 ans environ, responsable Observatoire et études économiques, animation Syndicat Technopole, apte à représenter l'agence sur les thèmes touchant à l'économie de l'agglomération
Adresser C.V. à l'adresse suivante : A.U.A.T. 11, bd des Récollets 31400 TOULOUSE

Etablissement scolaire Banlieue ouest Paris
recherche
ENSEIGNANTS
pour formation en lycée technique ou lycée professionnel.
ELECTROTECHNIQUE AUTOMATISME
Niveau demandé : BTS, DUT ou licence.
Ecrire avec C.V. à PASSY-BUZENVAL 50, av. Otis-Mygatt 92508 RUEIL-MALMAISON Cédex
ou téléphoner au :
47-08-92-02

ÉCOLE SUPÉRIEURE CENTRE PARIS
recherche
PROFESSEURS PROFESSIONNELS CONFIRMÉS
en
Marketing
Management européen
Action commerciale
Commerce international
Force de vente
Géographie économique
Mathématiques
Informatique
Logiciel
Informatique Industrielle
Electronique
et des professeurs anglophones spécialisés dans les domaines des entreprises européennes.
Envoyer lettre + C.V. + photo sous n° 8 975 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy - Paris-7e

---

ASSOCIATION recherche pour les publications municipales de la ville de Clichy-la-Garenne
MAQUETTISTE PAO
disponible rapidement expérience souhaitée sur MAC II CX (pagemaker)
Candidatures, prétentions et CV à envoyer à : Association Clichy Publications 80, bd Jean-Jaurès 92110 Clichy-la-Garenne.

IMPORTANTE SUCRERIE DE CANNE DE LA RÉUNION en plein développement
recherche
UN RESPONSABLE DE MAINTENANCE
Mécanicien expérimenté, connaissant si possible le matériel de sucrerie de canne, méthodique, sens des relations humaines.
La connaissance des chaudières et des moulins sera un plus apprécié.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. à : Société L. BENARD Sucrerie et distillerie du GOL 27/29, rue Chateaubriand 75008 Paris à l'attention de Mr Alvernhe.

MISSION LOCALE BRETAGNE SUD
recrute
DIRECTEUR
- H./F. niveau Bac + 4/5
- Solide expérience dans le domaine de la formation de l'emploi des jeunes et du développement local
- Sens des responsabilités et aptitude aux relations institutionnelles (élus locaux Administrations, etc.)
- Bonnes capacités de gestion et de coordination d'une équipe d'une vingtaine de personnes
- Rémunération annuelle de l'ordre de 220 KF
Adresser candidature + C.V. à Monsieur le Président 44, av. de la Marne 56100 LORIENT

Centre de formation
recherche
PROFESSIONNEL EN MAINTENANCE D'APPAREILS MÉNAGERS
avec niveau BTS en électronique
Ecrire Centre « Le Parc » 66340 OSSEJA
CV + photocopie diplômes

Groupe de presse parisien leader de son secteur
recherche
pr. l'un de ses magazines spécialisés
JOURNALISTE PROFESSIONNEL
formation économique anglais lu et parlé exp. micro-informat. souh.
Ecrire avec CV et prétentions sous n° 8976 au MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75005 Paris

---

Org. form. (94), recherche
FORMATEURS (TRICES)
et anglais ou secrétariat bureautique.
T. : 46-71-21-07 pour R.V.

secrétaires

AVOCAT 16e
recherche
SECRÉTAIRE-DACTYLO BONNE BILINGUE ITALIEN
URGENT
Tél. : 45-25-27-23

formation professionnelle

CONTRAT FORMATION EMPLOI
Formation analyste-programmeur IBM AS/400, 4 mois et demi. Hébergement, placement garanti. ARIES INSTITUT, Marina Airport, 06270 Villeneuve-Loubet. 92-02-04-06.

DEMANDES D'EMPLOIS

H. 31 ans, maîtrise sces-éco, DESS, études de marché, exp. gestion terrain, sondages. Ch. poste chargé d'études junior + ttes propositions, 46-54-34-43.

MAITRISE LEA anglais/espagnol, 25 ans, rech. 1er EMPLOI examine TOUTE PROPOSITION. Tél. : 45-66-74-17.

Instit. retraitée récemt. BAC + 6, ch. travaux temps partiel ou tempor. sur Paris. Etudie ttes prop. Ecrire sous n° 8979 Le Monde Publicité 5, rue Monttessuy 75007 PARIS

Rech. emploi de graphologie, personnelle, recrutement. Sté. cabinet. 43-07-91-11.

Prof. de la formation en marketing, vtc, management, triple formation sup., ch. poste d'encadrement ou formateur à temps complet.
Tél : (16) 47-48-02-71

propositions diverses

MÉDECINS, PROFESSIONS LIBÉRALES
Pendant votre absence ou celle de votre secrétariat ALTERA CONSEIL gère votre agenda assure votre secrétariat téléphonique.
Restez présents auprès de vos clients :
45-98-15-17/43-07-63-22.

automobiles

ventes

de 8 à 11 CV

A VENDRE R 25 GTS Juillet 89, modèle 90, 12 500 km, 85 000 F, bleu Auzonne, métallisée, direction assistée, vitres électriques « PLIP » teintées. Après 19 h 30. tél. : 39-83-29-92.

L'AGENDA

Famille d'accueil

LANGUES PLUS cherche famille Paris pour recevoir hôtes payants (Europe) du 29/7 au 25/8/90
48-00-08-93 – 9 h-13 h

Vacances Tourisme Loisirs

CAP ANTIBES, loue appt 7 pl. 21/07 au 3/08, 4 000 F. sept., oct. Px. 23-62-44-10, 23-62-02-79.

Recherche location ou sous-location Juillet-Août 1990. Mais. ou échoppe Bordeaux ou alentour océan. (Pessac, Gradignan). Tél. (56) 99-06-04.

ILE GRECQUE
Loue mais., bd mer 4/6 lits. Tél. mat./s. (1) 45-44-21-97.

Stages

Vacances intelligentes, cadre, détente, loisirs. Accroître vos capacités prof. init. et perfect. à la micro-informatique, t.text., tableur base donnée.
6 jours, hébg inclus 5 500 F. Dr., form. prof. micro-maître. Domaine de Pin 38110 La Tour-du-Pin. 74-97-04-50

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

16e arrdt

CHARDON-LAGACHE
bel appt. 106 m², 2 bns, balc., imm. stdg nf. poss. park. 3 850 000 F – 47-04-88-18

appartements achats

Recherche 2 à 4 p. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-49-07, même le soir

immeubles

DOURDIN DORESSAY
ACHÈTE IMMEUBLE PARIS INTRA-MUROS
Intermédiaire bienvenu
3, r. Vieux-Colombier - 75006
45-24-93-33 FAX 47-45-75-08.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER près gare du Nord, 3/4 p., 95 m², 6 900 F, ch. comprises 34-71-18-59, ap. 20 h

---

EXCEPTIONNEL PANTHÉON
Très beau 7 p., 193 m² clair, park. s/sol, cuis. équipée, 28 418 F, ch. comp. Visites sur RDV
AGIFRANCE 47-42-17-61

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST
Tél. (1) 45-62-78-99

MASTER GROUP
recherche appts vides ou meublés de standing LOCATION OU ACHAT POUR CADRES ET DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS.
47, r. VANEAU, Paris-7e.
42-22-14-61, 42-22-24-66.

locations meublées demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons LUXUEUX APTS MEUBLÉS DURÉE 1 A 2 ANS LOYERS GARANTIS
Tél. : (1) 45-27-12-19

maisons individuelles

Part. à part. bourg Aiguillon-S Mer (85), maison de pays, r.-de-ch. 5 p., cft. jardinet 450 000 F.
Tél. : 46-41-54-25 et 51-56-45-42.

bureaux

Locations

DOMICILIATION, BUREAUX, TÉLÉCOPIE, TÉLEX
AGECO 42-94-95-28

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitution de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50

A PARTIR DE 50 F HT/mois
Votre ADRESSE COMMERCIALE PARIS 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e
LOCATION DE BUREAUX
CREADOM 42-67-05-99

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16e CHAMPS-ELYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO
Burx, secrét., tél., télex, fax.
Domicile : 170 à 390 F/M.
CIDES 47-23-84-21

hôtels particuliers

BUTTES-AUX-CAILLES
SUPERBE MAISON STYLE atelier, 3 chambres, 3 bains PARKING TERRASSE
6 900 000 F – 45-27-12-19

pavillons

18 km NORD PARIS
PAV. A VENDRE OU A LOUER
8 pces principales, 2 s. de bns, gar. s/1 000 m², cuisine équip. Tél. après 20 h : 34-71-18-59.



هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

La société de Bourse Tuffier va licencier une centaine de personnes

Victime de la baisse de l'activité à la Bourse de Paris, la société de Bourse Tuffier-Ravier-Py va licencier de 80 à 100 personnes sur un total de 200 et affecter son département gestion à la Banque scandinave Tuffier, filiale commune avec la Banque scandinave en Suisse. Par ailleurs, la filiale de courtage sur le Matif Plus X Future va, vraisemblablement, cesser ses activités.

Ces décisions étaient attendues sur la place de Paris, où l'on redoutait, pour la société de Bourse Tuffier-Ravier-Py, un gonflement d'effectif trop rapide depuis plusieurs années. Certes, il y a six mois encore, M. Thierry Tuffier, président du groupe Tuffier et Associés, affirmait : *« Nous sommes les plus importants sur la place avec Meeschart-Rousselle et pourtant nous sommes au tiers, voire au quart de ce que nous devrions être. Notre objectif à court terme est de tripler dans les deux ans pour devenir l'opérateur incontournable et nécessaire au marché financier français ».*

Son groupe venait, néanmoins, de se séparer d'une quarantaine de personnes sur un ensemble de 435 employés. Depuis, les choses ne se sont pas arrangées, le volume des transactions réelles à la Bourse de Paris ayant fléchi de 30 % environ au premier semestre, par suite de l'arrêt de la hausse des cours.

Par ailleurs, la concurrence est devenue très forte entre les quarante-quatre sociétés de Bourse, qui se livrent une guerre féroce sur les courtages avec des rabais fréquents et considérables. Les difficultés du groupe Tuffier et Associés reflètent la dégradation des marges à la Bourse de Paris, où, selon M. Alain Boscher, qui dirige l'une d'entre elles, la rentabilité est globalement nulle, quand elle n'est pas négative.

F. R.

Altus Finance lance une OPA sur la holding de la BAFIP

Batif Banque, détenue par Altus Finance (Crédit lyonnais), a lancé lundi 9 juillet une offre publique d'achat au prix de 220 francs par titre sur la société Calciphos (Compagnie d'épargne et de placement), holding de la BAFIP. Cette dernière est une banque de marché dont les mauvais résultats en 1989 ont été compensés par une plus-value immobilière.

Selon M. Jean-François Hénin, directeur général d'Altus Finance, c'est M. Henri Darmas, PDG de la BAFIP, qui serait venu lui proposer cette acquisition *« amicale »*, *certaines mutuelles présentes au capital* de Calciphos souhaitant se retirer. Les deux sociétés Calciphos et BAFIP ont été suspendues de la cotation lundi.

Si l'opération réussit, Altus Finance deviendra dominant sur le secteur très pointu des banques de marché. D'autant que la BAFIP, à travers deux sous-holdings, Bassano Participations et Financière La *Pérouse, détient 14,96 % de la CPR* (Compagnie parisienne de réescompte), une autre banque de marché où l'on note la présence d'Indosuez (19,6 % du capital) et des mutuelles d'assurance. La MACIF (37 %) pourrait garder une participation importante au sein de Calciphos, aux alentours de 33 %, selon M. Hénin.

REPÈRES

ASSURANCE-CHOMAGE

Les comptes seraient équilibrés à la fin de 1990

Sauf imprévu, les comptes du régime d'assurance-chômage devraient être équilibrés à la fin de l'année, indique une note de l'UNEDIC. D'après les calculs établis sur les cinq premiers mois de 1990, pour la trésorerie, *« la situation financière du régime devrait dépasser un milliard de francs (...) et la situation financière moyenne au mois de décembre se situerait aux environs de zéro »*. A la fin de l'année, l'excédent financier attendu devrait s'élever à 4,3 milliards de francs et la dette de 7,5 milliards de francs, à rembourser sur sept ans, pourrait pratiquement être apurée, en théorie.

Déficitaire et lourdement endetté en temps de crise, le régime paritaire profite maintenant de la reprise de l'emploi. Sur les cinq premiers mois de 1990, les encaissements de cotisations progressent de 8,6 %, après une hausse de 7,6 % en 1989.

LOGEMENT

Les hausses de loyers privés plus modérées en 1989

Le rapport d'information inter*médiaire sur l'évolution des loyers* fait apparaître, en 1989, une décélération des hausses depuis la pointe qu'elles ont connue au milieu de 1988 dans les 3 387 000 logements du parc locatif privé. La hausse moyenne semble se stabiliser à un rythme annuel de 5,2 % ou 5,3 % en glissement, au lieu de 6 % et plus.

La région parisienne continue de connaître des augmentations supérieures à celles de la province, mais le différentiel de hausse qui a atteint un point en octobre 1989 *commence à se réduire au dernier* trimestre avec 0,6 point. L'écart entre l'indice général des prix et celui des loyers revient de quatre points à deux.

Enfin, l'écart entre l'indice du coût de la construction et celui des loyers s'accroît, ce dernier incorporant diverses hausses spécifiques dans le patrimoine ancien.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Chute de 13,4 % en Europe de l'Est au premier trimestre

La chute de la production industrielle dans les six pays d'Europe de l'Est a chuté de 13,4 % au premier trimestre de 1990, estiment les experts de la commission économique pour l'Europe de l'ONU dans leur rapport semestriel paru lundi 9 juillet. En URSS, la baisse a été limitée à 1,2 %. Les experts estiment que les politiques restrictives adoptées dans plusieurs pays, la Hongrie et la Pologne en *particulier, commencent à porter* leurs fruits, mais au prix d'une récession plus grave que prévu. Le 9 juillet, le gouvernement polonais a fait savoir que les ventes de produits industriels du pays ont diminué de près de 30 % au premier semestre.

TRANSPORTS AÉRIENS

Préavis de grève à Air France et à Air Inter pour le 13 juillet

Des négociations ont été engagées chez Air Inter et Air France pour éviter que les préavis de grève déposés par les syndicats se concrétisent et perturbent gravement le trafic, le vendredi 13 juillet.

A Air France, le Syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civile (SNMSAC) appelle à la grève du jeudi 12 juillet à 22 heures jusqu'au samedi 14 à 6 h 30 en raison d'une *« déqualification des tâches »* dans les services d'entretien des avions. Chez Air Inter, c'est la CGT, FO, la CFDT et le SNPIT (autonome) qui ont déposé un préavis de grève pour l'ensemble de la journée du vendredi 13 juillet afin de défendre leurs revendications salariales, leurs demandes d'effectifs supplémentaires et d'amélioration du déroulement des carrières pour les personnels au sol.

Si les négociations en cours n'aboutissent pas, il faut s'attendre à des retards, voire à des annulations de vols dans une période particulièrement sensible de grands départs en vacances.



NEW-YORK, 9 juillet ↑

L'avance se poursuit

La semaine a relativement bien commencé à Wall Street. Sur la lancée de sa reprise du vendredi 6 juillet, le marché new-yorkais a poursuivi son ascension. Il n'a pas réussi néanmoins à conserver son avance et, à la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles s'établissait à 2 914,11, soit à 9,16 points au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 1 968 valeurs traitées, 752 ont monté, 667 ont baissé et 549 n'ont pas varié. Aucun élément particulier n'a influé sur la tendance. *Livré à lui-même, le marché a* profité du déclenchement pendant les deux dernières heures de la séance de quelques programmes d'achats pour continuer à prendre de l'altitude. Autour du Big Board, bien des investisseurs attendent prudemment la publication des résultats trimestriels des entreprises américaines pour se faire une religion sur l'état de la situation économique.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt des bons du Trésor à trente ans, principale valeur de référence, ont monté jusqu'à 8,55 % dans l'après-midi (contre 8,50 % vendredi). D'une façon générale, les affaires ont été très calmes et quelque 119,39 millions de titres ont changé de mains contre 111,73 millions à la veille du week-end.

VALEURS	Cours du 6 juillet	Cours du 9 juillet
Alcoa	66 1/2	66 7/8
ATT	38	38 1/4
Boeing	60 1/2	60 3/8
Chase Manhattan Bank	23 5/8	23 5/8
Du Pont de Nemours	37 5/8	37 1/8
Eastman Kodak	39 7/8	39 7/8
Exxon	47 3/4	47 3/8
Ford	44	44 1/4
General Electric	70 5/8	71 3/8
General Motors	47 7/8	49 1/8
Goodyear	29 3/8	29
IBM	118	119
ITT	57 3/8	57 3/8
Mobil Oil	60 5/8	61
Pfizer	65 7/8	67 1/8
Schlumberger	56 3/8	56 3/4
Texaco	56 1/2	56 5/8
UAL Corp. ex-Allegis	152 3/4	157 1/8
Union Carbide	19 3/8	19 5/8
USX	33 1/2	33 7/8
Westinghouse	36 7/8	37 1/4
Xerox Corp	46	45 5/8

LONDRES, 9 juillet ↓

Indécision

La semaine s'est ouverte au London Stock Exchange sur une note pour le moins indécise. Au terme d'une séance marquée par une activité assez réduite avec la faible participation des investisseurs, l'indice Footsie s'établissait à 2 337,6, soit à 2,5 points en dessous de son niveau précédent. Environ 353 millions de titres ont été échangés contre 739,8 millions vendredi.

La publication de l'indice des prix de gros pour juin, meilleur que prévu, n'a pas réussi à dissiper les inquiétudes relatives à la montée de la livre, qui pourrait handicaper les valeurs exportatrices. De *nombreux secteurs se sont affaiblis*, notamment les électroniques, les assurances et particulièrement les titres de la distribution, affectés par les perspectives d'un maintien prolongé des taux d'intérêt à un niveau élevé.

La compagnie alimentaire Cadbury-Schweppes s'est nettement repliée à la suite de spéculations sur une possible *acquisition des activités chocolatières du* suisse Jacobs Suchard. En revanche, les grandes banques comme Natwest et Barclays se sont raffermies à la suite des recommandations à l'achat faites par la maison de courtage Shearson Lehman. Le groupe chimique et pharmaceutique Glaxo s'est envolé en fin de séance sous l'effet d'une forte demande américaine

PARIS, 10 juillet ↓

La baisse s'accélère

Réamorcé en début de semaine, le mouvement de baisse s'est poursuivi mardi à la Bourse de Paris en s'accélérant de façon assez sensible. Déjà nettement au repli à l'ouverture matinale (– 0,27 %), la tendance ne devait pas cesser ensuite de s'alourdir régulièrement. Vers 13 heures, l'indice CAC 40 accusait déjà un retard très voisin de 1 %. Dans l'après-midi, il s'établissait à 1,05 % en dessous de son niveau précédent.

Manifestement, la relative fermeté de Wall Street ne parvient pas à rassurer les investisseurs. Ici, comme à New-York, tous les yeux se tournent vers les résultats intermédiaires des entreprises, et la prévision faite par M. Jacques Calvet, PDG du groupe Peugeot, d'un bénéfice pour 1990 égal au précédent tempère l'ardeur des plus optimistes. Ajoutons, que la faiblesse de l'activité contribue à *peser sur la tendance. En l'espace* de cinq jours, la Bourse parisienne a baissé de plus de 3 % et rien n'indique qu'elle soit disposée à s'arrêter là.

L'OPA que Batif (groupe Altus Finances) a lancée sur Calciphos en vue de capturer la Bafip, dont les cotations avaient été suspendues la *veille, a propulsé les actions de cette* banque (+21 %) dont le Crédit lyonnais veut devenir le premier actionnaire.

La perspective d'un rapprochement de Dumez avec la Lyonnaise des eaux (*lire page 21*), dont les actions avaient été aussi suspendues la veille, n'a pas réussi à réveiller le marché. Pas plus du reste que l'installation des Galeries Lafayette dans la Tour Trump sur la Vᵉ Avenue à New-York.

TOKYO, 10 juillet ↓

Moins 1,2 %

Les séances se suivent et ne se ressemblent pas forcément. Bien par*tie en début de semaine*, la Bourse de Tokyo n'a apparemment pas pu tenir la cadence. Mardi, elle a assez lourdement rechuté. Amorcé dans la matinée, le mouvement de baisse allait connaître des ralentissements et des accélérations. En fin de journée, l'indice Nikkei enregistrait un recul de 385,85 points (- 1,19 %) pour s'établir à la cote 32 152,43.

Une fois encore, la montée du yen vis-à-vis du dollar a produit un réflexe de prudence sur le marché. Selon les spécialistes, elle a surtout été dissuasive au niveau des achats. De fait, ainsi que le faisait remarquer M. Toranobu Sugai, chef courtier chez Shearson Lehman Hutton, il semble que *« l'évolution des changes résulte plus d'un repli du dollar que d'un renforcement du yen »*.

Cela étant, l'activité est restée généralement assez faible avec comme la veille moins de 500 millions de titres échangés.

VALEURS	Cours du 9 juillet	Cours du 10 juillet
Akai	1 040	1 030
Bridgestone	1 500	1 500
Canon	1 910	1 890
Fuji Bank	2 650	2 620
Honda Motors	1 780	1 770
Matsushita Electric	2 190	2 140
Mitsubishi Heavy	985	972
Sony Corp.	8 810	8 700
Toyota Motors	2 280	2 260

FAITS ET RÉSULTATS

□ **L'action Villeroy et Boch bien accueillie à Francfort.** – La Bourse de Francfort a très bien accueilli les actions *Villeroy* et *Boch* introduites le 11 juin dernier. Dans un communiqué, le premier fabricant mondial de céramique pour la maison indique que les 702 240 actions présentées ont été enlevées en deux jours et demi, attestant ainsi d'une demande très supérieure à l'offre. Les acquéreurs, tous investisseurs institutionnels ou privés, provenaient de RFA, France, Royaume-Uni, Etats-Unis, Suisse et Koweït. La direction financière du groupe et la Deutsche Bank, leader de l'opération d'introduction, précisent que pour les acheteurs internationaux il ne s'agit pas de spéculation mais bien d'acquisition à long terme. Cette introduction a rapporté 400 millions de DM à la firme sarroise dont les origines remontent à 1748. Ces moyens seront utilisés pour créer des filiales dans des régions où le groupe n'est pas encore directeur opérateur (Europe du Sud, Scandinavie, Japon, zone Pacifique), pour financer de nouvelles joint ventures ou des acquisitions, enfin pour produire directement des compléments de gammes essentiels : couverts, robinetterie et mobilier de salles de bains.

□ **Dynamit Nobel rachète la firme bâloise Rohner.** – La firme allemande Dynamit Nobel de Cologne vient de racheter la société bâloise de chimie Rohner SA. Rohner est particulièrement active dans les colorants textiles ainsi que dans la chimie des particules. Son chiffre d'affaires pour 1989 s'est élevé à 92,5 millions de francs suisses (370 millions de francs). Elle emploie 280 personnes. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué. L'entreprise bâloise, essentiellement familiale, était contrôlée, par Rohner Holding à 56 % et à 44 % par Ciba-Geigy.

□ **Conti signe un accord de coopération en Tchécoslovaquie.** – Après l'Allemagne de l'Est, le groupe allemand Continental, quatrième fabricant mondial de pneumatiques, passe à la Tchécoslovaquie. Il vient de signer un accord de coopération avec la firme tchèque Barum aux termes duquel un transfert de technologie est prévu. Barum possède quatre usines de pneus, à Mitas (Prague), Barum (Otrokovice), Gum RNE I Maja (Puchov) et Kordana (Velk). D'après les experts de chez Conti, les usines de Barum sont techniquement bien équipées. La proportion de pneus radiaux de technologie très actuelle est beaucoup plus importante que dans la plupart des usines des pays de l'Est. Barum emploie 10 000 personnes et son chiffre d'affaires atteint 7,5 milliards de couronnes. L'an dernier, le manufacturier tchèque a fabriqué 3,4 millions de pneus radiaux pour voitures et 2,5 millions pour véhicules commerciaux.

□ **Cap Sesa obtient la réalisation du réseau Artère d'EDF.** – Cap Sesa, la société de services informatiques, filiale de Cap Gemini, va réaliser le réseau de téléconduite Artère d'EDF, qui doit permettre de commander et de contrôler à distance la production et le transport d'électricité à travers la France. Cap Sesa sera chargée de la maîtrise d'œuvre et de la mise en place de ce réseau qui représente un marché global de 350 millions de francs.

□ **Woodchester Investments : le Crédit lyonnais augmente sa part.** – Le Crédit lyonnais a annoncé mardi 26 juin qu'il allait porter de 29,85 % à 45,4 % sa participation dans le capital de Woodchester Investments PLC, société implantée en Irlande et en Grande-Bretagne (crédit à la consommation, banque commerciale, assurance, factoring et crédit-bail automobile). La montée en puissance du Crédit lyonnais dans le capital de Woodchester, qui reste soumise à l'aval des autorités administratives anglaises et irlandaises, passe par une augmentation du capital du groupe d'environ 100 millions de livres irlandaises (900 millions de francs) et *l'émission en conséquence de 51 millions* d'actions, dont 45 millions réservées au Crédit lyonnais.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	430	430	IN2	300	....
Asystel	105	....	I.P.B.M.	137 50	137
B.A.C.	220	215	Loca investis.	315 50	321 50
B. Demachy Ass.	576	576	Locamic	130	126 10
Bque Tarneaud	175	175	Marie Comm.	189	184
B.I.C.M.	845	843	Métal.Minière	213 40	207 20
Boiron (Ly)	370	365	Molex	230	231
Boisset (Lyon)	245	....	Navale-Delmas	1271	1271
Câbles de Lyon	3518	3480	Olivetti Logabax	590	599
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1060	1050	Om. Gest. Fin.	579	581
Calberson	515	510	Presbourg	93	93
Cardif	676	670	Présence Assur.	550	550
C.E.E.	362	352	Publ.Filipacchi	705	700
C.E.G.E.P.	278 50	280	Razel	680	680
C.F.P.I.	269	263	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	320	320
Ciments d'Origny	747	748	St-H. Matignon	259	258
C.N.I.M.	1320	1301	S.C.G.P.M.	620	620
Codetour	299	281	Segin (Li)	340	329 80
Comareg	357	352	Select Invest (Ly)	103	103
Conforama	1111	1131	Serbo	500	500
Creeks	388	382	S.M.T. Goupil	196	192
Dafsa	210 50	....	Sopra	216	213 10
Dauphin	720	712	Supra	195	....
Desquenne et Giral	264	256	TF1	290 10	281
Devanlay	1280	1320	Thermador H. (Ly)	318	315
Deville	490	490	Unilog	195 10	199 80
Dolisos	175	175 10	Union Fin. de Fr.	489	489
Editions Belfond	290	278 40	Viel et Cie	182	178
Elysee Invest.	15 85	15 60	Y. St-Laurent Groupe	1048	1022
Europ. Propulsion	415	405 20			
Finacor	190	....			
Geronor	900	920			
GFF (group.fon.f.)	470	467			
Grand Livre	470	470			
Gravograph	260	263			
Guntoli	1160	1155			
I.C.C.	285	269 50			
IDIA	370 50	355 60			
Idianova	162	165			
I.M.S.	1260	1280			

Marché des options négociables le 9 juillet 1990

Nombre de contrats : 12 214

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	600	–	–	7	10
CGE	600	59,51	–	5	–
Elf-Aquitaine	640	37	–	15	–
Eurotunnel SA-PLC	50	3,80	6	3,40	–
Euro Disneyland SC	100	5,75	–	3,50	5,50
Havas	600	–	–	8	12
Lafarge-Coppée	425	55	–	4	–
Michelin	100	5,90	12	7,50	8
Midi	1 300	45	–	52	–
Paribas	680	7,50	–	49	–
Pernod-Ricard	1 200	–	–	–	60
Peugeot SA	800	13	35	56	–
Rhône-Poulenc CI	440	–	–	15	–
Saint-Gobain	600	9	–	–	–
Source Perrier	1 400	–	145	35	–
Société générale	560	18	–	24	–
Suez Financière	440	18,50	–	22	–
Thomson-CSF	110	12	–	3	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 9 juillet 1990
Nombre de contrats : 23 519.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	101,94	102,16	102,28
Précédent	102,16	102,30	102,46

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
102	0,79	1,46	0,83	1,21

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,5105 ↓

Le dollar s'est à nouveau affaibli mardi 10 juillet, à la suite d'une rumeur de hausse des taux d'intérêt au Japon.

A Paris, il cotait en fin de matinée 5,50 francs, 1,64 deutschemark, 149 yens.

La livre sterling revenait à 2,9870 et 1,8215 dollar.

FRANCFORT	9 juillet	10 juillet
Dollar (en DM)	1,6460	1,6395
TOKYO	**6 juillet**	**9 juillet**
Dollar (en yens)	150,70	149,60

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (10 juillet) ..... 9 15/16 -10 1/16 %
New-York (9 juillet) ..... 8 5/16 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 29-12-89*)

	6 juillet	9 juillet
Valeurs françaises	96,50	96,20
Valeurs étrangères	94,90	95
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	533,90	535,77
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 001,90	1 990,17

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	6 juillet	9 juillet
Industrielles	2 904,95	2 914,11

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	5 juillet	6 juillet
Industrielles	1 865	1 859,30
Mines d'or	180,90	179,30
Fonds d'Etat	78,63	78,40

TOKYO

	9 juillet	10 juillet
Nikkei Dow Jones	32 538,28	32 152,43
Indice général	2 362,41	2 337,77

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,5020	5,5030	+ 72	+ 82	+ 144	+ 164	+ 460	+ 520
$ can.	4,7554	4,7604	– 183	– 155	– 316	– 276	– 779	– 687
Yen (100)	3,6827	3,6859	+ 70	+ 87	+ 138	+ 167	+ 433	+ 486
DM	3,3559	3,3575	+ 44	+ 60	+ 88	+ 110	+ 250	+ 307
Florin	2,9792	2,9802	+ 45	+ 57	+ 84	+ 102	+ 230	+ 277
FB (100)	16,3022	16,3294	+ 20	+ 146	+ 64	+ 244	+ 467	+ 910
FS	3,9754	3,9790	+ 15	+ 30	+ 44	+ 67	+ 205	+ 272
L (1 000)	4,5774	4,5820	– 73	– 8	– 127	– 54	– 336	– 194
£	10,0356	10,0430	– 447	– 390	– 841	– 760	– 2235	– 2056

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 3/8	8 5/8	8 1/4	8 3/8	8 1/4	8 3/8	8 1/4	8 3/8
Yen	7 1/4	7 1/2	7 7/16	7 9/16	7 7/16	7 9/16	7 5/8	7 3/4
DM	8 1/16	8 5/16	8 1/16	8 3/16	8 1/8	8 1/4	8 7/16	8 9/16
Florin	7 11/16	7 15/16	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 3/16	8 3/8	8 1/2
F.B. (100)	9 1/4	9 3/4	9 5/16	9 9/16	9 5/16	9 9/16	9 1/4	9 1/2
F.S.	9 1/4	9 1/2	9 1/8	9 1/4	9 1/16	9 3/16	8 7/8	9
L (1000)	11 1/2	12 1/2	10 5/8	11 1/8	10 7/8	11 3/8	11	11 1/2
£	14 3/4	15	14 7/8	15	14 7/8	15	14 7/8	15
F franç.	9 13/16	10 1/16	9 7/8	10	9 7/8	10	10 1/8	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

Cours relevés à 14 h 28

BOURSE DU 10 JUILLET

Règlement mensuel

COMPTANT (sélection)

Obligations

Actions

Etrangères

Hors-cote

Bque Hydro Energie	315	....
Buitoni	815	....
Calciphos	157	....
C G H Cogenhor	83	98 90d
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery Bourdin	360	....
Coparex	582	585
Europ. Accum.	64 40	....
Gachot S.A.	119	115
Guy Degrenne	400	410
Haribo Ricqlès Zan	210	...
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	381	....
Merlin Imm.	240	....
Nicolas	960	....
Particip. Parcier	379	....
Rorento N.V.	178 40	176 60
St-Gobain-Emballage	3400	....
Serra Mesra	310 20	314
S.E.P.R.	1820	....
Sicil	420	...
S.P.R. act. B	392 90	....
Ufinex	380	....
Wonder	968	755 o

SICAV (sélection) 9/7

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/7	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 527	5 510	5 370	5 770
Ecu	6 953	6 953	....	....
Allemagne (100 dm)	335 590	335 540	326 500	347
Belgique (100 F)	16 324	16 317	15 800	16 850
Pays-Bas (100 fl)	297 900	297 790	280	308
Italie (1000 lires)	4 579	4 579	4 350	4 850
Danemark (100 krd)	88 170	88 170	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	10 006	10 011	9 550	10 350
Grèce (100 drachmes)	3 422	3 425	4 050	4 050
Suisse (100 f)	397 300	397 380	386	408
Suède (100 krs)	92 750	92 700	89	97
Norvège (100 k)	87 490	87 490	84	92
Autriche (100 sch)	47 718	47 702	48 500	49 600
Espagne (100 pes)	5 477	5 478	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 830	3 832	3 650	4 350
Canada (1 $ can)	4 769	4 763	4 850	5 050
Japon (100 yens)	3 686	3 692	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/7
Or fin (kilo en barre)	64300	63000
Or fin (en lingot)	64450	63000
Napoléon (20f)	388	390
Pièce Fr (10 f)	387	.....
Pièce Suisse (20 f)	421	418
Pièce Latine (20 f)	375	370
Souverain	476	475
Pièce 20 dollars	2165	2160
Pièce 10 dollars	1270	1270
Pièce 5 dollars	825	.....
Pièce 50 pesos	2435	2400
Pièce 10 florins	390	380

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

مكذا من الاجل

Le Monde

Les partenaires sociaux vont réexaminer leur accord de 1970 sur la formation professionnelle

Réunis le 9 juillet pour célébrer le vingtième anniversaire de l'accord de juillet 1970 qui préfigura la fameuse *loi Delors de 1971 sur la formation* professionnelle continue, les partenaires sociaux, à l'exception de la CGT, ont signé une déclaration commune par laquelle ils s'engagent à *« donner une nouvelle impulsion au dispositif conventionnel »*. Une rencontre est prévue pour le 2 octobre prochain pour procéder à l'examen du texte de l'époque, et des chapitres qui l'ont complété depuis.

Cette opération, qui ne s'appelle pas encore une négociation, répond en partie au souhait de M. Jean-Pierre Soisson qui voudrait réformer la loi Delors en 1991. Alors que les différentes parties s'inquiétaient de la procédure, le ministre du travail avait demandé il y a quelques semaines que *« le patronat et les syndicats, en liaison avec l'Etat et les régions, puissent définir les modalités d'un nouveau bond en avant »*.

Réaffirmant *« leur attachement à la conduite d'une politique contractuelle en ce domaine »*, les partenaires sociaux ont voulu, dans leur réponse, montrer qu'ils avaient un droit d'antériorité et qu'ils tenaient au respect d'un paritarisme qui a permis, au fil des années, la constitution de nombreux organismes communs, dont ceux chargés de la mutualisation des fonds collectés.

Dans leurs déclarations, le CNPF, FO et dans une moindre mesure la CFDT ont insisté pour que l'actualisation de l'accord de 1970 soit de la seule responsabilité des partenaires sociaux. *« On ne peut pas envisager une loi qui voudrait corriger l'accord auquel nous aurons abouti »*, a expliqué M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du CNPF. La CFE-CGC s'est prononcée *« pour un lifting profond de l'accord »*.

Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales

L'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale sévèrement critiquée

Après le rapport de la Cour des comptes consacré à la Caisse nationale d'assurance-maladie, c'est au tour de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) de mettre en cause l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (ACOSS).

L'ACOSS, qui assure le recouvrement des cotisations sociales (815 milliards de francs en 1990) par l'intermédiaire des 105 URSSAF, a lancé depuis 1978 un plan d'informatisation dont *« les objectifs stratégiques et financiers ont été oubliés depuis longtemps »*. En dix ans, elle a investi entre 200 et 250 millions de francs d'équipements informatiques alors que le projet initial atteignait 140 millions. A la suite du *« plan de relance »* décidé par la nouvelle direction en 1987, les effectifs de la direction informatique sont passés de 83 à 151 salariés.

Alors que *« personne n'est actuellement en mesure »* de *« chiffrer les moyens de fonctionnement supplémentaires »* mis en œuvre, la tutelle qui devrait être exercée par l'Etat est directement mise en cause. *« Il n'y a pas, à l'ACOSS, de responsable du contrôle de la gestion, de même qu'il n'existe pas d'outils de contrôle de gestion »*, remarque l'IGAS. Ainsi l'extension du système informatique mis en place à Toulouse avec des résultats jugés probants – mais qui faisait concurrence au système national – a été volontairement entravée. L'IGAS recommande néanmoins une centralisation de l'informatique de recouvrement et, estime nécessaire de remédier à *« la diminution de la part réservée à IBM »* au profit de Bull. En conclusion, l'Inspection générale dénonce *« les insuffisances du management »* et *« l'absence de responsabilité de la direction générale de l'ACOSS sur ses directions sectorielles »*.

J.-M. N.

Les élections municipales de Torcy (Seine-et-Marne) et de Fleurance (Gers) sont annulées

Le Conseil d'Etat a annulé lundi 9 juillet les élections municipales du 12 mars 1989 à Torcy (Seine-et-Marne) et Fleurance (Gers).

A Torcy, la liste d'union de la droite conduite par M. Jeffray (UDF-PR) l'avait emporté dès le premier tour avec trente-neuf voix d'avance sur celle de gauche, conduite par M. Mayadoux (PS), maire sortant. Trois jours avant le premier tour, indique le Conseil d'Etat, *« une chaîne de télévision d'audience nationale a diffusé au journal de 20 heures un reportage consacré au suicide d'une élève d'une commune proche de Torcy et précisé que l'un des professeurs mis en cause par les élèves de sa classe était adjoint au maire de Torcy »*.

A Fleurance, un bureau de vote qui aurait dû être fermé à 18 heures avait été rouvert par son *président afin de permettre* à quelques électeurs retardataires de voter. La liste d'union de la gauche conduite par M. Claude Gallardo avait devancé de quarante et une voix, au premier tour, celle du maire sortant, M. Maurice Mességué, *divers droite, qui était installé* à l'hôtel de ville depuis dix-huit ans.

M. Gallardo, nous indique notre correspondant, a aussitôt annoncé sa candidature pour la nouvelle élection qui devrait être organisée le 9 septembre. M. Mességué n'a pas fait part de ses intentions.

Le Conseil de la concurrence met à l'amende TF 1, A 2 et FR 3

Deux millions et demi de francs d'amende pour TF 1 ; 1,5 million pour Antenne 2 et FR 3, 150 000 francs pour les syndicats d'artistes-interprètes et l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels (USPA) : 100 000 francs enfin, pour l'INA et la société Pathé-Cinéma. Saisi par trois syndicats de producteurs (la Chambre syndicale, l'UPF et le SPPA), le Conseil de la concurrence a sanctionné, le 26 juin dernier, les chaînes, les sociétés et tous les syndicats d'artistes-interprètes qui avaient conclu, en 1988, un « accord de boycott » de la Cinq et de M 6.

Sous la menace d'une grève, les sociétés aujourd'hui condamnées, avaient non seulement accepté de signer une convention collective avec les syndicats d'artistes-interprètes, mais s'étaient engagées à ne signer des contrats de façonnage ou de coproduction qu'avec des producteurs *signataires et à ne pas céder de droits* de diffusion à la Cinq et à M 6, alors non signataires, tant que durerait le mouvement.

Dans sa décision, le Conseil de la concurrence estime que ce dernier point constituait *« un engagement de boycott qui avait pour objet de limiter l'accès des sociétés la Cinq et M 6 aux émissions à rediffuser disponibles sur le marché (...) A ce titre, il avait le caractère d'une entente directement contraire aux dispositions de l'ordonnance de 1986 »* relative à la liberté des prix et de la concurrence.

Inscriptions dans les universités parisiennes

Les exclus de Ravel

Ravel a ses exclus, ses déçus, ses révoltés. Si le système de pré-inscription télématique en premier cycle des universités parisiennes a évité le plus gros des traditionnelles files d'attente, il n'est pas exempt d'imperfections. Mardi 10 juillet dans la matinée, au lendemain des résultats définitifs du baccalauréat, des candidats angoissés attendaient aux portes des universités qui ont, pour la plupart, fait le plein de leurs effectifs dans les filières les plus demandées.

C'est à Paris-X Nanterre que se sont concentrés le plus grand nombre de nouveaux bacheliers en mal d'inscription. Parmi eux se trouvaient des jeunes qui, refusés dans d'autres universités, avaient opté pour Nanterre en deuxième choix, notamment des bacheliers qui souhaitaient entrer à Paris-IX Dauphine et n'ont pas obtenu la mention au bac nécessaire pour y être admis. L'université de Nanterre, qui accueille chaque année la plus grande proportion de nouveaux inscrits (environ 7800 étudiants en première année de DEUG), est donc en première ligne. Toutefois, la présidence de l'université, qui avait réservé des places, estimait mardi dans la matinée pouvoir absorber la totalité des candidats. Il restera à trouver, dès jeudi 12 juillet, des places pour les bacheliers qui ne sont pas passés par le système Ravel.

Dans les universités de Paris centre, la situation était plus calme mardi en début de journée. Les files d'attente étaient inexistantes à Paris-I et très limitées à Paris-III et Paris-VI. L'ambiance, parmi les candidats, était en revanche à l'inquiétude, voire à la colère. *« Ravel, c'est de la mascarade,* s'exclamait une mère devant les portes de Paris-III. *Ce sont des manœuvres dilatoires pour nous faire courir d'une fac à l'autre. »*

Les bacheliers qui se pressaient devant les guichets des établissements n'étaient pas tous des étourdis ayant omis de *taper, en temps voulu, le code* Ravel sur leur Minitel. Il y avait aussi ceux qui affirmaient ne jamais avoir eu connaissance du mot de passe indispensable à l'inscription, ceux qui n'avaient pas reçu de convocation et ceux qui avaient été rejetés de l'université ou de la filière sélectionnées comme premier choix. Ceux-là se sont rendus dans l'établissement sélectionné en deuxième rang qui, bien souvent, avait donné la priorité aux premiers arrivés. Surtout, de très nombreux bacheliers ont fait les frais d'une mauvaise information concernant la sectorisation géographique. Le système Ravel a apparemment péché par un manque de précision dans les renseignements fournis aux bacheliers. Ceux qui en sont les victimes se trouvent d'autant plus déboussolés qu'ils ont l'impression d'être totalement marginalisés.

RAPHAËLLE RÉROLLE

EN BREF

□ **ROUMANIE : un ancien ministre du président Iliescu demande *asile en Suisse.*** – *Un ancien ministre* du premier gouvernement dirigé par M. Ion Iliescu, M. Mihai Lupoi, a demandé la semaine dernière l'asile politique à la Suisse, a-t-on appris mardi 10 juillet à Berne. *« M. Lupoi a déposé une demande d'asile et doit passer une audition mardi après-midi ou mercredi matin pour savoir quelles sont les raisons qui l'ont poussé à demander l'asile »*, indique-t-on dans la capitale fédérale. – (*AFP.*)

□ **SOUDAN : *violent séisme.*** – Un violent tremblement de terre a secoué, lundi 9 juillet, le sud du Soudan, a annoncé mardi l'Institut météorologique néerlandais de De Bilt (centre des Pays-Bas). Selon l'institut, le séisme a atteint une *magnitude comprise* entre 6,2 et 6,5 degrés sur l'échelle de Richter et l'épicentre a été localisé au nord-ouest de la ville de Juba. On ignorait encore mardi après-midi si le séisme avait fait des victimes. – (*AFP.*)

□ **RFA : hausse de 0,1 % des prix de détail en juin.** – Les prix à la consommation ont progressé en RFA de 0,1 % en juin et de 2,3 % par rapport au même mois de l'année dernière, selon des données définitives communiquées, mardi 10 juillet, par l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. En mai, la hausse des prix de détail avait atteint 0,2 % et s'établissait en glissement annuel à 2,3 %, comme en juin.

□ **La COB demande la suspension des titres du groupe Tapie.** – La Commission des opérations de Bourse (COB) a demandé mardi 10 juillet, à la Société des Bourses françaises (SBF) la suspension des titres Bernard Tapie Finance, Testut et Terraillon. Selon un communiqué publié par la SBF, la COB a demandé cette mesure *« compte tenu des circonstances et en raison de l'absence d'informations de ces sociétés sur les conditions de réalisation de l'acquisition de la société Adidas par le groupe Tapie et de l'incidence de celle-ci »* sur les sociétés cotées en Bourse de Paris (BTF et Testut) et de Lyon (Terraillon). De son côté, le groupe Tapie, dans un communiqué, a fait savoir qu'il avait demandé mardi à la SBF la suspension de la cotation du titre Bernard Tapie Finance (BTF) jusqu'au 11 août *(lire également page 21)*.

□ **M. Stirn démissionne de ses fonctions à Cherbourg.** – M. Olivier Stirn, ancien ministre du tourisme, a annoncé, mardi 10 juillet, qu'il démissionnait du conseil municipal de Cherbourg, *« et par conséquent de la présidence de la communauté urbaine de Cherbourg »*, où il avait été élu en 1989. *« Depuis vingt-deux ans, le suffrage universel ne m'a jamais manqué. Je n'exclus pas de lui demander un jour réparation et justice »*, a ajouté M. Stirn.

□ **M. Waechter : *« M. Fabius a-t-il pris le chemin de Damas ? »*** – M. Antoine Waechter, chef de file des Verts, s'est demandé, lundi 9 juillet, si *« M. Fabius a pris le chemin de Damas »*, après les prises de position spectaculaires en faveur de l'écologie exprimées ce week-end à Poitiers par le président de l'Assemblée nationale (*le Monde* du 10 juillet). *« Une semaine après l'annonce de relance du programme électronucléaire et le choix d'illuminer les autoroutes pour susciter une consommation nouvelle d'électricité, deux semaines après un colloque de glorification de la croissance routière et deux jours après une nouvelle explosion à Mururoa et l'autorisation accordée aux promoteurs de bétonner les lacs de montagne, M. Fabius aurait-il fait sa conversion à l'écologie ? »*, ajoute M. Waechter.

□ **ESPACE : un joint défaillant sur la navette Columbia.** – La NASA progresse dans la localisation de la fuite d'hydrogène qui a entraîné, le 30 mai, le report du lancement de Columbia et le maintien au sol de toutes les navettes spatiales américaines. Des tests de laboratoire effectués le week-end dernier sur le réservoir extérieur de Columbia ont en effet prouvé que *la fuite était liée à la conception ou* à l'assemblage de la navette. Ils n'ont toutefois pas permis de déterminer précisément quel joint, tuyau ou valve était en cause dans le système d'alimentation en hydrogène, ainsi que l'a précisé, lundi 9 juillet, William Lenoir, directeur des vols de la NASA.

□ **Retour des clubs anglais en Coupe d'Europe.** – Les clubs de football anglais pourront de nouveau participer aux différentes coupes d'Europe dès la saison prochaine. *L'Union européenne* (UEFA) a annoncé mardi 10 juillet la levée de leur suspension en vigueur depuis le drame du Heysel.

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 10 juillet 1990 a été tiré à 533 774 exemplaires.